489217

ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

409 64

TOME II 1963 N° 1

ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

Comité de rédaction

A. OȚETEA, membre de l'Académie de la République Populaire Roumaine — *rédacteur en chef*; **P. CONSTANTINESCU-IAȘI, C. DAICOVICIU, D. PRODAN**, membres de l'Académie de la République Populaire Roumaine; **M. BERZA**, membre correspondant de l'Académie de la République Populaire Roumaine — *rédacteur en chef adjoint*; **L. BÁNYAI, GH. MATEI, V. CHERESTEȘIU, V. POPOVICI, EUGEN STĂNESCU; ȘT. ȘTEFĂNESCU** — *secrétaire de rédaction*.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

TOME II, N° 1
1963

REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE

SOMMAIRE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Etudes

Page

ION POPESCU-PUȚURI, Les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole en Roumanie en janvier-février 1933. Leur écho international . . 5
SORIN ULEA, L'origine et la signification idéologique de la peinture extérieure moldave 29
DAMASCHIN MIOC, Le montant du *bir* en Valachie au XVIe siècle 73
DAN BERINDEI, La lutte pour l'unité de l'Italie reflétée dans la presse des Principautés Unies (1859 — 1860) 101
D. PRODAN, Gheorghe Barițiu. Pour le 150e anniversaire de sa naissance . . 115
CONSTANTIN C. GIURESCU, Bucarest et l'élection d'Alexandru Ioan Cuza . . 133
TR. LUNGU et M. RUSENESCU, Aspects de la lutte de la paysannerie pour la terre entre 1917 et 1921 165
N. GOLDBERGER et G. ZAHARIA, Le caractère national et international de la résistance en Roumanie 189

Comptes rendus

Studii și materiale de istorie medie, tome V (*N. Stoicescu*) 227
Anuarul Institutului de istorie din Cluj, III (1960) (*Vl. Diculescu*) 231
Studii clasice, tome III (1961) et tome IV (1962) (*Șerban Papacostea*) 234
Studii și cercetări de bibliologie IV (1961) (*Paul Simionescu*) 239
Romanoslavica, tome V : Histoire (*D. Mioc*) 241
Contribuții la istoria capitalului străin în Romînia (*I. Puia*) 243
Documente privind istoria Romîniei, tome IV (*Ioana Constantinescu*) 250
J. STRIEDTER, Die Erzählung vom walachischen Vojevoden Drakula in der russischen und deutschen Überlieferung (*P. P. Panaitescu*) 253

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LES LUTTES HÉROÏQUES DES CHEMINOTS ET DES OUVRIERS DU PÉTROLE EN ROUMANIE EN JANVIER-FÉVRIER 1933. LEUR ÉCHO INTERNATIONAL

par ION POPESCU-PUȚURI

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Il y a trois décennies qu'eurent lieu en Roumanie les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole, luttes organisées et dirigées par le Parti Communiste de Roumanie contre l'aggravation des conditions de vie des masses travailleuses, contre l'inféodation grandissante du pays aux puissances impérialistes et pour barrer la voie au fascisme et à la guerre.

Par leur haut niveau d'organisation, par leur ampleur et leur esprit révolutionnaires, ces luttes marquèrent un tournant dans le développement du mouvement ouvrier de Roumanie, un événement d'une portée décisive dans l'histoire du peuple roumain.

★

Les batailles prolétariennes de janvier-février 1933 se déroulèrent sur le fond de l'accentuation des contradictions entre les classes antagonistes en Roumanie pendant les années de la crise économique mondiale du capitalisme, de 1929 à 1933.

La crise fut de plus longue durée en Roumanie et ses effets sur les plans économique et social furent plus destructeurs et plus douloureux que dans nombre d'autres pays capitalistes. Etant « une des parties les

plus faibles de la stabilisation pourrie du capitalisme mondial »[1], l'économie de la Roumanie bourgeoise-agrarienne connut les premiers symptômes de la crise économique déjà en 1928. A partir de 1929, la crise se développa rapidement en ampleur et en intensité pour arriver, au cours des années suivantes, à frapper toute l'économie.

La crise de l'industrie se conjugua étroitement avec celle de l'agriculture, aggravée à son tour par l'existence de nombreuses séquelles féodales.

Le fait que la crise économique se manifesta en Roumanie sous des formes particulièrement aiguës est dû aussi à sa sujétion aux puissances impérialistes, qui s'était accentuée au cours des années 1929—1933. Les grands monopoles occidentaux recherchaient une issue à la crise, entre autres, en intensifiant le pillage des pays et des peuples qui leur étaient asservis sous quelque forme que ce fût.

Les conséquences de la crise se firent fortement sentir dans tous les secteurs de la vie économique : industrie, agriculture, commerce, système bancaire et de crédit *.

« La crise est générale et totale... » notait, alarmé, C. Argetoianu, représentant marquant des classes dominantes [2].

La bourgeoisie et les grands terriens roumains ainsi que leurs gouvernants tendaient à sortir de la crise aux dépens des masses travailleuses et par la voie de l'inféodation grandissante du pays au capital monopoleur étranger. Cette politique de trahison nationale s'exprima le plus éloquemment par l'acceptation du plan de Genève « d'assainissement économique » de la Roumanie qui, derrière le paravent d'une convention de « collaboration technique » avec la Société des Nations, signée en janvier 1933, instituait le contrôle direct des grands banquiers occidentaux sur la vie économique et, implicitement, sur la politique du pays.

De connivence avec les monopoles français, anglais, américains, etc., les classes exploiteuses de Roumanie déclenchèrent une véritable

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] *Documente din istoria Partidului Comunist din Romînia, 1929—1933*, vol. III, ESPLP, Bucarest, 1955, p. 34.

* Le volume de la production industrielle tomba pendant les années de crise d'environ 50%. La production des industries métallurgique et charbonnière, etc. enregistra une baisse catastrophique. En outre, la valeur de la production alimentaire, en liaison directe avec les besoins des larges masses populaires, tomba de 15,3 à 8,5 milliards de lei (Voir « Annuaire statistique de la Roumanie 1937 et 1938 », pp. 449—450 et 462). La production agricole, exprimée en valeur, tomba de 1929 à 1931 de 105,3 à 46,4 milliards de lei (N. P. Arcadian, *Industrializarea Romîniei*, IIe édition, Bucarest, 1936, p. 216). Les faillites des banques se succédèrent sans interruption durant ces années; de 1929 à 1934 le nombre des banques actives tomba de 1048 à 794. Cela aboutit à l'intensification de la concentration et de la centralisation du capital bancaire (V. Madgearu, *Evoluția economiei românești*, Bucarest, 1940, p. 331).

[2] C. Argetoianu, *Pentru cei de mîine* (*Memorii*), VIIIe partie, no 3, pp. 161—163.

offensive contre les conditions de vie de la classe ouvrière et des larges masses populaires. Elle se manifesta par la diminution continue et brutale des salaires des ouvriers, sous la forme de l'application de « courbes de sacrifice » * et sous diverses autres formes, par des licenciements massifs d'ouvriers, de fonctionnaires, etc., par l'intensification poussée à l'extrême de l'exploitation et de l'oppression des travailleurs **.

Les conditions de travail et de vie particulièrement difficiles, le chômage, l'exploitation barbare, la misère auxquels étaient condamnés les travailleurs, la terreur et les préparatifs de guerre aboutirent à l'accroissement accéléré du mécontentement des larges masses populaires, accentuèrent la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie de même que toutes les autres contradictions du régime bourgeois-agrarien.

La classe ouvrière, dirigée par le Parti Communiste, se plaça résolument à la tête de la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitaliste-agrarienne, pour la défense de ses intérêts et des intérêts de tout le peuple.

Aux premières lignes du front prolétarien se trouvaient de plus en plus souvent les cheminots qui étaient parmi les premiers et les plus cruellement frappés par les mesures prises par les exploiteurs autochtones et étrangers en vue de trouver une issue à la crise aux dépens des travailleurs.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les travailleurs des chemins de fer en général et surtout ceux de Bucarest étaient les gardiens et les continuateurs d'une riche tradition de lutte révolutionnaire ***.

---

* « Les courbes de sacrifice » consistaient en des taux de réduction des salaires et des pensions des ouvriers et des petits employés et fonctionnaires. Trois « courbes de sacrifice » furent appliquées successivement en 1931, 1932 et 1933.

** Des données officielles mêmes du temps il résulte que les salaires nominaux des ouvriers diminuèrent de 40 % environ de 1929 à 1933. Le nombre des chômeurs complets de l'industrie dépassait 300 000. A ceux-ci s'ajoutaient un grand nombre de chômeurs parmi les ouvriers agricoles, les fonctionnaires, les intellectuels. Le chômage partiel prit de très grandes proportions. Dans nombre d'entreprises les ouvriers qui n'avaient pas été congédiés ne travaillaient que 2 ou 3 jours par semaine (voir « Buletinul Comitetului Central al Partidului Comunist din Romînia », 1re année, no 4, juillet 1931).

*** Ainsi, la grève de 30 jours des cheminots de Bucarest, en août 1888, par l'importance du secteur économique qu'elle toucha, par le nombre des participants et par les actions de solidarité qu'elle engendra dans le pays et à l'étranger, se situa parmi les premières grandes grèves des ouvriers de Roumanie. Durant les années de l'élan révolutionnaire (1917—1920) les cheminots se placèrent encore aux premières places dans le cadre des luttes grévistes. Par la grève commencée le 14 juin 1919 et qui se transforma en une grève générale des cheminots, les travailleurs des chemins de fer de Bucarest donnèrent le signal de la puissante vague de grèves générales par branches de l'été 1919. La grève des cheminots commencée le 17 octobre 1920 à Bucarest hâta le déclenchement de la grève générale dans tout le pays et en fut, en fait, l'épine dorsale.

Le rôle capital des cheminots ressortait cette fois-ci encore des nombreuses actions qu'ils avaient entreprises au cours de l'année 1931. Mais ces actions avaient aussi mis en lumière certaines insuffisances politiques et sur le plan de l'organisation, qui empêchaient le déroulement des luttes de masses décisives pour obtenir satisfaction des revendications des ouvriers.

L'orientation nécessaire fut donnée au début de l'année 1932, sur la base des décisions du Ve Congrès du Parti Communiste de Roumanie (3—24 décembre 1931) qui eut un rôle important dans l'évolution du mouvement ouvrier de Roumanie. S'appuyant sur une analyse profonde des réalités du pays, le Congrès élabora et établit les fondements de la ligne générale stratégique et tactique du parti communiste. Dans ce cadre, l'attention du parti se porta sur les principaux détachements du prolétariat — les cheminots, les ouvriers du pétrole, les mineurs —, sur l'utilisation de formes et de méthodes nouvelles, supérieures, pour l'organisation des masses en un front unique ouvrier.

Se fondant sur l'orientation générale donnée par le Ve Congrès, le Parti Communiste de Roumanie déploya, au cours de l'étape suivante, une activité toujours plus soutenue et plus riche sur le plan de l'organisation et pour la mobilisation des masses ouvrières en vue d'actions résolues.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Toute l'expérience acquise jusqu'alors montrait que l'entrée en lutte des cheminots entraînait dans de puissantes actions de classe de larges couches d'ouvriers des autres branches et les masses travailleuses non prolétariennes ; c'est pourquoi les meilleures forces furent concentrées pour la préparation des actions dans les chemins de fer afin qu'elles constituassent le signal de grandes batailles de classe à l'échelle nationale.

Les actions des cheminots se développèrent au cours de l'année 1932, à Bucarest et dans les autres centres importants du pays et elles préparèrent les luttes héroïques de 1933 de tous les travailleurs des chemins de fer.

Dans le feu de ces luttes apparut la nécessité impérieuse d'en finir avec les pratiques étroites, sectaires, qui avaient existé jusqu'alors et de passer des formes inférieures aux formes supérieures, déclarées, d'organisation et de mobilisation des masses. C'est sur cette ligne que se situa l'action entreprise en vue de créer des comités d'action, comme organes du front unique. Elus par toute la masse des ouvriers intéressés à conquérir des revendications immédiates, les comités d'action représentaient les formes appropriées d'organisation et de conduite directe de la lutte de masse, et unissaient tous les ouvriers, syndiqués ou non, qu'ils soient ou non adhérents d'un parti politique quelconque. Etant donné leur

caractère largement représentatif, les comités d'action étaient reconnus en tant qu'organes de direction et suivis par tous les ouvriers. La conjugaison de l'activité visant à créer des comités d'action et de celle visant à transformer les syndicats réformistes en syndicats fondés sur le principe de la lutte de classe, sur la lutte révolutionnaire, favorisait la formation de l'unité de combat des masses ouvrières les plus larges.

Afin de stimuler la création des comités d'action dans les chemins de fer — dans les ateliers, les dépôts, les gares, — le Parti Communiste de Roumanie jugea nécessaire de créer au préalable un comité central de front unique des cheminots. A cette fin, le Comité central du Parti Communiste de Roumanie prit l'initiative de convoquer une conférence nationale des cheminots. La Conférence, qui eut lieu à Bucarest le 20 mars 1932, établit le plan commun de lutte et élit le Comité central d'action des cheminots, dont le secrétaire était le camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej.

Au Comité central d'action furent élus, sur la base du front unique ouvrier, aussi bien des communistes que des social-démocrates, des socialistes indépendants et des sans-parti qui s'étaient déclarés d'accord avec la plate-forme de revendications et avec les décisions de la conférence. L'expérience ultérieure prouva que, en adoptant la ligne consistant à entraîner aux côtés des communistes dans l'activité du Comité central d'action, des cadres de direction des organisations locales des partis social-démocrate et socialiste-indépendant, on assurait la participation à l'action des ouvriers qui étaient sous leur influence et on facilitait l'entrée dans la lutte de tous les ouvriers.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dès sa constitution, le Comité central d'action assuma et remplit la tâche de coordonner et de diriger la lutte des cheminots, tâche qui correspondait au mandat qui lui avait été confié par la masse des ouvriers.

« Le Comité central d'action, en remplissant son rôle, fit preuve de maturité, d'une profonde puissance d'analyse et d'une profonde connaissance des possibilités qui existaient dans les masses de cheminots. Il a mis en lumière la formidable force d'attraction des ouvriers des chemins de fer ... [1] ».

Au cours de l'été et de l'automne de l'année 1932, le Parti Communiste de Roumanie déploya, par le Comité central d'action ayant à sa tête le camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej, une large action pour l'organi-

[1] Extrait de la déposition du camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej au procès de Bucarest des dirigeants des luttes révolutionnaires de 1933 (*Din dezbaterile procesului muncitorilor ceferiști în fața Consiliului de război al Corpului II Armată din București*, Ed. P. C. R., janvier 1934, p. 13).

sation et la mobilisation des cheminots et des ouvriers du pétrole, en vue de passer à une ferme contre-offensive contre la politique anti-populaire et antinationale des classes dominantes. Des conférences régionales des cheminots eurent lieu et des comités d'action furent élus aux échelons régionaux, locaux et dans les entreprises, tandis que les éléments réformistes et scissionnistes étaient éloignés de la direction des syndicats qui étaient ainsi transformés en organes de la lutte de classe. Cela fut possible grâce au travail intense déployé au sein des masses par les communistes et d'autres éléments révolutionnaires. Le mouvement des cheminots et des ouvriers du pétrole fut ainsi nanti d'une direction révolutionnaire reconnue et soutenue par les ouvriers de toutes les tendances politiques, ainsi que par les sans-parti.

★

L'année 1933 commença sous le signe de l'accentuation de l'offensive des capitalistes et des grands terriens contre le niveau de vie des masses populaires. L'accaparement du pouvoir en Allemagne par les hitlériens encourageait la réaction internationale, y compris celle de Roumanie. Le 14 janvier fut constitué le gouvernement national-paysan présidé par Al. Vaida, le « parrain » de la Garde de Fer. Quelques jours seulement plus tard, le 18 janvier, fut signé à Genève le « plan d'assainissement » qui asservissait le pays. L'application d'une nouvelle « courbe de sacrifice » qui réduisait de 10 à 12,50 % les salaires et les pensions des fonctionnaires, ainsi que d'autres mesures prises par le gouvernement pour l'application du plan de Genève accrurent encore les difficultés et les souffrances des larges couches du peuple. L'effervescence révolutionnaire grandissait dans tout le pays.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le signal des grandes actions de lutte qui ont suivi fut donné par les ouvriers des Ateliers Grivitza des Chemins de Fer Roumains. Les 28 et 31 janvier 1933 eurent lieu ici de puissantes grèves démonstratives auxquelles participèrent des milliers d'ouvriers. Ils élirent leurs délégués pour les négociations avec les autorités, les accompagnèrent et les soutinrent activement en manifestant devant l'administration [1]. L'ampleur de ces actions et la combativité qui s'y manifesta étaient au premier chef le reflet du succès de la politique de front unique, de la formation d'une unité d'action toujours plus étroite des cheminots de Bucarest.

---

[1] Chivu Stoica, *Eroicele lupte ale muncitorilor ceferişti şi petrolişti din 1933*, ESPLP, Bucarest, 1955, pp. 62–66.

Un large programme de revendications économiques, auxquelles était associée une revendication politique de grande portée : la reconnaissance du comité d'entreprise, fut débattu et adopté [1].

Stimulés par l'exemple d'organisation et de lutte que leur donnaient les cheminots, les ouvriers du pétrole de la Vallée de la Prahova se dressèrent eux aussi résolument pour s'opposer à la nouvelle attaque des classes exploiteuses contre leur niveau de vie. Les ouvriers du pétrole se heurtaient directement aux émissaires et aux représentants des grands trusts pétroliers de l'Occident qui détenaient les positions prédominantes dans cet important secteur de l'économie roumaine. Poursuivant la réalisation de profits maximums, les monopoleurs étrangers, de connivence avec les capitalistes autochtones, dirigeaient l'exploitation des réserves de pétrole du pays à leur gré, à l'encontre des intérêts du peuple roumain et au prix de nouveaux sacrifices pour les masses ouvrières.

Les luttes des ouvriers du pétrole atteignirent leur point culminant lors des grèves et des manifestations de masse des 30 janvier —1er février 1933 aux sociétés « Astra-Romînă » et « Romîno-Americana » de Ploieşti.

Des milliers de grévistes, avec qui s'étaient solidarisées de larges masses de travailleurs, ripostèrent fermement aux attaques des forces répressives, assaillirent les locaux de la police et imposèrent la libération des ouvriers arrêtés [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pendant 24 heures la ville de Ploieşti se trouva pratiquement aux mains des masses ouvrières [3].

Le 2 février, les ouvriers des Ateliers Grivitza des Chemins de Fer Roumains déclarèrent la grève avec occupation de l'entreprise. Les grévistes assumèrent l'entière responsabilité de leur protection [4]. Exprimant la cohésion du front unique de tous les travailleurs des ateliers, le comité de grève élu par les masses ouvrières avait une large composition et comprenait 350 ouvriers, communistes et sympathisants du Parti Communiste de Roumanie, social-démocrates et ouvriers ayant d'autres tendances politiques, et aussi des sans-parti. Dans le comité de grève entrèrent les représentants des ouvriers les plus résolus de tous les secteurs et de tous les ateliers.

---

[1] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 1, doss. 111, pp. 9—13 et doss. 181, p. 41.

[2] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 79, doss. 7606, p. 69 ; voir aussi « Dimineaţa » du 3 février 1933.

[3] « Scînteia » du 1er février 1933.

[4] « Dimineaţa » du 4 février 1933, « Communiqué à la presse » des grévistes.

De puissantes gardes d'auto-défense furent constituées, ainsi que des piquets de grève. Ceci représenta, avec l'élection publique du comité de grève, un des moments les plus importants de la grève du 2 février.

Mobilisés par les organisations ouvrières révolutionnaires, des milliers d'ouvriers, les familles des grévistes, des chômeurs, des éléments de la petite bourgeoisie du quartier ouvrier Grand et d'autres quartiers de la capitale, se réunirent devant les Ateliers Grivitza des Chemins de Fer Roumains et manifestèrent leur solidarité avec les grévistes. Les quelque 6000 hommes rassemblés aux portes des ateliers [1] formaient un bouclier vivant, infranchissable, contre les forces de répression.

Impuissant à intimider les masses par les concentrations de forces militaires et policières autour des ateliers et redoutant les conséquences que pourrait avoir le recours à la répression armée dans ces conditions, le gouvernement décida d'accepter pour le moment les revendications des grévistes, avec l'idée de gagner du temps. La délégation des ouvriers appelée au ministère des Communications en revint avec l'acceptation des revendications suivantes : paiement du travail aux pièces majoré de 25 % ; rétablissement des indemnités de logement et de vie chère ; arrêt des licenciements ; abandon du système consistant à employer les ouvriers à un travail ne correspondant pas à leur qualification ; augmentation du nombre des permis de circulation gratuite, etc. ; le gouvernement fut en outre obligé de reconnaître le comité d'entreprise [2].

Ce fut là une grande victoire des ouvriers des Chemins de Fer.

L'exemple de Grivitza entraîna dans l'action les ouvriers des autres centres ferroviaires du pays qui demandaient la satisfaction des mêmes revendications. Des grèves, des manifestations et des actions de solidarité furent organisées du 2 au 4 février dans les centres ferroviaires Paşcani, Galatz, Cluj, Oradea, Timişoara, Satu Mare, Braşov, Constanța, Brăila, Buzău, et autres.

La paysannerie travailleuse, de même que certaines catégories de la petite bourgeoisie des villes, donnaient elles aussi des signes d'agitation avec une tendance nette à se solidariser avec la lutte héroïque des cheminots.

Surpris et effrayé de la force combative de la classe ouvrière et profitant du répit qui suivit la grande grève du 2 février, le gouvernement Vaida, avec l'assentiment de la réaction roumaine tout entière et de connivence avec les impérialistes étrangers, décréta le 4 février l'état de siège.

---

[1] Archives de l'Institut d'histoire du Parti près le Comité central du Parti Ouvrier Roumain, cote Ab. XVIII—2, inventaire 731.

[2] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 5, doss. 946, pp. 525—526, fonds 68, doss. 6168, p. 135, fonds 96, doss. 3728, p. 92.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'application des promesses faites aux cheminots fut ajournée, la dissolution de toutes les organisations révolutionnaires et démocratiques fut ordonnée et on procéda à un grand nombre d'arrestations de dirigeants des masses.

Les cheminots, indignés, répondirent à l'attaque du gouvernement.

Le 13 février, les ouvriers des Chemins de Fer de Cluj, à l'appel du Comité d'action, déclarèrent la grève avec occupation des ateliers, en exigeant que soient tenues les promesses touchant l'acceptation des revendications, la réouverture du syndicat, etc. Durant deux jours les ouvriers, barricadés, résistèrent au siège de l'armée. De larges masses ouvrières de la localité se solidarisèrent avec les grévistes. Toute la population ouvrière de Cluj était sous l'influence de l'héroïque lutte des cheminots et se rangeait à leurs côtés [1].

Le 14 février, les ouvriers des Ateliers Nicolina-Jassy des Chemins de Fer Roumains entrèrent à leur tour dans la lutte. Les habitants des quartiers avoisinant les ateliers, les ouvriers du textile, les chômeurs, les femmes et les enfants des cheminots vinrent à la rescousse des ouvriers ferroviaires et se rassemblèrent aux portes des ateliers [2].

Au cours de la nuit du 14 au 15 février, le gouvernement fit procéder dans tout le pays à l'arrestation de nombreux dirigeants des luttes ouvrières [3].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Des membres du Comité central d'action et le secrétaire du Comité, le camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej, des membres des organes locaux du Parti Communiste de Roumanie, de l'Union de la Jeunesse Communiste, des comités locaux d'action, des comités des syndicats, des comités d'entreprise, des rédacteurs de la presse révolutionnaire furent arrêtés.

Les travailleurs des Chemins de Fer ripostèrent fermement à cette nouvelle provocation des classes exploiteuses. Le 15 février au matin, à l'appel du Comité d'entreprise, plus de 7 000 cheminots occupèrent les Ateliers Grivitza et déclarèrent la grève en revendiquant : la libération immédiate des détenus, la reconnaissance du Comité d'entreprise, la levée de l'état de siège et la satisfaction des revendications, promise le 2 février. Il s'agissait d'objectifs politiques d'une grande portée pour les cheminots et, en général, pour tous les travailleurs. Leur caractère offensif fit de ces objectifs les mots d'ordre politiques essentiels au cours des luttes

---

[1] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 5, doss. 948, pp. 71, 113. « Új Kelet » du 15 février 1933.

[2] Ibidem, fonds 5, doss. 946, p. 490.

[3] 1600 communistes et autres militants du mouvement ouvrier révolutionnaire furent arrêtés par les organes de la police et de la sûreté (A. Călinescu, *Memorii*. Notes concernant les événements de février 1933).

héroïques des 15 et 16 février 1933. Par cela, Grivitza se trouvait de nouveau en première ligne de la lutte de la classe ouvrière et de tout le peuple travailleur contre la politique de pillage et d'oppression du régime bourgeois-agrarien et des monopoles de l'étranger. Tout autour des ateliers furent postées des gardes d'auto-défense. Dans l'enceinte des Ateliers, dans les sections, se trouvaient des piquets de grève qui entraînaient à leur tour par centaines d'autres cheminots. Le chœur parlé, formé de 300 ouvriers [1], encourageait la masse de milliers de grévistes et de travailleurs rassemblés autour des ateliers en signe de solidarité. De la tribune improvisée devant le bâtiment de l'administration des Chemins de Fer Roumains, les représentants des ouvriers condamnaient vigoureusement l'état de siège, la mise hors la loi des organisations révolutionnaires, l'arrestation de leurs dirigeants.

Des ouvriers des fabriques voisines, solidaires de la lutte des cheminots, se dirigeaient en masses compactes vers les Ateliers Grivitza. Des meetings et des actions grévistes eurent lieu dans de nombreuses entreprises de Bucarest et les ouvriers exprimèrent à cette occasion leur solidarité résolue avec les combattants des Ateliers Grivitza [2].

La détermination inébranlable des cheminots dans leur lutte pour la défense des droits qu'ils avaient conquis, de même que les vastes actions de solidarité avec cette lutte qui furent entreprises, semèrent la panique et le désarroi dans les milieux gouvernementaux. Ils procédèrent à un vaste déploiement de forces policières et militaires en direction des Ateliers Grivitza. « Les camions de soldats, de gendarmes, d'agents de police arrivaient en hâte. Un véritable flot de soldats et de policiers déferla sur les ateliers. L'armée, en tenue et équipement de guerre, les agents de police nantis de carabines. Les rues avoisinant les ateliers étaient transformées en champ de guerre. Les commissaires royaux, le préfet de police, des procureurs, des ministres étaient venus immédiatement sur les lieux. Les ouvriers furent menacés d'être tués jusqu'au dernier et sommés d'évacuer la cour » [3].

Les masses s'adressèrent aux soldats en les exhortant à ne pas tirer sur leurs frères. On assista à des manifestations de fraternisation des soldats avec les ouvriers. Une compagnieu du 21e régiment d'infanterie refusa d'attaquer la foule.

---

[1] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 1, doss. 116, vol. II, pp. 232—233.

[2] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 1, inventaire 8, doss. 116, pp. 4—6 et Archives de l'Institut d'histoire du parti près le Comité central du Parti Ouvrier Roumain, cote Ab. XVIII—2, inventaire 731, p. 41.

[3] « Scînteia », no 4 des 15—28 février 1933.

La grève des cheminots revêtait un caractère populaire toujours plus prononcé, se tranformait en un grand mouvement politique de masse [1]. Des milliers de jeunes manifestèrent avec les adultes, de la rue Grivitza jusqu'à la Gare du Nord, contre la politique réactionnaire de la bourgeoisie, des grands terriens et des organes de répression [2]. La solidarité des masses avec la lutte héroïque des cheminots s'exprima aussi par l'aide matérielle (d'importantes quantités de pain et d'autres aliments, des sacs de cigarettes [3]) que leur apportaient tant les ouvriers que les autres couches de travailleurs de la capitale.

Le gouvernement envoya contre les ouvriers de nouvelles unités de gendarmes, de policiers, d'élèves de l'école de gardes-frontières, etc. Plusieurs plans détaillés furent élaborés en vue du déclenchement d'un massacre en masse des héroïques grévistes.

A l'aube du 16 février, lorsque la foule rassemblée autour des ateliers fut dispersée, les forces de répression déclenchèrent l'attaque par un feu nourri. Des dizaines de morts et des centaines de blessés rougirent de leur sang la cour des Ateliers. Plus de 2 000 ouvriers furent arrêtés *.

« Les Ateliers Grivitza de Bucarest ont été le théâtre des luttes les plus sanglantes et les plus acharnées qui aient opposé jusqu'à ce jour la classe ouvrière aux capitalistes et aux grands terriens de Roumanie » écrivait alors « Scînteia » [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La répression sauvage de la lutte des ouvriers des Ateliers Grivitza, qui inscrivirent une page immortelle d'héroïsme dans l'histoire des luttes du peuple, provoqua une immense vague d'indignation et de protestations parmi les masses ouvrières de la capitale et de tout le pays. Des réunions furent organisées, ainsi que des sorties démonstratives et des rassemblements des familles des cheminots.

★

Les cercles gouvernants montèrent un procès de grande envergure contre les combattants révolutionnaires arrêtés. Les dirigeants des luttes des cheminots et des ouvriers du pétrole furent amenés à deux reprises

---

[1] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 1, inventaire 8, doss. 108, p. 7 ; « Tînărul leninist », nº 2, février 1933.

[2] « Tînărul leninist », nº 2, février 1933.

[3] Archives de l'Institut d'histoire du parti près le Comité central du Parti Ouvrier Roumain, cote Ab. XVIII—2, inventaire 731, p. 40 et fonds 5, doss. 1006, p. 30.

* Il résulte d'un rapport de la préfecture de police que prirent part à l'action de répression contre les ouvriers non armés : tout le régiment de gendarmes à pied (2 bataillons), le corps des gardes-frontières (600 hommes), le 1er régiment de gardes-frontières (2 bataillons) et un bataillon du 8e régiment de gardes-frontières.

[4] « Scînteia », nº 4 des 15—28 février 1933.

devant la justice du régime bourgeois-agrarien, la première fois devant le Conseil de guerre du IIe Corps d'Armée de Bucarest, du 17 juillet au 20 août 1933, et, ensuite, devant le Conseil de guerre du 1er Corps d'Armée de Craiova, du 4 au 30 juin 1934, la sentence de Bucarest ayant été cassée sous la pression de la lutte des masses. Les classes dominantes visaient par le procès à intimider les masses, à isoler et anéantir les meilleurs fils du prolétariat. Ces calculs furent renversés et la mise en scène déjouée. La classe ouvrière, ayant à sa tête le Parti Communiste de Roumanie, utilisa ce procès comme une nouvelle occasion pour élever la conscience révolutionnaire du prolétariat et affirmer sa volonté de lutte. Les accusés et les centaines de témoins de la défense venus de tous les coins du pays transformèrent la salle d'audience en une tribune pour démasquer le régime bourgeois-agrarien. Avec courage et détermination, les accusés se transformèrent en accusateurs. Souvent, au cours du procès les juges, et autres serviteurs du régime bourgeois-agrarien se demandaient « Qui sont les accusés? et qui sont les accusateurs? », « Qui accuse ici? » [1].

« Les accusés ne se trouvent pas sur ces bancs — déclara le camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej. Les véritables accusés sont au sein du gouvernement, à la Direction des Chemins de Fer Roumains et à la direction des syndicats réformistes, aux côtés, et dans les rangs des accusateurs d'aujourd'hui. La sentence que vous prononcerez, loin d'intimider les ouvriers et de les détourner de leur voie, constituera pour eux une nouvelle impulsion dans l'action, une nouvelle impulsion dans la lutte » [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les débats de la salle d'audience avaient été précédés, accompagnés et suivis d'une campagne menée sur le plan national pour la défense des dirigeants du prolétariat amenés au banc des accusés. A cette campagne participèrent, sous les formes les plus diverses, des ouvriers, des paysans, des intellectuels — parmi lesquels des figures des plus marquantes de la science et de la culture roumaines — des fonctionnaires, des artisans, etc. C'était là l'expression éloquente de la signification historique et des implications que les événements de janvier-février 1933 allaient avoir sur la vie du peuple roumain. Les larges masses populaires considéraient comme leur propre cause celle pour laquelle la classe ouvrière, en février 1933, avait lutté âprement et consenti de grands sacrifices. Elles comprenaient maintenant, beaucoup plus clairement qu'auparavant, le rôle historique du prolétariat et de son avant-garde marxiste-léniniste, de combattant per-

---

[1] « Scînteia », nº 10 du 1er août 1934.

[2] *Din dezbaterile procesului muncitorilor ceferiști în fața Consiliului de război al Corpului II Armată din București*, p. 15.

sévérant et conséquent pour la cause des intérêts généraux et des aspirations les plus élevées du peuple.

La justice bourgeoise-agrarienne condamna à des dizaines d'années d'emprisonnement les dirigeants des luttes ouvrières de janvier-février 1933. Mais cela ne put masquer le fait que la sympathie et l'attachement des masses populaires allaient à la classe ouvrière et à ses dirigeants éprouvés et dévoués.

Un effet immédiat des luttes de janvier-février 1933 fut qu'une partie des revendications économiques des cheminots et des ouvriers du pétrole fut acceptée. «Les courbes de sacrifice» ne furent plus appliquées. Les experts et contrôleurs étrangers durent être retirés et le gouvernement Vaida fut à la fin obligé d'abandonner le pouvoir.

Les luttes des cheminots ne visaient plus à la seule satisfaction des revendications économiques immédiates mais à la satisfaction de revendications économiques et politiques d'intérêt général. S'engageant dans une action résolue contre l'asservissement du pays par le capital monopoliste occidental, la classe ouvrière prouva qu'elle était le porte-drapeau de la lutte du peuple roumain pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

★

Les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole de janvier-février 1933 eurent un puissant écho non seulement sur le plan national mais aussi sur le plan international. Par leur caractère, par leur ampleur et leur puissance, les batailles de classe de 1933 en Roumanie devinrent connues dans le monde comme une redoute de la lutte contre l'impérialisme, contre le fascisme et contre la guerre.

Il faut avoir en vue, également, le moment international où ces événements eurent lieu et qui fit que les actions du prolétariat roumain eurent, pour l'étranger, une signification et un retentissement encore plus grands. On sait que le début de l'année 1933 marqua une évolution particulièrement précaire de la situation internationale. Dans les conditions de l'accentuation de la crise générale du capitalisme par suite de la crise économique et de ses conséquences, alors que l'on assistait à une radicalisation prononcée des masses des pays capitalistes et qu'au centre de l'Europe apparaissaient les prémices d'une situation révolutionnaire, les forces les plus agressives de l'impérialisme mondial cherchaient leur salut dans l'orientation vers le fascisme et dans l'accélération des préparatifs de guerre antisoviétiques. C'est ainsi que fut instaurée en Allemagne la dictature hitlérienne.

Les luttes de classe de Roumanie, se déroulant justement dans les circonstances de l'instauration de la dictature fasciste en Allemagne — circonstances grosses d'enseignements pour le prolétariat allemand et pour le prolétariat international — prouvèrent éloquemment ce que peut réaliser la classe ouvrière lorsqu'elle agit unie et résolue. Elles furent le premier soulèvement du prolétariat contre le fascisme sur le plan international après l'instauration de l'hitlérisme en Allemagne.

A un moment véritablement crucial de la situation internationale, alors que la menace du fascisme et de la guerre planait sur l'humanité et que les tâches et les responsabilités de la classe ouvrière et des forces démocratiques antifascistes devenaient toujours plus grandes et plus impérieuses, les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole roumains se présentèrent comme un signal et comme un exemple exaltant.

C'est pourquoi les milieux impérialistes et réactionnaires de l'étranger, de connivence avec la réaction intérieure, accueillirent les événements révolutionnaires de Roumanie avec une inquiétude et une hostilité profondes.

Commentant cet état de choses, le journal « Le Temps », organe des monopoles français, indiquait dans son éditorial intitulé *Dans les Balkans* que «la situation prend une tournure dont la gravité ne doit pas être négligée, en raison des troubles politiques que connaît le continent. Ce qui, en d'autres temps, n'avait qu'un caractère local, donne maintenant aux circonstances une importance considérable au point de vue de l'intérêt général » (sic !).

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Commentant les événements qui avaient obligé le gouvernement roumain à décréter l'état de siège, le journal faisait appel à la « vigilance ». Il demandait à la réaction roumaine sur un ton impératif : «C'est en tout cas un grave avertissement pour les dirigeants de la Roumanie d'avoir à mettre fin aux disputes entre les partis et de réaliser l'union nationale, seule capable de permettre à un gouvernement fort de faire face à tous les dangers ... » [1].

Un autre journal réactionnaire français, « Le Journal », soulignait, en se référant aux actions ouvrières révolutionnaires de Roumanie :

« Aucun observateur ne peut contester le caractère du mouvement qui a justement déterminé le gouvernement roumain à décréter l'état de siège. Mais tous ces événements ont aussi une portée internationale que l'on ne saurait nier » [2].

---

[1] Allusion transparente à l'instauration d'une dictature de type fasciste (« Le Temps » du 7 février 1933) ; des extraits de l'article furent publiés dans le journal « Universul » nº 36 du 8 février 1933.

[2] « Le Journal » du 7 février 1933.

Le 15 février 1933, alors que les cheminots de Grivitza étaient en pleine lutte, le ministre roumain à Paris, Cesianu, télégraphiait à Bucarest que, se trouvant chez le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée Nationale française, celui-ci lui demanda: « Je vous prie de me documenter *de façon précise* (souligné par l'auteur) sur le mouvement communiste de Roumanie » [1].

Les mesures de terreur, le massacre de Grivitza commis sur l'ordre des gouvernants roumains rencontrèrent l'approbation et la satisfaction des milieux réactionnaires étrangers. A cet égard, la légation roumaine de Washington communiquait le 23 février 1933 que le journal « New York Times » avait publié de « longs et excellents télégrammes de Bucarest » [2].

Le chef du gouvernement français se montra satisfait du rôle de l'armée dans « l'amélioration » de la situation en Roumanie, déclarant en outre que celle-ci « devait être équipée mieux et plus rapidement » [3].

Le sanglant fascisme allemand, à peine installé au pouvoir, ne tarda pas à offrir à la réaction roumaine sa collaboration et son appui pour combattre le mouvement ouvrier *.

Mais la solidarité internationale de la classe ouvrière et des forces progressistes s'affirma avec une vigueur impressionnante contre le front commun des milieux réactionnaires de Roumanie et de l'étranger.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dans l'organisation sur le plan international de la campagne de solidarité avec le prolétariat roumain et ses dirigeants amenés au banc de l'accusation, les organisations révolutionnaires et démocratiques internationales jouèrent un grand rôle (Internationale Rouge des Syndicats, Secours Rouge International, Comité International des ouvriers ferroviaires, Comité Mondial de lutte contre le fascisme et la guerre, des organisations internationales de la jeunesse, des femmes, etc.). Ces organisations popularisèrent largement les luttes ouvrières de 1933 en Roumanie,

---

[1] Archives du ministère des Affaires étrangères, fonds 71/France, années 1921—1934, vol. I — général, p. 167.

[2] Ibidem, fonds « Les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole en Roumanie en 1933 », doss. « Echo international ».

[3] Ibidem, fonds 71/France, années 1921—1934, vol. I — général, p. 212.

* Le ministre roumain des Affaires étrangères communiquait au ministère de l'Intérieur qu'il avait reçu du présidium de la police hitlérienne, par l'intermédiaire de la légation allemande à Bucarest, une note contenant « des informations touchant l'activité de certaines organisations révolutionnaires internationales ». La légation allemande — communiquait le ministre des Affaires étrangères —, « travaillant dans l'esprit des instructions du nouveau gouvernement de Berlin, dont l'action concernant la répression du mouvement communiste est bien connue, nous a proposé à cette occasion un échange d'informations de cet ordre entre les deux Etats ». Ce à quoi le ministre de l'Intérieur répondit qu'il « était parfaitement d'accord, qu'il appréciait l'importance des liaisons avec les autorités de la police allemande » et qu'il acceptait donc l'offre « avec plaisir » (Archives du ministère des Affaires étrangères, doss. « Echanges d'informations avec différents pays en liaison avec le mouvement communiste »).

en soulignant leur signification particulière et en invitant à l'organisation de meetings et de réunions de solidarité, à l'adoption de motions de protestation contre les actes de terrorisme des gouvernants roumains, etc.

Un appel du Comité International des ouvriers ferroviaires soulignait avec des mots pleins d'enthousiasme : « Les cheminots roumains donnent un bel exemple, en montrent qu'il ne s'agit pas seulement de la défense des salaires et des droits de la classe ouvrière mais, aussi, de la défense du mouvement révolutionnaire et de ses dirigeants. A cet égard, la lutte des cheminots roumains a aussi une importance particulière sur le plan international comme étant, en même temps, la lutte des cheminots de tous les pays ... A l'heure actuelle, la lutte héroïque des cheminots roumains est un signal. Pour les cheminots de tous les pays elle est la preuve que la force de la classe ouvrière est immense et invincible lorsqu'elle est unie et s'appuie sur le front unique révolutionnaire ... »[1]

Des cartes postales furent éditées sous l'égide de ce comité, avec les photographies des dirigeants des luttes des Ateliers Grivitza des Chemins de Fer Roumains et avec des extraits de leurs allocutions devant le tribunal militaire — en français, allemand, anglais et espagnol [2].

Dans le cadre de congrès et de conférences internationales qui réunissaient des centaines et des milliers de délégués de tous les pays (le congrès mondial antifasciste de 1933 à Paris, le Congrès international de la jeunesse antifasciste de 1934, la Conférence internationale des cheminots et des femmes de cheminots, etc.), des orateurs exprimèrent leur haute appréciation de la contribution des luttes ouvrières de 1933 en Roumanie à la cause de la démocratie, de la paix et du progrès dans le monde entier et exprimèrent aussi leur protestation contre la terreur et l'arbitraire des gouvernants roumains.

Les hommes soviétiques manifestèrent fortement leur solidarité avec les luttes des cheminots et des ouvriers du pétrole roumains. Dans les centres ferroviaires et dans d'autres entreprises de l'Union Soviétique eurent lieu des meetings de protestation contre les crimes des gouvernants roumains. La presse soviétique publia nombre d'articles, de reportages, de lettres, d'informations sur le déroulement des événements de Roumanie, démasquant les crimes, les calomnies et la duplicité de la réaction et assurant la classe ouvrière et le peuple roumain de l'appui moral et politique du peuple soviétique.

---

[1] « La tribune des cheminots » (Paris) du 1er mars 1933.

[2] « Красный Интернационал Профсоюзов », nº 10/1934. Voir aussi les Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 5, doss. 961, p. 287.

Soulignant que les classes dominantes de Roumanie « tentent d'étouffer par le fer et dans le sang la vague révolutionnaire qui monte et instituent l'état de siège », le journal « Pravda » concluait :

« La bourgeoisie et les grands terriens roumains, en instituant l'état de siège et en créant les cours martiales, préparent pour le prolétariat roumain, pour la paysannerie travailleuse et pour les minorités opprimées des potences et des exécutions et essaient de remettre en mémoire l'année 1907, l'année des répressions brutales et massives contre la paysannerie laborieuse. Mais le prolétariat roumain aussi bien que la paysannerie révolutionnaire ont de glorieuses traditions de lutte et l'expérience de la lutte révolutionnaire de classe. Ni l'état de siège ni les potences ni les exécutions n'arrêteront la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie roumaine » [1].

La « Pravda » relevait que les luttes révolutionnaires de Roumanie « sont destinées à jouer un rôle décisif dans l'histoire du peuple roumain » [2]. Le même journal soulignait : « La lutte des cheminots roumains à une grande portée internationale » [3].

« Gudok », le journal des cheminots soviétiques, appréciait à son tour que les combats des cheminots roumains « ont une importance extraordinaire », qu'ils représentent « une bonne école pour la préparation des luttes ultérieures et que la victoire sera alors non seulement celle des cheminots mais aussi celle de tout le prolétariat ... » [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Un autre journal soviétique indiquait, un an après les combats des cheminots et des ouvriers du pétrole, qu'« ils demeurent l'un des moments les plus importants non seulement du mouvement révolutionnaire roumain mais, et dans la même mesure, du mouvement ouvrier international dans la dernière période » [5].

La classe ouvrière des autres pays voisins — Tchécoslovaquie, Pologne, Bulgarie, Hongrie, Yougoslavie — affirma également sa solidarité avec les luttes ouvrières de Roumanie.

Durant le procès des dirigeants des cheminots et des ouvriers du pétrole, des manifestations eurent lieu pendant plusieurs jours à Prague devant l'ambassade roumaine, au cours desquelles étaient scandés les mots d'ordre : « Libérez les ouvriers roumains ! », « Vive Gheorghiu-Dej ! », etc. [6].

---

[1] « Правда » du 6 février 1933.
[2] Ibidem du 13 février 1933.
[3] Ibidem du 20 février 1933.
[4] « Gudok » du 21 février 1933.
[5] « Красная Бессарабия », nº 10/1934.
[6] « Vecernîi Praha », nº 1189/1959.

Dans de nombreuses villes de Tchécoslovaquie furent organisées des actions dans les fabriques et les usines et des milliers d'ouvriers envoyèrent à cette occasion leur protestation au gouvernement roumain, en demandant la libération des combattants emprisonnés.

En Pologne, le journal « Trybuna Radziecka » écrivait que les luttes des cheminots roumains, « ... qui élèvent des barricades dans les rues de la capitale, ont produit une puissante impression à Varsovie dans les quartiers ouvriers et une grande inquiétude dans les milieux de la bourgeoisie » [1]. Les gouvernants polonais disposèrent l'interruption des liaisons téléphoniques entre Varsovie et Bucarest et prirent de sévères mesures préventives. Dans la capitale de la Pologne, de forts détachements de la police montée patrouillaient dans les quartiers ouvriers, dispersant les ouvriers qui se rassemblaient en groupes [2].

En Hongrie, un manifeste du Parti Communiste soulignait que la lutte héroïque des cheminots roumains contre l'armée et la gendarmerie, contre les mitrailleuses et les baïonettes « s'est gravée dans la mémoire du prolétariat mondial comme un exemple digne d'être suivi » [3].

La section bulgare du Secours Rouge International envoya, au nom des travailleurs de Bulgarie, son salut fraternel aux ouvriers cheminots et pétroliers combattants de Roumanie, protestant en outre contre le procès qui leur était intenté par la justice bourgeoise-agrarienne [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La presse de Yougoslavie fit une large publicité aux événements de Roumanie. La journal « Politica », par exemple, bien qu'en traitant les problèmes sur des positions étrangères à la classe ouvrière, relatait toutefois, dans de longs articles, les conditions difficiles dans lesquelles vivaient les ouvriers roumains, les revendications pour lesquelles ils étaient entrés en lutte et la vigueur des actions entreprises [5].

Le ministre roumain à Athènes télégraphiait à Bucarest que des délégations ouvrières manifestaient « bruyamment » devant la légation et demandaient à être reçues pour remettre des motions de protestation ; qu'il y avait eu des chocs violents entre les manifestants et les forces de répression [6].

Une vague de protestation contre les débordements de la réaction roumaine déferla dans toute la France.

---

[1] « Trybuna Radziecka » du 18 février 1933.
[2] Ibidem.
[3] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 68, doss. 9104, pp. 1—3.
[4] Ibidem, doss. 334, p. 27.
[5] « Politica » (Belgrade) des 3, 9 et 17 février 1933.
[6] Archives du ministère des Affaires étrangères, fonds « Les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole », doss. « Echo international ».

Sous la signature de Gabriel Péri, le journal « L'Humanité » écrivait : « La révolution se fait entendre sur le territoire d'un pays dont la France équipe l'armée et la police et qui suit une politique antisoviétique. Aucun prolétaire français ne peut se dérober à son devoir de solidarité agissante avec ses frères de Roumanie » [1].

A son tour, l'organe des ferroviaires français, « La Tribune des cheminots », lançait l'appel suivant : « Cheminots français ! La lutte des cheminots roumains est notre lutte. En défendant les camarades de Bucarest vous défendez vos propres revendications ... Organisez partout des réunions de solidarité ... » [2].

Au cours de meetings et de manifestations, à l'occasion de congrès et de conférences ouvrières et antifascistes, de larges masses de France exprimèrent vigoureusement leur solidarité avec les luttes des cheminots et des ouvriers du pétrole roumains.

Des représentants marquants des intellectuels progressistes français unirent leur voix à celle des dizaines et des centaines de milliers de travailleurs de toutes les régions de France. Des intellectuels renommés comme Henri Barbusse, Jean-Richard Bloch, Paul Vaillant-Couturier, Louis Aragon, Marcel Willard et d'autres encore adressèrent un télégramme de protestation au président du Conseil de guerre du IIe Corps d'Armée de Bucarest, où ils disaient : « Nous adressons aux héroïques cheminots de Bucarest notre salut fraternel et l'assurance de notre solidarité chaleureuse. Nous protestons avec indignation contre leur emprisonnement et contre le monstrueux procès qui leur est intenté. A bas la terreur blanche ! » [3].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Au prix de grandes difficultés, une délégation des cheminots français réussit à parvenir jusqu'à Craiova et apporta au procès le témoignage de la solidarité de la classe ouvrière de France avec la classe ouvrière de Roumanie. « Le prolétariat français — déclarait au procès le cheminot français Raymond Barbet — estime que les luttes ouvrières qui se déroulent en Roumanie présentent pour lui un intérêt vital ... Les diminutions de salaires en Roumanie affectent aussi directement les ouvriers français. A la solidarité qui se manifeste ici et là par l'application du plan d'assainissement de Genève, ils entendent répondre par la solidarité ouvrière » [4].

---

[1] « L'Humanité » du 23 février 1933.

[2] « La Tribune des cheminots » du 1er juillet 1933.

[3] « L'Humanité » du 19 juillet 1933.

[4] « Apărarea ceferiştilor », no 1 du 16 juin 1934.

Des manifestations de solidarité avec les luttes prolétariennes de 1933 en Roumanie et avec les dirigeants de ces luttes emprisonnés et condamnés, eurent lieu dans nombre d'autres pays d'Europe, y compris dans ceux où avaient été instaurés des régimes fascistes.

Le journal « Soccorso rosso », organe de la section italienne du Secours Rouge International, lançait l'appel : « La classe ouvrière du monde entier doit protester unanimement contre l'abominable verdict de classe rendu par le Conseil de guerre de Bucarest. Par des manifestations et des réunions en masse, par des protestations adressées aux ambassades et aux consulats, tous les ouvriers doivent imposer : 1) l'annulation immédiate de la sentence de Bucarest, 2) la libération immédiate de tous les prisonniers politiques de Roumanie » [1].

Au nom des victimes de la terreur fasciste en Italie et de la classe ouvrière italienne, la section italienne du Secours Rouge International envoya au gouvernement roumain une lettre dans laquelle elle exigeait : « Cessez vos crimes contre les masses ouvrières ! Les héroïques dirigeants de la grève des cheminots de Bucarest doivent être libérés ! C'est là une exigence de la classe ouvrière du monde entier » [2].

Dans les conditions de la terreur sanglante pratiquée par les hitlériens, la presse illégale du Parti Communiste Allemand exprima les sentiments de solidarité du prolétariat révolutionnaire allemand avec les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole de Roumanie. Le journal « Die Rote Fahne » relata amplement les luttes de classes de Roumanie. Il publia des protestations contre le massacre de Grivitza, accompagnées de l'exigence de la libération des dirigeants de la classe ouvrière roumaine [3].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les luttes révolutionnaires de 1933 en Roumanie éveillèrent aussi un puissant écho en Angleterre. La presse ouvrière présenta largement les événements liés à ces luttes en soulignant leur importance. Relevant l'exemple de combativité et d'abnégation des cheminots de Grivitza, le journal « Daily Worker » indiquait que leur lutte avait engendré « de nombreux actes d'héroïsme » qui « pourraient fort bien se répéter dans tout autre pays capitaliste. Chaque ouvrier verra dans cet héroïsme des ouvriers roumains le reflet de la résolution de lutter, quels que soient les risques, contre les forces de la réaction capitaliste dans tous les pays » [4].

---

[1] « Soccorso rosso », nº 5 de septembre 1933.

[2] « Descătușarea », nº 2 de 1934.

[3] « Bulletin du Comité central du Parti Communiste de Roumanie » de janvier-février 1933.

[4] « Daily Worker » du 18 février 1933.

On connaît également de nombreux témoignages de l'écho suscité par les batailles prolétariennes de 1933 de Roumanie dans nombre d'autres pays européens tels que : l'Autriche, la Belgique, la Suisse, la Finlande, le Danemark, l'Espagne, le Portugal, etc.

Les manifestations de solidarité avec les luttes des cheminots et des ouvriers du pétrole roumains gagnèrent également des pays situés dans tous les autres continents.

Aux Etats-Unis, une délégation représentant plusieurs organisations ouvrières, telles que « International Labour Defence », « Trade-Union Council », « International Workers Order », « Rumanian Workers Club », « Ucrainian Workers Center », « Hungarian Workers Federation », groupant plus de 74 000 ouvriers, se présenta le 22 juin 1934 au consulat roumain de New York avec une résolution de protestation contre le procès monté contre les dirigeants des luttes de 1933 et demanda que celle-ci soit envoyée au ministère de l'Intérieur de Bucarest et au Tribunal militaire de Craiova [1].

Des articles et des nouvelles concernant les luttes de classes de Roumanie furent publiés dans des journaux de plusieurs pays de l'Amérique latine : Cuba, Uruguay, Argentine, etc. Dans son article *Le grand combat des cheminots roumains*, le journal uruguayen « Justicia» soulignait l'importance politique de cette lutte héroïque du prolétariat roumain. « Cette grande lutte — écrivait le jurnal — ... mérite la sympathie et le soutien actif des ouvriers du monde entier » [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Des protestations contre la terreur qui régnait en Roumanie, contre la condamnation des dirigeants des luttes de 1933 parvinrent d'Algérie et d'Afrique du Sud [3].

Les luttes révolutionnaires de Roumanie suscitèrent un écho en Asie également, d'où parvinrent des messages de solidarité avec les héroïques cheminots et ouvriers du pétrole.

Relevant l'ampleur impressionnante du mouvement de solidarité avec les luttes glorieuses de janvier—février 1933, le camarade Gheorghe Gheorghiu-Dej, au nom des dirigeants de ces luttes, jugés et condamnés à de nombreuses années de prison, écrivait dans une lettre le 26 novembre 1934 : « Le prolétariat nous a manifesté sa solidarité qui, au demeurant, était une solidarité avec les luttes des cheminots, en organisant de grandes manifestations, des meetings et des grèves de protestation, en envoyant

[1] « Deşteptarea » du 30 juin 1934.

[2] « Justicia » du 17 février 1933.

[3] Archives du ministère des Affaires étrangères, fonds « Les luttes héroïques des cheminots et des ouvriers du pétrole », doss. « Echo international ».

des protestations signées par des centaines de milliers d'ouvriers, des sacs entiers de protestations, des télégrammes de protestation par lesquels ils exigeaient notre libération en se solidarisant avec nos luttes. Des protestations sont venues de France, d'Angleterre, d'Allemagne et de Tchécoslovaquie. Enfin, du monde entier »[1].

Les données et les faits attestent qu'entre les luttes révolutionnaires de 1933 en Roumanie, d'une part, et les manifestations de solidarité de l'étranger avec ces luttes, d'autre part, il y avait une influence et une étroite action réciproques. Les actions ouvrières de Roumanie, par leur exemple et leur enseignement, remplissaient d'admiration et d'enthousiasme les cœurs de centaines de milliers et de millions de travailleurs, contribuant à renforcer leur conviction que la route du fascisme pouvait être barrée dans leur propre pays et les exortant à une lutte encore plus résolue. Les masses ouvrières, les forces progressistes des pays capitalistes se rendaient compte qu'en se solidarisant avec les actions ouvrières de Roumanie, elles luttaient pour leur propre cause que défendaient avec héroïsme et détermination les cheminots et les ouvriers du pétrole roumains.

Par ailleurs, la campagne internationale de solidarité encourageait les combattants révolutionnaires et démocrates de Roumanie en leur montrant qu'ils n'étaient pas seuls dans la lutte âpre et dure qu'ils menaient contre l'asservissement impérialiste, contre le fascisme et contre la guerre.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

★

Les grandes luttes ouvrières de janvier-février 1933 et les procès qui suivirent eurent de très grandes conséquences sur toute l'évolution ultérieure de la Roumanie. Elles furent une puissante manifestation de la détermination de la classe ouvrière de s'opposer à la fascisation du pays et barrèrent pour un certain temps la voie au fascisme.

Au sein du Parti Communiste de Roumanie un changement décisif apparut par l'affirmation grandissante de l'élément prolétarien, par la pénétration effective dans ses rangs des représentants dévoués de la classe ouvrière et, au premier chef, de son détachement de base.

Durant les luttes de janvier-février 1933 s'élevèrent et se formèrent de nombreux dirigeants de parti de type nouveau, animés de l'esprit révolutionnaire, issus des rangs mêmes de la classe ouvrière et étroitement liés aux masses, et ces dirigeants conduisirent avec compétence le peuple roumain dans la voie de la libération du joug capitaliste-agrarien et le

[1] Archives du Comité central du Parti Ouvrier Roumain, fonds 5, doss. 955, p. 65.

conduisent aujourd'hui dans la voie de l'édification d'une Roumanie nouvelle et florissante, la Roumanie socialiste.

Au cours des luttes des cheminots et des ouvriers du pétrole et dans la période qui suivit, la classe ouvrière et son parti communiste renforcèrent leur influence sur les autres couches du peuple. C'est ainsi que furent attirées des masses appartenant aux catégories sociales les plus diverses, intéressées à la lutte contre la fascisation du pays et contre la guerre. Des déplacements de plus en plus accusés en faveur du prolétariat et de son parti marxiste-léniniste se produisirent dans le rapport de force des classes sur le plan national.

Sous l'influence des batailles ouvrières de janvier-février 1933 et avec l'appui du Parti Communiste de Roumanie fut créé en avril 1933, sous la direction du Dr Petru Groza, « Le Front des laboureurs », organisation démocratique née de l'aspiration profonde des masses paysannes à conquérir le droit à la terre, à la liberté et à une vie meilleure.

Des catégories toujours plus larges d'intellectuels se rapprochèrent de la classe ouvrière et de son parti, en lesquels ils reconnaissaient la force capable de résoudre les problèmes majeurs du pays et du peuple.

Par ailleurs, au sein des classes dominantes, les dissensions, les scissions d'ordre politique s'accentuèrent après 1933. Les principaux partis bourgeois-agrariens, le parti national-libéral et le parti national-paysan, se divisèrent en groupements et fractions toujours plus nombreux. Cela reflétait la faillite grandissante de leur politique contraire aux intérêts des masses populaires, aux intérêts nationaux.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le renforcement des positions politiques de la classe ouvrière et de son parti pendant les luttes de 1933 et dans la période qui suivit, la riche expérience acquise à cette époque, l'ampleur des liaisons du Parti Communiste de Roumanie avec les masses populaires et le raffermissement de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte générale révolutionnaire et démocratique du peuple, servirent de base à l'activité et aux succès ultérieurs qui aboutirent à la victoire de l'insurrection armée antifasciste d'août 1944, à l'éviction du pouvoir des classes exploiteuses et à l'instauration du régime démocratique populaire, à la victoire du régime socialiste dans la République Populaire Roumaine.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'ORIGINE ET LA SIGNIFICATION IDÉOLOGIQUE DE LA PEINTURE EXTÉRIEURE MOLDAVE *

par SORIN ULEA

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les peintures qui recouvrent l'extérieur des églises moldaves du XVIe siècle constituent indubitablement l'une des pages les plus originales de l'histoire de l'art. Pratiquée sporadiquement dans divers pays tout au long du moyen âge et utilisée uniquement pour décorer de petites portions de façades (comme par exemple autour de l'entrée de certaines églises), la peinture extérieure n'a guère connu que dans la Moldavie du XVIe siècle son vrai et complet développement, devenant ainsi, d'un phénomène artistique insignifiant, une catégorie esthétique d'une valeur universelle et, en même temps — du fait de sa complexité iconographique —, un vaste programme d'idées. Ce n'est pas par un simple hasard que J. Strzygowski [1] observait jadis, dans un article enthousiaste, qu'« il n'y a pas un second pays au monde qui puisse nous offrir quelque chose de semblable ». On n'aura point de mal à comprendre, dans ces conditions, l'intérêt que le problème de l'origine de ce remarquable phénomène artistique a suscité.

C'est ainsi que J. Strzygowski [2] voit dans la peinture extérieure moldave un procédé d'origine iranienne, plus précisément mazdéenne.

* Première partie d'un travail d'ensemble en cours d'élaboration sur la peinture extérieure des églises moldaves.

[1] J. Strzygowski, *Kunstschätze in der Bukowina*, dans le journal viennois « Die Zeit », août 1913. Traduction roumaine de cet article par G. Murnu dans « Buletinul Comisiunii monumentelor istorice », Bucarest, VII (1913), pp. 128—131.

[2] J. Strzygowski, *Origin of Christian Church Art*, Oxford, 1923, pp. 159—161.

Attribuant à la philosophie transcendentale du mazdéisme un rôle considérable dans la formation de l'art chrétien, ce savant estime que la décoration extérieure des églises — stuc ou peintures — constituait pour les Iraniens une manière propre d'exprimer leur symbolisme religieux. Il est vrai que de pareils exemplaires d'art iranien ne se sont pas conservés. Mais la sculpture en pierre qui orne les façades de l'église arménienne d'Akthamar (Xe siècle) ou de quelques sanctuaires russes de la région de Vladimir-Souzdal (XIIIe siècle), ainsi que la peinture extérieure moldave du XVIe siècle ne représenteraient, d'après Strzygowski, que la suite de cette antique tradition iranienne.

I. D. Ştefănescu, qui n'avait vu tout d'abord dans la peinture extérieure moldave qu'un procédé d'origine romane venu par la Transylvanie [1], aboutit, lui aussi, à la conclusion que la source de cet art « ... doit être cherchée ... dans la tradition orientale» [2]. Il remarque, cependant, qu'il apparaît parfois des thèmes iconographiques isolés sur les façades de certaines églises bulgares aussi (Berende, Dragalevci, Boboševo) et il croit que l'idée de la peinture extérieure a pénétré en Moldavie par la filière bulgare.

C'est pour cette dernière conclusion qu'incline aussi P. Henry [3], qui cite, à titre d'exemples, les fragments de peinture extérieure de Stanimaka et de Dragalevci. Cet auteur estime néanmoins que, en plus des influences venues du dehors, un rôle important dans le développement de la peinture extérieure moldave revient à un facteur « éminemment national » : l'amour du paysan roumain pour la couleur, pour la polychromie des façades, manifeste dans la façon pittoresque dont il peint les murs extérieurs de sa demeure.

Dans une intéressante étude consacrée aux origines de la peinture extérieure moldave, A. Grabar [4] repousse la thèse bulgare soutenue par I. D. Ştefănescu et P. Henry, en montrant que les exemples invoqués (Dragalevci, etc.) sont « trop insignifiants » et, en même temps, tardifs, c'est-à-dire postérieurs au phénomène moldave. L'auteur soutient, en revanche, en se fondant sur une ingénieuse argumentation, que l'origine de la peinture extérieure moldave doit être recherchée dans l'art serbe.

---

[1] I. D. Ştefănescu, *L'Evolution de la peinture religieuse en Bucovine et en Moldavie*, Paris, 1928, p. 185, note 2.

[2] Idem, *L'Evolution de la peinture religieuse en Bucovine et en Moldavie. Nouvelles recherches*, Paris, 1929, p. 150.

[3] P. Henry, *Les Eglises de la Moldavie du Nord*, Paris, 1930, p. 226.

[4] A. Grabar, *L'Origine des façades peintes des églises moldaves*, dans *Mélanges offerts à Nicolas Iorga*, Paris, 1935, pp. 365–382.

Il part de la constatation de principe que la peinture extérieure apparaît en Moldavie seulement sur les églises pourvues d'un exonarthex. S'appuyant sur cette constatation, A. Grabar conclut que l'apparition de la peinture extérieure en Moldavie doit être considérée comme une conséquence directe de la généralisation de l'exonarthex dans l'architecture du pays, processus qui débuta, on le sait, dans les années 30 du XVIe siècle. Retenant par ailleurs — à la suite de certaines découvertes de l'architecte yougoslave Dj. Bošković — l'existence, dans la Serbie du XIVe siècle, d'églises à exonarthex où la peinture se répand, par les arcades de ce dernier, sur leurs façades aussi, A. Grabar formule la conclusion suivante : la généralisation de l'exonarthex dans l'architecture moldave du XVIe siècle s'est produite sous l'influence de l'architecture serbe ; mais, en même temps que l'exonarthex, les maîtres d'œuvre des églises moldaves ont également pris de Serbie la décoration extérieure, qu'ils ont ensuite étendue à toutes les façades. La peinture extérieure moldave est donc née, selon A. Grabar, par la voie de l'imitation d'un procédé décoratif serbe qui, à la suite, à été amplifié et perfectionné. L'auteur croit, du reste, que les maîtres d'œuvre serbes eux-mêmes sont ceux qui auraient introduit ce procédé en Moldavie.

De récentes recherches de l'auteur de cet article [1] ont cependant prouvé que l'idée des façades peintes est apparue pour la première fois en Moldavie à une église sans exonarthex. Il s'agit de l'église Saint-Georges du palais princier de Hîrlău, édifiée par Etienne le Grand en 1492 et que Petru Rareș fit peindre à l'intérieur et à l'extérieur, en 1530 [2]. La thèse de A. Grabar, construite sur l'idée que « l'origine des peintures extérieures tient à l'existence de l'exonarthex », tombe par conséquent d'elle-même.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Emboîtant le pas à A. Grabar dans la question de l'origine serbe de la peinture extérieure moldave, V. Grecu[3] a même essayé de développer cette thèse. Le fait que les parois extérieures de l'exonarthex de l'église Saint-Pierre, sur le lac de Prespa, ont livré une représentation de l'Hymne

---

[1] Sorin Ulea, *Identificarea și datarea primului monument de pictură exterioară moldovenească : ansamblul, azi dispărut, de la Sf. Gheorghe-Hîrlău*, dans « Studii și cercetări de istoria artei » (sous presse).

[2] La peinture extérieure de l'église Saint-Georges à Hîrlău a malheureusement été détruite au début du siècle pour permettre la restauration du parement sous sa forme originale. Bien que cette peinture fût effacée sur de larges portions, de bonnes photographies exécutées en 1897 par Juan Alpar permettent d'en reconstituer tout le programme iconographique. (Les photographies se trouvent au Cabinet des estampes de l'Académie de la R.P.R., sous les cotes 7515—7522).

[3] V. Grecu, *Influențe sîrbești în vechea iconografie bisericească a Moldovei*, Czernovitz, 1935, pp. 235—242.

acathiste renfermant aussi une scène du Siège de Constantinople (thèmes caractéristiques de la peinture extérieure moldave aussi) est considéré par lui comme une nouvelle preuve que les prototypes de la peinture extérieure moldave doivent être recherchés dans la Serbie du XIVe siècle. L'auteur estime comme décisive à ce propos la présence de quelques éléments communs aussi bien dans la représentation serbe que dans la représentation moldave du siège : « Même attaque par terre et par mer ; ... même multitude de cavaliers envahisseurs, même foule entre les murs de la place assiégée ... ». Nous ferons observer toutefois que, outre ces éléments — obligatoires pour toute représentation d'un siège de Constantinople et traités, du reste, d'une façon entièrement différente —, il n'existe aucune ressemblance entre la composition serbe et celles de Moldavie. La représentation serbe offre une image fantaisiste de Constantinople, qui n'a rien de commun avec la topographie réelle de la ville, tandis que les représentations moldaves suivent d'assez près cette topographie. Ceci prouve que les peintres moldaves n'ont pas utilisé, pour représenter la scène du siège, la rédaction provinciale serbe, mais un prototype grec constantinopolitain. (Il ne s'est pas conservé, il est vrai — ou on n'a pas encore découvert — de pareilles représentations grecques, mais il est clair que ce thème éminemment byzantin, qui se rapportait à un moment insigne de l'histoire de Constantinople, a été créé, de même que l'Hymne acathiste tout entier, dans la capitale même de l'Empire).

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A la différence de V. Grecu, P. Schweinfurt[1] repousse comme non convainquante la thèse des origines serbes formulée par A. Grabar, pour voir, bien au contraire, dans la peinture extérieure moldave, une idée venue d'Occident, à savoir des contrées septentrionales de l'Italie ou du Tyrol, où on sait que, au XVe siècle et au début du XVIe, la peinture a été maintes fois utilisée à la décoration partielle des façades des palais et même des églises. Nous observons, toutefois, avec A. Grabar (*op. cit.*, p. 376) que ni le style, ni les sujets, ni les principes décoratifs de ces productions de l'art occidental n'ont rien de commun avec la peinture extérieure moldave, les deux groupes de monuments étant, comme le remarque fort judicieusement le même savant, « totalement différents ».

Enfin, le byzantiniste anglais Talbot Rice [2] considère comme hors de doute que la Moldavie ait reçu de Trébizonde le procédé de la peinture extérieure. Il cite à l'appui de sa thèse le fait qu'il y a dans cette ville

[1] P. Schweinfurt, dans « Byzantinische Zeitschrift », 1935, pp. 116–117.

[2] G. Millet, D. Talbot Rice, *Byzantine Painting at Trebizond*, Londres, 1935, pp. 175–176. Voir aussi D. Talbot Rice, *Byzantine Art*, Londres, 1961, p. 74.

deux ou trois églises entièrement peintes à l'extérieur. Mais laissant de côté la circonstance que les programmes iconographiques de ces décorations n'ont rien à voir avec ceux de Moldavie, nous tenons à remarquer que les exemples cités par T. Rice datent des XVIIe —XVIIIe siècles. Ils sont donc de beaucoup postérieurs au phénomène moldave et ne sauraient par conséquent être pris en considération.

En opposition avec les auteurs cités précédemment, G. Balş [1] est le premier à avoir exprimé l'opinion que la peinture extérieure « semble être une création moldave ». En s'efforçant de fournir une explication organique du phénomène, G. Balş considère qu'il doit son apparition à l'initiative de l'Eglise, en tant qu'instrument destiné à l'éducation religieuse des masses.

Sans s'occuper plus particulièrement de la peinture extérieure, O. Luţia et, après lui, V. Vătăşianu, se sont prononcés eux aussi, en passant, pour l'origine locale de la peinture extérieure moldave. Mais, à la différence de G. Balş, l'explication qu'ils proposent est formelle, étant donné qu'ils supposent que ce genre d'art s'est constitué par l'extension donnée à un procédé décoratif qui aurait été utilisé sporadiquement déjà à l'époque d'Etienne le Grand [2].

Ce qui attire plus particulièrement l'attention dans les thèses soutenues par les auteurs susmentionnés (à l'exception des derniers) c'est que, en dépit de leur apparente diversité, elles soutiennent, toutes, une seule et même idée fondamentale, à savoir que la peinture extérieure moldave a pris naissance en tant que résultat d'influences venues du dehors. Et

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] G. Balş, *Bisericile şi mănăstirile moldoveneşti din veacul al XVI-lea*, Bucarest, 1928, pp. 7—10.

[2] On peut encore voir à la partie supérieure de la façade ouest du pronaos de l'église de Voroneţ — partie demeureé dans les combles de l'église après l'adjonction de l'exonarthex au XVIe siècle — un bandeau décoratif constitué de motifs végétaux. O. Luţia (*Legenda sfîntului Ion cel Nou de la Suceava în pictura de la Voroneţ*, dans « Codrul Cosminului », Czernovitz, 1924, p. 284), qui, le premier, a signalé l'existence de ce bandeau, incline à croire qu'il a dû être peint sous le règne d'Etienne le Grand, constituant dans ce cas, un prélude à la peinture extérieure de plus tard. V. Vătăşianu (*Istoria artei feudale în ţările romîne*, Bucarest, 1959, pp. 813—814), reprenant la découverte de O. Luţia, lui accorde plus de poids, estimant que « le fait en soi est... suffisant pour nous convaincre que l'idée de peindre les églises à l'extérieur est partie de premisses locales... ». Nous devons faire observer à propos du bandeau décoratif de Voroneţ ce qui suit : 1. Il n'est nullement certain qu'il date de l'époque d'Etienne le Grand. En se fondant sur les sondages effectués récemment par la Direction des monuments historiques, des recherches ultérieures auront à déterminer si le bandeau en question ne représente pas une sorte de début de peinture de la façade ouest du pronaos, peinture initiée par le métropolite Grigorie Roşca et à laquelle ce dernier aura renoncé lors de l'adjonction de l'exonarthex en 1547. 2. Mais, même si le bandeau date effectivement de l'époque d'Etienne le Grand, il ne prouve toujours rien quant aux origines de la peinture extérieure du XVIe siècle. Car on sait que des motifs décoratifs ont été peints sur les façades de nombreuses églises médiévales, de Byzance jusqu'en Espagne, et pourtant cette pratique n'a entraîné nulle part l'idée de peindre *intégralement* leurs façades.

il n'y a pas là de quoi nous surprendre. En effet, comme les chercheurs n'ont prêté jusqu'ici aucune attention à la société au sein de laquelle est apparue la peinture extérieure moldave ; comme ils ne se sont pas posé la question de savoir si entre cette société et la peinture extérieure il a existé ou non quelque lien et si le nouveau phénomène artistique répondait ou non à quelque nécessité organique de ladite société ; jugeant, autrement dit, la peinture extérieure de Moldavie comme « une chose en soi », sans contingences avec les circonstances historiques, il ne leur est plus resté, qu'à rechercher en dehors des frontières du pays le point de départ d'un phénomène inaccoutumé. Strzygowski a cru l'avoir trouvé dans l'art symbolique du mazdéisme. Les autres érudits, évitant les hypothèses fantastiques, n'ont guère vu dans la peinture extérieure moldave que le développement d'un processus décoratif emprunté fortuitement, par imitation, par une contamination de pure forme, à l'art d'autres pays. Mais à quels pays ? Comme nous l'avons rappelé tout à l'heure, l'accord n'existe pas sur ce point, et toutes les thèses dont nous avons fait mention s'excluent réciproquement.

Il est temps cependant de faire remarquer que l'exposition d'éléments de peinture à l'extérieur d'un monument médieval n'offre rien d'extraordinaire en soi. Réserver pour les façades d'une église — par exemple autour de l'entrée — quelques images de saints, quelques compositions, voilà une idée toute naturelle et qui pouvait venir n'importe quand à l'esprit de tout décorateur, sans besoin aucun de suggestions venues du dehors. Il existe, nous l'avons vu, suffisamment de preuves — et, sans doute, des recherches futures les multiplieront — attestant que ce procédé a été passablement répandu au moyen âge, et il serait absurde de rechercher, pour chaque pays où il a été ou sera signalé, des origines étrangères. Mieux, nous pouvons affirmer que, dans cette forme occasionnelle, le procédé de la peinture extérieure a été connu et pratiqué déjà dans la Moldavie du XVe siècle. La preuve en est fournie par l'existence sur certaines églises du règne d'Etienne le Grand d'une niche ménagée dans la maçonnerie au dessus du portail ou à quelque autre endroit visible. Or, il est clair que — bien que ces niches ne conservent trace de peinture — elles ont été prévues pour abriter l'image peinte du patron de l'église [1].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Les niches de la façade sud de l'église du monastère de Neamț conservent encore quelques figures de saints et d'anges. Croyant que cette décoration peinte daterait du temps de l'édification du monument, c'est-à-dire de la fin du règne d'Etienne le Grand (1497), I. D. Ștefănescu (*Monastère de Neamț*, dans *Prinos închinat înalt prea sfințitului Nicodim, patriarhul Romîniei*, Bucarest, 1946, p. 258) et C. Nicolescu (St. Balș et C. Nicolescu, *Mănăstirea Neamț*, Bucarest, 1958, p. 72) y ont vu le point de départ de la peinture extérieure du XVIe siècle. En réalité, la peinture des niches susmentionnées ne date pas de l'époque d'Etienne le Grand,

A la lumière de ce qui précède, il devient oiseux de se demander d'où la Moldavie a pu recevoir le procédé de la peinture extérieure. Toute la question est de savoir pourquoi ce procédé, occasionnel et insignifiant jusqu'alors dans l'art d'autres pays, a pris tout d'un coup une extension si extraordinaire dans la Moldavie du XVIe siècle. C'est là précisément, en ce *processus d'extension*, que l'on doit, de toute évidence, rechercher les origines de la peinture extérieure moldave.

Nous avons vu précédemment que Paul Henry ajoutait encore aux influences extérieures un facteur local, d'ordre esthétique : l'affection particulière du peuple roumain pour la polychromie des façades. Mais c'est là également une explication purement formelle. Leur amour de la polychromie des façades, les Moldaves l'ont manifesté en effet à l'époque d'Etienne le Grand aussi, et, malgré cela, ils se montrèrent alors satisfaits du jeu des couleurs, de la décoration architecturale, sans éprouver aucun besoin de décoration peinte. A dire vrai, d'autres peuples aussi ont manifesté leur amour des façades polychromes, sans que cela les ait déterminés à développer le genre de la peinture extérieure.

Il devient clair, croyons-nous, après toutes ces observations, que ni la théorie des influences et ni le facteur esthétique ne sont en mesure de résoudre scientifiquement le problème de l'origine de la peinture extérieure moldave. Abandonnant les critériums formels, la seule méthode possible consiste à se concentrer sur le fonds de la question, autrement dit a rechercher le contenu d'idées, le *message* de la peinture extérieure moldave.

Les chercheurs ont tous attribué jusqu'ici à la peinture extérieure moldave, dans son ensemble, une signification théologique. Ils ont vu dans cet art un instrument utilisé par l'Eglise pour faire l'éducation religieuse des fidèles. Son but aurait été « de mettre sous les yeux du moine ce qui devait constituer l'objet de ses préoccupations quotidiennes » (J. Strzygowski [1]) ; « d'offrir aux yeux des fidèles une sorte de « somme » des vérités de la religion chrétienne » (P. Henry [2]) ; « de constituer un

mais du milieu du XVIe siècle. L'identité de facture et de style prouve qu'elle est due aux mêmes artistes que la peinture de la chambre sépulcrale, du pronaos et de l'exonarthex, que I. D. Ştefănescu et C. Nicolescu datent à juste titre du milieu du XVIe siècle. Comparez par exemple les images des saints peints dans ces niches avec celle du Christ représenté sur le Mandylion peint au-dessus de l'entrée de la chambre sépulcrale. On remarque partout la même interprétation graphique, minutieuse, de la ligne, typique en plein XVIe siècle, mais inconcevable pour la peinture du XVe siècle, peinture caractérisée précisément par le synthétisme extrême du dessin, par son laconisme expressif.

[1] J. Strzygowski, *op. cit.*, p. 161.

[2] P. Henry, *op. cit.* p. 229.

élément d'enseignement religieux » (G. Balş [1]) ; de tenir éveillée à l'esprit des spectateurs l'idée « de la mort et de la vie d'outre-tombe » (A. Grabar [2]). Considérée sous l'angle d'une « philosophie de la culture », la peinture extérieure moldave exprimerait « la mystique sensible du nord » (Die sensible Mystik des Nordens) (H. Gluck [3]). P. Henry et A. Grabar ont remarqué, il est vrai, que certains sujets iconographiques présents dans cette peinture constituent des allusions à l'actualité politique du temps [4]. Mais ces sujets ont été considérés tout juste comme des *intrusions accidentales* de l'esprit laïque dans un art qui, dans son essence et dans ses buts, demeurait un phénomène éminemment religieux.

L'interprétation théologique que les chercheurs ont donnée jusqu'ici à la peinture extérieure moldave est-elle justifiée ? A-t-il été vraiment le but, la destination spéciale de cet art de constituer un instrument d'éducation religieuse des masses, un instrument de leur initiation aux dogmes de la théologie orthodoxe ? Il ne fait pas de doute que l'analyse iconographique de la peinture extérieure moldave, considérée non comme une « chose en soi », mais à la lumière des circonstances historiques qui ont présidé à l'apparition de cet art, est seule à même de répondre à la question que nous venons de poser.

Dans un paragraphe antérieur nous avons montré que le premier monument moldave de peinture extérieure a été l'ensemble, aujourd'hui disparu, de l'église Saint-Georges à Hîrlău, exécuté en 1530, soit trois ans après l'ascension au trône de Petru Rareş. Il nous incombe donc de jeter un coup d'œil rapide sur la situation générale de la Moldavie sous ce voïvode.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Après un règne d'un demi-siècle, en 1504, Etienne le Grand avait laissé à ses successeurs un Etat puissamment consolidé. C'est en s'appuyant sur les forces les plus avancées de la société — paysans libres, bourgeois et petits boyards — et en brisant l'opposition des grands féodaux, que le prince avait réussi, grâce à sa politique de constante centralisation, à assurer à son pays les conditions nécessaires pour un développement écono-

---

[1] G. Balş, *op. cit.*, p. 9.

[2] A. Grabar, *op. cit.*, p. 372.

[3] H. Gluck, *Die christliche Kunst des Ostens*, Berlin, 1923, p. 62.

[4] C'est ainsi que P. Henry (*op. cit.*, pp. 238—241) a vu dans la scène du siège de Constantinople un reflet de la préoccupation majeure de l'époque de Rareş : la lutte contre les Turcs. Reprenant et amplifiant cette idée, A. Grabar (*Les croisades de l'Europe Orientale dans l'art*, dans *Mélanges Ch. Diehl*, II, Paris, 1935, p. 23) croit que c'est encore comme un reflet de la lutte anti-ottomane que l'on doit considérer à la fois la présence des Musulmans dans la scène du Jugement dernier ou dans la légende de Saint Jean le Nouveau, ainsi que l'intérêt des peintres pour les images des saints guerriers à cheval et en train d'occire leurs adversaires.

mique et culturel qui a fait de son époque l'une des plus brillantes de l'histoire du peuple roumain. Et les victoires retentissantes que les armées moldaves avaient remportées sur les Turcs, les Tatars et les Polonais, sous le commandement de ce grand capitaine, avaient proclamé dans toute l'Europe la renommée du petit mais héroïque Etat de l'est du continent.

La politique moins clairvoyante du fils d'Etienne, Bogdan le Borgne, mena au renforcement des positions qu'occupait la haute noblesse, qui, après la mort du voïvode et sous la minorité de son fils Ştefăniţă, parvint à conduire effectivement les destinées du pays. Mais une fois majeur, ce prince reprit la ferme politique de son aïeul. Ecrasant un complot tramé par les grands boyards — qui avaient même fait appel à l'intervention étrangère pour échapper au « tyran » —, il constitua un nouveau conseil princier formé par les tenants de sa politique de centralisation. Mais la mort interrompit en 1527 les plans audacieux du jeune voïvode. Le conseil princier appela alors à la succession du trône Petru Rareş, fils illégitime d'Etienne le Grand.

Ardent, intelligent et dynamique dans ses actions, héritier des qualités de dirigeant de son illustre père, Rareş déploya dès le début une énergie infatigable afin de pouvoir faire face à la grave situation dans laquelle se trouvait alors la Moldavie. En effet, la chute de Belgrade en 1521 et l'effondrement du royaume de Hongrie en 1526 avaient porté la gloire militaire de l'Empire ottoman à son apogée, tandis que l'Europe entière poursuivait, avec appréhension les mouvements du colosse. Quant aux Moldaves, dont la patrie était maintenant bloquée au sud et à l'ouest, il était clair que l'heure de la bataille suprême allait sonner sans tarder. Dans ces conditions, Petru Rareş fit de l'accroissement de la capacité de résistance et du développement multilatéral du pays à la tête duquel il se trouvait le principe fondamental de sa politique. Issu, par son ascendance maternelle, d'un milieu nouveau et actif, celui des bourgs, et formé depuis son enfance au contact direct des masses populaires, il s'était identifié tout naturellement avec leur mentalité et leurs idéaux de liberté. En améliorant l'administration des provinces, à la tête de laquelle il avait promu des gens d'extraction modeste, et en défendant — comme le remarquait un émissaire polonais —le peuple contre les injustices des puissants[1], ce prince bâtard souleva dans une mesure égale l'enthousiasme des masses populaires et la haine des grands boyards, qui se voyaient sévèrement restreints dans leurs privilèges de classe. Ce n'est pas par un pur hasard qu'Ivan Péresvétov, le lumineux publiciste russe du

[1] Hurmuzaki, II—4, p. 279.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

XVIe siècle, avait reconnu en Petru Rareş — qu'il avait personnellement approché à l'occasion d'une longue mission diplomatique à Suceava — le type idéal du chef d'un Etat centralisé, type qu'il recommande comme modèle, dans sa fameuse *Grande plainte*, au jeune Ivan le Terrible [1].

Sur le plan international, Rareş poursuivit avec ténacité la constitution d'un système d'alliances militaires, son but suprême demeurant, tout comme pour son père, la création d'une coalition des Etats de l'Europe centrale et orientale contre les Turcs.

Mais les préparatifs qu'un peuple entier faisait depuis de longues années, sous la conduite de ce digne prince, furent réduits à néant par la félonie des boyards. S'abouchant avec les Turcs, les grands féodaux leurs dévoilèrent les plans et les projets de leur voïvode, son alliance avec la maison de Habsbourg, et ils demandèrent en même temps au sultan son intervention armée, intervention à laquelle, du reste, le roi de Pologne lui -même se montrait impatient de participier. Quand, à l'été de 1538, la grande invasion fut déclenchée, le sultan — qui la conduisait en personne — dès qu'il eut atteint le Danube demanda à Rareş de se soumettre. Sur le refus du prince roumain, l'immense armée déferla sur la Moldavie. C'est précisément à ces heures dramatiques que la défection des grands boyards — dont certains se trouvaient à la tête de l'armée — se produisit. Ce coup désorganisa le plan de campagne du voïvode. A découvert devant l'envahisseur, Rareş lui échappa à grand-peine, et parvint à s'enfuir au delà des montagnes, en Transylvanie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le renversement de Rareş, remplacé par un prince nommé par la Porte, marque le commencement de la domination ottomane en Moldavie. Il est vrai que Rareş, recourant à la seule solution qui lui restait — faire la paix avec les Turcs —, recouvra son trône en 1541. Mais les temps avaient changé. Malgré l'autonomie qu'elle continuait à conserver au prix d'un lourd tribut et en dépit des efforts persistants de son voïvode pour conclure de nouvelles alliances militaires, la Moldavie était devenue, et elle allait rester durant trois siècles, une vassale des Ottomans.

Rareş emporta son noble rêve dans la tombe. Mais des années de son règne s'est conservé pour nous un témoignage impressionnant de la

[1] Une traduction en roumain de la *Grande plainte* chez Şt. Ciobanu, *Domnitorul Moldovei Petru Rareş, în literatura rusă veche*, dans « Revista istorică romînă », Bucarest, 1945, pp. 242—252 ; reproduite par G. G. Bezviconi, *Călători ruşi în Moldova şi Muntenia*, Bucarest, 1947, pp. 21—31. Les écrits de I. Péresvétov ont été récemment réunis en une édition critique (la première jusqu'ici) signée par A. T. Zimine (*Сочинения И. Пересветова*, Moscou, 1956). Nous reviendrons dans une étude spéciale à ce sujet non étudié jusqu'ici concernant le rôle de la personnalité de Petru Rareş dans la formation de la pensée politique de Péresvétov.

vitalité et de l'effervescence créatrice que la société moldave manifesta à la veille de tomber sous la domination turque : la peinture extérieure.

Cette peinture constitue la caractéristique dominante de l'art à l'époque de Rareş. Ainsi que nous l'avons déjà dit, elle apparaît pour la première fois en 1530, à l'église Saint-Georges de Hîrlău ; ensuite elle est appliquée, sans exception, à *toutes* les églises peintes sous le règne de ce prince : Probota (1532 [1]), Saint-Georges de Suceava (1534 [2]), Homor (1535 [3]), Baia (1535—1538), Moldoviţa (1537), Bălineşti (1535—1538), Saint-Démètre de Suceava (1537—1538), Coşula (1536—1538), Arbure (1541) et Voroneţ, décorée en 1547, c'est-à-dire un an après la mort de Rareş.

La première constatation qui s'impose c'est que, en ce qui concerne les thèmes fondamentaux, le programme iconographique de ces ensembles se répète immuablement d'un monument à l'autre. C'est ainsi que la décoration des absides offre toujours la même foule immense des représentants de l'Eglise céleste et de l'Eglise terrestre (séraphins, anges, prophètes, apôtres, pères de l'Eglise, martyrs, ascètes) qui se dirigent sur plusieurs registres superposés, vers l'axe de l'abside centrale (fig. 1). Les deux façades latérales sont décorées d'une part de la représentation de l'Hymne acathiste — accompagnée dans sa partie inférieure de la vaste scène du Siège de Constantinople (fig. 2) (scène qui ne fait défaut qu'à Voroneţ)— et d'autre part de l'Arbre de Jessé, flanqué de part et d'autre des images des philosophes de l'antiquité (fig. 3). Dans le cas des églises de grandes dimensions (comme Probota, Moldoviţa, etc.) les thèmes cités sont présentés conjointement sur la même façade qui est toujours la façade sud, l'autre étant ornée de divers thèmes secondaires. Enfin, la façade ouest est entièrement réservée à la composition du Jugement dernier.

En dehors de ces thèmes fondamentaux qui couvrent presque entièrèmment les façades il en existe encore quelques autres secondaires, destinés à compléter les surfaces demeurées libres. Deux de ces

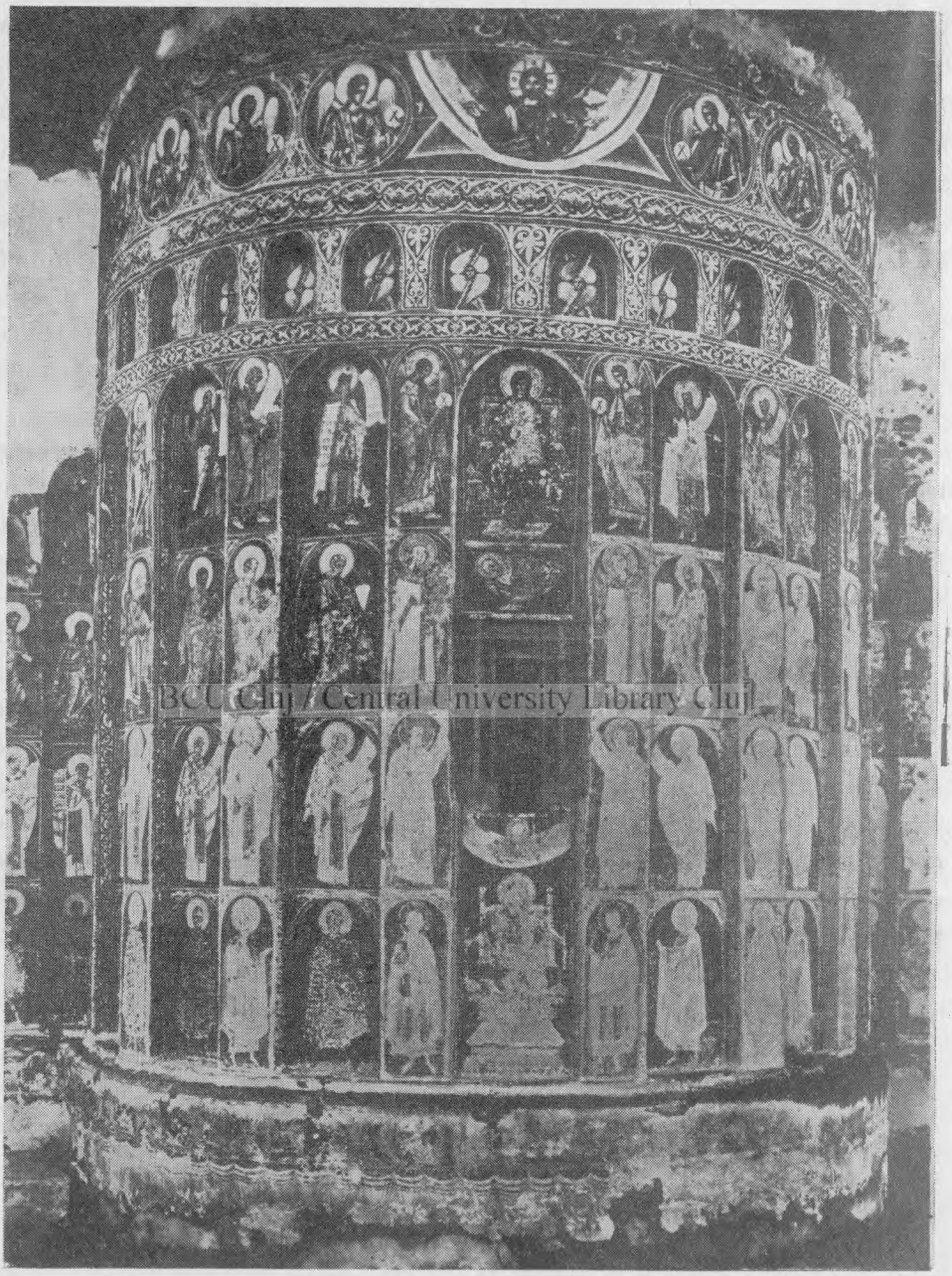
BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] Pour cette date voir Sorin Ulea, *Portretul funerar al lui Ion, un fiu necunoscut al lui Petru Rareş, şi datarea ansamblului de pictură de la Probota*, dans « Studii şi cercetări de istoria artei », Bucarest, X (1959), nº 1, pp. 61—69.

[2] Idem, *Datarea ansamblurilor de pictură de la Sf. Nicolae — Dorohoi şi Sf. Gheorghe — Suceava*, dans « Studii şi cercetări de istoria artei » (sous presse).

[3] A. Grabar, *L'Origine des façades...*, p. 366.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 1. — Voroneț. L'abside centrale.

thèmes ne sont jamais absents : les Douanes célestes[1] et la parabole de l'Enfant prodigue. Les autres thèmes secondaires varient par leur sujet (diverses vies de saints, etc.), par leur extension, selon le goût des auteurs de l'ensemble considéré, et en fonction des dimensions du monument [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 2. — Homor. Façade sud, avec l'Hymne acathiste et le Siège de Constantinople.

Le thème qui, aussi bien par l'originalité de son sujet que par son ampleur, éveille dès le premier moment la curiosité du visiteur est indiscutablement celui du Siège de Constantinople (fig. 4 et 5). Peint à hauteur

[1] P. Henry (*De l'originalité des peintures bucoviniennes dans l'application des principes byzantins*, dans « Byzantion », I, Bruxelles, 1924, p. 300 et suiv. ; idem, *Les Eglises de la Moldavie...*, pp. 246—247) a montré au sujet de ce thème, à l'aide d'arguments péremptoires, qu'il représente la transposition iconographique d'une très ancienne légende populaire.

[2] Nous devons préciser que l'église Saint-Demetrius de Suceava et celle de Baia n'ont conservé de leur parure extérieure que le Siège, l'Hymne acathiste et l'Arbre de Jessé ; celle de Coşula ne possède plus que la partie supérieure de la scène du Jugement dernier ; celle de Bălineşti — un fragment du Jugement dernier et quelques images sur l'abside. Vers 1930 on distinguait encore clairement des traces du Siège de Constantinople (P. Henry, *op. cit.*, p. 238).

d'homme et surmontant, sous la forme d'une vaste frise, l'entrée de l'église[1], ce thème, a été destiné de toute évidence, à fixer tout particulièrement l'attention de quiconque y entrait ou en sortait. Ainsi donc, en prenant pour guides les auteurs mêmes des programmes de peintures extérieures, commençons notre analyse avec le thème du Siège de Constantinople. Cette composition présente en son centre l'image d'une ville aux puissants remparts, assiégée par terre et par mer par les armées et la flotte ennemies et énergiquement défendue par ses habitants. L'empereur, l'impératrice et le clergé, accompagnés de la multitude, parcourent en procession les rues de la ville, portant solennellement une icône de la Vierge du type Hodigitrie. La caractéristique principale de ces représentations du Siège consiste en ce que les assiégeants sont vêtus à la turque et utilisent aussi tout comme les assiégés, en dehors de lances et de flèches, des pièces d'artillerie. La seule exception à la règle se rencontre dans la scène de l'église d'Arbure (la dernière dans l'ordre chronologique), où l'on ne voit ni costumes turcs, ni artillerie. Une inscription surmontant la composition précise qu'il s'agit là d'un siège de Constantinople par les Perses, en l'an 626 [2].

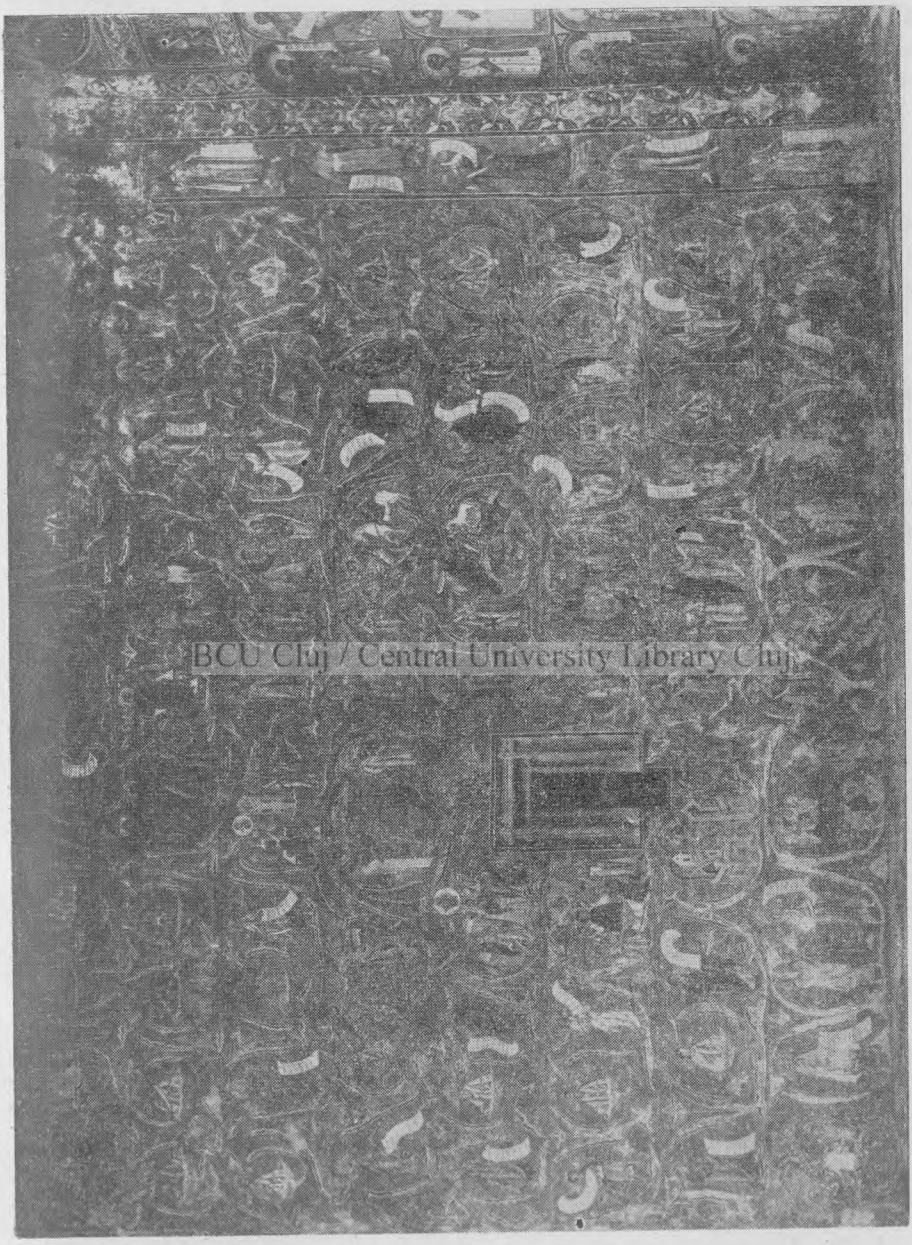
C'est à commencer par O. Tafrali [3] que les chercheurs ont vu dans le fait que la représentation du Siège accompagne constamment l'Hymne acathiste la preuve de l'existence d'un lien étroit entre ces deux thèmes. Dans la tradition byzantine, on le sait, l'Acathiste — cet hymne à la louange de la Vierge — passait pour avoir été composée à l'occasion du

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Les seules exceptions sont les églises Saint-Georges de Hîrlău, Saint-Georges de Suceava et celle de Coşula, où des raisons objectives ont empêché de placer le Siège près de l'entrée. C'est ainsi qu'à Saint-Georges de Hîrlău et à Coşula, le portail se trouvant sur la façade ouest, plus étroite, le déroulement de la frise du Siège y était impossible. Il est intéressant toutefois de noter qu'à Saint-Georges de Hîrlău le Siège figurait sur le flanc septentrional du monument (voir Sorin Ulea, *Identificarea şi datarea...*). C'est le seul cas d'un pareil emplacement, tous les autres ensembles peints du temps de Rareş présentant cette scène sur la façade sud. Cette modification dans la manière de placer le Siège de Constantinople dénote que l'expérience acquise à Saint-Georges de Hîrlău a convaincu les peintres de Rareş que le thème si important du Siège ne saurait surmonter les intempéries et les tempêtes de la Moldavie du nord qu'à condition d'être représenté sur le flanc méridional moins exposé. Il est significatif à cet égard qu'à Saint-Georges de Suceava (où le portail se trouve par exception sur la façade nord) le Siège ait été peint sur le flanc sud. Les considérations qui précèdent nous permettent de conclure que le Siège a dû figurer, également, sur le flanc sud de l'église de Coşula, église qui ne possède plus, nous l'avons déjà dit, de toute sa peinture extérieure, qu'un fragment du Jugement dernier.

[2] V. Grecu, *Eine Belagerung Konstantinopels in der rumänischen Kirchenmalerei*, dans « Byzantion », I (1924), pp. 287—288.

[3] O. Tafrali, *Biserica mănăstirii Humorul*, dans « Viitorul », 1922, 1, X ; *Les fresques des églises de Bucovine*, dans « Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres », 1924, publié encore en roumain dans « Viitorul », 1924, 11, III, ainsi que dans *Îndrumări culturale*, Bucarest, 1927, pp. 9—11 ; *Le siège de Constantinople dans les fresques des églises de Bucovine*, dans *Mélanges offerts à M. Gustave Schlumberger*, II, Paris, 1924, pp. 456—461.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 3. — Voroneț. Façade sud, avec l'Arbre de Jessé.

siège de Constantinople par les Perses en l'an 626, siège que les Byzantins auraient repoussé, selon la légende, grâce à l'assistance miraculeuse de la Théotokos. Toutefois, il ne fait pas le moindre doute que cette tradition — quoiqu'elle ait été adoptée par la plupart des byzantinistes — ne correspond pas à la réalité, et qu'il faut donner raison aux érudits qui considèrent que l'hymne en question avait été composé bien avant le siège de 626 en tant que chant purement liturgique, en l'honneur de l'Annonciation [1], son auteur étant fort probablement le mélode Romanos. (Il est, du reste, significatif qu'on ne trouve pas dans les 24 strophes de cet hymne la moindre allusion à quelque action militaire). Ce n'est que plus tard que l'on en a moditié sa destination en en faisant hommage derechef, à titre de reconnaissance cette fois, à la Mère de Dieu, pour avoir sauvé Constantinople. C'est à l'occasion du renouvellement de cette dédicace que fut aussi composée la célèbre strophe d'introduction : «Τῇ ὑπερμάχω στρατηγῷ» (Au commandant victorieux). Comme A. Grabar l'a montré lui aussi récemment [2], la composition du Siège de Constantinople représente justement la transposition iconographique de cette strophe introductive [3].

Mais on peut se demander pourquoi les peintres moldaves ont modifié le prototype grec qui leur servait de modèle, en remplaçant les Perses par les Turcs et en introduisant l'artillerie, arme inconnue à l'époque du siège de 626. La plupart des chercheurs ont vu dans la version moldave une image du siège turc de 1453, I. D. Ştefănescu [4] et P. Henry [5] attribuant cette modification à quelque erreur ou confusion de la part des artistes roumains. Livrant à l'oubli l'antique siège des Perses, ces peintres auraient représenté sur les façades des églises moldaves le tragique événement qui était encore frais à l'esprit de tous : la chute de Constantinople, occupé par les Turcs. Il n'est pas difficile de prouver que c'est là une interprétation erronée. Ainsi que l'a parfaitement remarqué A. Grabar, «aucun ordonnateur des peintures orthodoxes du XVIe siècle n'aurait accepté une représentation du plus grand désastre chrétien sur la façade

BCU Cluj / Central University Library Cluj

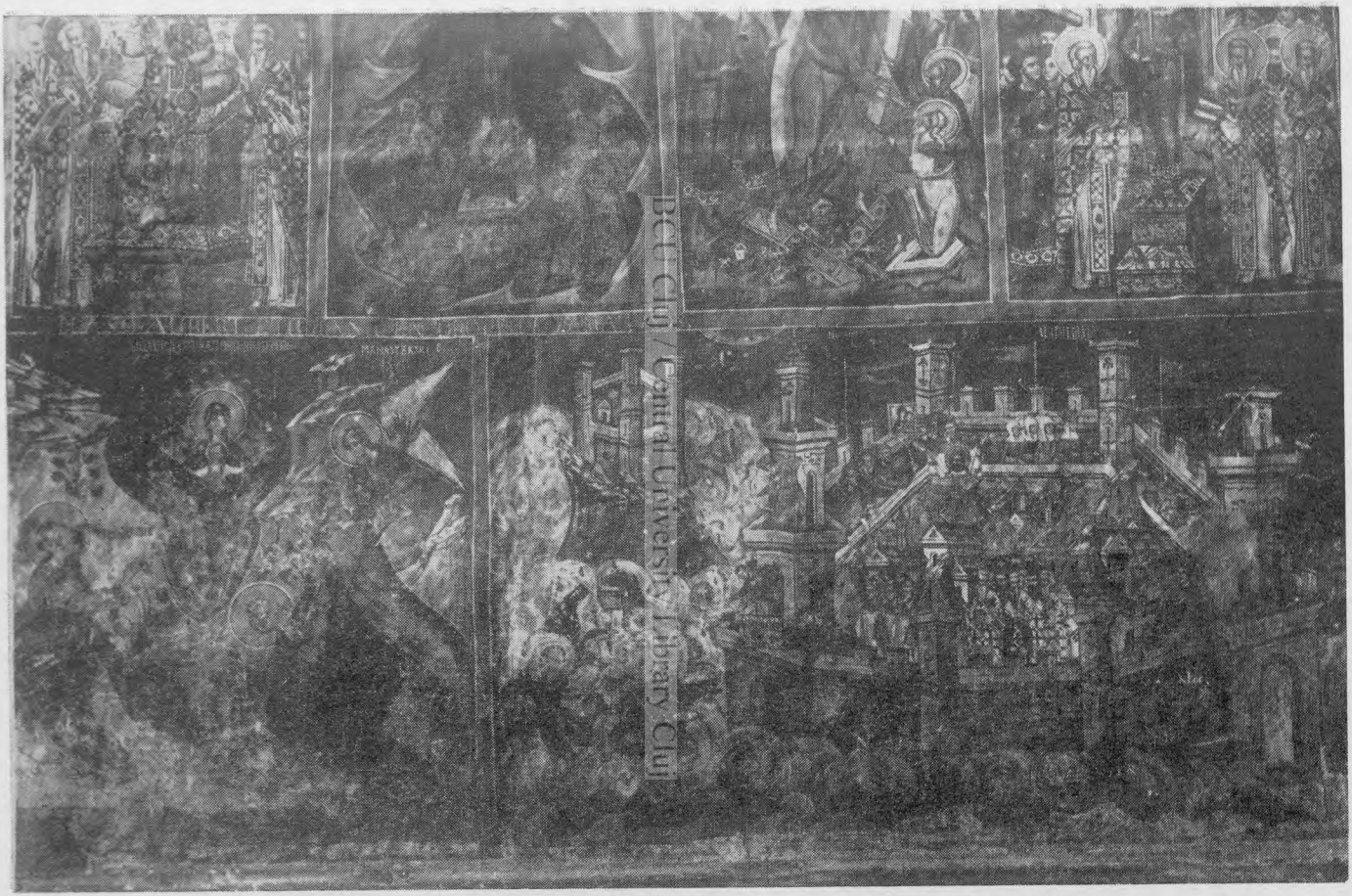
[1] Par exemple M. Théarvic, *Photius et l'Acatiste*, dans «Echos d'Orient», VII (1904), pp. 293—300 ; idem, *Autour de l'Acathiste*, dans «Echos d'Orient», VIII (1905), pp. 163—166 ; De Meester, *L'Inno Acatisto*, extrait de *Bessarione*, Rome, 1905, passim ; A. A. Cayré, *Précis de patrologie*, II, Paris, 1930, pp. 287—288 ; E. Wellesz, *The Akathistos — a Study in Byzantine Hymnography*, dans «Dumbarton Oaks Papers», IX—X (1956), pp. 141—174.

[2] A. Grabar, *Un graffite slave sur la façade d'une église de Bucovine*, dans «Revue des Etudes Slaves», Paris, XXIII (1947), p. 90.

[3] Sur le problème de l'origine et de l'évolution de l'Hymne acathiste et du thème du Siège dans l'art des pays orthodoxes nous aurons l'occasion de revenir dans un travail spécial. Nous nous bornons à ne présenter ici que les données et la bibliographie strictement nécessaires.

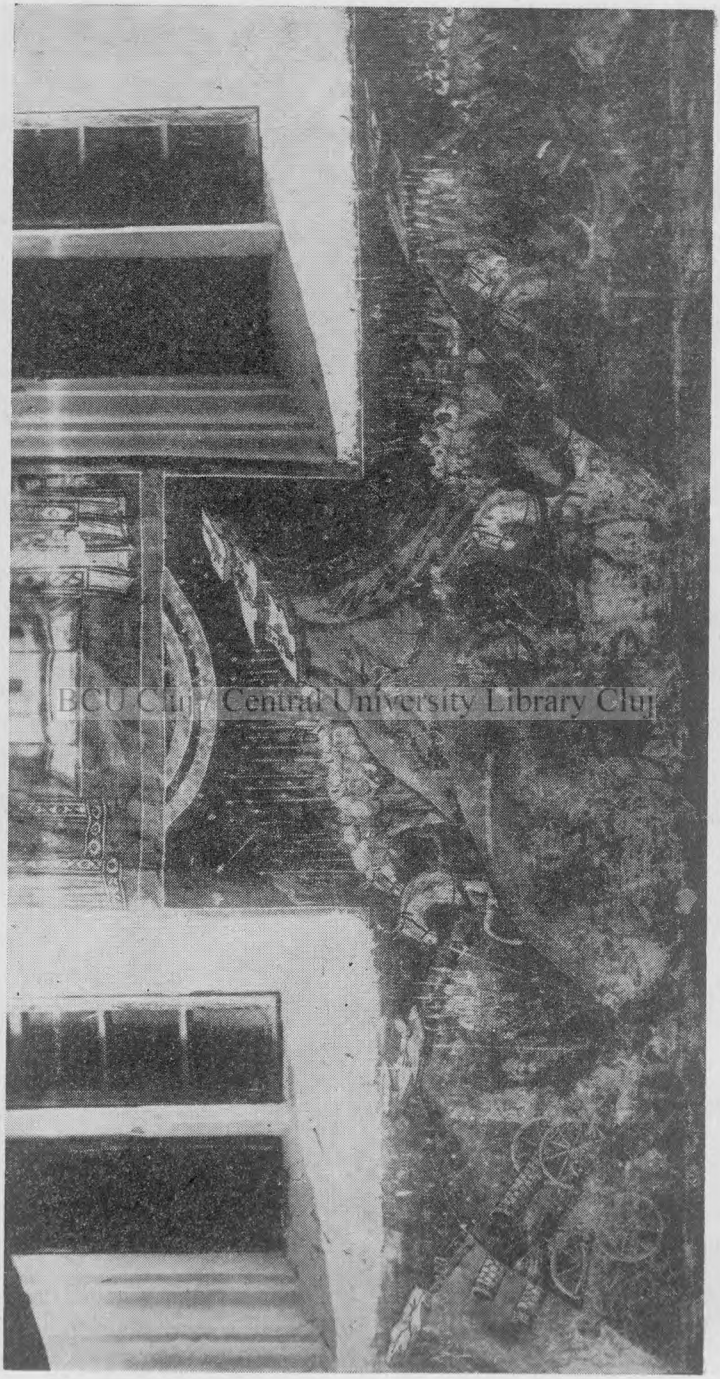
[4] I. D. Ştefănescu, *L'Evolution de la peinture religieuse...*, p. 109.

[5] P. Henry, *op. cit.*, p. 239.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 4. — Moldovița. Façade sud, le Siège de Constantinople. Fragment.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 5. — Moldovița. Le Siège de Constantinople. Fragment,

d'une église » [1]. Outre cela, certains mêmes des éléments iconographiques de ce thème font voir qu'il ne s'agit pas de la victoire mais de la défaite des assiégeants, causée par l'intervention miraculeuse de la divinité. En effet, du haut du ciel s'abat soudain sur leur tête une pluie de feu qui anéantit leur flotte. Mais du moment que le siège figuré est celui de 626 par les Perses, comment expliquer la présence des Turcs et de l'artillerie? Tout comme O. Tafrali [2], A. Grabar [3] considère que les peintres moldaves auraient commis simplement « un anachronisme, typique pour l'art du XVIe siècle ». Mais adopter cette explication signifie se laisser tromper par les apparences. Qu'on n'oublie pas que l'art médiéval use d'un langage symbolique. Selon l'heureuse définition d'Emile Mâle, « il nous montre une chose et nous invite d'y voir une autre » [4].

Il arrive ainsi que, sous l'apparence de soi-disant inadvertances, il se cache bien des fois une pensée profonde et très logique, mais qui ne se laisse saisir par l'homme d'aujourd'hui qu'à condition qu'il en ait trouvé la clef. C'est précisément le cas du Siège de Constantinople. Nous avons vu précédemment que ce thème constituait l'image-clef de l'Hymne acathiste, dont il illustre la première strophe. Or, en introduisant Turcs et canons, les peintres de Petru Rareș, loin de commettre un anachronisme, n'ont fait qu'adapter le thème du Siège et, par conséquent, l'Hymne tout entier aux propres réalités de leur pays, en le transformant en une invocation de caractère national : « Tout comme la Vierge a aidé autrefois les Byzantins à vaincre les assiégeants Perses, de même puisse-t-elle aider aujourd'hui les Moldaves à triompher des Turcs agresseurs ». L'image de la ville assiégée cumule, dans ces conditions, deux significations : elle représente, d'une part, Constantinople et, d'autre part, « la glorieuse ville de Suceava » ainsi que, par extension, la Moldavie tout entière.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Que ce soit bien là le sens que les Moldaves du XVIe siècle accordaient à la scène du Siège, c'est ce que prouve, entre autres, la façon dont le peintre de Homor (1535) a traité ce thème. C'est ainsi qu'il a introduit dans l'iconographie du siège un élément nouveau : un cavalier qui, sortant au galop par l'une des portes de la place assiégée, se précipite sur le commandant de la cavalerie ennemie, un Turc coiffé d'un grand turban, dont il transperce la poitrine d'un coup de lance. Une menue inscription peinte au-dessus de la tête du cavalier nous indique son nom : « Toma ». O. Ta-

[1] A. Grabar, *op. cit.*

[2] O. Tafrali, les publications déjà mentionnées (p. 42, n. 3).

[3] A. Grabar, *op. cit.*

[4] E. Mâle, *L'Art religieux du XIIIe siècle en France*, Paris, 1919, p. 28.

frali [1], le premier à avoir signalé cette inscription, déclare tout juste qu'il s'agit d'un « personnage inconnu ». Mais il n'a pas observé un détail essentiel, à savoir que le cavalier porte le bonnet typique des dignitaires moldaves des XVe et XVIe siècles, tels qu'ils apparaissent sur les nombreux tableaux votifs de l'époque. Ledit Toma était donc un Roumain [2], sans aucun doute le peintre de l'église en personne, dont l'originale image équestre devient ainsi le premier autoportrait de l'art moldave. Mais le bonnet de ce peintre prouve encore l'estime particulière dont il jouissait auprès du voïvode, qui l'avait élevé parmi ses dignitaires, en tant que peintre de la cour. Cette déduction logique trouve par bonheur sa pleine confirmation dans un document écrit dans la capitale de la Moldavie en 1541 et provenant d'un personnage qui s'intitule « Thomas zograph de Chochavia (Suceava), spectabilis et magnifici domini moldaviensis Petri wajwode familiaris » [3]. On ne saurait donc douter que la personne dont émane cet acte est la même avec l'auteur des fresques de Homor [4]. Il faut d'ailleurs observer que l'église du monastère de Homor, fondation du plus haut dignitaire de l'Etat, le grand logothète Teodor Bubuiog, avait été érigée, ainsi que le montre son inscription votive, « de par la volonté et avec l'aide du voïvode Petru » (Rareş)[5], lequel figure, avec sa famille, sur le tableau votif, qui décore le naos de l'édifice. Mais qu'un peintre du temps de Petru Rareş ait pu se représenter sous les traits d'un défenseur de la ville assiégée, voilà qui dénote clairement que pour les Moldaves de ce temps le thème du Siège constituait non seulement une image de la Constantinople victorieuse, mais aussi un symbole de Suceava — et par extension — de la Moldavie victorieuse. Car, de toute évidence, ce n'est pas la capitale byzantine mais son propre pays que défendait le Moldave Toma de Suceava en affrontant symboliquement

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] O. Tafrali, *Biserica mănăstirii Humorul*, dans « Viitorul », 1922, 1, X ; idem, *Îndrumări culturale*, Bucarest, 1927, p. 22.

[2] L'origine roumaine de Toma est confirmée aussi par le fait qu'il n'orthographie pas son nom avec un Θ, à la manière des Grecs et des Slaves, mais à la roumaine, avec un T.

[3] Ce document — une lettre de Toma aux gens de Bistrița en Transylvanie — est bien connu à l'historiographie roumaine. Il a été publié par N. Iorga dans la collection de documents Hurmuzaki, XV—I, 1911, p. 400.

[4] Le seul chercheur en dehors de O. Tafrali, qui se soit occupé jusqu'ici de l'inscription de Toma, est P. Ş. Năsturel. Dans un article récemment paru (*Urmările căderii Ţarigradului pentru biserica românească*, dans « Mitropolia Olteniei » XI (1959), janvier-février, p. 72, note 102), P. Ş. Năsturel se demande, poussé par une juste intuition, « si le zographe de Homor ne s'appelait pas par hasard Toma ». Mais il n'établit aucun rapport entre l'inscription et l'image du cavalier.

[5] Voir le texte de l'inscription dans G. Balş, *Bisericile şi mănăstirile moldoveneşti din veacul al XVI-lea*, Bucarest, 1928, p. 26.

l'armée ottomane [1]. Il est intéressant d'observer, toutefois, que pour accentuer davantage la signification guerrière à la fois du Siège et de tout l'Hymne acathiste, Toma a placé à leur gauche, comme un pendant et un commentaire de ces derniers, quatre images superposées de saints cavaliers tuant leurs ennemis [2].

Réussissant à saisir la véritable signification idéologique du Siège de Constantinople, on s'explique facilement pourquoi les auteurs des programmes de peintures extérieures de l'époque de Rareş ont accordé à ce thème une telle importance ; pourquoi, le détachant du reste des scènes de l'Acathiste et l'amplifiant à des dimensions si grandes par rapport à ces dernières, ils l'ont placé bien en vue, à côté même de l'entrée de l'église. Car, loin de trahir par ses éléments iconographiques un « anachronisme », une « confusion » de la part des peintres, ce thème original a été conçu à dessein pour mobiliser les masses et devenir ainsi d'un appréciable secours idéologique pour la politique anti-ottomane du prince.

A propos de la signification politique du Siège il est intéressant de rechercher ce qu'est devenu ce thème à partir du second règne de Rareş (1541—1546). Nous avons vu précédemment qu'à l'église d'Arbure — où se conserve le seul ensemble de ce règne — le peintre a éliminé de sa composition aussi bien les Turcs que l'artillerie. Une inscription qui surmonte l'image de la ville spécifie même qu'il s'agit du siège par les Perses de l'an 626. Les chercheurs du pasée, considérant les choses exclusivement du point de vue iconographique, ont tiré la conclusion que le peintre d'Arbure a été le seul de l'époque de Rareş qui ait correctement compris le moment historique, auquel se rapporte le thème du Siège [3]. Mais en réalité, la modification que ce peintre a apportée a la représentation dudit Siège s'explique par les circonstances politiques nouvelles qui présidaient au second règne de Rareş. On sait que, après la grande invasion ottomane de 1538, qui prit fin avec la fuite de Rareş — réfugié en Transylvanie —, le voïvode remonta sur son trône en 1541 en recourant au seul moyen qui lui était resté : sa réconciliation avec les Turcs. Or, dans les conditions de cette « réconciliation », il est aisé de comprendre que la politique anti-

BJU Cluj - Central University Library Cluj

[1] A ce propos, il est symptomatique que même les églises représentées par le peintre au beau milieu de la ville ne sont pas du type byzantin, mais spécifiquement moldave.

[2] Non moins intéressant s'avère aussi le fait que les deux innovations de Toma (le cavalier protagoniste de la scène du Siège et les images des quatre saints cavaliers) ont été reprises telles quelles dans la peinture de Moldoviţa (1537). Mais, tandis qu'à Homor le comandant turc est représenté au moment où il est frappé d'un coup de lance, à Moldoviţa il est spectaculairement renversé sur la croupe de sa monture, son turban et ses bras écartés touchant la poussière.

[3] I. D. Ştefănescu, *L'Evolution de la peinture* . . . , p. 127 ; P. Henry, *Les Eglises* . . . , p. 239.

ottomane — qui continuait à demeurer au centre des préoccupations de Petru Rareş — ne pouvait plus être pratiquée qu'avec beaucoup de prudence. C'est le motif pour lequel le thème du Siège fut modifié de façon à ne pouvoir provoquer des complications politiques avec la Porte qui, en ce temps, avait ses représentants à Suceava. En même temps, pour accentuer qu'il ne s'agissait que d'un changement imposé pour la forme par la nécessité de l'heure, et que l'idée anti-ottomane continuait à demeurer debout, l'artiste d'Arbure remit dans le domaine de l'actualité la fameuse « Cavalcade de l'empereur Constantin » de l'église de Pătrăuţi du prince Etienne le Grand [1] et il la peignit à l'intérieur de l'édifice, où elle occupe une place importante sur la paroi occidentale du pronaos [2].

Mais les années s'écoulaient. Rareş mort (1546), Iliaş, son fils aîné, monta sur le trône de Moldavie. Il mena, on le sait, une politique turcophile et finit même par embrasser l'islam. Cette nouvelle aggravation des circonstances politiques ne resta pas, elle non plus, sans répercussion sur la peinture extérieure du temps. En effet, quand le cousin de Rareş, le métropolite Grigorie Roşca, homme éclairé et partisan de la politique nationale du prince défunt, réalisa sa grande fondation — la peinture extérieure de Voroneţ —, il fut obligé de retrancher du répertoire des thèmes iconographiques la scène du Siège qui, malgré l'atténuation qu'y avait apportée le peintre d'Arbure, était devenue inopportune et même périlleuse dans la nouvelle conjoncture politique. Dorénavant, l'image qui avait constitué pour les masses à l'époque de Rareş le symbole suprême, la flambeau de la

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] La Cavalcade de Pătrăuţi, qui se déploie sur une frise de 1,50 m de haut, occupe toute la largeur de la paroi ouest du pronaos. Elle représente l'empereur Constantin le Grand sur un cheval isabelle, à la tête d'une suite imposante de saints guerriers : Georges, Démétrius, les deux Théodores, etc. Le souverain est précédé par l'archange Michel, le chef des milices célestes, qui fraye symboliquement la voie en montrant du doigt à Constantin une croix blanche qui a surgi dans le ciel, à l'extrême droite de la composition, au-dessus d'une montagne. Il s'agit donc de la transposition iconographique de la légende relatée par Eusèbe dans la *Vita Constantini*, selon laquelle Constantin, parti en guerre pour défendre la chrétienté, aurait vu, sur le chemin de Rome, au-dessus du soleil à son couchant, une croix lumineuse accompagnée des mots « Τούτῳ νίκα » (« In hoc signo vinces ! »). C'est le mérite de A. Grabar (*Les croisades de l'Europe orientale...*, pp. 19—22) d'avoir éclairci, le premier, le sens de cette composition originale, que n'indique aucun traité de peinture orthodoxe et qu'on ne rencontre nulle part ailleurs dans la peinture des autres Etats orthodoxes. Mettant en lumière les efforts constants d'Etienne le Grand pour coaliser les Etats de l'Europe orientale contre les Turcs et rappelant également la défaite militaire que les armées moldaves infligèrent aux envahisseurs ottomans à la bataille de Podul Înalt en 1475, A. Grabar rattache à bon droit la Cavalcade de Pătrăuţi directement au vocable de l'église, et conclut : « Dans ce sanctuaire, consacré à la Sainte-Croix, la procession des saints taxiarques sous le signe de la victoire chrétienne reçoit un sens allégorique évident. Comme naguère l'empereur Constantin marcha contre les païens et les écrasa, de même Etienne de Moldavie, nouveau Constantin, vaincra l'ennemi infidèle, au nom de la Croix » (*ibidem*, p. 22).

[2] Nous avons découvert cette scène en 1959 après avoir retiré une très fine couche de dépôt calcaire qui la cachait. La Cavalcade de Pătrăuţi n'est donc plus unique en son genre, comme on l'a cru jusqu'ici.

résistance aux Ottomans, ne sera plus jamais peinte sur les murs d'une église moldave. Et l'Acathiste, qui, dépouillée précisément du thème qui lui avait donné une signification à part, était redevenue un simple hymne religieux, se vit retirer la place d'honneur, à droite de l'entrée de l'église, et fut reléguée sur la façade nord. Mais, à sa place, l'ingénieux ktitor plaça un certain nombre d'images qui, sous une forme plus voilée, poursuivaient la même idée : la propagande antimusulmane. Il s'agit de la légende hagiographique de Jean le Nouveau, martyrisé par les Tatars à Cetatea Albă au XIVe siècle et adopté par l'église moldave, sous le règne d'Alexandre le Bon, comme saint national. Nous y reviendrons au moment opportun.

Un autre thème majeur de la peinture extérieure moldave est constitué par le Jugement dernier (fig. 6), qui se déploie sur toute la façade ouest des églises et parfois sur le mur est de l'exonarthex. Le schéma de cette composition, conforme dans l'essence de son programme à la tradition iconographique byzantine, permet des rapprochements significatifs avec la composition utilisée à l'Athos au XVIe siècle, et notamment avec le Jugement dernier peint au réfectoire de la Grande Laure, en 1512 [1], vingt ans par conséquent avant les représentations moldaves. Si l'on tient compte des rapports étroits qui unissaient la Moldavie et le Mont Athos à l'époque de Rareş, on peut bien en conclure que c'est là précisément que les peintres moldaves ont emprunté le modèle de leur Jugement dernier lorsqu'ils se décidèrent à utiliser ce thème dans la peinture extérieure. On doit dire, en même temps, qu'ils apportèrent au prototype athonite des améliorations considérables. Eliminant les éléments superflus (comme par exemple les nuées qui portent les « justes » vers le trône de l'Hétimasie), simplifiant et organisant d'une façon plus stricte la structure compositionnelle prolixe du prototype, les maîtres moldaves ont, en fait, créé à nouveau ce thème, laissant ainsi à la postérité un type de Jugement qui en impose dès le premier coup d'œil par son caractère décoratif et par la logique de sa construction. Ce sont là justement les caractéristiques qui ont amené Paul Henry à compter les représentations moldaves du Jugement dernier « parmi les meilleures de tout l'art byzantin » [2].

Les chercheurs ont tous attribué jusqu'ici aux Jugements derniers de l'art moldave une signification purement religieuse. C'est ainsi, par exemple, que P. Henry considère comme « un caractère essentiel de tous

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] G. Millet, *Les monuments de l'Athos*, Paris, 1910, pl. 149, fig. 1 et 2.

[2] P. Henry, *Les Eglises...*, p. 245.

ces Jugements la traduction des préoccupations avant tout théologiques des artistes et du programme monacal qui leur a été donné » [1]. Constatant que parmi les « méchants » on n'a représenté que les ennemis « de la vraie foi », depuis les persécuteurs de l'antiquité (Hérode, Hérodiade, Maximien, Julien, etc.) et les hérétiques (Arius, Nestorius) jusqu'aux Turcs, Tatars, Arméniens et Latins, P. Henry tire la conclusion que « la grande affaire »

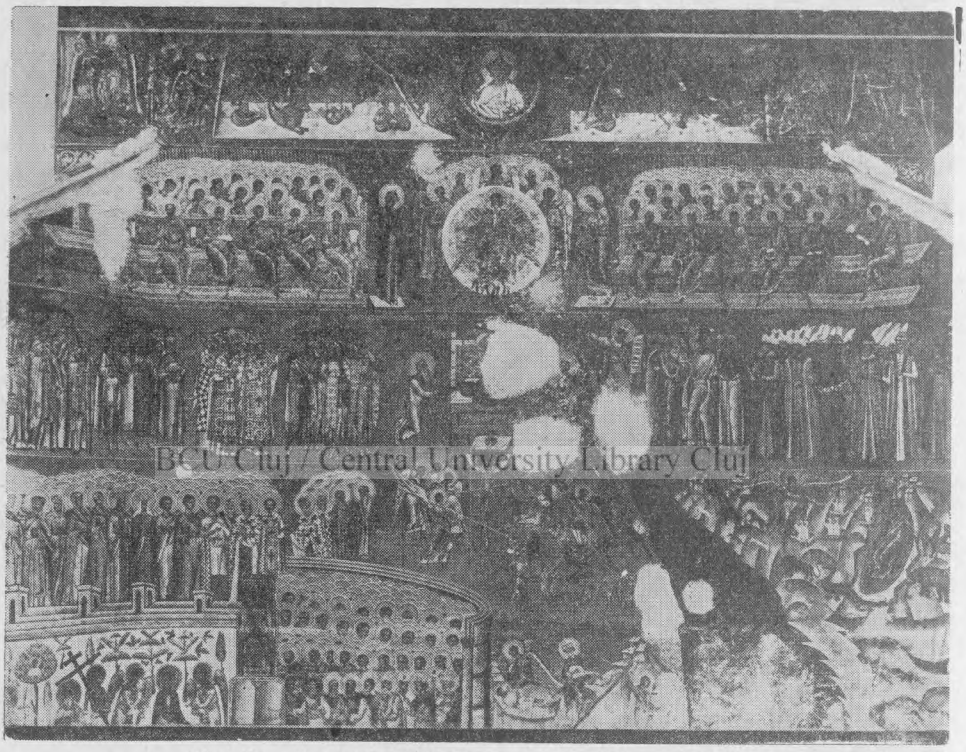

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 6. — Voroneț. Façade ouest — le Jugement dernier.

des peintres moldaves « c'est la foi ». Ainsi, le thème du Jugement dernier apparait à l'auteur comme un avertissement, que l'Eglise de Moldavie adressait aux masses, de suivre les enseignements de la morale chrétienne, sous peine de châtiment après la mort.

Mais comme ils étudiaient la peinture extérieure moldave sans faire entrer en ligne de compte les conditions historiques dans lesquelles cet art fit son apparition, les chercheurs n'ont pas saisi le sens réel d'un procédé qui distingue en principe, *dans leur contenu*, les représentations moldaves

[1] *Ibidem*, p. 244.

de celles des autres pays orthodoxes. En effet, en enregistrant le fait que dans la figuration des « méchants » les peintres ont adjoint aux vieux ennemis de la « vraie foi » (Hérode, Maximien, Julien, Arius, Nestorius), leur propres contemporains (les Turcs, les Tatars, les Arméniens, les Latins), les érudits d'antan n'ont pas remarqué le fait bien plus important que, entre les deux catégories de « damnés », les peintres ont opéré une distinction décisive. Alors qu'à ceux de la première catégorie ils n'ont accordé qu'un espace des plus réduits — c'est tout juste si leurs corps minuscules se laissent distinguer au milieu des flammes de la Géhenne —, ceux de la deuxième catégorie, représentés à des dimensions imposantes, sont placés bien en vue, dans un registre spécialement créé à leur intention, à la droite du trône de l'Hétimasie. Or, il est clair que l'on a affaire ici à une distinction reposant non sur des critériums religieux mais sur des critériums de politique nationale, les « damnés » de ce registre n'étant autres que les ennemis directs de la Moldavie médiévale : les Turcs et les Tatars, auxquels les peintres n'ont point oublié d'ajouter les Arméniens et les Latins. Il est vrai qu'en tête de file figure le groupe des Juifs. Mais ce dernier ne constitue pas un élément iconographique spécifiquement moldave. Présent aussi dans les Jugements derniers des autres pays orthodoxes et explicable par la faute capitale que l'Eglise attribuait aux Juifs, ce groupe a été utilisé par les peintres de Rareş pour montrer à qui regardait les fresques combien étaient lourds les péchés des ennemis de la Moldavie, du moment qu'ils côtoyaient les persécuteurs du Christ. Du reste, il est significatif que de tous les damnés de ce registre — vus au moment où ils se présentent devant le trône du Jugement — ce ne sont pas les Juifs, mais les Turcs et les Tatars qui ont été l'objet de l'attention particulière des peintres. Une mention à part revient à cet égard à la réalisation du peintre de Voroneţ. Là, les musulmans sont non seulement plus nombreux que tous les autres damnés du registre, mais encore leurs amples vêtements, lourds de toute la richesse de l'Orient, ont été exécutés avec un tel éclat décoratif que leurs possesseurs deviennent le point de mire principal, *le centre psychologique* de la composition tout entière du Jugement (fig. 7). Mieux : alors que les figures innombrables des « justes » ont été traitées d'une manière schématique et conventionnelle, celles des musulmans et dans une certaine mesure aussi celles des autres damnés, ont été si soigneusement individualisées qu'elles sont devenues de véritables portraits qui frappent par la vigueur de leur réalisme, qu'accentue encore l'introduction démonstrative d'une note de caricature. Cette note — un reflet de l'état d'esprit anti-ottoman des masses populaires — contribue essentiellement à la définition psychologique des portraits.

Il est également intéressant de retenir que, dans les représentations du Jugement, après les Turcs et les Tatars, figurent toujours les Arméniens, car cela projette une vive lumière sur une page restée encore obscure de l'histoire sociale et politique de la Moldavie sous Petru Rareș : l'attitude de l'Etat centralisé à l'égard des hérésies. En effet, à une époque où le voïvode concentrait toutes les forces du pays en vue de la lutte pour la

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 7. — Voroneț. Façade ouest, le Jugement dernier. Les Turcs et les Tatars.

défense de l'indépendance nationale, lutte dont l'orthodoxie était le drapeau, il est facile de comprendre que toute hérésie constituait, dans une mesure plus ou moins grande (en fonction de son prosélytisme), un facteur minant par la base l'action de centralisation initiée par le pouvoir princier. C'est ainsi que la persécution bien connue que Ștefan, le fils de Rareș, déclencha en 1551 contre les « hérétiques » arméniens — persécution considérée jusqu'ici comme un fait historique remontant tout juste à cette

époque — n'apparaît plus que comme l'explosion violente de mécontentements qui avaient connu une longue accumulation antérieure [1].

C'est encore comme une réaction contre les hérésies, considérées comme un facteur sapant l'unité et la résistance nationale que s'explique aussi, indubitablement, la présence des Latins qui, dans certaines représentations du Jugement, achève le registre des damnés. On sait que, visant à renforcer la capacité de résistance aux Ottomans, Petru Rareş prit toute une série de mesures militaires et politiques, dont certaines (telle l'occupation de la Pocutie) provoquèrent l'opposition acharnée des gouvernants de l'Etat polonais, qui luttèrent ensuite par tous les moyens pour écarter le voïvode. Or, il n'est point difficile d'imaginer que dans le conflit moldo-polonais le clergé catholique de Moldavie — directeur spirituel de la minorité respective — aura manifesté une sympathie pas toujours discrète pour la politique du royaume du nord, attisant ainsi les vieux ressentiments des masses populaires et du pouvoir princier, qui, depuis deux siècles, s'étaient habitués à voir dans le catholicisme un instrument de l'expansionnisme de la féodalité polonaise et magyare.

Le fait que le pouvoir central voyait dans le catholicisme un ferment de subversion politique résulte, d'ailleurs, clairement de l'information, restée inutilisée jusqu'ici, du publiciste russe I. Péresvétov, qui avait connu personnellement Petru Rareş, comme nous l'avons déjà mentionné. Ainsi, dans sa célèbre *Grande plainte*, dont le héros est le voïvode moldave, Péresvétov relate, entre autres, l'opinion de Rareş que l'une des causes de l'affaiblissement interne et de la chute de Byzance sous les Turcs a été l'acceptation par les Grecs de l'«hérésie» latine [2].

Babeş-Bolyai University Library Cluj

[1] On sait que l'historiographie roumaine a considéré jusqu'ici la persécution des Arméniens comme un acte arbitraire d'autorité commis par Ştefan Rareş, soit pour effacer, par un excès de zèle orthodoxe, le souvenir honteux du passage à l'islam de son frère Iliaş, soit par suite de son état d'esprit maladif, soit, enfin, animé du désir de se rendre maître des biens des Arméniens. (Voir pour la bibliographie de la question Ş. Papacostea, *Moldova în epoca reformei*, dans « Studii », Bucarest, XI (1958), 4, p. 68). Mais récemment, et en opposition à ces thèses, Ş. Papacostea (*étude citée*, pp. 65—71) a abouti à la conclusion que ladite persécution devait être regardée comme une conséquence de la réaction du pouvoir princier en présence des succès de la Réforme, succès qui avaient rendu sensibles les dirigeants moldaves en principe à toutes les hérésies. S'il est indubitablement juste de mettre la persécution anti-arménienne en rapport non pas avec l'état d'esprit maladif ou avec l'avidité d'argent de Ştefan Rareş mais avec l'attitude anti-hérétique de l'Etat moldave, l'opinion que cette persécution aurait été engendrée par la réaction de l'autorité princière à la Réforme ne correspond pas à la réalité. Le fait que les Arméniens sont représentés *constamment* dans les scènes du Jugement dernier, peintes du temps de Petru Rareş, dénote que l'« hérésie » arménienne était un problème *plus ancien* qui avait préoccupé ce prince aussi, dès *les premières années de son règne*, autrement dit à une période où l'infiltration protestante *à ses débuts* n'était pas devenue un facteur incommodant pour l'Etat moldave. Du reste, il eût été étonnant que la persécution déclenchée sous Ştefan Rareş l'ait été sans une longue accumulation de sentiments hostiles aux Arméniens.

[2] St. Ciobanu, *op. cit.*, p. 346; G. G. Bezviconi, *op. cit.*, p. 25; A. A. Zimine, *op. cit.*, pp. 176 et 180.

Comme tous les hommes du moyen âge, les Moldaves du XVIe siècle croyaient, eux aussi, cela s'entend, dans la « vie du siècle à venir », dans l'idée que viendrait un temps où ils seraient jugés en fonction de la manière dont ils auraient respecté ou enfreint les préceptes de la morale chrétienne. Mais ce qui est remarquable c'est que dans les représentations moldaves du Jugement cette préoccupation religieuse — implicite sans aucun doute — demeure cependant sur un plan tout à fait secondaire par rapport à la préoccupation d'ordre national, qui domine toute la composition. Or, le fait que les ennemis de la Moldavie constituent, en raison de la manière dont ils sont figurés, le véritable centre psychologique de la composition, dénote clairement que le thème du Jugement a été introduit dans la peinture extérieure précisément à leur intention, pour les stigmatiser aux yeux des masses. En d'autres termes : les peintres du temps de Rareş ont travaillé de telle sorte ce thème traditionnel qu'ils l'ont transformé en un instrument de mobilisation des masses pour servir les buts de la politique nationale du pouvoir princier.

Dans ces conditions, par sa signification idéologique, le Jugement dernier ne constitue que la continuation et le complément naturel de l'invocation qu'expriment, comme nous l'avons montré précédemment, le Siège de Constantinople et l'Hymne acathiste, invocation qui, sous sa forme complète, pourrait s'exprimer ainsi : « Tout comme autrefois la Vierge a sauvé Constantinople du siège des Perses, de même aujourd'hui puisse-t-elle aider les Moldaves à remporter la victoire des armes sur les envahisseurs turcs ; et que pour prix de leurs crimes Dieu n'accorde aucun pardon même après leur mort aux ennemis de la Moldavie, mais qu'il les précipite tous dans le feu inextinguible de la Géhenne ».

Le quatrième thème majeur de la peinture extérieure moldave est l'Arbre de Jessé. Recherchant ce thème dans l'art français — où le premier exemplaire connu est celui, aujourd'hui disparu, de Saint-Denis (1144) — Emile Mâle [1] en est arrivé à la conclusion, adoptée ensuite par maints chercheurs [2], que l'Arbre de Jessé est une création occidentale. Mais l'expansion considérable de ce sujet dans l'art des pays orthodoxes des XIIIe et XIVe siècles — problème peu connu, il est vrai, à l'époque où

[1] E. Mâle, dans la « Revue de l'art ancien et moderne », Paris, 1914, I, pp. 91 et suiv. ; idem, *L'Art religieux du XIIIe siècle en France*, Paris, 1919, pp. 199—206 ; idem, *L'Art religieux du XIIe siècle en France*, Paris, 1922, pp. 168—175.

[2] Par exemple P. Henry, *Les Eglises...*, p. 233 ; A. Nava, *L'Albero di Iesse nella Cattedrale d'Orvieto e la pittura bizantina*, extrait de la « Rivista del R. Istituto d'Archeologia e Storia dell'arte », (V) 1936.

Emile Mâle formulait sa thèse — serait bien difficile à expliquer comme étant le résultat d'une influence occidentale [1].

Mais les origines lointaines de l'Arbre de Jessé intéressent moins notre sujet. Plus important pour nous est de savoir d'où les peintres moldaves ont pris ce thème. Il est nécessaire, à ce propos, d'observer que la rédaction moldave — fort différente, par son ampleur et sa complexité, de toutes les rédactions occidentales et orientales du XIIe au XIVe siècle — présente une forte ressemblance, du point de vue iconographique, avec celle usitée au Mont Athos au XVIe siècle (nous avons plus spécialement en vue les peintures de la Grande Laure, de 1512 [2]), etc. (La seule différence essentielle est d'ordre esthétique, les représentations moldaves étant incomparablement plus vivantes et plus décoratives que celles, sèches et pédantes, propres à l'art monastique de l'Athos). Cette ressemblance prouve que le thème de l'Arbre de Jessé a pénétré en Moldavie par la même voie que le Jugement dernier, c'est-à-dire par la filière athonite.

L'Arbre de Jessé, c'est chose connue, illustrait dans l'esprit des gens du moyen âge, la descendance directe de Jésus-Christ des rois d'Israël, symbolisant par là le rapport existant entre l'Ancien Testament et le Nouveau. Du corps de Jessé étendu surgit le tronc de l'Arbre, que constituent les images superposées de David, Salomon, Roboam, Osée, Manassé, Jéhoni, la Vierge et le Christ. Le tronc est gardé de part et d'autre par les chefs des douze tribus d'Israel se superposant deux par deux. Derrière eux s'étendent les vastes ramifications de l'Arbre, qui comprennent dans leur majorité les images des prophètes. Bien plus : le fait que d'un côté et de l'autre de l'Arbre figurent, sur deux registres verticaux, les philosophes grecs (Socrate, Platon, Aristote, etc.) était destiné à montrer que la venue de Messie avait été annoncée non seulement par les prophètes du « peuple élu », mais encore par les esprits les plus éclairés de l'antiquité païenne.

Dans quel but le thème de l'Arbre de Jessé a-t-il été introduit dans la peinture extérieure moldave ? Constitue-t-il une simple leçon de généalogie christologique ou implique-t-il une signification plus profonde ? La réponse à cette question, bien que nous puissions l'apercevoir dès main-

Babeș-Bolyai University Library Cluj

[1] V. N. Lazarev (*Мозаики Софии Киевской*, Moscou, 1960, p. 97, note 5) considère «très possible» que la décoration de l'arc triomphal de Sainte-Sophie de Kiev (milieu du XIe siècle) illustre « cette phase de développement durant laquelle les éléments de base de la composition de plus tard de l'„Arbre de Jessé" avaient à peine commencé à prendre corps ». Mais nous trouvons très significatifs les rapprochements et même les mises en parallèle que l'on peut établir, entre l'Arbre de Jessé et certains textes ou motifs de la littérature et de l'art de l'Inde ancienne (Voir à ce propos A. Watson, *The Early Iconography of the Tree of Jesse*, Oxford, 1934 ; l'étude de A. K. Coomaraswamy, *The Tree of Jesse and Indian Parallels or Sources*, paru dans « Art Bulletin », New York, 1929, nous a été inaccessible).

[2] G. Millet, *op. cit.*, pl. 151, fig. 3.

tenant, demande, pour devenir une certitude, la solution au préalable du dernier thème majeur de la peinture extérieure moldave : la décoration des absides. On nous permettra donc d'examiner d'abord ce thème.

A partir des façades des absides latérales, une immense procession d'anges, de prophètes, d'apôtres, d'évêques, de saints militaires, de martyrs et de moines, disposés sur plusieurs registres superposés, se dirigent vers l'axe de l'abside centrale où figure Jésus sur les genoux de la Vierge, Jésus tronant,l' Enfant sur la patène, etc. Que signifie cette curieuse décoration?

Selon P. Henry [1] elle représente « une vision de l'Eglise triomphante, depuis les chœurs célestes et les prophètes jusqu'aux humbles moines et ermites qui ont servi Dieu dans le Désert... ». Le but de ce thème serait éducatif religieux : montrer aux fidèles quelles sont les grandes figures de l'Eglise qu'ils doivent vénérer, et constituer, du même coup, une invitation à mener une vie pieuse, un exemple digne d'être suivi.

I. D. Ştefănescu [2] voit dans la décoration extérieure des absides un faisceau de thèmes à caractère exclusivement dogmatique, répétant en quelque sorte le programme mystique de la décoration intérieure du sanctuaire. Ainsi, la théorie des prophètes qui se dirigent vers l'image de la Vierge portant le Christ sur ses genoux illustrerait le dogme de l'incarnation ; celle des évêques tournés vers l'image de l'Enfant sur la patène symboliserait le dogme du sacrifice, etc.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

En revanche A. Grabar [3] observe que les détails à caractère eucharistique sont « rares et insignifiants, en comparaison avec la composition magnifique formée par les processions de centaines de figures et qui représente la Prière de tous les saints ».

Que la décoration extérieure des absides représente, en effet, une prière, c'est indiscutable. C'est ce que nous confirme, du reste, le fait qu'au centre de la décoration figure, presque toujours, le thème classique de la Déèsis : Jésus tronant, flanqué de la Vierge et de Saint-Jean-Baptiste. Mais, même là où ce thème fait défaut (à Moldovița et à Voroneț), la signification de prière de toute la décoration demeure intacte. Car l'important c'est que les saints des absides sont représentés dans le geste typique de la prière, convergeant tous vers l'axe du sanctuaire où est toujours figurée, comme nous l'avons rappelé, l'image du Christ dans divers types iconographiques. Ainsi, les peintres de l'époque de Rareş n'ont déroulé sur les façades des absides des théories de saints ni pour nous donner une repré-

[1] P. Henry, *Les Eglises...*, p. 231.

[2] I. D. Ştefănescu, *L'Evolution de la peinture. Nouvelles recherches*, p. 153 ; idem, *Arta balcanică şi religioasă a ţărilor romîneşti*, dans « Revista istorică romînă », XIII—XIV, 1942, tirage à part, p. 16.

[3] A. Grabar, *L'Origine des façades peintes...*, p. 374.

sentation d'ensemble de l'« Eglise triomphante », comme le croyait Paul Henry, ni pour faire accomplir aux saints un rituel liturgique, comme est d'avis I. D. Ştefănescu, mais pour offrir à la masse des fidèles l'image d'une immense procession où tous les saints du panthéon orthodoxe supplient Jésus-Christ. C'est là le développement le plus grandiose que le thème de la Déèsis ait connu dans l'art médiéval.

Mais la constatation en soi que la décoration extérieure des absides représente une prière est loin d'épuiser le problème. La question est de savoir quelles sont les idées qu'exprime cette prière, quel en est l'objet? A. Grabar ne s'est plus posé pareille question, considérant, probablement, qu'il va de soi que le thème de la Déèsis ne saurait avoir qu'une signification théologique. (On se souvient, du reste, que ce savant attribue à la peinture moldave du XVIe siècle, prise dans son ensemble, une signification mystique : l'idée « de la mort et de la vie d'outre-tombe »). Mais nous avons vu tout à l'heure que, loin d'avoir une signification théologique, les thèmes majeurs décorant les façades des églises à l'époque de Rareş (Siège de Constantinople, Hymne acathiste, Jugement dernier) expriment bien au contraire, une invocation au secours céleste à l'appui de la plus grave et de la plus insigne des actions collectives de la société moldave du XVIe siècle : la défense du pays contre les envahisseurs otomans. Or, comme il va de soi que la prière décorant les absides ne peut être détachée artificiellement du reste de la décoration extérieure pour être jugée séparément, il devient clair qu'elle ne représente autre chose qu'une reprise et qu'une transposition iconographique explicite, sur la portion sacro-sainte par excellence de l'édifice — les absides —, de la prière même qu'expriment les thèmes du Siège, de l'Acathiste et du Jugement, en ce sens que tous les représentants de la hiérarchie divine sont appelés à participer à cette prière en tant qu'intercesseurs actifs pour la cause de la Moldavie.

Que la Grande Prière des absides représente en vérité un thème de caractère militaire et national, c'est ce que confirme du reste toute une série de faits. En premier lieu, l'organisation intérieure même de ce thème dont l'un des registres est entièrement consacré aux saints militaires et aux autres martyrs. Bien plus : Jean le Nouveau — qui figure lui aussi sur ce registre — est placé non pas parmi les martyrs ordinaires, mais toujours en tête, parmi les grands saints militaires, parfois même aussitôt après le premier d'entre eux — Saint Georges. La place spéciale accordée au saint national de la Moldavie montre nettement qu'on le faisait participer non à une prière quelconque, mais à une prière de caractère guerrier (il n'est pas sans intérêt d'observer que, sur

une image de la ville de Suceava qui décore la page de titre du sermonnaire du métropolite Varlaam de 1643, Jean le Nouveau, qui figure au centre de la composition en tant que protecteur de la ville, est représenté brandissant de la main gauche une épée gigantesque) [1].

Une autre confirmation de la signification militaire de la décoration des absides nous est encore offerte par la façon dont certains peintres ont traité même la rangée verticale d'images décorant l'axe du sanctuaire, lesquelles sont ordinairement dédiées aux seules représentations du Christ. C'est ainsi qu'à Homor, au centre du dernier registre du bas, occupé par les ascètes, il apparaît non pas une image du Christ, comme on s'y attendrait, mais l'image martiale de l'archange Michel, chef des cohortes célestes, sabre au clair. Autrement dit, le peintre de Homor — ce Toma dont nous avons déjà eu l'occasion de remarquer l'esprit militant à propos du thème du Siège de Constantinople — a entraîné même les plus évasionnistes des saints — les ascètes — à prier explicitement pour une cause guerrière : la défense armée de la Moldavie.

Encore plus explicite, si l'on peut dire, s'avère le procédé utilisé par le peintre de Voroneț où, dans l'axe du registre réservé aux saints militaires, il apparaît au lieu d'une image du Christ, celle de Saint Georges (fig. 1) (qui, du reste, est également le patron de cette église). Il convient en même temps de remarquer que le type iconographique du « grand porteur de victoires » (assis sur le trône, glaive en main) ne constitue que la reprise de l'image de la célèbre bannière d'Etienne le Grand, retrouvée au Mont Athos. Enfin, non moins remarquable est le fait que des deux grands saints militaires qui, à la tête du registre en question, s'approchent, de part et d'autre, du trône de Saint Georges, l'un est Jean le Nouveau en personne, peint à la droite du trône, c'est-à-dire à la place d'honneur — tandis que Saint Démétrius a été placé à gauche ! On voit d'après toutes ces constatations que le peintre de Voroneț a accentué, le plus qu'il a pu, non seulement la signification militaire de l'ensemble de la prière représentée sur les absides, mais aussi le rôle tout spécial que, dans le cadre de cette prière collective, Jean le Nouveau était censé de remplir, dans son hypostase de patron de la Moldavie.

Le caractère militaire et national de la décoration des absides résulte également de la façon dont le peintre d'Arbure a utilisé le thème de la Déèsis. Nous avons vu, lorsque nous nous sommes occupés de la représentation du Siège, que cet artiste qui exécutait son œuvre dans l'ambiance

[1] Une reproduction de cette image sur la couverture du livre de K. A. Romstorfer, *Cetatea Sucevei*, Bucarest, 1913.

politique moins favorable du second règne de Petru Rareş, avait été forcé d'atténuer l'aspect ostentatif de cette scène en en éliminant les Turcs et les canons. Nous avons vu par la même occasion que, pour compenser cette perte, il réactualisa, à l'intérieur de l'église, le thème guerrier de l'époque d'Etienne le Grand — la Cavalcade de l'empereur Constantin — qu'il peignit bien en vue sur la paroi occidentale du pronaos. Or, en reflétant un sentiment général que partageait la société moldave au moyen âge — celui d'intensifier, au fur et à mesure de l'accroissement du péril ottoman, la supplication de l'aide divine pour la défense armée du pays —, le peintre d'Arbure amplifia la Grande prière des absides, en ajoutant sur la façade méridionale de l'église une prière de plus. Il plaça cette prière — qui se déroule sur un seul registre — à droite de l'entrée de l'édifice pour faire symboliquement un pendant à la scène du Siège, peinte à gauche de l'entrée (fig. 8 et 9). Mieux : pour mettre plus en lumière la signification guerrière de la nouvelle prière, il constitua ce thème exclusivement de saints militaires. Parmi ceux-ci figure, une fois de plus, Jean le Nouveau et, à leur tête — cas unique dans l'iconographie byzantine —, les empereurs Constantin et Hélène, considérés, depuis le XVe siècle, du nombre des grands protecteurs de la Moldavie [1]. Au fond, cette Déèsis n'est pas autre chose qu'une originale transposition iconographique de la vaste Cavalcade de Constantin, peinte à l'intérieur de l'église. Dans la Cavalcade les saints sont représentés partant effectivement au combat contre les païens — dans la Déèsis les mêmes saints prient pour la victoire.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le procédé que l'on rencontre à Voroneţ n'est pas moins intéressant. Nous avons déjà dit que la peinture de cette église avait été exécutée en 1547, soit un an après la mort de Rareş, sur l'initiative de son cousin, le métropolite Grigorie Roşca. Personnalité éclairée, partisan avéré de la politique nationale de Rareş, Grigorie Roşca voulut continuer, même après la mort de ce dernier, la propagande anti-ottomane au moyen d'images religieuses. Nous avons observé, toutefois, lors de l'analyse du thème du Siège, que, étant donné qu'il réalisait son œuvre à Voroneţ dans les circonstances du règne philoturque d'Iliaş (1546—1551), Roşca se vit obligé de retrancher du répertoire de la peinture extérieure ce thème devenu inopportun et même dangereux, en dépit de l'atténuation que le peintre d'Arbure y avait apportée. Néanmoins, pour compenser cette perte, le fondateur imagina, sans doute avec la collaboration active des peintres,

[1] On sait que, sur la paroi occidentale, les portraits en pieds des deux saints, de part et d'autre de la croix, montent la garde à l'entrée du naos des églises de l'époque d'Etienne le Grand. Des ensembles complets de peintures conservés de cette époque ce n'est qu'à Voroneţ que manquent les images des deux saints.

une solution ingénieuse. C'est ainsi qu'il fit représenter sur la portion de façade entourant la porte d'entrée, en 12 images explicites, la légende de Jean le Nouveau, le patron de la Moldavie ; les tortures que lui infligèrent les musulmans à Cetatea Albă, la mort du saint et la pompe de la translation de ses reliques dans « la glorieuse ville de Suceava » sous Alexandre

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 8. — Arbure. Façade sud, avec le Siège de Constantinople, l'Hymne acathiste, la Déèsis et le Jugement dernier.

le Bon. (Dans les dites scènes, les persécuteurs du martyr, avec leurs turbans, leurs yatagans et leurs costumes caractéristiques attirent tout particulièrement l'attention). Bien plus, au-dessus même de la porte de l'église, autrement dit au centre du cycle narratif, il fit placer, symboliquement, une Déèsis. La Prière traditionnelle des absides se trouvait ainsi doublée, comme à Arbure, d'une seconde prière, disposée près de l'entrée et destinée

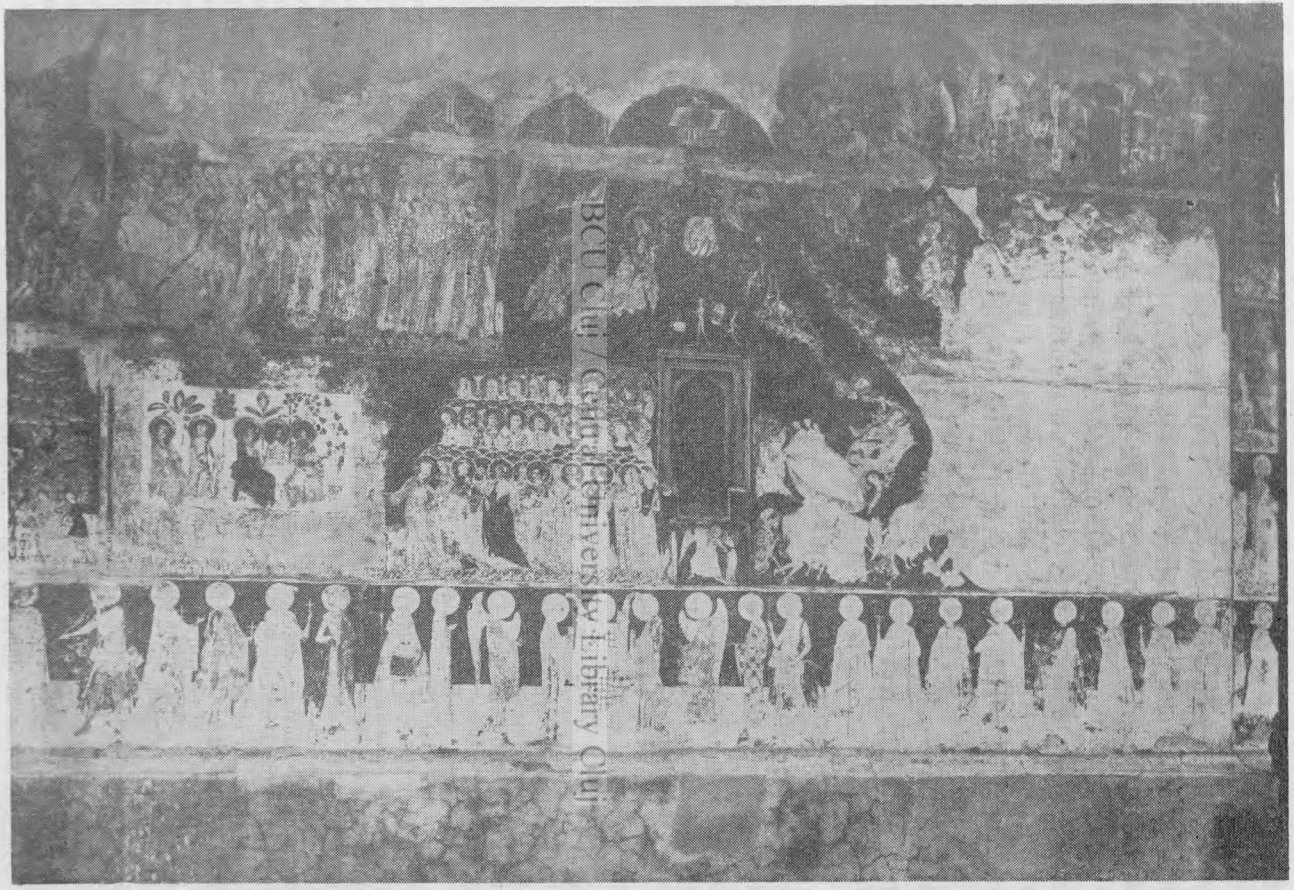


Fig. 9. — Arbure. Façade sud, avec la Déèsis et un fragment du Jugement dernier.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

à augmenter le rôle de certains des intercesseurs — dans le cas présent celui du patron même de la Moldavie — dans l'action ayant pour but d'invoquer l'assistance célèste pour la défense du pays. Et, pour ne laisser planer aucun doute sur le fait que le saint martyrisé par les musulmans était invoqué précisément pour faciliter par ses prières la victoire moldave sur les mêmes musulmans, le fondateur fit peindre sous les scènes de la légende de ce martyre — et comme un commentaire de cette légende — l'image démonstrative de Saint Georges à cheval terrassant le dragon. Nous avons donc affaire à un retour, en d'autres termes iconographiques, de la même idée déjà manifestée, nous l'avons vu, dans la décoration de l'axe du sanctuaire : la prière que Jean le Nouveau adresse, dans son hypostase de protecteur de la Moldavie, au plus grand de tous les saints militaires. Il est, du reste, significatif que l'image, placée vers la gauche de la porte d'entrée, fait pendant à la scène qui, à droite, représente la ville de Suceava recevant en grande pompe les reliques de Jean le Nouveau [1]. La morale politique qui se détachait, dans ces conditions, de l'ensemble de la décoration encadrant la porte d'entrée était, bien qu'indirecte, tout aussi édifiante pour les Moldaves du XVIe siècle que celle que le thème du Siège de Constantinople avait exprimée sur les monuments antérieurs [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Il faut observer que cette image de Suceava est peinte à l'endroit même où, sur les églises antérieures, figurait la scène du Siège de Constantinople. Le fait confirme la constatation que nous avons faite plus haut, à savoir que les contemporains de Rareș voyaient dans la représentation de la ville fortifiée non seulement une image de Constantinople, mais encore un symbole de la capitale de la Moldavie.

[2] On sait que l'illustration peinte de la légende de Jean le Nouveau se rencontre encore (en dehors de l'église de Voroneț) au parekklésion du monastère de Bistrița, dans l'exonarthex de l'église du monastère de Sucevița et de la cathédrale de Roman. Pareillement, elle décorait autrefois, de ses 12 panneaux, la châsse de Saint Jean le Nouveau à l'église métropolitaine de Suceava. (De ces panneaux, aujourd'hui disparus, on peut se faire une idée grâce à la photographie de l'un d'entre eux, publiée, avec une courte étude, par V. Drăghiceanu, dans « Buletinul Comisiunii monumentelor istorice », Bucarest, 1916, p. 22. Une reproduction de cette photographie dans l'ouvrage récent de V. Vătășianu, *Istoria artei feudale în țările romîne*, p. 395).

De ces cinq représentations de la légende du martyre quelle est la plus ancienne? Les fresques de Sucevița et de l'évêché de Roman n'entrent pas en discussion, car elles sont, on le sait, postérieures à la peinture extérieure de Voroneț. Les fresques du parekklésion de Bistrița ont été attribuées par certains auteurs (O. Tafrali, *Îndrumări culturale*, Bucarest, 1927, p. 28 ; I. D. Ștefănescu, *L'Evolution de la peinture... Nouvelles recherches*, p. 273 ; P. Henry, *Les Eglises...*, pp. 161—163 ; *Repertoriul monumentelor și obiectelor de artă din timpul lui Ștefan cel Mare*, Bucarest, 1959, p. 158 ; V. Vătășianu, *op. cit.*, pp. 822—823) à l'époque même de construction de cette église : 1498. Quant aux icônes de la châsse de Jean le Nouveau, on a affirmé (N. Iorga, *Les arts mineurs en Roumanie*, I, Bucarest, 1934, p. 9 et, récemment, V. Vătășianu, *op. cit.*, pp. 394—396) qu'elles auraient été exécutées lors de la translation de ses reliques en Moldavie, c'est-à-dire au début du règne d'Alexandre le Bon.

Si ces datations étaient correctes, cela signifierait que le cycle de la légende de ce martyre a été créé par quelque zoographe du début du XVe siècle et pris par la suite comme modèle aux époques suivantes. Mais nous montrerons ailleurs que les fresques du parekklésion de Bistrița tout comme les icônes en question ont été exécutées en réalité dans la *seconde moitié du XVIe*

Enfin, un autre fait mérite encore d'être relevé : c'est que, au milieu de toutes ces images riches en allusions, le métropolite Grigorie Roşca tint à faire figurer son propre portrait (fig. 10). Le « ktitor » de la peinture extérieure de Voroneţ montrait ainsi explicitement à la masse des fidèles, que tout ce que ces images exprimaient, représentait son propre « point de vue », l'exhortation qu'il adressait à ses compatriotes de poursuivre la politique de Rareş : résister sans défaillir au joug dont les Ottomans les menaçaient [1].

Les pages qui précèdent prouvent que, tandis que le péril ottoman empirait, les auteurs des ensembles de peinture extérieure de l'époque de Rareş ont accru considérablement le rôle accordé au thème de la Déèsis. C'est là un fait qui montre à souhait que la décoration des absides ne représente pas, comme on le croyait jusqu'ici, une mystérieuse

---

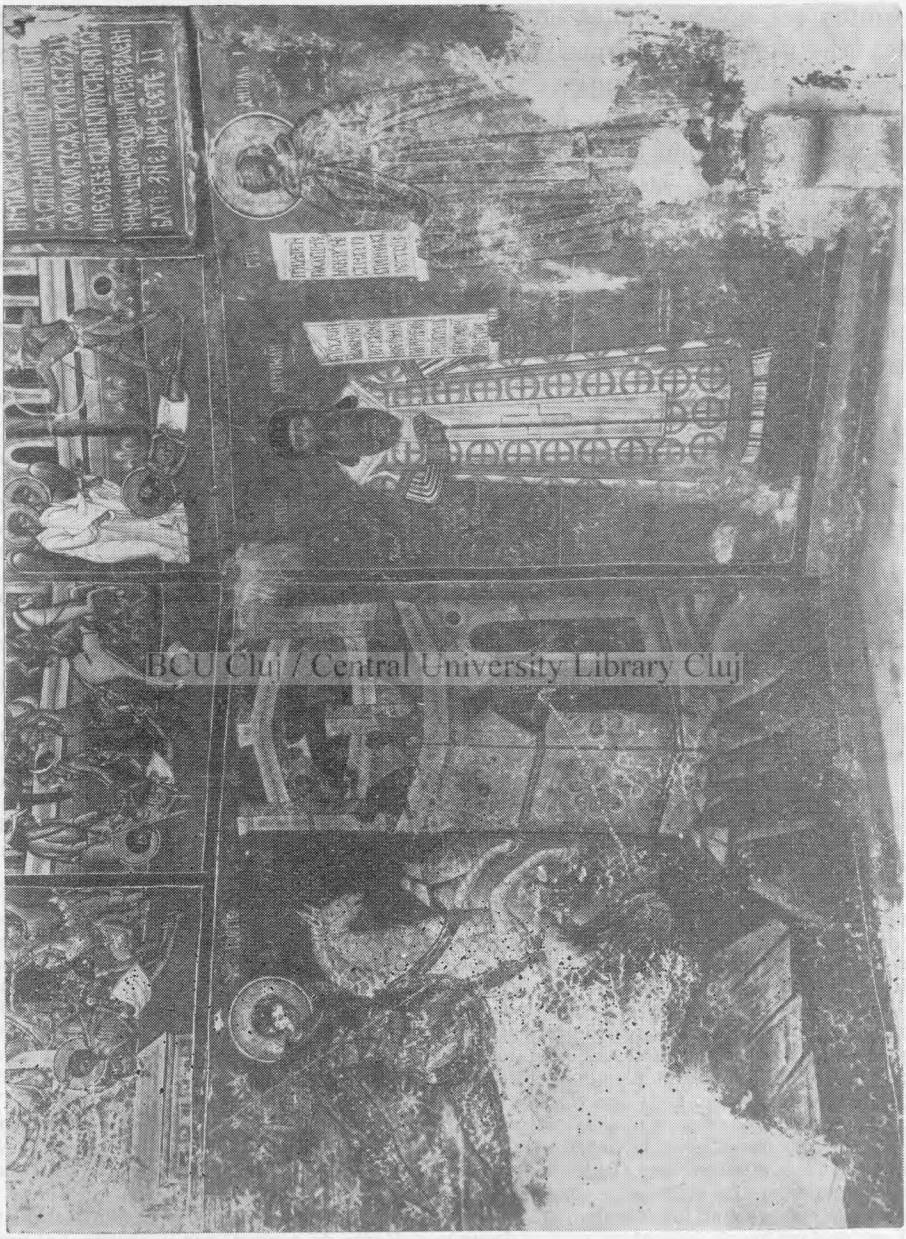
siècle, le mérite d'avoir transposé dans l'iconographie la légende du patron de la Moldavie appartenant ainsi aux auteurs des peintures extérieures de Voroneţ. Et il est bien naturel qu'il en soit ainsi. Car ce qui a déterminé la mise en peinture de la légende ce fut précisément la nécessité de trouver un thème susceptible de remplacer la scène du Siège à laquelle il fallait renoncer. Il est par ailleurs significatif que la légende de Jean le Nouveau n'apparaisse sur aucun des nombreux ensembles de peinture intérieure ou extérieure de l'époque de Rareş. Or, pour une époque où les décorateurs d'églises ont manifesté un si vif intérêt pour l'iconographie et surtout pour des thèmes utilisables à des fins nationales, il serait inconcevable que l'on n'ait pas trouvé quelque zoographe qui reprît la légende du martyr, *si le modèle de cette dernière avait effectivement existé*.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

C'est chose connue que, outre la peinture, la légende de Jean le Nouveau a été interprétée aussi en orfèvrerie. Nous songeons aux 12 plaques d'argent qui décorent la châsse du saint à l'église métropolitaine de Suceava. On a encore, à leur sujet, dit (N. Iorga, *op. cit.*) qu'elles remonteraient au commencement du XVe siècle, époque où un artiste génois les aurait exécutées. A la lumière des constatations qui précèdent, il est à supposer que ce travail d'orfèvrerie appartient, lui aussi, à une époque postérieure aux peintures extérieures de Voroneţ. L'hypothèse émise par O. Luţia (*op. cit.*, pp. 332—354) que ces plaques auraient été ouvragées au XVIIe siècle, sur l'initiative du métropolite Dosoftei de Moldavie, mériterait d'être soigneusement vérifiée.

[1] Il ne faut pas perdre de vue que Grigorie Roşca s'est fait représenter aux côtés de l'ermite Daniel, dont le portrait est peint auréolé. On sait que la tombe de ce personnage célèbre, que recouvre une pierre joliment sculptée, se trouve dans le pronaos de l'église de Voroneţ (voir E. Kozak, *Inschriften aus der Bukovina*, Vienne, 1903, p. 205 ; G. Balş, *Bisericile lui Ştefan cel Mare*, Bucarest, 1926, p. 282 ; *Repertoriul monumentelor şi obiectelor...*, pp. 274—275). Il est bon de rappeler aussi que dans l'inscription que porte le tétraévangile offert au monastère de Voroneţ en l'an 1557, sur la reliure duquel également est gravée l'image de Daniel, Grigorie Roşca déclare que dès son enfance (c'est-à-dire du temps d'Etienne le Grand) il « se voua à Dieu par les prières de notre Saint père Daniel le Nouveau » (voir l'évêque Melchisedec, dans « Anal. Acad. Romîne », 2e série, t. IV, partie administrative, p. 25 ; O. Luţia, *op. cit.*, pp. 293—294).

La circonstance que ce modeste anachorète fut enseveli avec tant d'honneur à l'intérieur de l'église élevée par Etienne le Grand ; le fait que, après sa mort, il fut vénéré comme saint et, enfin, le fait très éloquent que Grigorie Roşca en personne le considérait comme son éducateur constituent des motifs suffisants pour nous convaincre que la fameuse légende, que nous a transmise le chroniqueur Ion Neculce (XVIIIe siècle) représente le reflet de réalités historiques. Et il est profondément édificateur pour quiconque s'efforce de reconstituer le souffle, l'atmosphère et les traditions de cette grande époque de l'histoire de Moldavie, de savoir que le légendaire conseiller de l'illustre voïvode dans sa lutte pour l'indépendance fut en même temps le père spirituel de celui qui devait, quelques dizaines d'années plus tard, exprimer exactement le même crédo de la liberté nationale sur les façades de l'église de Voroneţ.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig.10. — Voronet, Façade sud, Les portraits du métropolite Grigorie Roşca et de l'ermite Daniel, à gauche de l'entrée.

construction mystique et théologale, mais au contraire, une ample prière de caractère national et militaire. Cette dernière constitue en réalité une reprise et une amplification démonstrative de la prière qu'expriment les thèmes du Siège, de l'Acathiste et du Jugement, en ce sens que tous les représentants de la hiérarchie divine ont été appelés à participer à cette prière comme intercesseurs actifs pour la cause de la Moldavie.

Une fois qu'on est arrivé à percer la véritable signification de la décoration extérieure des absides, il devient facile de saisir également la raison d'être du cinquième thème majeur de la peinture extérieure de l'époque de Rareş, thème dont nous avions ajourné à dessein tout à l'heure l'explication : l'Arbre de Jessé. De tout le répertoire iconographique de la chrétienté orientale, ce thème était le mieux indiqué pour exprimer l'apothéose glorieuse de Jésus-Christ. Faisant pendant à l'Hymne acathiste qui glorifiait la Vierge, l'Arbre de Jessé fut introduit dans la peinture extérieure pour appuyer, par une immense action de louange, la grande prière des absides adressée au Christ.

Maintenant que nous avons expliqué tout à tour le sens de tous ses éléments constitutifs, la signification de la décoration extérieure des églises du temps de Rareş nous apparaît dans toute sa clarté : ladite décoration représente une grandiose invocation collective que les Moldaves du moyen âge adressent, par l'intercession de la Mère de Dieu, de Saint Jean-Baptiste, des armées célestes et de « tous les saints », au Sauveur pour voir s'accomplir la plus haute aspiration de leur existence : « Que Dieu le tout-puissant (tel qu'il apparaît sur son trône céleste dans l'axe de l'abside du sanctuaire), qui s'est incarné (tel que le montre l'image de la Vierge tenant Jésus sur ses genoux), et s'est offert en holocauste (tel que le fait voir l'image de l'Enfant sur la patène) pour le salut du genre humain, protège contre ses ennemis le peuple de Moldavie et accorde la victoire à ses armées sur les Turcs envahisseurs, ainsi qu'il le permit jadis, lorsque par la main de la Vierge il fit triompher des Perses païens, les défenseurs de Constantinople ; et que pour prix de leurs crimes, Dieu ne pardonne pas même après leur mort aux ennemis de la Moldavie, mais qu'il les précipite tous dans le feu inextinguible de la Géhenne ».

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Ayant constaté plus haut le rôle exceptionnel que les intercesseurs jouent dans la peinture extérieure moldave, nous ne saurions pousser plus avant notre discussion sans relever la faveur particulière dont a joui, au temps de Petru Rareş, la représentation du plus cher d'entre eux : la Mère de Dieu. En effet, si dans le cas des deux premiers ensembles de peinture extérieure (Saint-Georges à Hîrlău et Probota) les décorateurs avaient placé dans le tympan du portail l'image du patron respectif, à

partir de l'église Saint-Georges à Suceava (1534) ils ont relégué cette image à l'intérieur du monument, pour peindre à sa place une icône de la Vierge serrant bien fort dans ses bras l'Enfant Jésus et collant son visage contre le sien. C'est là l'image célèbre de l'Eléousa — la *Maica Domnului Îndurătoare* des Roumains et l'*Umilenie* des Slaves —, l'image la plus humaine et la plus émouvante qu'ait créée l'art byzantin. Le type iconographique de cette icône tout comme son emplacement au-dessus de l'entrée des églises montrent qu'elle représentait aux yeux des contemporains de Rareş un symbole de la protection maternelle que la Vierge était censée d'étendre sur le peuple de Moldavie. Cette image de l'Eléousa doit donc être comprise comme faisant partie, en vertu de sa destination, du vaste thème de la prière. Qu'il en est bien ainsi, c'est du reste ce que prouve le fait que le peintre d'Arbure a placé l'Eléousa au beau milieu de la prière qui décore l'abside du sanctuaire, à savoir à l'endroit où les églises antérieures présentent l'image sollennelle de la Vierge à l'Enfant assis sur ses genoux [1].

La signification idéologique de la peinture extérieure des églises de l'époque de Rareş une fois élucidée, on voit combien cette dernière est éloignée de la finalité théologale et métaphysique que les chercheurs lui avaient attribuée jusqu'à maintenant, en la considérant comme une leçon de religion, une introduction aux arcanes de la mystique de l'Eglise. Bien au contraire, on constate combien la peinture extérieure se rattache étroitement à la vie terrestre des masses populaires de la Moldavie médiévale, à ses pensées et à ses espérances les plus vives, à son amour de la liberté. En effet, en utilisant l'iconographie religieuse — la seule possible au moyen âge ! — comme un *moyen* pour véhiculer une idée politique brûlante, les créateurs de la peinture extérieure moldave ont eu le mérite

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Il n'est point difficile de comprendre que, lorsque le peintre de l'église métropolitaine de Suceava se décida à placer dans le tympan du portail une Eléousa à la place de l'icône de la dédicace de l'église, cette innovation lui fut suggérée par le thème du Siège de Constantinople. Nous avons vu plus haut comment était portée en procession à travers les rues de la ville assiégée une icône de la Vierge du type de l'Hodigitrie — type fort proche, on le sait, de celui d'Eléousa. Cette icône symbolisait, d'une part, le triomphe des Byzantins sur les assiégeants Perses et implorait, d'autre part, une victoire similaire des Moldaves sur les Turcs. Or, il est clair que c'est précisément en vertu de sa signification nationale que l'idée vint au zoographe de Saint-Georges de Suceava de placer démonstrativement cette icône protectrice, ce palladium de la Moldavie au-dessus de l'entrée du pronaos. Mais, pour réaliser une image à même de communiquer plus directement aux foules le sentiment de la protection maternelle exercée par la Vierge Marie, il transforma en une Eléousa le type solennel de l'Hodigitrie. Renonçant à la frontalité rigide de l'Hodigitrie — frontalité adéquate pour l'étendard du thème du Siège —, il peignit la Mère et l'Enfant tournés l'un vers l'autre et s'embrassant tendrement. Seul le geste de la bénédiction qu'esquisse Jésus de la main gauche dénote que l'Eléousa de Saint-Georges de Suceava provient d'une Hodigitrie. Mais dans le cas de certains monuments ultérieurs (Homor, Moldoviţa, Voroneţ), les zoographes renonceront aussi à cet élément, réalisant par là le type classique de l'Eléousa.

particulier de mettre cet art entièrement au service de la cause nationale de leur pays. Ainsi, tandis qu'on laissait la peinture intérieure des églises remplir son rôle traditionnel d'éducatrice religieuse de la masse des fidèles, on conçut la peinture extérieure comme étant le support d'un message éminemment laïque.

Essayons de revivre l'état d'esprit des Moldaves contemporains de Rareş. Imaginons-nous les multitudes des bourgs et des villages du pays remplissant, aux jours de fête, la cour des églises et s'extasiant devant le spectacle magnifique, et si neuf pour l'époque, des façades peintes. Imaginons-nous les hommes de tout âge, paysans et artisans, faisant le tour de l'église en concentrant toute leur attention sur cette peinture, et faisant cercle pour regarder des scènes comme le Siège de Constantinople ou le Jugement dernier. Imaginons-nous leur jubilation, leurs commentaires et leur apostrophes à la vue des Turcs abattus par les boulets et les flèches moldaves, ou encore condamnés, en même temps que les Tatars, par devant le trône du Jugement dernier ; ces mêmes Turcs, ces mêmes Tatars qui, violant plus d'une fois les frontières du pays, distribuaient la mort à travers leurs villages qu'ils incendiaient, réduisant à l'esclavage leurs fils, leurs compagnes. Revivons tout cela et nous sentirons la popularité sans limites dont a joui la peinture extérieure au sein des couches les plus larges de la population de la Moldavie médiévale.

Une fois déchiffrée la signification idéologique de cette peinture, la façon dont cet art a fait son apparition cesse de constituer un problème. Le fait que la peinture extérieure exprime un message politique destiné à électriser les masses pour la lutte anti-ottomane, voilà ce qui dénote qu'elle n'est pas apparue, ainsi qu'on l'a affirmé jusqu'à présent, par l'extension formelle d'un procédé décoratif venu du dehors ou existant dans le pays, mais comme répondant à une nécessité spirituelle *vitale* de la société moldave du XVIe siècle. Et si le schéma iconographique des ensembles de l'époque de Rareş est rigoureusement demeuré le même du premier monument jusqu'au dernier, sans dépendre, dans sa constitution fondamentale, des préférences personnelles des zoographes, c'est que tous les zoographes s'en sont tenus à un programme *établi d'avance*. Or, il est clair que ce programme, éminemment laïque dans sa conception, n'a pas été élaboré sur l'initiative de l'Eglise, mais sur celle du pouvoir princier, qui avait vu dans la peinture extérieure un puissant instrument lui permettant d'influencer les masses afin de réaliser le but principal de sa politique : la lutte organisée pour l'indépendance nationale de la Moldavie. Un fait est profondément significatif à cet égard, c'est que le premier monument moldave

à avoir été revêtu de peintures extérieures (l'église Saint-Georges, à Hîrlău) n'est pas apparu dans un milieu monastique, mais dans un milieu laïque, celui même de la cour princière de Petru Rareș. Bien plus : les trois ensembles suivants de peinture extérieure sont apparus eux aussi, sur des monuments se rattachant directement au pouvoir central : il s'agit en l'occurrence de l'église du monastère de Probota (1532), nécropole de la famille du voïvode ; de l'église Saint-Georges à Suceava (1534) — église métropolitaine de Moldavie — et de l'église du monastère de Homor (1535), nécropole du premier des dignitaires et des conseillers de la couronne : le grand logothète Teodor Bubuiog.

Maintenant que nous sommes arrivés, dans les pages qui précèdent, à la conclusion que la peinture extérieure moldave est apparue à l'initiative du pouvoir central, pour servir de moyen d'influencer les masses, nous comprenons parfaitement la profondeur des paroles de F. Engels : « Le moyen âge avait annexé à la théologie toutes les autres formes de l'idéologie : la philosophie, la politique, la jurisprudence, et en avait fait des sous-sections de la théologie. Il obligeait ainsi chaque mouvement social et politique à prendre une forme théologique. Pour provoquer une grande tempête, il fallait présenter à l'esprit des masses alimentées exclusivement de religion leur propres intérêts sous un déguisement religieux »[1]. Il serait difficile, convenons-en, de trouver dans l'histoire de la peinture médiévale une plus brillante confirmation de ces mots, que celle qu'offre la peinture extérieure des églises moldaves du XVIe siècle.

★

De tout ce que nous avons dit jusqu'ici il résulte, nous le croyons, assez clairement que la peinture extérieure moldave constitue un problème complexe qui dépasse les cadres proprement dits de l'histoire de l'art, en y impliquant toute l'histoire économique, politique et culturelle de la société moldave du XVIe siècle. Cette peinture est, avant tout, œuvre de pensée, car elle exprime, en un vaste et ingénieux programme iconographique, l'idéologie sociale et politique de Petru Rareș et de ses collaborateurs, idéologie dont le principal mérite est d'avoir reflété les aspirations fondamentales des masses larges du peuple à l'époque de l'épanouissement de la Moldavie médiévale.

Elle offre en même temps un témoignage des plus éloquents du haut niveau économique et culturel auquel était arrivée la société moldave à la

[1] F. Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Paris, 1946, p. 46.

veille de tomber sous le joug des Ottomans. C'est pourquoi la peinture extérieure des monuments de l'époque de Rareş constitue un document d'une importance particulière non seulement pour les historiens de l'art, mais pour tous les spécialistes de l'histoire roumaine.

Par ailleurs, la peinture extérieure moldave, qui représente dans l'art du moyen âge la seule manifestation picturale mise entièrement au service d'un but laïque et non théologique, acquiert, justement par là, une place à part dans l'histoire générale de la pensée médiévale, tout comme, par sa valeur esthétique, elle s'est assuré depuis longtemps sa place dans l'histoire de l'art universel.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LE MONTANT DU *BIR** EN VALACHIE AU XVIe SIÈCLE

par DAMASCHIN MIOC

Le problème du quantum annuel de la « taille » par exploitation paysanne en général n'a pas été abordé par l'historiographie roumaine bourgeoise tant par manque d'information qu'à cause de la superficialité qui la caractérise, notamment dans l'étude des problèmes relatifs à l'histoire économique et sociale.

Dans leurs ouvrages de spécialité, consacrés à la fiscalité, I. Vlădescu [1] et I. C. Filitti[2] se bornent à constater que les différentes redevances, parmi lesquelles « la taille », deviennent de plus en plus lourdes à mesure que nous approchons du XVIIIe siècle, mais sans se préoccuper de leur montant. Les anciens ouvrages de synthèse consacrés à l'histoire de notre patrie se limitent, eux aussi, à des considérations générales sur cette question, pour l'époque antérieure au XVIIIe siècle. Ni A. Xenopol ni N. Iorga ne s'intéressent au quantum des impôts, et C. C. Giurescu présente la question sous le jour suivant : « Nous ne disposons d'aucune infor-

* Le *bir* est dans la Valachie du moyen âge la plus importante des obligations fiscales envers l'Etat. Il était payé en espèces, par la grande majorité des habitants ; les privilégiés même n'en étaient pas toujours exempts. Cet impôt, réparti par village, se percevait par famille en vertu de la capacité contributive, les *birnici* (taillables) du village étant solidairement responsables de son acquittement.

Il nous semble que parmi les termes de la langue française, celui de « taille réelle de répartition » est le plus propre à rendre la notion de *bir*. Afin de ne pas alourdir le texte de cette étude, suffisament aride, nous emploierons simplement le mot « taille » au lieu et place de *bir*.

[1] I. Vlădescu, *Despre dări sau impozite. I. Birul*, Bucarest, 1926.

[2] I. C. Filitti, *Considerațiuni generale despre vechea organizare fiscală a principatelor romîne pînă la Regulamentul Organic*, Bucarest, 1935.

mation sur le montant du *bir* à l'époque ancienne < il s'agit des XIVe — XVIe siècles >, et nous ignorons ce que chaque habitant devait payer annuellement en tant qu'impôt personnel »[1]. Un ouvrage relativement récent, traitant des institutions féodales aux XIVe —XVIIe siècles[2] en Valachie et en Moldavie, ne fait que paraphraser, dans le chapitre consacré à la « taille », les assertions de C. C. Giurescu. « Les documents existants — écrit l'auteur du chapitre — ne nous permettent pas de tirer une conclusion sur le quantum qui était dû... »[3], pour ajouter plus loin : « Il est très difficile d'établir le quantum des impôts »[4]. Si les ouvrages plus anciens peuvent invoquer la pénurie des informations, vu le manque de documents publiés, il n'en est pas de même pour ce dernier ouvrage, car, à la date de sa publication, la collection « Documente privind istoria Romîniei », qui comprend les documents internes de la Valachie et de la Moldavie jusqu'en 1625, avait déjà vu le jour.

Le problème du quantum de l'impôt a néanmoins été abordé dans notre ancienne historiographie par G. Panu qui, s'étayant sur des informations assez pauvres — deux documents seulement — avait essayé d'établir le quantum annuel du *bir* (taille) par exploitation paysanne, dans la première moitié du XVIIe siècle[5].

La publication de la collection susmentionnée et la possibilité que nous avons de consulter les documents encore inédits dont disposent les Archives de l'Institut d'Histoire de l'Académie de la R.P.R.[6] à Bucarest, ont changé les conditions d'information et nous permettent d'aboutir à d'autres conclusions. De tout le matériel que nous avons consulté — près de 9000 documents—et des quelques centaines de documents qui mentionnent « la taille » (documents datant des années 1501 à 1656, mais reflétant les réalités fiscales de l'époque dont nous nous occupons, à savoir le XVIe siècle), seuls 26 documents font mention du quantum annuel de « la taille » due par 75 familles paysannes, dont 3 se réfèrent au quantum de « la taille » due par les *curteni* (petite noblesse campagnarde à fonctions civiles et militaires) et 8 au montant annuel de la « taille » due par les villages. Le présent article a été rédigé à base de données figurant dans ces

---

[1] C. C. Giurescu, *Istoria romînilor*, vol. II, 2e partie, IVe éd., Bucarest, 1943, p. 566.

[2] V. Costăchel, P. P. Panaitescu, A. Cazacu, *Viața feudală în Țara Romînească și Moldova (sec. XIV—XVII)*, Bucarest, 1957.

[3] *Ibidem*, p. 373.

[4] *Ibidem*, p. 382.

[5] Gh. Panu, *Cercetări asupra stării țăranilor în veacurile trecute*, vol. I, 1ère partie, Bucarest, 1910, pp. 58—59.

[6] Il s'agit en l'occurrence de documents encore inédits, allant jusqu'à 1625, ainsi que d'autres documents, également inédits, postérieurs à 1625, mais se référant à des situations antérieures, ne dépassant pas la fin du XVIe siècle.

documents, données corroborées par les informations provenant d'autres sources.

LE QUANTUM DU *BIR* (TAILLE) PAR EXPLOITATION PAYSANNE

La « taille » demeure à cette époque également un impôt en monnaie dû à l'Etat et dont le quantum varie en fonction des ressources des *birnici* (taillables) [1]. Jusque vers la fin du XVIe siècle, la « taille » a une individualité bien précisée entre toutes les autres redevances et constitue la seule redevance perçue *constamment* en espèces. Elle figure dans les actes sous le nom de *bir* (taille) ou *dare* (imposition) (бнр, дань). Dans le dernier quart du XVIe siècle, nous voyons s'ajouter à la « taille » d'autres redevances en espèces (*găleata* sur les céreales, *oaia seacă* sur les brebis bréhaignes) englobées en général dans le terme de *dăjdii* (impositions). Nous voyons également s'accroître à cette époque le nombre des « tailles » (*bir de poclon*, pour les cadeaux, *bir pentru chile*, pour l'approvisionnement en graines des Turcs, etc.) comme principale conséquence de l'intensification de l'exploitation ottomane.

Les documents datant du XVIe siècle ne nous fournissent pas de renseignements sur le quantum de la taille due par la paysannerie dépendante, mais uniquement sur la « taille » due par la paysannerie libre — *moşneni* — et les *curteni* ; la présente étude ne s'occupe que de ces deux catégories sociales.

Le premier document qui mentionne le montant de la « taille » pour une période determinée, date du 25 juillet 1557 [2]. Il y est précisé que Dragomir, Buta et Albul, du village de Cocoşani, asservissent leur terre au *logofăt* (secrétaire de chancellerie) Ţalapi, qui a acquitté leurs tailles « depuis l'époque du voïvode Radu qui périt à Rîmnic jusqu'à l'époque du voïvode Vintilă, les tailles s'élevant à 4 000 aspres ».

Etant donné que pour une période d'environ 14 ans (1521—1535) « la taille » due par trois *megiaşi* (paysans propriétaires) s'élevait à 4000 aspres, le quantum de « la taille » pour une seule exploitation se montait annuellement à environ 95 aspres, soit un ducat et 40 aspres (1.40 = 1,727 ducats) [3]. Le document suivant mentionnant le quantum annuel de « la taille » date du 17 janvier 1559 [4]. Nan, Vlad et Dan sont *înfrăţiţi* *

[1] D. Mioc, *Modul de impunere şi percepere a birului în Ţara Romînească, pînă la 1632*, dans *Studii şi materiale de istorie medie*, vol. II, 1957, pp. 96—101 et 105—108.
[2] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. III, p. 65.
[3] Voir le tableau n° 2 qui donne les équivalences monétaires.
[4] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. III, p. 92.
* Ancienne coutume, dont on se servait souvent pour tourner le droit de préemption

(unis fraternellement) par un autre personnage, du nom de Vlad, sur la terre de Sîrbi, vu « qu'ils ont payé pendant vingt ans *birurile* (les tailles) de Vlad et ont acquitté pour ces tailles 1200 aspres ». Il résulte de ce document qu'entre 1539 et 1558 la « taille » annuelle due par Vlad de Sîrbi se montait à 60 aspres, soit un ducat et 5 aspres (1.5 = 1,090 ducats).

Pour le règne de Pierre le Jeune (1559—1568) nous possédons trois documents qui nous font voir le quantum de la « taille » par exploitation paysanne libre. On sait que Pierre le Jeune a augmenté tant le tribut payé aux Turcs [1] que l'impôt interne. L'augmentation du tribut de 50 000 à 65 000 ducats a entraîné un accroissement correspondant de « la taille ». Dans sa chronique, Stoica Ludescu mentionne que « le voïvode Pierre et sa mère ont ajouté au bir 5 aspres » [2]. Il va de soi que les actes internes enregistrent cet accroissement des charges fiscales, notamment sous la forme du chiffre toujours plus élevé de la « taille ». Dans l'un des cas signalés, la « taille » annuelle s'élevait à 220 aspres, soit 3 ducats et 40 aspres (3.40 = 3,666 ducats) [3] et dans le second cas, elle s'élevait à 165 aspres, soit 2 ducats et 45 aspres (2.45 = 2,750 ducats) [4] ; dans le troisième cas, la « taille » était de 250 aspres, soit 4 ducats et 10 aspres (4.10 = 4,166 ducats) [5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pour le règne d'Alexandru Mircea (1568—1577) nous possédons quatre documents enregistrant le montant de la « taille » payée par cinq familles paysannes. Le premier document mentionne une « taille » annuelle de 95 aspres, soit 1 ducat et 35 aspres (1.35 = 1,583 ducats) [6] ; une autre « taille » s'élevait à 366 aspres, soit 6 ducats et 6 aspres (6.6 = 6,100 ducats)[7] ; la troisième « taille » s'élevait à 100 aspres, soit 1 ducat et 40

---

[1] M. Berza, *Haraciul Moldovei şi Ţării Romîneşti în sec. XV—XIX*, dans *Studii şi materiale de istorie medie*, vol. II, 1957, pp. 29—30.

[2] *Istoria Ţării Romîneşti*, éd. C. Grecescu et D. Simonescu, Bucarest, 1960, p. 51.

[3] Le document est daté du 29 décembre 1587. Sous le règne de Pierre le Jeune, le paysan Furnică s'enfuit ne pouvant plus supporter le poids de la taille. Il perd sa terre en faveur de Manea, qui avait payé ses « tailles » trois années durant, soit 660 aspres (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. V, p. 340).

[4] Nan du village de Cîrpeni vend sa terre pour une certaine somme d'argent et pour acquitter une « taille » de 165 aspres, sans doute « la taille » due pour l'année fiscale 1563/64. On sait que l'année fiscale correspondait à l'année du calendrier, laquelle commençait le 1er septembre et prenait fin le 31 août (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. III, p. 217).

[5] Sora du village d'Albeni était contrainte à deux « tailles », totalisant 500 aspres. Il s'agissait probablement de la « taille » des années fiscales 1563/64 et 1564/65 (Al. Ştefulescu, *Documente relative la Gorj*, pp. 156—158).

[6] Voico et Ursă perdent leurs terres, du fait qu'ils n'avaient pas acquitté leur « taille » (l'année n'est pas précisée), qui s'élevait, pour tous deux, à 190 aspres (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. VI, p. 381).

[7] « La taille » due par Chivăran du village de Borceşti s'élevait pour trois ans — probablement les années fiscales 1568/69—1570/71 — à 1100 aspres (Al. Ştefulescu, *op. cit.*, pp. 189—191).

aspres (1.40 = 1,666 ducats) [1]; la quatrième se montait à 240 aspres, soit 4 ducats [2]. Un document nous relate que « la taille » due par un moşnean (paysan propriétaire) de Cărbunari, pour une durée de six années (1574/75—1579/80, continuant donc aussi sous le règne de Mihnea Turcitul), s'élevait à 515 aspres, c'est-à-dire à 86 aspres par an, soit 1 ducat et 26 aspres (1.26 = 1,433 ducats) [3].

Pour le premier règne de Mihnea Turcitul (1577—1583), nous possédons 5 documents sur le montant de « la taille » due par six exploitations paysannes. Cette « taille » s'élevait respectivement à : 158 aspres ou 2 ducats et 38 aspres (2,633 ducats) [4]; 250 aspres ou 4 ducats et 10 aspres (4,166 ducats) [5]; 230 aspres ou 3 ducats et 50 aspres (3,833 ducats) [6]; 300 aspres ou 5 ducats [7]; 504 aspres ou 8 ducats et 30 aspres (8,500 ducats) [8]; et 1000 aspres ou 16 ducats et 40 aspres (16,666 ducats) [9].

Pour le règne de Petru Cercel (1583—1585) nous possédons deux documents au sujet d'une « taille » annuelle de 200 aspres, soit 3 ducats et 20 aspres (3,333 ducats) [10].

«La taille » annuelle pour le second règne de Mihnea Turcitul (1585—1591) est mentionnée par un seul document, et s'élevait à 550 aspres, soit 5 ducats et demi [11].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] « La taille » due par Stanciu du village de Lindicești s'élevait pour deux ans — probablement les années fiscales 1574/75—1576/77 — à 200 aspres (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. IV, p. 266).

[2] Cornea du village de Berindești vend sa terre au *vătaf* (chef) Bădilă, pour une somme d'argent et pour le paiement de la « taille » due pendant trois ans — probablement les années fiscales 1575/76—1577/79 — et dont le montant était de 720 aspres (*ibidem*, p. 336).

[3] Stan Cocoș, ne pouvant plus payer la « taille », s'enfuit et ses dettes sont acquittées par un autre paysan également nommé Stan, auquel est attribuée la terre du fuyard (*ibidem*, vol. V, p. 33).

[4] La « taille » due par Neacșa s'élevait pour six ans à 950 aspres, soit 158 aspres par an (*ibidem*).

[5] « La taille » due par Stroe du village d'Albeni, pour six années — 1576/77—1581/82 — s'élevait à 1500 aspres, soit annuellement à 250 aspres (Al. Ştefulescu, *op. cit.*, pp. 228—230).

[6] « La taille » due par un *moşnean* (paysan propriétaire) de Păușești, probablement pour l'année fiscale 1577/78, se montait à 230 aspres (Archives de l'Etat, Craiova, nº 85).

[7] « La taille » due par Toader du village de Pîrscov, probablement pour l'année 1579/80, se montait à 300 aspres (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. V, p. 38).

[8] Dragomir du village de Milești devait, probablement pour l'année fiscale 1581/82, une « taille » de 504 aspres (Archives de l'Etat, Craiova, nº 438 et Académie de la R.P.R. LXXIV/191).

[9] Le *vătaf* (chef) Dumitru de Bujoreni et ses fils devaient pour trois ans — probablement les années fiscales 1579/80—1581/82 — une « taille » de 3000 aspres. Le cas est plus particulier, ces contribuables étant propriétaires d'un tiers du village, et seigneurs de *vecini* (paysans serfs) (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. V, p. 245).

[10] « La taille » due par Manea du village de Cîrcimari, pour trois ans — probablement les années fiscales 1582/83—1584/85 — se montait à 600 aspres (*ibidem*, p. 432) ; il en était de même pour Cotean du village de Cotenița (*ibidem*, p. 443).

[11] Costandin du village de Rădăcinești était contraint à une « taille » qui s'élevait pour trois ans — probablement les années fiscales 1586/87—1588/89 — à la somme de 1650 aspres (*ibidem*, p. 467).

Trois documents mentionnent le quantum de la « taille » individuelle sous le règne d'Alexandre le Mauvais (1592—1593). Trois familles paysannes devaient chacune une « taille » de 1217 aspres, soit 9 ducats et 47 aspres (9,361 ducats) [1]. Onze paysans devaient chacun une « taille » de 945 aspres, soit 7 ducats et 35 aspres (7,269 ducats) [2]; huit paysans devaient chacun une « taille » annuelle de 500 aspres, soit 3 ducats et 110 aspres (3,846 ducats), cinq paysans devaient une « taille » annuelle de 700 aspres chacun, soit 5 ducats et 50 aspres (5,384 ducats), seize paysans devaient chacun une taille annuelle de 1200 aspres, soit 9 ducats et 30 aspres (9,230 ducats) et un paysan devait une « taille » annuelle de 1300 aspres, soit 10 ducats [3].

Pour le règne de Michel le Brave (1593—1601), nous possédons cinq documents mentionnant le montant annuel de la « taille » par exploitation paysanne. Ces « tailles » s'élevaient respectivement à 750 aspres soit 4 ducats et 30 aspres (4,166 ducats) [4], à 500 aspres, soit 2 ducats et 140 aspres (2,777 ducats) [5], à 645 aspres ou 3 ducats et 105 aspres (3,583 ducats) [6], à 700 aspres ou 3 ducats et 160 aspres (3,888 ducats) [7] et à 520 aspres, c'est-à-dire 2 ducats et 160 aspres (2,888 ducats) [8].

L'examen des données susmentionnées nous mène à la constatation que la « taille » *par exploitation paysanne libre*, qui continue d'être, au cours de cette période, la base du système fiscal en Valachie, a de multiples fluctuations déterminées par les ressources des contribuables et les nécessités de l'Etat; mais on peut dire qu'en *général ce quantum enregistre une ligne ascendante*[9]. La « taille » la plus basse — 60 aspres — est attestée

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] La « taille » due par les trois fils de Stan du village de Bîrzești s'élevait, probablement pour l'année fiscale 1592/93, à 3650 aspres (*ibidem*, vol. VI, p. 113).

[2] Onze paysans de Rătunda payaient, probablement pour l'année fiscale 1592/93, une « taille » s'élevant à 10 000 aspres (*ibidem*, p. 119).

[3] La « taille » due par 30 paysans d'Orlești, pour une année environ (durée du règne d'Alexandre le Mauvais), s'élevait à 28 000 aspres. Voir ci-dessous p. 83 une analyse détaillée de ce document particulièrement important (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. VI, pp. 121—122).

[4] La « taille » due par Jipa du village de Tălpășești, pour quatre ans — probablement les années fiscales 1593/94—1596/97 — s'élevait à 3000 aspres (*ibidem*, pp. 341—342).

[5] La « taille » due par Apostol pour trois ans — probablement les années fiscales 1594/95—1596/97 — s'élevait à 15 thalers. A cette époque, le thaler valait à peu près 100 aspres; ainsi donc, la « taille » annuelle était de 5 thalers, soit 500 aspres (*ibidem*, p. 329).

[6] La « taille » due par Bucșa du village de Băbuești s'élevait pour un an — probablement l'année fiscale 1595/96 — à 645 aspres (*ibidem*, p. 257).

[7] Pandichiu du village de Gabrov devait pour l'année 1594/95 une taille de 700 aspres (*ibidem*, pp. 224—225).

[8] La « taille » de cinq familles paysannes du village de Jigăile s'élevait par an à 2600 aspres (Archives de l'Etat, Bucarest, Rouleaux, nº 64).

[9] Voir le graphique de la fig. 1.

dans la première moitié du siècle, et la « taille » la plus élevée — 1300 aspres — au début de la dernière décennie du XVIe siècle [1]; enregistrant une augmentation 21 fois plus élevée. Mais étant donné que la monnaie d'argent, et spécialement l'aspre avait subi à cette époque une dépréciation considérable, cet accroissement formidable est surtout apparent. Evalué en ducats, monnaie qui à cette époque n'a pas subi de fluctuations, cet accroissement n'est que de l'ordre de 1 à 10 ducats, c'est-à-dire que la « taille » est maintenant 10 fois plus élevée [2].

Si l'on fait une *moyenne annuelle de la « taille »* par exploitation paysanne, pour les années qui nous offrent plusieurs exemples, nous constatons que la « taille » la plus élevée évaluée en aspres date toujours du début de la dernière décennie du siècle, à savoir, de l'année fiscale 1592/93 et s'élève à 947 aspres; évaluée en monnaie d'or, pour l'année fiscale 1580/81, cette « taille » s'élève à près de 8 ducats [3].

Si nous faisons une *moyenne par règne* de la « taille » annuelle individuelle, nous avons la situation suivante : sous les règnes de Radu de la Afumați, Moise Vodă, Vlad Înecatul et Vlad Vintilă, la « taille » s'élève à 95 aspres (1,727 ducats); sous Radu Paisie, Mircea Ciobanul et Pătrașcu le Bon, il est de 60 aspres (1,90 ducats); sous Pierre le Jeune, il se monte à 212 aspres (3,533 ducats) pour baisser à 163 aspres (2,716 ducats) sous Alexandru Mircea, et monter ensuite jusqu'à plus du double — 407 aspres (6,783 ducats) — sous le premièr règne de Mihnea Turcitul; sous Petru Cercel, il descend à 200 aspres (3,333 ducats) pour s'élever à nouveau sous le second règne de Mihnea Turcitul et atteindre 550 aspres (5,500 ducats); sous le règne d'Alexandre le Mauvais, la « taille » accuse une nouvelle hausse et atteint 947 aspres (7,500 ducats), pour redescendre [4] ensuite sous Michel le Brave — ce qui semble étrange, vu la multitude de documents accusant le poids des impôts à cette époque — à 623 aspres (4,792 ducats) [5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] Balco du village d'Orlești devait une « taille » annuelle de 1300 aspres, sous le règne d'Alexandre le Mauvais (*Documente privind istoria Rominiei*, B, XVI, vol. VI, p. 122).

[2] Evaluée en ducats, la « taille » la plus élevée semble se situer — si nous tenons pour exactes les données que nous possédons sur les équivalences monétaires — sous le règne de Mihnea Turcitul, entre 1579 et 1581, et se montait à environ 16,5 ducats. Nous constatons là le cas susmentionné, quelque peu particulier, de la « taille » due par le *vătaf* (chef) Dumitru du village de Bujoreni et par ses fils (*ibidem*, vol. V, p. 245).

[3] Voir fig. 2.

[4] Sur la signification de cette diminution, voir ci-dessous p. 84.

[5] Voir fig. 3.

LE QUANTUM DU *BIR* (TAILLE) PAR VILLAGE

Tous les renseignements que nous possédons concernant le quantum de la « taille » annuelle pour un village de paysans propriétaires, traitent de situations remontant à la dernière décennie du siècle. La pénurie des renseignements et l'imprécision des données documentaires — qui ne font pas de distinctions suffisantes entre la « taille » et les autres impôts de répartition — nous obligent à discuter chaque cas séparément. Le premier cas à considérer est celui du village d'Orlești, dont nous avons déjà parlé et sur lequel nous reviendrons. Le village d'Orlești formé par 5 hameaux comprenait trente familles paysannes, qui devaient payer une « taille » globale de 28 000 aspres, sans compter d'autres redevances, sous le règne d'Alexandre le Mauvais, et une « taille » de 62 660 aspres sous celui de Michel le Brave (entre octobre—novembre 1593 et avril 1595). Ainsi donc, en l'espace d'un an et six ou sept mois, le village devait payer, rien qu'en impôts, la somme de 90 660 aspres [1].

Le village de Rătunda nommé aussi Groșeneasca de la Meteleu, qui comptait onze familles paysannes, est exempté, par ordre de Michel le Brave, du *bir* (taille) et de plusieurs *năpăști* (taillons exceptionnels), impôts s'élevant « à plus de 10 000 aspres » par an [2].

Le village de Radovanu devait payer, probablement pour un an, une « taille » de 11 840 aspres et d'autres redevances en valeur de 4820 aspres, soit au total 16 660 aspres. Le nombre des paysans du village [3] n'est pas précisé.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les redevances dues par le village de Loloești sous le règne de Michel le Brave, pour une durée de trois ans, s'élevaient à 48 000 aspres, soit 16 000 aspres par an. C'était là une « taille » nommée *bir de catane* (pour les soldats) et instituée par Michel le Brave afin de pourvoir à la solde de ses mercenaires [4]. Nous ignorons le nombre de paysans que comptait le village.

Le village de Jigăile, qui comptait cinq familles, devait payer sous Michel le Brave [5] 2600 aspres annuellement.

Le village de Făurei, comprenant 188 paysans, devait payer, probablement pour deux ans (1594—1595), divers impôts « grandes et petites tailles » et « trois grandes *curamale* » d'un montant total de 58 000 aspres, soit 29 000 aspres [6] par an.

---

[1] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. VI, pp. 121—123.
[2] *Ibidem*, pp. 118—119.
[3] *Ibidem*, p. 190.
[4] *Ibidem*, XVII, vol. I, p. 78.
[5] Archives de l'Etat, Bucarest, Rouleaux, 64.
[6] Ibidem.

Le village de Costeşti, comprenant sept familles, devait payer des redevances et des « tailles » pour un montant de 9600 aspres par an [1].

La « taille » due par le village de Hurezi s'élevait, probablement pour quatre ans, à la somme de 38 000 aspres, soit 9500 aspres [2] par an. Nous ignorons le nombre de familles paysannes qu'il comprenait.

Les données relatives aux huit villages susmentionnés nous font voir, qu'en moyenne, la « taille » et les autres impôts s'élevaient à plus de 10 000 aspres. Le quantum de la « taille » par village aurait dû être, comme de juste, proportionnel au nombre des habitants et tenir également compte des possibilités de paiement de chaque village. Mais comme en réalité la répartition des impôts dépendait aussi d'autres éléments et comme il est question ici d'impôts portant sur différentes années, leur quantum par exploitation paysanne diffère, lui aussi, d'un village à l'autre. A Făurei, il est de 154 aspres, à Jigăile de 520, à Rătunda de 909, à Costeşti de 1371 et à Orleşti, les redevances en espèces dues par une famille de *megiaşi* (paysans propriétaires) s'élevaient à la somme importante de 1925 aspres par an.

LE QUANTUM DU *BIR* DES *CURTENI*

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les renseignements dont nous disposons sur la « taille » payée par les *curteni* (petite noblesse campagnarde ayant certaines charges) remontent au dernier tiers du XVIe siècle, et il est très probable qu'ils ne payaient pas d'impôts avant cette date. Cette noblesse terrienne, après la perte de la plupart de ses fonctions militaires et administratives, perte due à l'instauration de la domination ottomane, commence à devenir pour l'Etat une masse imposable, différant à peine de la paysannerie, et peut donc être une source de revenus importants. Certains documents internes, de même que les chroniques, soulignent le montant élevé de la taille des *curteni* et la qualifient de charge très lourde [3].

Le premier document citant le montant de cette taille remonte au mois d'octobre 1569. Il y est précisé que des employés du prince, affectés à la prévôté, payaient cette taille « à raison de 250 aspres turcs par tête » [4]. Un autre document nous montre que *birul de curte*, taille due par Buceag

[1] Ibidem.

[2] Ibidem.

[3] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. IV, pp. 126, 127, 269, 476. Voir également *Istoria Ţării Romîneşti*, éd. C. Grecescu et D. Simonescu, p. 53 où il est mentionné qu'aussi bien Petru Cercel que Mihnea Turcitul (sous son second règne) ont fixé une taille élevée pour cette catégorie.

[4] Greceanu, *Genealogii*, I, p. 101.

de Mirileşti, s'élevait aussi à 250 aspres turcs [1]. La taille du *curtean* Radu Rode de Plăşeni se montait en 1577 à 180 aspres [2]. Si nous comparons la taille due par les *curteni* sous le règne d'Alexandru Mircea et la « taille » due par les paysans à la même époque, nous constatons que la première était plus élevée de plus de 40%. Par la suite, selon les affirmations des chroniqueurs, cette taille a encore augmenté. Ce renseignement est également confirmé par les documents. Au début du XVIIe siècle, la taille annuelle due par Mihai de Tîrşor, appartenant aux *roşii* (catégorie similaire), se montait à 2000 aspres, payables en quatre termes [3]. Cette taille enregistre ainsi, au cours des deux dernières décennies du siècle, un accroissement de l'ordre de plus de 800%. Là encore, cette augmentation n'est pas aussi importante que le montrent les chiffres, si nous tenons compte de la dépréciation de l'aspre. Evaluée en ducats, la taille des *curteni* passe de 4 ducats environ dans la huitième décennie du XVIe siècle à 10 ducats au début du XVIIe siècle, ce qui représente un accroissement de 250%.

Les conséquences de cet état de choses ont été désastreuses pour cette catégorie sociale, tout autant que pour la paysannerie libre.

LE QUANTUM ANNUEL DES REDEVANCES EN ARGENT PAR EXPLOITATION PAYSANNE

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les données documentaires concernant le quantum annuel de tous les impôts, bien que fort rares, sont tout aussi précieuses que les données ne touchant que la « taille » et mettent davantage encore en lumière la cruelle exploitation fiscale à laquelle la paysannerie était soumise vers la fin du XVIe siècle, un demi-siècle à peine après l'instauration de la domination ottomane. Les quelques cas plus concluants que nous possédons nous montrent que le montant total des impôts est presque le double de celui de la taille, ce qui revient à dire que les autres redevances perçues en argent sont presque égales au montant de la taille et parfois supérieures à celle-ci.

« Toutes les redevances » dues par Baiul du village de Cernaia, pour quatre ans, s'élevaient à 4000 aspres [4], soit 1000 aspres par an, à une époque [5] où la moyenne de la taille annuelle s'élevait à 550 aspres [6]. Ces impôts comprenaient probablement, entre autres, les redevances appelées

[1] Le document date du 20 décembre 1573 (*Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. IV, p. 126).
[2] *Ibidem*, p. 269.
[3] *Ibidem*, XVII, vol. I, pp. 82–83.
[4] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. V, p. 408.
[5] Il s'agit des années 1585–1588.
[6] Voir le tableau 1.

găleată (sur les céréales), *oaia seacă* (sur les brebis bréhaignes) et peut-être certains *pocloane* (impôts occasionnels), redevances dont nous savons qu'elles étaient perçues en argent.

Le cas le plus concluant relatif au montant de toutes les redevances perçues en argent, par famille paysanne, nous est fourni par un document du 28 mai 1594, dont nous avons déjà parlé, et qui concerne le village d'Orlești[1]. Les *megiași*, paysans propriétaires, d'Orlești, au total 30 chefs de famille, étaient contraints au paiement d'une somme de 28 000 aspres (ce qui représentait uniquement la « taille » pour une seule année), soit en moyenne une taille annuelle de 933 aspres par paysan. Au cours des six à sept mois suivants, la trésorerie répartit au même village une somme de 62 660 aspres, dont 12 400 pour la taille, 36 880 pour le *poclon** et la *curama* * et 13 380 aspres pour les redevances appelées *găleți* * et *chile* *. Il résulte des données susmentionnées, qu'en dehors de la « taille » les autres redevances dues par les paysans d'Orlești s'élevaient, pour une demi-année environ, à 50 260 aspres, soit 1675 aspres pour chaque famille de paysans, ce qui représente près du double de la « taille », pour cette même unité fiscale, dans le village susmentionné. Si l'on fait la moyenne *annuelle* de toutes les redevances dues par chaque famille paysanne du village d'Orlești, on en arrive à la somme impressionnante de 1925 aspres. Comme à cette époque le quantum moyen de la « taille » par famille paysanne dans tout le pays s'élevait à environ 950 aspres [2] et à 933 aspres pour le village d'Orlești, il résulte que dans ce village la somme de *tous les impôts* était deux fois plus élevée, ce qui revient à dire que la somme annuelle des autres impôts égalait celle de la « taille ».

Le troisième cas que nous avons choisi remonte au règne de Radu Șerban et nous renseigne sur le montant de toutes les redevances par famille paysanne au début du XVIIe siècle, aussitôt après la révolte qui avait éclaté en Valachie contre les Turcs et après les guerres victorieuses de Michel la Brave. Le village de Foleștii de Jos, comptant 19 familles paysannes, devait payer en 1603—1604, pour *toutes les redevances*, durant trois mois, une somme de 3700 aspres [3], soit 14 800 aspres par an pour

---

[1] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, vol. VI, pp. 121—123.

* Le *poclon* était probablement la redevance instituée par Michel le Brave aux fins de payer à la Porte *steagul de domnie* (insigne du titre princier), c'est-à-dire sa reconnaissance comme prince de Valachie. La *curama* était probablement un reste du tribut dû à la Porte par les voïvodes antérieurs; répartie sur tout le pays, elle était payée proportionnellement à la « taille » fixée pour chaque unité fiscale. Les *găleți* et les *chile* représentaient les sommes extorquées aux paysans pour l'achat des provisions en blé et orge (*zaherea*) exigées par les Turcs.

[2] Voir tableau 1.

[3] *Documente privind istoria Romîniei*, A, XVII, vol. I, p. 377, XVII, vol. II, p. 408.

tout le village et 718 aspres par famille. Ceci représente une diminution des redevances de près d'un tiers au regard de la situation existant dix ans auparavant ; ceci s'explique par le fait qu'avec la diminution considérable des obligations du pays envers les Turcs — diminution à laquelle ceux-ci sont forcés de consentir à la suite des campagnes victorieuses de Michel le Brave — on voit également diminuer sensiblement les obligations fiscales des paysans envers l'Etat [1].

LE TRIBUT ET LA «TAILLE»

Nombre de nos historiens ont souligné l'étroite liaison qui existe entre le montant des redevances de plus en plus écrasantes dues par les paysans — et l'instauration de la domination ottomane sur les Pays Roumains. Certains ont même exagéré en déclarant que la « taille » eût été instituée à la suite de la nécessité de payer le tribut à la Porte et que l'oppression fiscale était due uniquement à l'existence du joug ottoman. Ces historiens, sciemment ou non, ont dénaturé la vérité en passant sous silence l'exploitation interne à laquelle la paysannerie était soumise par sa propre classe dominante, laquelle avait recours à l'Etat, pour s'assurer la soumission des exploités. Certes, on ne saurait préciser comment eût évolué la fiscalité dans les Pays Roumains, s'ils avaient conservé leur indépendance ; nous possédons des témoignages documentaires qui laissent voir que l'impôt avait commencé à devenir une lourde charge dès la seconde moitié du XVe siècle, donc avant l'invasion turque [2]. Mais nous croyons pouvoir affirmer, sans crainte de nous heurter au démenti des sources, que la domination ottomane a considérablement aggravé la condition des producteurs directs, et que le joug turc, joint au joug interne des boyards, a beaucoup contribué à aggraver l'exploitation, notamment par la voie fiscale. Nous connaissons aujourd'hui, grâce à de minutieuses études [3], les sommes enormes qui se sont acheminées chaque année vers Constantinople, durant près de trois siècles, ainsi que les bonds progressifs enregistrés par le montant des obligations « légales » et « extraordinaires » des Pays Roumains envers la Porte, tout au long du XVIe siècle à peu près à chaque

[1] Sur la variation des obligations économiques des Pays Roumains envers la Porte, selon leur capacité de résistance, voir M. Berza, *Haraciul Moldovei şi Ţării Româneşti în secolele XV—XIX*, dans *Studii şi materiale de istorie medie*, vol. II, 1957.

[2] D. Mioc, *Originea şi funcţiile birului în Ţara Românească pînă la sfîrşitul veacului al XV-lea*, dans *Studii şi referate privind istoria României*, vol. I, Bucarest, 1954, pp. 651—652.

[3] Nous avons en vue les études précieuses, d'une réelle valeur scientifique, dues à M. Berza (les unes publiées, d'autres encore à l'état de manuscrits), traitant du régime économique de la domination ottomane, études résumées dans certaines pages du Traité *Istoria României*.

nouveau règne. On sait également que toutes ces sommes étaient ramassées en pressurant presque exclusivement le principal contribuable de l'époque, le paysan.

Nous savons, par ce qui a été dit plus haut, que tant les obligations financières envers les Turcs que la « taille » elle-même ont eu une évolution sans cesse ascendante, jusqu'aux guerres de Michel le Brave. Nous allons analyser, à présent, dans quelle mesure les différentes étapes de l'accroissement des obligations envers la Porte ont eu pour corollaire l'accroissement similaire des redevances internes, et notamment de la « taille ».

L'évolution du tribut annuel dû par la Valachie durant les huit dernières décennies du XVIe siècle, c'est-à-dire à une époque où le montant de la « taille » nous est connu, est la suivante : de 1521 à 1557, le tribut se montait à 24 000 ducats ; nous avons considéré cette époque — dans la comparaison que nous avons l'intention de faire entre le tribut et la « taille », — comme constituant une *première étape*. En 1558, le tribut est porté à la somme de 50 000 ducats, quantum qui se maintient jusqu'en 1566 ; c'est là une *seconde étape*. En 1567, le tribut est augmenté à 65 000 ducats, somme qui est payée annuellement jusqu'en 1581 ; c'est là une *troisième étape*. Entre 1582 et 1584, laps de temps qui constitue une *quatrième étape*, le tribut se monte à 95 000 ducats ; entre 1585 et 1591, c'est-à-dire durant la *cinquième étape*, le tribut s'élève à 125 000 ducats. En 1592, nous assistons à une dernière hausse pour ce siècle, en valeur de 30 000 ducats, de sorte que le tribut en arrive à atteindre, de 1592 à 1594 — c'est-à-dire pendant la *sixième étape* — la somme fantastique de 155 000 ducats. A l'époque que nous avons considérée comme étant la *septième étape*, époque marquée par le soulèvement victorieux de la Valachie contre les Turcs, nous enregistrons une diminution du tribut, abaissé à 8000 ducats [1].

Aux fins de voir si la « taille » a enregistré une évolution similaire et de déduire, en conséquence, si son augmentation ou sa diminution ont été causées par les variations des obligations envers la Porte, nous avons également fixé pour les cas attestant le quantum annuel de la « taille » les mêmes étapes de division que pour le tribut. Pour la première étape (1521—1557) nous possédons deux documents, nous permettant de voir la « taille » due par quatre familles paysannes, impôt maximum 95 aspres, minimum 60 aspres et moyen 86 aspres. Pour la seconde étape (1558—1566) nous possédons trois documents relatifs à trois familles paysannes contraintes à une « taille » moyenne s'élevant à 212 aspres. Procédant de la même manière avec le reste des données dont nous disposons, nous

[1] M. Berza, *Haraciul...*, pp. 28—35.

avons dressé le tableau suivant d'évolution de la « taille » par étapes d'augmentation et de diminution du tribut :

Tableau 1

L'évolution du *bir* (taille) par étapes d'augmentation et de diminution du tribut

Etapes	Années	Nombre de doc.	Nombre de familles	Quantum de la taille en aspres		
				maximum	minimum	moyen
I	1521—1557	2	4	95	60	86
II	1558—1566	3	3	250	165	212
III	1567—1581	10	11	1 000	86	265
IV	1582—1584	3	3	504	200	301
V	1585—1591	1	1	—	—	550
VI	1592—1594	2	44	1 300	500	946
VII	1595—1600	5	9	750	500	577

A considérer la dernière colonne, qui nous donne le quantum moyen de la « taille » par famille paysanne, nous constatons que la « taille » et le tribut continuent d'augmenter d'une étape à l'autre jusque vers le milieu de la dernière décennie du siècle dont nous nous occupons, et que la « taille » atteint, elle aussi, son maximum dans la même étape que le tribut, à savoir l'étape 1592—1594. Etant donné que l'aspre en vient à subir les dépréciations dont nous avons parlé plus haut, nous avons transformé en ducats la « taille » moyenne d'une exploitation, calculée en aspres. Dans ce cas, aussi, nous voyons — bien que les variations ne soient pas aussi brusques et aussi grandes — que l'augmentation jusqu'à cette même étape, à savoir la sixième, est continue, la taille moyenne d'une famille étant d'un ducat et 31 aspres pour la première étape, de 3 ducats et 32 aspres pour la deuxième étape et respectivement, de 4.25, 5.1, 5.550, 7.37 et 3.37 pour les autres étapes. Si nous prenons pour point de départ la première étape, tant pour le tribut que pour l'impôt, et si nous notons le tribut de 24 000 ducats par l'indice 100, et l'impôt moyen, de 86 aspres, c'est-à-dire de 1.31 (1,563) ducats par le même indice 100, nous avons un tableau fidèle de l'évolution de la « taille » en fonction du tribut, tableau concrétisé dans les données du tableau 2.

Si nous examinons parallèlement les colonnes du tableau 2 qui représentent les indices d'augmentation et de diminution du tribut et de la « taille » et si nous calculons le pourcentage de leur accroissement d'une étape à l'autre, nous parvenons à un résultat intéressant qui nous permet de tirer des conclusions édifiantes concernant le problème que nous étudions. Ainsi, dans la seconde étape, le tribut augmente de 108 % par rapport à la première étape, et la « taille » évaluée en ducats, de 125 % et en aspres de 146 % ; dans la troisième étape, le tribut enregistre, au regard de la

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Tableau 2

Evolution parallèle du tribut et du *bir* (taille)

Etapes	Années	Tribut en ducats	Indice I = 100	Quantum de la taille annuelle en aspres	Indice I = 100	Quantum de la taille annuelle en ducats	Indice I = 100	Equivalence ducat-aspre
I	1521—1557	24 000	100	86	100	1,563	100	1 = 55
II	1558—1566	50 000	208	212	246	3,533	225	1 = 60
III	1567—1581	65 000	271	265	308	4,416	282	1 = 60
IV	1582—1584	95 000	396	301	350	5,016	320	1 = 60
V	1585—1591	125 000	521	550	639	5,500	352	1 = 100
VI	1592—1594	155 000	646	946	1 100	7,284	466	1 = 130
VII	1596—1600	8 000	33	577	671	3,205	205	1 = 180

seconde étape, une hausse de 30% et la « taille » une hausse de 24% en ducats et de 25% en aspres. La quatrième étape marque elle aussi une hausse à l'égard de l'étape précédente, de l'ordre de 46% pour le tribut et s'élevant pour la « taille » à 13% en ducats aussi bien qu'en aspres. Pour la cinquième étape, l'augmentation du tribut, au regard de l'étape antérieure, est de 32%, et celle de la « taille » de 8% en ducats et de 82% en aspres. Pour la sixième étape, étape de sommet où le tribut aussi bien que la « taille » atteignent leur montant maximum au cours de ce siècle, le tribut augmente, par rapport à l'étape antérieure, de 24%, et la « taille » de 32% en ducats et de 72% en aspres. Dans la dernière étape, nous enregistrons des diminutions importantes : pour le tribut, cette diminution est véritablement immense, de l'ordre de 94% par rapport à l'étape antérieure et celle de la « taille » de 57% en ducats et de 39% en aspres.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Il résulte de ce qui a été dit plus haut que, bien que les variations de la « taille » suivent en général celles du tribut, nous enregistrons cependant certaines différences entre leurs indices d'accroissement et de décroissement. Pour les étapes trois et quatre, c'est-à-dire entre les années 1567 et 1584, le pourcentage d'augmentation de la « taille » est inférieur au pourcentage d'accroissement du tribut ; pour les étapes deux, cinq et six, le pourcentage d'accroissement de la « taille » est supérieur à celui du tribut [1]. L'explication que l'on pourrait donner, tout au moins pour les étapes cinq et six, est qu'à cette époque, outre le tribut, on voit sortir chaque année du pays des sommes importantes qui parfois dépassent le montant du tribut, et qui sont remises aux dignitaires de la Porte sous forme de présents (pechkech), pour gagner leurs faveurs, pour obtenir

[1] Pour la cinquième étape, le pourcentage d'accroissement de la « taille », évalué en ducats, ne dépasse pas celui du tribut.

la nomination ou la confirmation d'avènement au trône, etc., sommes également extorquées aux paysans sous forme de redevances et notamment de « tailles ».

Le bond véritablement formidable, de plus de 100%, que la « taille » enregistre au cours de la seconde étape ne peut être qu'une conséquence de l'instauration de la domination ottomane, un effet de l'accroissement du tribut imposé par la Porte, qui, lui aussi, est de plus de 100%. Le deuxième bond important, cette fois dans le sens du décroissement, apparaît dans les dernières années du siècle, comme une conséquence directe de l'affaiblissement forcé de l'oppression turque, à la suite des victoires de Michel le Brave. Mais là, la diminution de la « taille » est loin d'atteindre les proportions de la diminution du tribut ; il existe un décalage assez grand entre les pourcentages des décroissements respectifs. Bien que le tribut ait baissé jusqu'à une somme moins importante, la « taille » reste cependant relativement élevée. L'explication en est que Michel le Brave, qui avait besoin d'argent pour poursuivre la guerre contre les Turcs, pour payer les soldes de ses mercenaires et faire face à ces dépenses exceptionnelles, a dû maintenir une « taille » assez élevée sur la paysannerie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

POIDS DE LA «TAILLE»

Maintenant que nous connaissons les chiffres qui indiquent le quantum moyen de la « taille » pour une famille paysanne en Valachie, nous jugeons qu'il n'est pas dénué d'intérêt de faire une brève comparaison avec la situation des pays voisins, transformés en pachaliks. Les ouvrages que nous avons consultés nous montrent que les impôts n'avaient atteint dans aucun des pays voisins, des chiffres aussi élevés que dans les pays roumains durant tout le XVIe siècle. Ainsi, dans les quatrième-sixième décennies, le quantum annuel de *tous les impôts* que devaient payer les Valaques de la région de Branicevo ne dépassait pas la somme de 83 aspres [1]. En 1566, dans les sandjaks de Lipova et de Cenad, le *dzizie* était de 50 aspres, pour s'élever ensuite à 66 aspres [2]. Dans le pachalik de Belgrade, le tribut (impôt sur la terre) se montait pour chaque famille à 30 aspres, et le *spenge* (capitation) à 40—45 aspres ; au total les impôts ne dépassaient donc pas 100 aspres [3]. Dans le sandjak de Sofia, le *dzizie* s'élevait en 1603 à 200 aspres [4].

---

[1] H. Hadzibegović, *Dzizja ili harač*, dans « Prilozi za orientalnu filologiju i istoriju jugoslavenskih naroda pod turskom vladavinom », III—IV (1952—1953), Sarajevo, pp. 68—69.

[2] *Ibidem*, p. 80.

[3] M. Petrović, *Finansije i ustanove obnovljene Srbije do 1842*, Belgrade, 1901, pp. 20 et suiv.

[4] H. Hadzibegović, *op. cit.*, p. 86.

A Seghedin, en 1585—1587 les impôts pour chaque famille, sans compter les dîmes, ne dépassaient pas 150 aspres [1]. A Bude et dans d'autres régions de la Hongrie, le *dzizie* s'élevait au milieu du siècle à 55 aspres pour monter à 61 aspres après 1566 et atteindre, vers la fin du siècle, la somme de 100 aspres [2].

La comparaison de la situation fiscale existante en Valachie (et très probablement aussi en Moldavie) avec la situation existante dans les pays voisins, nous fait voir que chez nous l'exploitation fiscale avait atteint un degré exceptionnel.

★

Nous savons, sur la foi des documents et des chroniques internes, que l'oppression fiscale contraignait le paysan, au XVIe siècle, à vendre sa terre, à s'enfuir ou à se vendre lui-même comme *rumîn* (serf). Nous savons également que les redevances étaient de plus en plus lourdes et nombreuses. Le lecteur du présent article aura pu se rendre compte, par ce qui a été dit plus haut, du montant de la « taille » annuelle par famille paysanne, évalué en aspres et en ducats, de son accroissement continu jusque dans la dernière décennie du siècle, notamment en fonction de l'accroissement des obligations envers la Porte. Et pourtant ces données, et même les chiffres qui indiquent le quantum par famille, ne disent pas grand chose au lecteur contemporain ; il nous est impossible de comprendre réellement le poids de cette charge si nous n'examinons pas *avec quoi* et *comment* le paysan contribuable pouvait réaliser la somme à laquelle il était imposé. C'est ce que nous allons essayer de faire voir dans les pages qui suivent.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Si le prix des marchandises courantes, produites par l'exploitation paysanne (céréales, bestiaux) ou des marchandises extraordinaires (terre, vigne) avait enregistré au cours du XVIe siècle, dans les étapes susmentionnées, le même indice d'accroissement que la « taille » », la charge des impôts serait restée la même [3] et il n'y aurait pas lieu de parler d'un surcroît d'oppression fiscale par l'entremise de la « taille ». Mais nous verrons ci-dessous qu'il n'en est pas ainsi.

Aux fins d'analyser ce phénomène de l'évolution des prix de toutes les marchandises vendues par les paysans pour pouvoir réaliser la somme nécessaire à l'acquittement de la « taille », nous avons étudié toutes les

[1] L. Fekete, *Die Siyaqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung*, Budapest, 1955, vol. I, pp. 79—81.

[2] *Ibidem*, pp. 79—81.

[3] Cependant il nous faut également tenir compte d'autres facteurs : le développement du marché, les calamités naturelles, etc.

ventes et tous les achats de *fălci* (arpents) de terre, de *pogoane* (1/2 hectare) de vigne, de boisseaux de blé, de chevaux, de bœufs et de moutons, attestés par les documents du XVIe siècle, puis nous avons calculé les prix moyens pour les mêmes étapes de variation du tribut et de la « taille » et nous avons enfin établi les indices d'accroissement et de décroissement du prix de chaque marchandise séparément. Les résultats sont des plus édifiants, en ce sens qu'ils marquent une aggravation considérable de l'exploitation fiscale : en effet, le prix d'aucune des marchandises n'augmente autant que s'accroît le montant de la taille. L'indice de croissance de leur prix est de beaucoup inférieur à celui du montant de l'impôt et nous constatons même des stagnations et des diminutions de prix d'une étape à l'autre [1].

A commencer par les produits qui ont le prix le plus bas, dans les exploitations paysannes de l'époque, les moutons et le blé vendus sur le marché, pour finir par ce qui constitue la base même de l'existence du paysan, la terre, nous constatons ce qui suit : le prix d'un mouton pour la première étape, qui va jusqu'en 1557, est d'environ 17 aspres ; pour la sixième étape, c'est-à-dire de 1592 à 1594, le prix d'un mouton est d'environ 45 aspres, soit un accroissement de 2,64 fois. Au cours des mêmes étapes, la « taille » moyenne étant respectivement de 86 et 946 aspres, cela signifie que l'impôt avait augmenté 11,33 fois. Autrement dit, afin d'amasser l'argent nécessaire à la « taille » annuelle, une famille paysanne devait vendre, entre 1521 et 1557, 5 moutons ; pour amasser la somme nécessaire au paiement de l'impôt, le paysan devait vendre entre 1592 et 1594, 21 moutons [2]. Le prix d'un boisseau de blé, au cours de la première étape, était de 25 aspres ; dans la troisième étape, il était de 50 aspres, et dans la sixième de 120 aspres [3]. Cela revient à dire que le prix du blé avait doublé entre 1567 et 1581 et qu'il avait augmenté 4,8 fois dans l'étape 1592—1594, au regard de l'année 1557 ; mais en même temps, le quantum de l'impôt par famille avait plus que triplé, dans la troisième étape, au regard de l'étape initiale, et augmenté plus de 11 fois, comme on l'a vu, au cours de la sixième étape. Ainsi donc, pour pouvoir réaliser la somme nécessaire au paiement de la « taille » dans la première étape (86 aspres), le paysan devait vendre 3,44 boisseaux de blé, dans la troisième étape 5,30 boisseaux et dans la sixième étape, 7,89 boisseaux.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Voir tableau 5.

[2] Nous ne possédons pas pour les autres étapes de données documentaires relatives au prix des moutons.

[3] Nous manquons également de renseignements concernant le prix du blé pour les autres étapes.

Si nous passons aux autres produits fournis par l'exploitation paysanne et qui pouvaient devenir des marchandises — bien qu'il fût difficile au paysan de s'en séparer, vu qu'ils faisaient partie de son inventaire de travail et constituaient son gagne-pain — à savoir le gros bétail, les bœufs et les chevaux, nous voyons que la situation diffère fort peu de la situation analysée plus haut. Voici, par exemple, quel était le prix des bœufs, par étape. Jusqu'en 1557, ce prix était de 180 aspres [1]; entre 1558 et 1566, le prix d'un bœuf est de 100 aspres [2]; de 1567 à 1581, le prix moyen d'un bœuf est de 150 aspres [3]; nous ne possédons pas de données sur les ventes de la quatrième étape, mais nous savons que pour la cinquième étape, entre 1585 et 1591, le prix moyen d'un bœuf est de 260 aspres [4]; pour la sixième étape, c'est-à-dire entre 1592 et 1594, le prix d'un bœuf est de 400 aspres [5]. Nous considérons également nécessaire une comparaison entre l'accroissement du quantum du *bir* (la taille) et la variation du prix des bœufs. Il résulte des données susmentionnées, qu'au regard de la première étape, « la taille » croît dans la seconde étape 2,46 fois, cependant que le prix des bœufs baisse 0,55 fois; dans la troisième étape, la « taille » augmente 3,08 fois, alors que le prix des bœufs diminue de 0,83 fois; dans la cinquième étape, l'impôt augmente 6,39 fois au regard de la première étape, alors que le prix des bœufs n'augmente que 1,44 fois; dans la sixième étape, la « taille » augmente 11 fois, alors que le prix des bœufs ne s'accroît que 2,22 fois. On peut voir des données susmentionnées que, si jusqu'en 1557, deux familles paysannes pouvaient amasser la somme nécessaire au paiement de la « taille » en vendant un seul bœuf, dans la sixième étape, une seule famille était obligée de vendre plus d'une paire de bœufs pour amasser la somme nécessaire au paiement de la « taille » annuelle [6].

La situation du prix des chevaux ne diffère pas sensiblement de celle du prix des bœufs. Bien qu'il existe à cette époque, pour les chevaux, des

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Nous ne connaissons pour cette période qu'un seul cas de vente, d'une vache laitière, au prix de 180 aspres.

[2] Nous ne possédons également qu'un seul cas de vente d'un bœuf, au prix de 100 aspres.

[3] Nous avons trouvé, pour cette étape, quatre ventes de bœufs, au prix minimum de 100 aspres, au prix maximum de 200 aspres, soit une moyenne de 150 aspres.

[4] Nous avons enregistré trois cas de vente pour 5 bœufs : au prix minimum de 150 aspres, au prix maximum de 400 aspres, soit une moyenne de 260 aspres.

[5] Bien que nous n'ayons pas trouvé pour les années 1592—1594 de données documentaires concernant les ventes de bœufs, le prix d'un bœuf étant de 400 aspres en décembre 1591, nous avons considéré, pour cette étape aussi, le prix d'un bœuf également à 400 aspres.

[6] Pour les autres étapes voir le tableau 4.

Tableau 3

Prix moyen d'une unité-marchandise, en aspres, par rapport au *bir* (taille)

Etapes	Années	Taille annuelle en aspres	Prix en aspres					
			Brebis	Boisseau de blé	Bœuf	Cheval	Un *pogon* * de vigne	*Falce* (mesure agraire)
I	1521—1557	82	17	25	180	456	133	82
II	1558—1566	212	—	—	100	1 968	207	70
III	1567—1581	265	—	50	150	854	369	65
IV	1582—1584	301	—	—	—	800	494	60
V	1585—1591	550	—	—	260	1 165	450	82
VI	1592—1594	946	45	120	400	900	—	50
VII	1595—1600	577	—	—	370	1 885	245	75

augmentations de prix supérieures à celles du prix des bœufs, ces augmentations sont loin de pouvoir se comprarer à l'augmentation de la « taille »[1].

La dernière resource pour la réalisation de l'argent nécessaire au paiement de la « taille » que nous avons considérée dans notre calcul et pour laquelle nous possédons des données — ressource à laquelle le paysan n'avait recours qu'à la dernière extrémité — constituait la base même de son existence : la terre. Le prix des *falce* ** de terre a très peu varié tout au long du siècle dont nous nous occupons ; il a plutôt diminué. Pour les six étapes allant jusqu'à 1595, le prix moyen d'une *falce* de terre était de 82 [2], de 70 [3], de 65 [4], de 60 [5], de 82 [6] et de 50 [7] aspres, et celui d'un *pogon* de vigne — que les paysans plus aisés de certaines régions du pays

BCU Cluj / Central University Library Cluj

* Mesure valant la moitié d'un hectare.

[1] Voir les tableaux 3 et 4, dans les colonnes respectives.

** Mesure équivalant à peu près à un arpent.

[2] Nous n'avons enregistré, pour cette étape, qu'un seul cas de vente de 4 *fălci* de terre, le prix minimum d'une *falce* étant de 70 aspres et le prix maximum de 100 aspres.

[3] Pour la seconde étape, nous avons trouvé 17 cas de ventes portant sur 34,5 fălci ; prix minimum 50 aspres, prix maximum 150 aspres.

[4] Pour la troisième étape, nous avons trouvé 80 cas de ventes portant sur environ 200 *fălci* ; prix minimum 50 aspres, prix maximum 117 aspres.

[5] Pour la quatrième étape, les documents attestent 12 ventes de 31 *fălci* ; prix minimum 40 aspres, prix maximum 100 aspres.

[6] Pour la cinquième étape, les documents attestent 12 ventes pour un total de 50 *fălci* ; prix minimum 20 aspres, prix maximum 300 aspres.

[7] Pour la sixième étape nous avons trouvé 4 ventes portant sur 6 *fălci* ; prix minimum 30 aspres, prix maximum 60 aspres.

étaient seuls à posséder — de 133 [1], de 207 [2], de 369 [3], de 494 [4], de 450 [5] aspres [6].

Ici aussi nous voyons s'imposer la constatation faite plus haut, à savoir que jusqu'à l'instauration de la domination ottomane, la vente d'une seule *falce* de terre ou de 0,64 *pogoane* de vigne était suffisante pour amasser l'argent nécessaire au paiement de la « taille », alors que dans les étapes suivantes, le nombre des unités (*fălci*, *pogoane*) vendues afin de réaliser la somme nécessaire au paiement de la « taille » annuelle croît continuellement. Ainsi, dans la seconde étape, le paysan doit vendre, pour pouvoir payer sa « taille », trois *fălci* de terre (ou un *pogon* de vigne), dans la troisième étape 4 fălci (ou 0,71 *pogoane* de vigne), dans la quatrième étape 5 fălci (ou 0,61 *pogoane* de vigne), dans la cinquième étape, près de 7 fălci (ou plus d'un *pogon* de vigne), et dans la sixième étape il est obligé à vendre au moins 19 *fălci* de terre [7].

Tableau 4

Le *bir* (taille) annuel par exploitation paysanne en unités-marchandises

Etapes	Années	Taille annuelle en aspres	Combien le paysan doit vendre pour sa taille annuelle					
			Moutons	Boisseaux de blé	Bœufs	Chevaux	*Pogoane* de vigne	*Fălci* de terre
I	1521—1557	86	5,06	3,44	0,48	0,18	0,64	1,05
II	1558—1566	212	—	—	2,12	0,11	1,02	3,03
III	1567—1581	265	—	5,30	1,77	0,31	0,71	4,07
IV	1582—1584	301	—	—	—	0,37	0,61	5,02
V	1585—1591	550	—	—	2,11	0,47	1,22	6,70
VI	1592—1594	946	21,02	7,89	2,36	1,05	—	18,92
VII	1595—1600	577	—	—	1,55	0,30	2,35	7,69

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Une comparaison entre la charge de la « taille » au cours de la dernière étape, postérieure à la victoire de Călugăreni, et l'étape antérieure, nous fait voir qu'en effet la suspension temporaire du joug turc a également entraîné une certaine atténuation de l'exploitation fiscale, une réduction réelle de la « taille ». Si entre 1592 et 1594 le paysan devait vendre plus

[1] Les documents attestent pour la première étape 6 ventes portant sur 27 *pogoane*; prix minimum 60 aspres, prix maximum 194 aspres.

[2] Nous avons trouvé 2 ventes portant sur 3 *pogoane*; prix minimum 110 aspres, prix maximum 400 aspres.

[3] Nous avons trouvé 39 ventes portant sur 84 pogoane; prix minimum 100 aspres, prix maximum 300 aspres.

[4] Nous avons enregistré quatre ventes portant sur 17 *pogoane* de vigne; prix minimum 200 aspres; prix maximum 800 aspres.

[5] Les documents attestent 6 ventes portant sur 17 *pogoane*; prix minimum 124 aspres, prix maximum 550 aspres.

[6] Nous ne possédons pas de données documentaires pour la sixième étape.

[7] Voir les chiffres exacts dans le tableau 4.

de 2 bœufs ou un cheval, ou près de 19 *fălci* de terre pour acquitter sa quote-part de la « taille », entre 1595 et 1600, il ne devait plus vendre, aux mêmes fins, que 1,55 bœufs ou 0,30 chevaux ou encore 7,69 *fălci* de terre. Cette constatation, qui vient renforcer ce que nous avons soutenu à propos du joug ottoman, considéré comme cause principale de l'aggravation de l'exploitation fiscale, nous semble être assez évidente.

Le tableau 5, qui nous donne les indices d'accroissement du prix des marchandises par rapport à la croissance de la « taille » (indices évalués tous en aspres), est tout aussi concluant et démontre que les prix des produits vendus par les exploitations paysannes n'ont que très peu augmenté à partir de 1557 et jusque vers le milieu de la dixième décennie du XVIe siècle, en sorte que l'augmentation du montant de la « taille » évaluée en aspres est un accroissement réel, reflétant l'aggravation de l'exploitation fiscale par l'entremise de la « taille ». A l'exception de deux données (pour les *pogoane* de vigne, entre 1582 et 1584, et pour les chevaux, dans l'étape 1558—1566) qui, au regard de l'étape initiale, dépassent l'indice d'accroissement de la « taille », toutes les 23 autres données sont de beaucoup inférieures à ce dernier indice.

Tableau 5

Indice de l'augmentation et de la diminution du prix des marchandises du quantum du *bir* (taille) au cours du XVe siècle

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Etapes	Années	Taille	Moutons	Boisseaux de blé	Bœufs	Chevaux	*Pogon* (env. 1/2 hectare) de vigne	*Fălci* (arpents de terre)
I	1521—1557	100	100	100	100	100	100	100
II	1558—1566	246	—	—	55	431	155	85
III	1567—1581	308	—	200	83	187	277	79
IV	1582—1584	350	—	—	—	175	371	73
V	1585—1591	639	—	—	144	255	338	100
VI	1592—1594	1100	264	480	222	197	—	61
VII	1595—1600	671	—	—	205	413	184	91

Nous avons constaté qu'au début de la dernière décennie du XVIe siècle, la somme de toutes les redevances pour une famille de *megiași* (paysans propriétaires) du village d'Orlești s'élevait, pour une année, à 1925 aspres. Afin de pouvoir réaliser cette somme, le paysan devait vendre : 42 moutons, ou 16 boisseaux de blé ou près de 5 bœufs (4,81), ou bien 2 chevaux ou 38 fălci de terre [1]. Pour pouvoir amasser ces 1925 aspres et

[1] La diminution du prix de la terre, à une époque où le prix des autres marchandises marque une certaine hausse, témoigne du manque d'intérêt des producteurs directs pour la terre, dû à son peu de rentabilité.

ne pas perdre sa liberté, le *megiaș* (paysan propriétaire) était forcé de vendre *annuellement* les quantités suivantes de ces différentes marchandises — à supposer qu'il les possédât :

Un cheval	900	aspres
Un bœuf	400	aspres
Deux boisseaux de blé	240	aspres
Cinq moutons	225	aspres
Trois *fălci* de terre	150	aspres
Total	1915	aspres

Nous voyons donc que dans ces conditions une exploitation paysanne, quelque prospère qu'elle fût, en arrivait à se ruiner au bout de deux ou trois ans. Tel fut d'ailleurs le cas des paysans d'Orlești dont nous avons parlé plus haut, qui en vinrent à quitter leur village et à fuir au delà du Danube.

CONSÉQUENCES DE L'AUGMENTATION DE LA «TAILLE»

Presque tous les documents du XVIe siècle qui mentionnent la « taille » comprennent également des données sur la charge qu'elle représentait, sur l'incapacité des paysans à payer leur *cisla* (répartition de la taille sur tout le village), sur les ventes de terre, sur les *înfrățiri*[1] faites pour acquitter la « taille », sur la perte de la terre, sur les asservissements pour cause d'impôts dus, sur la fuite individuelle ou de villages entiers, causée par la même impossibilité matérielle de faire face à une fiscalité spoliatrice, devenue impossible à supporter.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

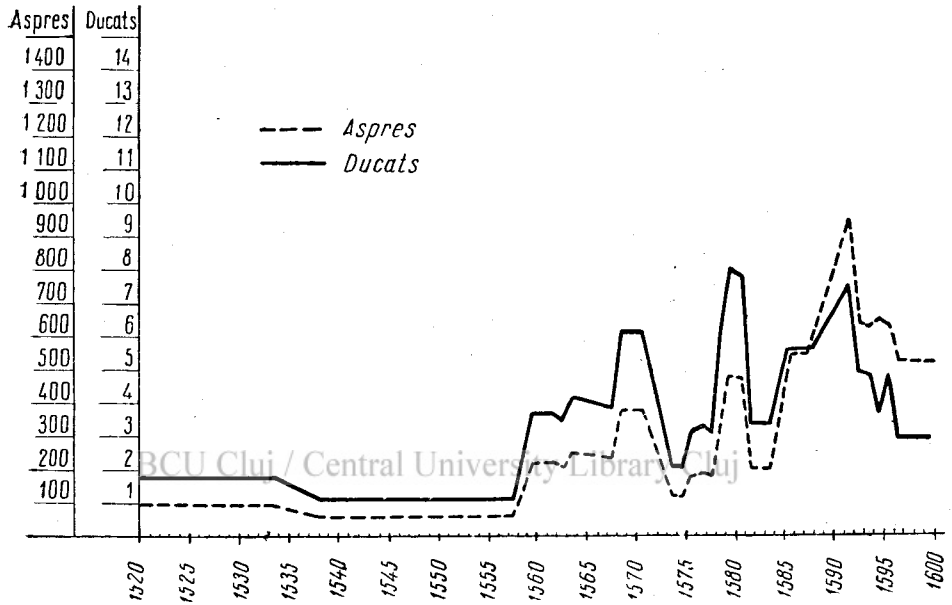
Pour la première moitié du XVIe siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'instauration de la domination ottomane, les données documentaires relatives aux conséquences que les impôts entraînaient quant à la condition de la paysannerie, sont assez rares au regard de la seconde moitié du siècle. Ainsi, par un document datant du 10 novembre 1528, le prince Radu de la Afumați confirme au monastère de Tismana la possession d'une terre située à Podeni et léguée au monastère par les fils de Roman qui « ne *peuvent pas* (souligné par nous) acquitter la taille afférente »[2].

Après l'instauration du joug turc, les documents qui expriment l'aggravation de la situation de la paysannerie du fait de l'exploitation

[1] Voir la note de la p. 75.

[2] *Documente privind istoria Romîniei*, B, XVI, no 2, p. 59. Pour les mêmes conséquences (perte, vente, asservissement des terres à cette époque) voir le même volume de documents, pp. 111, 180, 206, 396.

fiscale de plus en plus intense — certains documents précisent même que la cause réside dans les charges imposées par les Turcs — deviennent infiniment plus nombreux. L'incapacité de faire face aux impôts ainsi que la perte de la terre sont exprimées de plus en plus souvent dans les documents internes. En voici quelques exemples, qui nous semblent par-



BCU Cluj / Central University Library Cluj

Fig. 1. — Evolution du quantum annuel moyen du *bir* (taille) par exploitation paysanne au XVIe siècle.

ticulièrement éloquents. Ainsi, Oancea du village de Cochineştii de Sus octroie par « fraternisation » à Martin la moitié de sa terre, à charge pour celui-ci de payer ses « tailles » et ses redevances, car « Oancea *n'a pas pu* (souligné par nous) payer la „taille" et les redevances » [1].

Petru, Stroe et Vlăduleasă du village de Clanţa « *n'ont pas pu* » (souligné par nous) acquitter leur « taille » et perdent leur terre [2]. L'accroissement démesuré du montant de la « taille » et des redevances, de plus en plus nombreuses, qui entraînent la misère, la fuite des paysans ou leur asservissement se trouve également reflété dans les documents. Neacşa « tombe dans la misère du fait des privations et du *trop grand nombre de*

[1] *Ibidem*, vol. III, pp. 175—176.
[2] *Ibidem*, vol. V, p. 325.

redevances »[1] (souligné par nous). Furnică du village d'Oltenești « s'est enfui dans le pays »[2] à cause de la « taille » ; de même Stan Cocoș du village de Cărbunari[3]. Le prince, incapable de pressurer davantage la paysannerie, se voit contraint de passer à l'imposition temporaire des seigneurs terriens, des boyards et des monastères, reconnaissant, ainsi, que l'oppres-

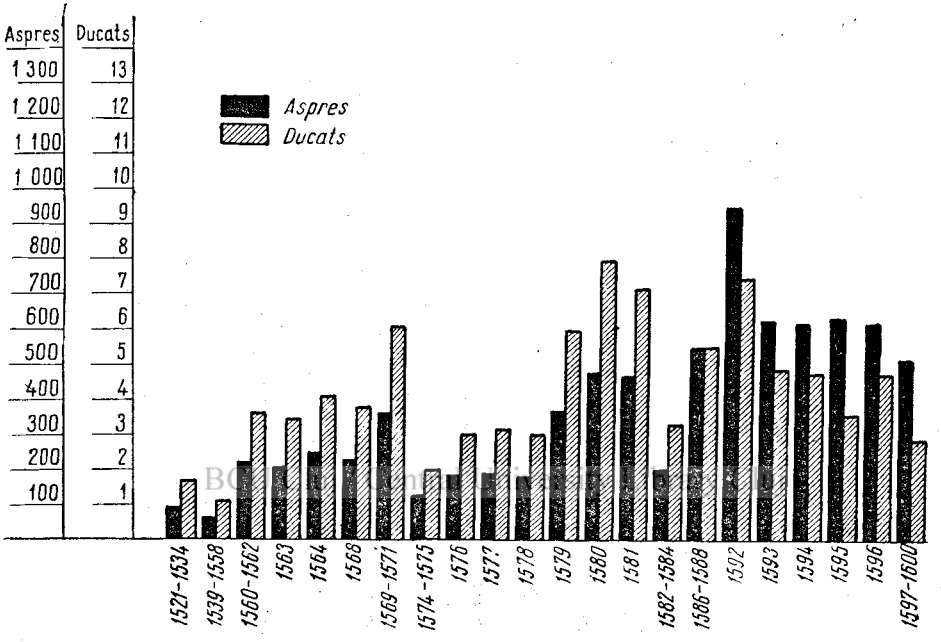


Fig. 2. — Quantum annuel du *bir* (taille) par exploitation paysanne au XVIe siècle.

sion fiscale est due « aux nécessités et aux difficultés que subit la Valachie du fait des Turcs »[4].

Dans les deux dernières décennies du XVIe siècle, la « taille » est spécialement mise à profit par les exploiteurs pour accaparer les terres des communautés paysannes, pour l'asservissement des villages libres. L'accroissement du montant de la « taille » par famille paysanne a été doublement profitable à la classe dominante : lui permettant d'amasser de grosses sommes d'argent, et d'aggrandir sans cesse ses domaines. Les boyards, et notamment les grands dignitaires, arrivent à doubler, à tripler

[1] *Ibidem*, p. 81.
[2] *Ibidem*, p. 340.
[3] *Ibidem*, pp. 32—33.
[4] *Ibidem*, p. 223.

ou même à décupler l'étendue de leurs terres, en profitant de « la loi » qui leur donnait le droit d'accaparer les villages qui n'avaient pas pu payer leurs impôts pendant un certain nombre d'années (habituellement trois), s'ils acquittaient eux-mêmes à la trésorerie, à la place des contribuables, la somme imposée. Nombreux sont les villages qui en viennent ainsi à perdre leur liberté à cause des « tailles » et « taillons » (*năpăști de bir*) et des abus des préposés du Prince. De grands boyards tels que les Buzescu amassent à présent des fortunes immenses, en bonne partie en accaparant

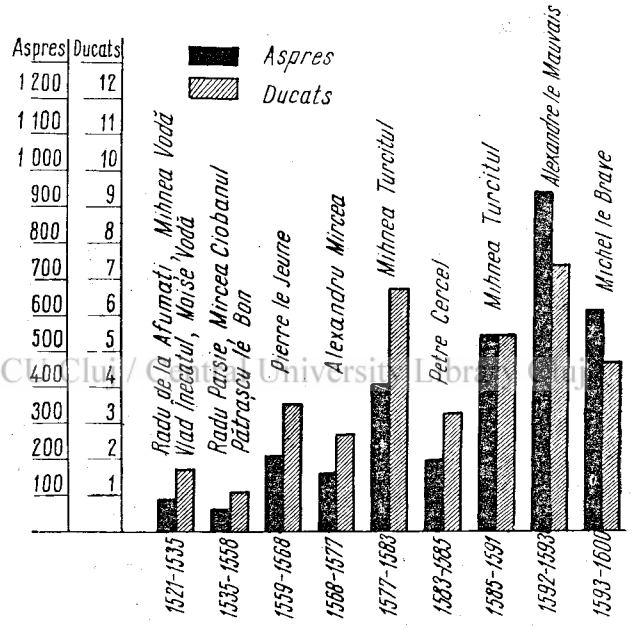


Fig. 3. — Quantum moyen du *bir* (taille) individuel par règnes.

les villages libres (*moșnenești*) qui n'avaient pu payer la « taille »[1]. Ainsi une bonne part des villages appartenant à Michel le Brave, en tant que boyard et prince, deviennent sa propriété, du fait de l'incapacité des paysans à acquitter leurs tailles, soit qu'ils s'assujettissent « de leur plein gré », soit qu'ils soient accaparés pour « les *năpăști de biruri* »[2].

Les villages de paysans propriétaires qui ne veulent pas perdre leur liberté en arrivent soit « à se démembrer », les villageois se dispersant dans

[1] Voir le « document des Buzescu » du 10 juin 1656 aux Archives de l'Etat, Bucarest, Rouleaux 64.

[2] Voir I. Donat, *Satele lui Mihai Viteazul*, dans *Studii și materiale de istorie medie*, vol. IV, pp. 465—503.

le pays, soit même a passer en totalité la frontière. On cite fréquemment le cas des paysans d'Orlești qui « se sont tous enfuis au-delà du Danube, en Turquie, à cause du *bir de haraci*, taille instituée pour le paiement du tribut à l'illustre empereur » [1].

La condition des plus difficiles à laquelle la paysannerie valaque avait été acculée dans les deux dernières décennies du siècle, notamment à cause de l'exploitation fiscale, se trouve également reflétée dans certaines sources externes. Ainsi le secrétaire de Petru Cercel, Sivori, déclare à propos des *rumîni* (paysans serfs), qu'ils sont maltraités par leurs maîtres, qu'ils mènent une vie des plus pénibles, en sorte que c'est à peine s'ils peuvent joindre les deux bouts et « acquitter la taille » [2].

L'intensification continue de l'exploitation de la paysannerie libre par les impôts excessifs, de la paysannerie dépendante par l'entremise de la rente en travail et en nature et par les charges fiscales, intensification qui atteint le processus même de reproduction, a eu pour conséquence principale de ruiner l'exploitation paysanne — cellule fondamentale de l'économie féodale — et de paupériser les masses rurales de producteurs directs. A son tour, ce fait a causé tant la stagnation et même la déchéance économique de la Valachie — déchéance qui a mené à la fameuse crise rurale de la fin du XVIe siècle — qu'a une acharnée lutte de classe.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] *Doc. privind istoria Romîniei*, B, XVI, p. 121.
[2] F. Sivori, éd. St. Pascu, p. 176.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA LUTTE POUR L'UNITÉ DE L'ITALIE REFLÉTÉE DANS LA PRESSE DES PRINCIPAUTÉS UNIES (1859—1860)

par DAN BERINDEI

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La période agitée mais glorieuse du Risorgimento, les années de lutte du peuple italien pour la formation de son Etat national s'inscrivent dans le processus historique vécu par les peuples qui, au milieu du dernier siècle, menaient résolument la lutte pour leur unification nationale, dans les conditions de la crise du féodalisme et de l'ascension du capitalisme. La formation de l'Etat national roumain, à la suite de l'Union de la Moldavie et de la Valachie — unité parachevée ultérieurement par l'union avec la Transylvanie — se situe dans les années mêmes où le peuple italien réalisait lui aussi sa propre unité. Sur les rives du Tibre et du Pô, tout comme sur celles du Danube et du Milcov, les peuples se sont forgé des Etats nationaux unitaires, en brisant les forces réactionnaires, tant internes qu'externes.

Vaincus en 1849 — tout comme les révolutionnaires valaques en 1848 — sous les coups des interventions étrangères, et aussi à la suite des menées des forces réactionnaires de l'intérieur du pays, les patriotes italiens lèvent à nouveau, une décennie plus tard, l'étendard de la lutte pour la libération et l'unification de la Péninsule. Les efforts patriotiques de Mazzini, le courage inébranlable de Garibaldi et de ses volontaires, la diplomatie de Cavour, mais avant tout et surtout les sacrifices du peuple italien, sa participation enthousiaste à la lutte et son rôle décisif dans le

processus historique qui se déroulait alors conduisirent en l'espace de quelques années — de 1859 à 1861 — à la formation de l'Etat italien.

Quelques mois après la double élection d'Alexandru Ioan Cuza, acte audacieux par lequel le peuple roumain réalisait la première étape de son unification, les soldats piémontais et les soldats français brisaient les armées autrichiennes, libérant la Lombardie. L'acte réalisé par le peuple roumain le 24 janvier/5 février 1859 fut ainsi suivi, à quelques mois de distance, par la réalisation de la première étape de l'unification de la Péninsule italienne en un Etat unitaire. Trahie ensuite à Villafranca par Napoléon III, l'Italie ne s'est pourtant pas découragée. Tout comme le peuple roumain, le peuple italien a compris que la formation de son Etat unitaire dépendait avant tout de lui-même. C'est pourquoi le processus de l'unification de l'Italie a continué, la lutte pour sa réalisation étant menée par le peuple. L'Italie centrale s'est unie au Piémont au printemps de l'année 1860 et cet acte fut suivi par l'extraordinaire campagne libératrice du sud de l'Italie. Sous les coups des « Mille » volontaires de Giuseppe Garibaldi, auxquels se joignirent les larges masses italiennes, le royaume chancelant des Deux-Siciles s'effondra en l'espace de quelques mois. A l'automne de 1860, le processus de l'unification de l'Italie était presque achevé. Il ne manquait plus à l'Etat italien que Venise, conquise de vive force en 1866, et Rome, capitale naturelle de la Péninsule, arrachée au Pape en 1870. En mars 1861, la proclamation du royaume d'Italie consacrait la victoire remportée par le peuple italien dans la lutte pour sa libération et son unité. En cette même année, 1861, l'unité parachevée sur le plan administratif des Principautés Unies était reconnue par l'Europe. Le peuple roumain et le peuple italien vécurent donc, la même année, des moments décisifs de leur histoire.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dans les années du Risorgimento et de la lutte pour l'unification des Principautés, les deux peuples furent unis par des liens naturels d'amitié. Les patriotes roumains témoignaient une vive sympathie au pays où avait fermé les yeux le grand démocrate révolutionnaire Bălcescu, et nombreux étaient les Italiens qui, à l'instar de Cesare Correnti, considéraient les Pays Roumains comme « un'altra Italia » (1855). Garibaldi et Mazzini, Canini et Vegezzi Ruscalla, Cavour et Benzi, ainsi que nombre d'autres Italiens, étaient les amis sincères de notre peuple. La diplomatie sarde — qui avait du reste intérêt à soutenir toutes les luttes pour l'unification nationale — n'a cessé de donner son appui à la lutte pour l'unité du peuple roumain. Cavour estimait que c'était porter un coup à la civilisation que d'ignorer les aspirations à l'unification de la Moldavie et de la Valachie,

et c'est encore lui qui recommandait en 1858 que l'on donnât aux Principautés « une organisation propre à assurer leur bonheur ». Il salua avec satisfaction la double élection d'Alexandru Ioan Cuza et soutint la reconnaissance de cet acte. Les révolutionnaires démocrates italiens se montrèrent, à plus forte raison encore, les amis du peuple roumain. A l'été de 1859, le mazzinien Canini souhaitait au peuple roumain de voir se former de ses rangs un Garibaldi car, écrivait-il, « je suis sûr qu'un pays qui en des temps plus ingrats que les temps actuels a donné naissance à un Tudor Vladimirescu ne saurait manquer d'un cœur généreux » [1].

A son tour, le peuple roumain témoigna son attachement au peuple italien. En 1859, la poursuite de la guerre aurait déterminé probablement la participation de l'armée des Principautés Roumaines, aux côtés du Piémont et de la France ; les combattants roumains soutinrent Garibaldi en 1860 ; plusieurs officiers roumains furent envoyés à l'automne de la même année dans le sud de l'Italie ; les Principautés Unies et la Sardaigne étaient liées par des relations étroites et multilatérales ; enfin, la presse valaque et la presse moldave — exprimant les sentiments du peuple roumain — soutinrent avec chaleur la lutte du peuple italien pour son unité.

Durant les années où se forgeait l'Union, la presse des Principautés vivait un processus intense de développement [2]. Jusqu'alors — à l'exception de quelques mois, à l'été de 1848, durant la révolution valaque — il n'avait pas existé de presse politique proprement dite. De même, durant les années de la formation de l'Etat national roumain, on a vu s'intensifier la parution des publications périodiques. Les périodiques les plus divers voyaient le jour : périodiques officiels, politiques, économiques, culturels, scientifiques, médicaux, littéraires, historiques, etc. Dans l'ensemble, la presse constituait l'une des plus importantes formes de manifestation de la vie publique. Par la voie de la presse, le peuple roumain a témoigné son vif intérêt envers la lutte pour l'unité de l'Italie, de même que son attachement envers le peuple italien, auquel il était lié par des traditions et des aspirations communes.

Les rubriques de politique étrangère des journaux des Principautés ont enregistré avec un grand luxe de détails les étapes successives du processus d'unification de la Péninsule italienne. Les informations consacrées à l'Italie occupaient une place importante dans les périodiques valaques et moldaves. Il n'est pas jusqu'aux journaux officiels ou aux journaux

[1] « Buletinul resbelului din Italia », nº 5 du 5 juin 1859, p. 19.

[2] Voir Dan Berindei, *Dezvoltarea presei bucureştene în perioada formării şi organizării statului naţional romîn (1856—1864)*, dans « Studii », XV (1962), 3, pp. 667—684.

à orientation réactionnaire, comme *Gazeta de Moldavia*, qui ne fissent paraître de tels matériaux. Au début de 1858, ce dernier journal publiait un ample article sur le patriote italien Felice Orsini, qui avait attenté à la vie de Napoléon III [1]. Mais beaucoup plus significatifs encore étaient les commentaires et les prises de position à l'égard des problèmes italiens, que l'on enregistrait dans les périodiques des Principautés. Ces périodiques ne cultivaient pas seulement le neuf ou le sensationnel, mais témoignaient en premier lieu un vif intérêt pour la lutte d'un peuple ami, lutte qui avait tant de traits communs avec la lutte menée à cette époque par le peuple roumain de Moldavie et de Valachie.

Certes, les matériaux relatifs à l'Italie qui ont vu le jour dans les périodiques roumains ont été plus nombreux aux moments cruciaux du processus d'unification de la Péninsule, mais ils n'ont pas manqué non plus dans les périodes d'accalmie apparente de ce processus. On les rencontre surtout dans les périodiques qui se situaient sur des positions avancées, périodiques en tête desquels se trouvaient incontestablement « Romînul » et « Steaua Romîniei ». Les sources d'information auxquelles puisaient ces journaux étaient les publications périodiques d'Europe, de « L'Indépendance Belge », du « Moniteur Universel », du « Siècle », du « Nord » — périodique subventionné par la Russie — aux périodiques italiens tels que « Opinione » de Turin et « Corriere mercantile » de Gênes. Certains journaux tels que « Romînul », « Steaua Dunării » ou « Tribuna Romînă » bénéficiaient parfois aussi de sources d'information directes venues d'Italie. Quoi qu'il en soit, l'exactitude et la richesse des faits signalés caractérisent les rubriques consacrées à l'Italie dans les périodiques valaques et moldaves.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les périodiques roumains des premiers mois de l'année 1859 font paraître des matériaux et des commentaires particulièrement intéressants consacrés aux événements d'Italie. La décision prise par la Chambre des députés de Turin de créer un consulat général sarde à Bucarest est commentée avec satisfaction par le journal « Steaua Dunării » : «...L'immense majorité des députés de la Chambre de Turin n'ont vu et n'ont cherché dans la création des consulats généraux en Roumanie, qu'un moyen de resserrer, de renforcer les liens éternels qui unissent par le sang — bien qu'ils soient encore épars — toutes ces généreuses pousses plantées en divers lieux, et issues du tronc vigoureux enraciné sur les bords du Tibre » [2].

La guerre sardo-franco-autrichienne, qui éclate dans les conditions de la tension existante entre les Principautés et l'Autriche, avive l'intérêt

[1] « Gazeta de Moldavia », nº 6 du 20 janvier 1858, p. 22.

[2] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 71 du 7 avril 1859, p. 227.

pour les événements de la Péninsule. Le même journal « Steaua Dunării » publie le 16/28 avril 1859 un véritable appel adressé au peuple roumain, l'exhortant à participer à la guerre, en vue de libérer la Transylvanie, de manière à ce que « l'Union que nous désirions petite devînt grande »[1]. Si le peuple roumain n'a pas participé à la guerre, en revanche le déroulement des opérations militaires en Italie se trouvait reflété avec assiduité dans la presse roumaine, et les informations étaient bien souvent complétées de commentaires significatifs.

« Garibaldi — pouvait-on lire dans « Romînul » — a franchi le Tessin et a pénétré en Lombardie le *premier* » ; quelques jours plus tard, le même périodique ajoutait que le héros avait remporté « des succès éclatants », pour relater ce qui suit le 26 mai/7 juin : « Les succès de Garibaldi ont dépassé les espoirs de tous les admirateurs de cet homme, admirateurs qui ne croyaient qu'en la vaillance du soldat et non point en la force de son étendard. Le vaillant chef des volontaires ou, pour mieux dire, l'étendard de la liberté et de l'indépendance italienne est entré le vendredi 27 mai... aux sons des cloches, à Côme, où toutes les rues étaient illuminées, après avoir obligé les Autrichiens à battre en retraite vers Milan. A la vue du drapeau italien tout le pays accourut... »[2]. L'admiration pour le héros italien se reflète également dans le périodique « Steaua Dunării » de Jassy, qui publia la biographie de Garibaldi (reproduite d'après « Le Siècle »)[3]. A la même époque, à l'autre bout du monde, à New York, un article signé Friedrich Engels confirmait la justesse des appréciations élogieuses des périodiques avancés des Principautés. Commentant le succès de Côme, Engels disait de Garibaldi que c'était « un homme doué d'un talent militaire tout particulier, hardi au possible et très inventif »[4].

A la fin du printemps de l'année 1859 on voit paraître à Bucarest un périodique ayant pour rédacteur en chef le mazzinien Marc'Antonio Canini, et spécialement consacré aux événements de la Pénisule : « Buletinul resbelului din Italia ». Dans son premier numéro du 27 mai/8 juin 1859, Canini justifiait dans les termes qui suivent la parution de son périodique : « Nous voulons montrer aux Roumains — écrivait-il — par quels moyens un peuple atteint à l'indépendance et à la grandeur ». « Aucune nation d'Europe — ajoutait Canini — n'est plus intéressée que la nation roumaine au triomphe des alliés italo-français ; l'Autrichien, qui opprime une si belle région de l'Italie, opprime tout pareillement une région tout

[1] Ibidem, nº 77 du 16 avril 1859, p. 303.
[2] « Romînul », nos 60, 61 et 62 du 21, 23 et 26 mai/2, 4 et 7 juin 1859, pp. 237, 241, 245.
[3] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 107 du 25 mai 1859, p. 419.
[4] Friedrich Engels, *La stratégie de la guerre*, dans *Œuvres militaires choisies* (éd. roum.), Bucarest, 1962, vol. I, p. 390.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

aussi belle de la Roumanie... ». Et il concluait : « Vive l'alliance des nations latines ! » [1].

Le 7/19 juin « Buletinul resbelului din Italia » publiait lui aussi la biographie de Garibaldi [2] et en ces mêmes journées, le commandant D. Papazoglu faisait paraître la lithographie *La carte en couleurs du théâtre des opérations en Italie* [3]. A Jassy « Steaua Dunării » commentait de la manière suivante, dans son numéro du 12/24 juin, l'accalmie passagère des opérations militaires en Italie : « Le canon se tait pour l'instant en Italie. Mais la voix du peuple opprimé retentit partout. L'Autriche, qui fuit devant les armées victorieuses des alliés, emporte avec elle les reproches et les imprécations unanimes du peuple qu'elle a enchaîné. . . » [4]. Quelques jours plus tard, « Romînul » annonçait avec satisfaction les nouvelles victoires des armées sardo-françaises : « Quant aux véritables résultats de la guerre, nos lecteurs les connaissent et savent qu'aujourd'hui l'armée franco-sarde est à Milan, où l'étendard de l'indépendance italienne flotte — cette fois-ci pour l'éternité — sur le dôme gothique de la capitale de la Lombardie » [5]. C.A.Rosetti manifestait lui aussi son enthousiasme pour l'insurrection de la population de Milan : « . . . L'armée autrichienne s'est enfuie de Milan, écrivait-il, chassée non par les troupes régulières, mais par la renaissance du peuple de Milan . . . Ainsi donc, le peuple de Milan. . . s'est montré digne de son indépendance, en mettant en fuite l'armée des envahisseurs, devant l'étendard national de la liberté et de l'indépendance. . . ». « Puisse ce brillant fait d'armes du peuple milanais — ajoutait-il — qui consacrera pour toujours sa liberté, servir d'exemple au peuple roumain, ainsi qu'à tous ceux qui ne savent pas encore quelle peut être la force d'un simple étendard. . . » [6].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les périodiques humoristiques qui commencent à paraître dans les Principautés en cette même année 1859 prennent eux aussi catégoriquement attitude en faveur de la lutte pour l'unité du peuple italien. Le premier de ces périodiques, « Ţînţarul », rédigé par C. A. Rosetti et N. T. Orăşanu, paraît du 28 février/12 mars jusqu'en août 1859. Les événements d'Italie y sont commentés avec une cuisante ironie à l'adresse de l'Empire et de l'armée des Habsbourg. Dès le 2/14 mai, le périodique notait : « L'armée autrichienne, prise soudainement de pitié pour la pauvre petite ar-

---

[1] « Buletinul resbelului din Italia », nº 1 du 27 mai 1859, pp. 1—3.
[2] Ibidem, nº 5 du 7 juin 1859, pp. 17—19. La biographie de Garibaldi sera également reproduite par plusieurs périodiques de l'époque.
[3] Ibidem, nº 7 du 10 juin 1859, p. 28.
[4] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 121 du 12 juin 1859, p. 475.
[5] « Romînul », nº 65, du 2/14 juin 1859, p. 257.
[6] Ibidem, nº 66 du 4/16 juin 1859, p. 261.

mée franco-italienne, avec laquelle elle juge indigne d'elle de se mesurer, a glorieusement battu en retraite des régions de la Sardaigne . . . »[1]. Dans un autre numéro, cette retraite est portée ironiquement au compte de la « politesse »[2] ou bien de la « chaleur » qui avait convaincu le cabinet autrichien «que le climat de l'Italie ne convient nullement à la santé autrichienne ! ». «Ainsi donc — concluait d'un air railleur le périodique humoristique — l'Autriche abandonnera l'Italie non par crainte des Franco-Italiens, mais pour des raisons de santé et donc d'existence »[3]. «Ţînţarul » faisait également, à propos de la défaite d'Autriche, la remarque que voici, ironique mais aussi pénétrée d'inquiétude : « Les retraites incessantes de l'armée autrichienne nous font grandement craindre une nouvelle invasion. Ce n'est pas la première fois, nous disait un homme plein d'expérience, que nous voyons cette armée se retirer, et se retirer jusque dans notre pays !»[4]. C. A. Rosetti, qui était l'ami de Mazzini et de Garibaldi — dont il gardera jusqu'à la fin de ses jours les portraits dans la rédaction de son journal « Romînul » — ne craignait pas de prendre lui-même la plume pour ironiser les « victoires » de l'armée autrichienne. Il décrivait ainsi le 4/16 juin, dans un article signé Constantin Trandafirescu et rédigé dans le même esprit, ce qu'il appelait « La dernière victoire de l'armée privilégiée »[5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dans « Spiriduş », puis dans « Nichipercea » — journaux humoristiques de N.T. Orăşanu, qui parurent le premier entre le 23 juin/5 juillet et le 14/26 juillet, et le second après la suppression du « Spiriduş », à partir du 23 juillet/4 août 1859 — les événements d'Italie constituaient également des sujets d'une brûlante actualité. « La guerre d'Italie — remarquait avec humour „Spiriduş" dans son numéro du 23 juin/5 juillet — se poursuit avec les hauts et les bas coutumiers de toutes les guerres : ce sont tantôt les alliés qui battent les Autrichiens, tantôt les Autrichiens qui se font battre par les alliés »[6].

Dans un autre numéro, le journal annonçait que l'empereur d'Autriche « avait quitté l'Italie et avait occupé Vienne, à la tête de sa brave suite, sans avoir rencontré aucune résistance. . . »[7]. Enfin, la caricature intitulée *La paix européenne, 8 juillet 1859*, dénonçait l'appui que Napoléon avait donné à François-Joseph par l'armistice de Villafranca et con-

[1] « Ţînţarul », nº 10 du 2/14 mai 1859, p. 38, col. I.
[2] Ibidem, nº 12 du 16/18 mai 1859, p. 46.
[3] Ibidem, nº 15 du 14/26 juin 1859, p. 57.
[4] Ibidem, nº 14 du 30 mai/11 juin 1859, p. 55.
[5] Ibidem, nº 19 du 4 /16 juillet 1859, p. 74.
[6] « Spiriduş », nº 1 du 23 juin 1859, p. 2.
[7] Ibidem, nº 2 du 30 juin 1859, p. 1.

damnait la tentative de transformer l'Italie en une confédération placée sous l'autorité du Pape, ainsi que l'abandon de l'étendard de «la liberté de l'Italie»; mais en même temps la caricature faisait place, avec optimisme, au navire «Esperanza!»[1].

L'armistice de Villafranca a constitué une grave déception non seulement pour le peuple italien mais aussi pour la presse avancée des Principautés. A bon droit, Engels disait à propos de cet événement que «arrivé là où commence la *via sacra* du véritable Napoléon, là où s'ouvre une perspective grandiose, le «grand» Napoléon demande la paix»[2]. A Bucarest, le rédacteur du «Buletinul resbelului din Italia», le mazzinien Canini, accueillait avec douleur et indignation la nouvelle de l'armistice. «Napoléon III, écrivait-il, a préféré être le sauveur de l'Autriche (tout au moins pour l'instant) que le libérateur de l'Italie», et il ajoutait: «Nous prévoyons qu'il y aura en Italie de grands mécontentements, de grandes luttes, de grands malheurs»[3]. «Buletinul resbelului din Italia» cesse de paraître et est remplacé par le périodique «Libertatea şi Înfrăţirea popoarelor». Canini y publie un réquisitoire fulminant intitulé *L'homme du 2 décembre*, où Napoléon III est présenté comme un traître à la cause de la liberté des peuples. «L'homme du 2 décembre — écrivait Canini — a menti devant l'Italie, devant l'Europe, devant le monde, devant Dieu, de même qu'il a violé le serment solennel qu'il avait prêté en 1848 devant la Chambre des députés de France»[4]. La France napoléonienne n'en était pas moins la puissance sur laquelle s'appuyait le nouveau régime des Principautés, et c'est pourquoi Canini fut expulsé. Mais la décision du gouvernement irrita l'opinion publique. «. . . Quelle est la faute du rédacteur du „Buletinul resbelului din Italia" ou de „Libertatea şi Înfrăţirea popoarelor". . . ? — écrivait „Nichipercea" — et au nom de quelle sentence judiciaire supprime-t-on ces journaux et expédie-t-on ces rédacteurs hors des frontières? »[5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Ibidem, nº 4 du 14 juillet 1859, p. 4.

[2] Friedrich Engels, *La guerre d'Italie. Vue rétrospective*, dans *Œuvres militaires choisies*, vol. I, p. 417. Auparavant déjà Engels — commentant «l'indolence» manifestée par le commandement français dans la poursuite des Autrichiens après la bataille de Magenta — avait écrit ce qui suit: «Napoléon, le véritable Napoléon, aurait su, dans pareil cas, disposer des quelque quinze ou seize brigades qui, conformément au communiqué officiel français, n'avaient pas du tout pris part à la bataille de la veille. Mais comment a procédé le faux Napoléon, le Napoléon de monsieur Vogt, le Napoléon du «Cirque olympique», de St. James Street et de l'amphithéâtre Astley? Eh bien, il a déjeuné sur le champ de bataille...» (Fr. Engels, *La retraite des Autrichiens vers le Mincio*, dans *loc. cit.*, vol. I, pp. 401—42).

[3] «Buletinul resbelului din Italia», nº 24 du 7 juillet 1859, p. 93.

[4] Annexe au rapport du consul Eder à Rechberg, nº 57 B du 23 juillet 1859 (les copies des rapports consulaires figurent à la Bibliothèque de l'Académie de la R. P. Roumaine).

[5] «Nichipercea», nº 1 du 23 juillet 1859, p. 1.

L'armistice de Villafranca a également été considéré avec scepticisme et défiance par d'autres organes de la presse avancée de Valachie et de Moldavie. « ... Nous ne croyons pas nous tromper — écrivait „Steaua Dunării" — en pronostiquant qu'il jaillira de cette paix, qui laisse les Autrichiens à Venise et en Italie, une étincelle violente et imminente, qui hâtera la grande et définitive collision entre les deux éléments antagonistes »[1]. Le journal « Romînul », tout en cherchant à expliquer les motifs qui avaient poussé Napoléon III à conclure l'armistice, et tout en critiquant le fulminant article de Canini, n'en déplaignait pas moins la démission de Cavour [2]. Peu de temps après, le journal de C. A. Rosetti notait ce qui suit : « Le comte de Cavour a glorieusement rempli la première partie de sa mission ... l'Italie a regardé le départ du gouvernement de ce grand homme d'Etat du même œil qu'elle a vu ses braves et patriotiques soldats rengainer leur épée »[3]. Rosetti a compris la déception du peuple italien : « Il est naturel — écrivait « Romînul » — de ne pas voir les Vénitiens, les Florentins, les Pisans, les Parmesans, les Pérugiens, les Romains, les Napolitains et en général tous les Italiens célébrer l'annonce de la paix par des illuminations et d'autres manifestations de réjouissance ... »[4].

Mais la volonté des deux empereurs ne pouvait endiguer la lutte pour la libération et l'unité de toute l'Italie. Au demeurant, l'armistice même de juillet 1859 avait constitué pour la cause italienne un succès incontestable, vu que cet armistice portait à l'Autriche — à ce qu'estimait « Romînul » — « l'un des coups les plus mortels »[5]. C'était également l'avis du journal « Observatorul militar » qui commença à paraître le 23 juillet/4 août 1859 et qui jusqu'à la fin de l'année publiera de nombreux matériaux sur la guerre d'Italie. « A y bien songer — écrivait le journal — nous voyons que la cause de la liberté a remporté dans cette guerre un grand succès »[6].

La presse avancée des Principautés a suivi avec une satisfaction toute particulière le déroulement ininterrompu du processus d'unification de l'Italie, après l'armistice de juillet 1859. « ... Puissent Parme, Modène, et la Toscane — écrivait „Steaua Dunării" — parachever ce que le Piémont a commencé ». Et le journal « Romînul » consignait lui aussi avec la même satisfaction : « Cependant que les cabinets discutent et s'efforcent de comprendre, chacun d'après ses principes ou plutôt d'après ses intérêts,

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 143 du 14 juillet 1859, p. 561.
[2] « Romînul », nºs 78, 81 et 82 du 2/14, 9/21 et 11/23 juillet 1859, pp. 309, 322, 327.
[3] Ibidem, nº 83 du 14/26 juillet 1859, p. 331.
[4] Ibidem, nº 82 du 11/23 juillet 1859, p. 327.
[5] Ibidem, nº 79, du 4/16 juillet 1859, p. 313.
[6] « Observatorul militar », nº 1 du 23 juillet 1859, p. 1.

l'Italie s'unit, se renforce, se reconstitue et s'arme »[1]. Plein de confiance en le peuple italien, « Romînul » déclarait en septembre 1859 que « jamais les Italiens ne se résigneront à perdre leur liberté si ce n'est en même temps que leur vie même »[2].

Un article particulièrement intéressant publié dans un numéro de novembre 1859 du journal libéral-radical de Bucarest déclarait : « La question italienne, qui occupe et préoccupe toute l'Europe, doit à tous égards détenir chez nous la première place », non seulement à cause des « liens du sang qui sont si étroits entre l'Italie et la Roumanie », et pour l'intérêt que nous avons à ce que l'Italie « devienne une seule nation de manière à ce que, cette nation devenant puissante, nous ayons nous aussi sur qui étayer notre indépendance et même notre existence nationale », mais aussi *comme un exemple*, l'Italie jouissant « de la sympathie et du respect de tous les peuples ». « Les Italiens — déclarait l'article — sont l'un des peuples les plus grands d'Europe ; ils ont été les maîtres du monde en toutes choses et même si nous nous bornons à ne considérer ce peuple que dans ce qu'il a fait ces dernières années, encore trouverons-nous dans l'histoire de ces 25 dernières années assez de génie, de patriotisme, de héros et de martyrs pour qu'une nation qui les aurait produits, même en l'espace d'un siècle, fût en droit de se considérer brillante »[3].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'unification de l'Italie centrale et du Piémont, qui prit fin au printemps de l'année 1860, fut suivie et commentée avec le même vif intérêt par la presse des Principautés. Le retour de Cavour au pouvoir fut accueilli avec satisfaction[4]. Au début du printemps, un journal de Bucarest appelait l'Italie « notre glorieuse mère ... notre protectrice par le sang aussi bien que par nos intérêts communs », sans oublier d'ajouter que « l'Italie, par la voix du comte de Cavour, a soutenu nos droits au Congrès de Paris avec la même chaleur avec laquelle il a soutenu les droits de l'Italie »[5]. La nouvelle du résultat favorable du plébiscite qui avait eu lieu aux fins de décider l'unification de l'Italie centrale au Piémont fut commentée avec enthousiasme et satisfaction par le journal « Romînul ». « Tout comme la Roumanie — faisait observer ce périodique — l'Italie a souffert pendant des siècles du fait qu'elle s'est vue mutilée et que la papauté s'est accoutumée à rechercher la force au dehors et non pas à l'intérieur du pays ». « Les Roumains ont compris — ajoutait le

[1] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 152 du 28 juillet 1859, p. 598, « Romînul » nº 100 du 22 août/3 septembre 1859, p. 381.
[2] Ibidem, nº 112 du 19 septembre/1er octobre 1859, p. 519.
[3] Ibidem, nº 125 du 10/22 novembre 1859, p. 575.
[4] Ibidem, nº 13 du 13 janvier 1860, p. 29 et nº 31—32 du 1er février 1860, p. 93.
[5] Ibidem, no 61 du 1er mars 1860, p. 193.

journal — que ce grand bonheur de l'Italie est une fête nationale pour nous aussi, car ils savent que tant que notre glorieuse mère se trouvait mutilée et subjuguée, il ne pouvait en être autrement pour nous... »[1]. Le lendemain, le journal recommandait à ses lecteurs : « Espérons que chaque Roumain fêtera ce jour dans l'enthousiasme et que toutes les bouches s'écrieront en chœur *Vive l'Italie unie!* et qu'enfin tous les cœurs bondiront d'allégresse et salueront avec enthousiasme ce triomphe de la liberté et de la nationalité ... »[2]. « Partout l'impression produite par le résultat de ce vote — pouvait-on lire quelques jours plus tard dans le même journal — est on ne peut plus favorable à la cause italienne ; et ceci est fort naturel, car la vaillance, la constance, la persévérance, l'amour de la liberté et de l'indépendance trouvent un écho dans tous les cœurs ; il n'est point de peuple, quelque absolu que soit son gouvernement qui, en apprenant la libération d'un autre peuple, ne sente son cœur bondir de joie et même d'espérance car il se dit en ces moments : demain ce sera mon tour ! demain je serai libre moi aussi ! »[3]. Les exhortations du journal «Romînul » et surtout les sentiments d'amitié que le peuple roumain nourrissait à l'égard du peuple italien entraînèrent quelques jours plus tard, le 12/24 mars, une manifestation à laquelle prirent part quelques milliers de Bucarestois devant le consulat général du Piémont, où retentirent des cris enthousiastes tels que : « Vive l'Italie unie ! » et « Vive Cavour et Garibaldi ! »[4]. Les philoroumains G. L. Farina et G. Vegezzi Ruscalla répondirent à l'enthousiasme des Bucarestois, en leur écrivant dans un appel publié le 19 avril/1er mai 1860 : « Persistons ensemble et avec vaillance en vue de réaliser l'union et l'indépendance et préparons-nous avec courage et étroitement unis pour de nouvelles luttes et de nouveaux sacrifices, certains que nous arriverons à nos fins »[5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Au mois de mai 1860 commença, sous la direction de Garibaldi, la lutte pour la libération du Sud de l'Italie. « C'est là en effet l'un des exploits militaires les plus stupéfiants de notre siècle — déclarait Engels le 7 juin 1860 — et il nous serait impossible de l'expliquer si cette marche triomphale n'avait été précédée du prestige du général révolutionnaire »[6]. Engels écrivait à propos de Garibaldi qu'il s'était révélé « un brillant général, capable non seulement de mener une guerre de partisans, mais

---

[1] Ibidem, nº 66—67 du 6—7 mars 1860, p. 213.
[2] Ibidem, nº 68 du 8 mars 1860, p. 217.
[3] Ibidem, nº 71 du 11 mars 1859, p. 229.
[4] Ibidem, nº 75 du 15 mars 1860, p. 241.
[5] Ibidem, nº 110 du 19 avril 1860, p. 327.
[6] Friedrich Engels, *Garibaldi en Sicile*, dans *loc. cit.*, vol. I, p. 418.

aussi d'entreprendre des opérations beaucoup plus importantes » et que c'était « un général de la plus haute classe » [1].

La campagne extraordinaire entreprise par Garibaldi dans le royaume des Deux-Siciles fit un effet considérable, consigné par la presse roumaine. Giuseppe Garibaldi, nommé par « Românul » « le général de l'indépendance », par « Naţionalul » « l'illustre homme d'Etat de l'Italie » et « le célèbre général », par la « Dîmboviţa » « le vieux héros de la liberté », et par la « Steaua Dunării » « le grand partisan » et « l'intelligence et le bras d'un peuple assoiffé de liberté » [2], se voyait couvert d'éloges enthousiastes et unanimes. La lutte des « Mille » et du peuple du royaume des Deux-Siciles contre le tyrannique régime des Bourbons fut suivie avec le plus vif intérêt. « Garibaldi, ce soldat audacieux — écrivait „Steaua Dunării" dans un style ampoulé, mais plein de sentiment — ce vaillant Italien, protégé par le génie de la civilisation qui le défend afin de lui permettre de combattre pour la liberté des peuples, Garibaldi, ce grand général, ce grand marin, tout aussi habile à défendre une forteresse qu'à se jouer d'une escadre, Garibaldi, l'un de ces héros qu'un peuple produit de temps en temps lorsqu'il veut se libérer, se délivrer sans autre concours que celui du destin de sa patrie, sans autre espoir que la justice et le droit des peuples, passe en Sicile pour affronter les troupes régulières d'un vaste royaume ... » [3].

La lutte des volontaires de Garibaldi fut suivie pas à pas, avec une pleine confiance dans le succès final de leur action car — comme l'écrivait « Românul » — « pour ceux qui combattent sous un tel étendard, combattre et vaincre ne font qu'un » [4]. Le choc entre « la volonté et le patriotisme d'une grande nation de 25 millions d'âmes » et « le gouvernement du droit divin » [5] se vit consacrer des colonnes entières dans toute la presse et bien souvent les informations étaient interrompues pour céder la place à des commentaires enthousiastes. A l'annonce de la libération de la capitale de la Sicile, le journal « Românul » écrivait ces lignes significatives : « Les nouvelles qui nous viennent aujourd'hui de Sicile confirment davantage encore la foi que nous exprimions hier, en la victoire de la révolution

---

[1] Ibidem, pp. 421, 422.

[2] « Românul », nº 124 du 5 mai 1860, p. 373 ; « Naţionalul », nºs 43 et 45 des 2 et 9 juin 1860, pp. 169, 177 ; « Dîmboviţa », nº 56 du 11 mai 1860, p. 219 ; « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 87 du 24 mai 1860, p. 1.

[3] *L'Unité de l'Italie*, dans *loc. cit.*, nº 89 du 28 mai 1860, p. 3.

[4] « Românul », nº 124 du 5 mai 1860, p. 373.

[5] Ibidem, nº 136, des 15—16 mai 1860, p. 405.

sicilienne et nous incitent à répéter une fois encore le cri de nos frères de l'Adriatique : Viva la libertà ! Viva l'Italia unita ed indivisibile ! » [1].

A la mi-juin, « Romînul », prenant de nouveau attitude en faveur de Garibaldi, déclarait que cet homme « donne la liberté aux opprimés, la justice aux déshérités, le pain aux affamés, des vêtements aux pauvres, dévêtus par le gouvernement du droit divin, et à tous l'allégresse, la joie et son amitié ; le révolutionnaire convoque le Parlement sicilien et bientôt il convoquera aussi le Parlement napolitain aux fins de décréter l'union avec le Piémont » et de former ainsi l'Etat italien « fort et indivisible ». « Voilà — concluait le journal — ce que fait Garibaldi et tout le monde est et sera avec lui » [2]. De même, Ulysse de Marsillac brossait un tableau enthousiaste du héros italien dans la rubrique *La galerie des contemporains illustres* [3]. Au début du mois de juillet, Carada, qui remplaçait Rosetti à la rédaction du journal « Romînul », annonçait la présence à Palerme, aux côtés de Garibaldi, de Mazzini « le célèbre républicain, champion de l'unité de l'Italie » [4].

Les nouvelles des victoires remportées par les troupes de Garibaldi se suivaient l'une l'autre. « ... L'illustre Garibaldi — écrivait le journal „Naţionalul" le 21 juillet/2 août 1860 — s'achemine à pas gigantesques vers la victoire et la complète unité italienne » [5]. « Garibaldi poursuit sa marche triomphale dans la Calabre — consignait à son tour un mois plus tard „Steaua Dunării" — et les armées royales se retirent ... ou viennent faire cause commune avec le libérateur de l'Italie » [6]. Pareillement, « Romînul » parlait des « miracles que le génie de la liberté fait avec les Italiens placés sous l'étendard de Garibaldi » [7], et ce même journal soutenait les droits du peuple italien sur Rome, en écrivant que « l'Italie a besoin d'une capitale naturelle et cette capitale ne saurait être autre que Rome » [8].

Le débarquement des troupes de Garibaldi au sud de la Péninsule italienne, les nouvelles victoires de Garibaldi, les divergences survenues entre le héros libérateur et Cavour, la pénétration des troupes piémontaises dans l'Italie méridionale suscitèrent le même intérêt passionné dans la presse roumaine. A l'automne de 1860, la libération du royaume de Naples était parachevée, et le sud de l'Italie s'unissait avec le centre et le

[1] Ibidem, nº 140 du 19 mai 1860, p. 417.
[2] Ibidem, nº 168 du 16 juin 1860, p. 497.
[3] Ibidem, nºs 181 et 182—183 du 29 juin et 30 juin-1er juillet 1860, pp. 543, 547.
[4] Ibidem, nº 184 du 2 juillet 1860, p. 549.
[5] « Naţionalul », nº 57 du 21 juillet 1860, p. 225.
[6] « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 99 du 24 août 1860, p. 1.
[7] « Romînul », nº 234 du 21 août 1860, p. 706.
[8] Ibidem, nº 239 du 26 août 1860, p. 721.

nord de la Péninsule. L'unité de l'Italie en tant qu'Etat était désormais presque totale. La proclamation du royaume d'Italie en mars 1861, l'année même où était proclamée l'union administrative des Principautés, parachèvera le processus de la libération et d'unification de l'Italie, à l'exception de Venise et de Rome, qui seront libérées plus tard.

En 1859 et 1860, la presse des Principautés, répondant aux sollicitations et à l'intérêt de ses lecteurs, aux aspirations avancées du peuple roumain, à ses sentiments amicaux envers le peuple italien, a accordé une vive attention au processus d'unification de la Péninsule italienne. La Roumanie en voie de formation a suivi avec le plus grand intérêt la lutte pour la libération et l'unification de l'Italie, lutte menée par les héroïques fils du peuple italien, ayant à leur tête Giuseppe Garibaldi.

Ainsi, C. D. Aricescu écrivait dans le journal « Romînul » en septembre 1860 :

« Mais qui est donc celui dont le nom sonore
Inspire la terreur, l'épouvante aux despotes du monde ?
C'est le brave Garibaldi, le soldat démocrate,
C'est le glaive de l'Italie, son étendard sacré ... »

Et Aricescu de poursuivre en des vers assez gauches mais significatifs :

« Giuseppe Garibaldi, héros immortel,
Tu es pour ce peuple un dieu, un sauveur ! ...
Ô, puisse le Roumain s'enthousiasmer
Pour tes faits héroïques et les imiter ! » [1].

L'intérêt témoigné par la presse des Principautés au processus d'unification de l'Italie, de même que les commentaires bien souvent enthousiastes des périodiques valaques et moldaves à propos des événements de la Péninsule, incarnent par écrit les sentiments d'amitié qui voici un siècle ont uni les deux peuples, ainsi que l'appui que les Roumains ont donné par cette voie aux Italiens dans leur processus d'unification, dans la lutte commune des deux peuples, pour des idéaux communs.

[1] C. D. Aricescu, *À Garibaldi*, dans *loc. cit.*, nº 262 du 18 sept. 1860, p. 791.

GHEORGHE BARITIU
POUR LE 150e ANNIVERSAIRE DE SA NAISSANCE

par **D. PRODAN**
de l'Académie de la République Populaire Roumaine

Tenter de retracer la vie et l'œuvre de Gheorghe Baritiu demeure une entreprise quelque peu téméraire. Cette œuvre, en effet, n'a pas encore été reconstituée dans toute son ampleur. Sans doute, des recherches, des études de plus en plus nombreuses lui sont consacrées, différents textes ont été réédités, une bibliographie et une nouvelle chrestomathie sont en préparation et doivent paraître prochainement, l'on a analysé et tenté d'interpréter divers aspects de son activité. Tous ces travaux nous ont assurément fait progresser dans la connaissance de son œuvre, mais ils nous ont surtout révélé combien il nous restait encore à faire pour la connaître pleinement. Ils nous découvrent en même temps toute l'étendue de l'activité de Gheorghe Baritiu, les voies multiples qu'elle a suivies et à quel point ces voies coïncident, sur une longue période de temps, avec la vie même du peuple roumain. Si, regardant en arrière, nous nous demandons quelle a été la personnalité la plus représentative de l'histoire des Roumains de Transylvanie au XIXe siècle, nous n'hésiterons pas à répondre que ce fut Gheorghe Baritiu. Aucun autre de nos hommes de culture, en effet, ne s'est aussi pleinement identifié, sur tous les plans, avec la vie et les aspirations de notre peuple de Transylvanie, et l'on peut affirmer que pendant plus d'un demi-siècle il n'est pour ainsi dire point de domaine d'activité de quelque importance où l'on ne retrouve le nom de Baritiu.

Babeş-Bolyai Cluj University Library Cluj

Gheorghe Baritiu est né le 24 mai 1812 dans le village de Jucul-de-Jos, près de Cluj. Il était fils d'Ion Pop, prêtre uniate originaire de la contrée du Chioar. Le grand-père maternel était Moldave. Le petit Gheorghe passa son enfance à Petridul-de-Mijloc (aujourd'hui Petreşti), commune voisine de Turda, où ses parents s'étaient établis entre temps. Il apprend à lire avec son père et son grand-père et fait ses premières classes à l'école de Trascău (Rimetea). Il entre en 1824 au gymnase de Blaj où il reste jusqu'en 1827, date à laquelle il passe au collège des piaristes de Cluj, dont les classes supérieures tenaient lieu à cette époque de faculté de philosophie. Ainsi qu'il le relate dans son autobiographie, le nom de Baritiu (*Baricz*) avait été donne à son père par les professeurs du collège où celui-ci faisait ses études, sous prétexte que le grand nombre d'élèves nommés Pop, Popovici et Popescu donnait lieu à des confusions. En 1831 le jeune Gheorghe retourne à Blaj pour y étudier la théologie, selon la tradition de sa famille. Ses études achevées, il est nommé en 1834 professeur des classes de philosophie du lycée de Blaj, mais c'est la physique qu'il y enseigne, ce qui dénote son inclination pour les sciences. En 1836 les commerçants de Braşov l'appellent dans cette ville pour enseigner à l'école qu'ils y avaient fondée. Baritiu restera à Braşov jusqu'en 1845. C'est dans ce milieu marchand qu'il épousa, en 1841, Maria Velisar et fonda une famille. Sa femme lui donna neuf enfants, dont cinq seulement — un garçon, Ieronim, et quatre filles — vécurent.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

On ne tarda pas à s'apercevoir que le professorat était pour Baritiu plus qu'une simple profession. Dès la première heure il tente d'innover. Il est le premier à tenir des cours de commerce en roumain. L'école le met aux prises avec des problèmes pédagogiques, l'instruit des conceptions éducatives de l'époque et l'amène à s'occuper du problème de l'école roumaine en général. Baritiu sera l'un de ceux qui militeront pour un enseignement supérieur en langue roumaine, ou au moins pour la création d'une « académie » roumaine de droit en Transylvanie.

On devait en outre constater que l'enseignement n'était pas l'unique préoccupation de Baritiu, qui ne le considérait que comme l'un des aspects du grand problème du peuple roumain. Les chaînes du servage lui tintaient aux oreilles depuis l'enfance ; dès l'école le mot odieux de *toléré* — « devise étrangère, affreuse, sombre et ignoble », écrit-il dans son autobiographie — le remplit de révolte. Affranchir le peuple de cet état dégradant doit être le but de la vie de tout Roumain.

Mais le problème du peuple roumain a cessé d'être un problème régional : il intéresse désormais la nation roumaine tout entière. Aussi, avant d'engager le combat, le jeune professeur considère-t-il de son devoir

de connaître « le pays » — terme sous lequel on désignait en Transylvanie les deux pays roumains d'au delà des Carpates — et de prendre contact avec ses représentants les plus qualifiés afin de se mettre d'accord sur leurs buts communs et les moyens d'action les plus efficaces. Dès 1836, avant d'occuper son poste à l'école de Braşov, il entreprend avec Cipariu un premier voyage en Valachie. Il y fait de nombreuses connaissances dans les milieux politiques et culturels du temps et se met au courant des différents problèmes à l'ordre du jour. Ici non seulement Baritiu respire un air plus libre sous le rapport national, mais a encore l'occasion de se rendre compte de toute la gravité du problème social. Il est notamment frappé par la triste servitude des masses paysannes qui ne le cédait en rien à ce qu'il avait déjà connu en Transylvanie.

En 1838 il passe à l'action avec une audace juvénile, sans trop s'inquiéter des difficultés qui l'attendaient. Il fait paraître à Braşov ses deux feuilles, « *Foaia pentru minte, inimă şi literatură* » et « *Gazeta de Transilvania* », posant ainsi les fondements de la presse roumaine de Transylvanie. Le lieu est particulièrement propice à une telle entreprise. Braşov est, en effet, une importante ville comerciale, résidence des grands commerçants roumains et centre économique de tout le territoire roumain, voisin des Carpates, et de ce fait un excellent foyer d'action pour le peuple roumain en même temps qu'un bon centre d'information pour l'Europe orientale.

Ce n'est qu'une fois l'action engagée que Baritiu se rend compte de l'ampleur de la tâche, des difficultés qu'il lui faudra vaincre et de tout ce qui lui reste à apprendre avant de pouvoir prétendre à enseigner les autres et à participer à la direction des destinées d'un peuple. Venaient ensuite les difficultés financières, qui l'obligent à recourir à l'aide des commerçants de Braşov et d'autres personnes (c'est surtout le négociant Orghidan qui lui vient en aide). Mais Baritiu ne perd point courage. Il ne cesse de s'instruire et d'enrichir ses connaissances. Sa curiosité s'étend à des domaines de plus en plus nombreux. Il s'oriente selon ses possibilités dans les problèmes européens et locaux de l'époque à travers la trame compliquée des questions sociales et politiques et les divers courants scientifiques et culturels. Désireux d'élargir son horizon, il entreprend des voyages en Occident. Il fait en 1839 un premier voyage à Vienne, en compagnie de Iacob Mureşanu et de quelques autres. Il repart pour Vienne en 1845 et de là se rend en Allemagne. L'année 1847 le ramène une fois de plus à Vienne, où il retournera maintes fois par la suite. En 1852 il visite la France, la Belgique et la Suisse. Ses voyages deviennent de plus en plus fréquents, aussi bien « au pays » qu'en Occident.

Une fois qu'il a pris la plume en main, Baritiu ne la posera plus jusqu'à sa mort. Ses feuilles sont constamment en danger ; elles doivent interrompre leur parution, passer sous d'autres directions, changer de titre, mais Baritiu n'est jamais à court de moyens pour répandre ses écrits et remplir la mission qu'il a assumée. Après une interruption due à la revolution de 1848—1849, elles paraissent de nouveau, mais en 1850, Baritiu ayant refusé d'interrompre la publication du rapport d'Avram Iancu et de rétracter quelques articles antérieurs, ses feuilles sont suspendues et leur rédacteur responsable est écarté « pour entêtement » *(wegen Halsstarrigkeit)*. Elles reparaissent peu après sous la direction de Iacob Mureşanu, mais Baritiu demeure leur principal « collaborateur » et leur inspirateur. Entravé dans son activité de journaliste par l'absolutisme qui suivit la révolution, Baritiu fait paraître ses écrits dans les almanachs qu'il publie annuellement de 1852 à 1865. En 1877 il quitte Braşov pour s'établir à Sibiu, le nouveau centre culturel et politique des Roumains de Transylvanie, où il poursuit son action de publiciste dans les pages de la revue « Transilvania », qu'il rédige depuis 1868, et fait paraître un nouveau journal politique, « Observatorul ».

Baritiu commença son activité dans des conditions particulièrement difficiles, sous le ciel lourd de nuages de la Sainte Alliance et l'oppression du système de Metternich et du régime féodal de Transylvanie, qu'il devra subir jusqu'à la révolution de 1848, et il la continuera dans des conditions tout aussi ingrâtes après le revirement absolutiste qui succéda à la révolution, puis sous le régime dualiste. Ses feuilles paraissent sous une triple censure, l'une locale (saxonne), l'autre gouvernementale (hongroise) auxquelles s'ajoute une supercensure exercée par le conseiller de la Chancellerie aulique de Vienne. Pour tempérer son zèle et le décourager, l'on porte contre lui toute sorte d'accusations. Ainsi le conseiller Somlyay, supercenseur de la Chancellerie aulique, considère qu'en poussant les Roumains à travailler et à acquérir des terres Baritiu propage le communisme, les lois du pays interdisant aux plébéiens roumains de posséder des terres. Certains allèrent jusqu'à déclarer sans ambages que l'existence même des feuilles roumaines était un danger. D'autre part le ministre de la Police demandait à Baritiu de ne rien publier qui pût déplaire au gouvernement russe, le tsar étant l'allié et l'ami de l'Autriche. L'union des deux couronnes impériales était le fondement même de la Sainte Alliance. Mais Baritiu se montre navigateur prudent et avisé, et jusqu'à sa mort il pilotera habilement sa barque sur une mer hostile. Selon les circonstances, il affronte les obstacles ou les évite, s'entendant à glisser adroitement ses intentions et ses idées sous le couvert

de thèmes en apparence inoffensifs et sachant par de discrètes allusions inviter le lecteur à lire entre les lignes.

Son activité prend graduellement une ampleur croissante et se propage en vagues de plus en plus larges. Bientôt Baritiu s'impose comme l'un des dirigeants du peuple roumain de Transylvanie. En 1848 il est avec Simion Bărnutiu, vice-président de la grande assemblée populaire du Champ de la Liberté, à Blaj ; il fait partie de la délégation chargée de remettre à la Diète de Cluj les résolutions de l'Assemblée et est l'un des membres marquants du « comité de pacification ». En outre, par ses gazettes, il est l'un des plus éminents porte-parole du mouvement révolutionnaire roumain. A la nouvelle de la révolution qui venait d'éclater simultanément à Vienne, à Prague et à Budapest, Baritiu exulte : « Les pleurs m'étouffent — écrit-il — car dans ma vie publique de journaliste, traversée par tant de vagues orageuses et de persécutions imméritées, je n'ai pas connu d'autre bonheur ». L'édifice féodal s'écroulait avec fracas, les chaînes du servage se rompaient : « Périssent son nom et jusqu'à son souvenir, périsse trois fois cette malédiction d'esclavage païen qui stigmatise des hommes et des chrétiens », éclate-t-il au moment de l'abolition du servage en Transylvanie.

La « Gazeta de Transilvania » participe en outre activement à la révolution de Valachie et de Moldavie. Baritiu la suit pas à pas, aussi attentivement que celle de Transylvanie, et ses attaques contre les boyards des Principautés ne sont pas moins véhémentes que celles qu'il lance contre l'aristocratie d'outre-monts. Sa gazette porte le même message révolutionnaire de part et d'autre des Carpates. Baritiu est au nombre des révolutionnaires roumains de Transylvanie qui connaissent le mieux les problèmes politiques européens, et sur le plan local, par le lieu où il déployait son activité, par ses relations dans les Principautés et ses préoccupations, il est de ceux dont l'horizon révolutionnaire embrasse à la fois les trois pays roumains.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pendant la révolution il souffrira le calvaire du révolutionnaire. Réfugié en Valachie, en butte à la fois à l'hostilité des boyards en raison de son attitude dans le problème paysan, et à celle des autorités russes qui lui reprochent son attitude à l'égard de la politique tsariste, il est arrêté et transporté sous escorte de prison en prison et maintes fois menacé de mort, jusqu'à Czernovitz, où il est délivré par les frères Hurmuzaki, qui lui donnent asile sur leur domaine de Cernauca. Il met à profit son séjour chez les Hurmuzaki pour collaborer à leur feuille « Bucovina ».

Après la révolution Baritiu est invité à poursuivre son activité dans les Principautés. En 1859, il est nommé inspecteur général des écoles de Moldavie et se voit offrir l'année suivante l'emploi de rédacteur en chef de « Monitorul Oficial » et de son supplément « Foia Sătească ». Mais n'écoutant que la voix de ce qu'il considérait comme son devoir, il demeura fidèle à son poste de combat en Transylvanie.

Rentré chez lui il est surveillé de près comme révolutionnaire, et ce n'est qu'avec peine et beaucoup de circonspection qu'il peut reprendre et continuer son activité de journaliste.

Néanmoins il compte désormais parmi les personnalités dirigeantes de sa nation et le régime lui-même ne saurait l'ignorer. En 1863 le gouvernement le désigne pour la Diète de Transylvanie, lui faisant la « faveur » de l'y appeler au titre de « royaliste » pour l'empêcher d'être élu et dans le dessein de le désarmer ainsi plus aisément. La Diète le délègue à deux reprises au Sénat impérial. Baritiu sait mettre à profit l'honneur qu'on lui faisait. Il est à la Diète de Transylvanie l'un des plus actifs défenseurs des revendications roumaines, et à Vienne il est de ceux qui protestent contre les tergiversations qui retardent la liquidation totale des relations féodales et contre les dédommagements excessifs imposés aux serfs affranchis. Il se fait le porte-parole des paysans, qui l'assaillent de leurs doléances et de leurs réclamations. Sa réputation de défenseur de la paysannerie est si bien établie que même des Hongrois font appel à son aide.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

D'une activité inlassable, constamment sur le premier plan de la vie publique, Baritiu est présent à toutes les assemblées, à toutes les conférences, à toutes les réunions ; il est président de la conférence nationale roumaine, du comité national roumain, de la commission électorale. Il rédige des mémoires et participe aux actions les plus diverses de la vie politique.

Son activité politique va de pair avec son activité culturelle. En 1861 il est l'un des fondateurs de l'« Astra », association culturelle qui joua un rôle de toute première importance dans l'histoire de la culture roumaine en Transylvanie. Des deux programmes préliminaires élaborés par lui et Cipariu, ce fut le sien qui fut adopté comme étant le plus avancé, le plus réaliste et le plus pratique. Baritiu assume la tâche la plus difficile, celle du secrétariat, en même temps que la rédaction de l'organe de publicité de l'association, la revue « Transilvania ». Trente-deux ans de suite Baritiu sera le promoteur actif de l'« Astra », dont vingt-sept ans en qualité de secrétaire et cinq ans comme président. A l'origine l'« Astra » se proposait d'être une société académique, une Académie roumaine

pour la Transylvanie, mais ce dessein fut bientôt abandonné, l'« Astra » demeurant avant tout une association appelée à diffuser la culture dans les masses. On considérait, en effet, que l'Académie devait être une pour tous les Roumains et avoir son siège à Bucarest. Baritiu s'emploie avec zèle pour sa création et sera l'un des membres fondateurs de la « Société Académique » de Bucarest, qui prendra en 1879 le nom d'« Académie Roumaine. »

La première réunion de la *Société Académique* de Bucarest, le 1er août 1867, fut un moment unique d'enthousiasme et une première manifestation d'unité culturelle et nationale. Elle fut un sujet d'exaltation pour les Roumains et d'inquiétude pour l'Autriche-Hongrie. Celle-ci venait, en effet, d'instaurer le régime dualiste et la manifestation de Bucarest était en même temps une protestation contre le dualisme. Les publications roumaines de Transylvanie sont particulièrement enthousiastes. Relatant l'événement, « Gazeta de Transilvania » s'arrête sourtout à la carte des territoires roumains exposée à l'assemblée inaugurale et au tableau représentant Michel le Brave à cheval, « de proportions gigantesques, le regard profond, le bras tendu vers ... Vers quoi? Dans la direction indiquée par son bras nous avons cru voir la statue de la Roumanie enveloppée dans le drapeau tricolore et levant majestueusement son étendard victorieux ». L'Académie était le vivant symbole de l'unité et de la puissance créatrice du peuple roumain, annonciateur de son indépendance politique future.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A l'Académie Baritiu fait partie de la Section d'Histoire qu'il préside dès sa fondation et pour de longues années. Au début l'activité de la Section d'Histoire était en grande partie subordonnée à celle de la Section littérarire, en sorte que ses membres, Baritiu notamment, prennent une part active aux travaux essentie's de l'Académie qui étaient l'orthographe, la grammaire et le dictionnaire de la langue roumaine. Baritiu voit son activité couronnée par le plus haut hommage que pouvait lui conférer l'Académie : il est élu président. Il ne devait malheureusement le rester que quelques mois à peine, car la mort le surprit le 2 mai 1893, en pleine activité malgré son âge avancé de 81 ans. Gheorghe Baritiu achevait ses jours au comble des honneurs auxquels pouvait aspirer un homme de culture, entouré de la reconnaissance du peuple auquel il s'était voué. Il put quitter ce monde avec la suprême satisfaction du devoir accompli.

Les près de soixante années de labeur infatigable de Gheorghe Baritiu embrassent une activité peu commune, aussi féconde que multilatérale, que l'on ne saurait circonscrire dans le cadre d'une évocation

commémorative et dont nous nous bornerons à indiquer quelques aspects seulement.

Son activité de publiciste atteint un volume impressionnant. Un récent essai de bibliographie de ses écrits comprend plus de six mille titres, à quoi vient s'ajouter une nombreuse correspondance encore inédite. Les préoccupations de Baritiu s'étendent à presque tous les domaines de la culture, allant de la philosophie, des sciences naturelles, des sciences sociales et de l'économie politique à la littérature, aux arts, au folklore et jusqu'aux conseils pratiques à l'usage des paysans. Dans cette activité les études linguistiques et historiques tiennent la première place, mais Baritiu ne s'intéresse pas moins aux questions politiques, économiques, techniques et autres, en un mot à tous les problèmes à l'ordre du jour. Ses publications sont destinées à remplir des fonctions multiples, à faire office à la fois de journal et de livre, d'organes de lutte et d'agents actifs du progrès dans tous les domaines.

La valeur d'une telle activité de publiciste est assurément fort inégale. Si certains articles atteignent à un niveau vraiment scientifique, si d'autres sont de véritables études, d'autres par contre ne traitent que des sujets courants et se réduisent souvent à des discussions, des polémiques, des informations, des notices bibliographiues, de menus faits, des avis, etc. Car Baritiu publiciste est à la fois rédacteur en chef, collaborateur et secrétaire de rédaction. Si dans « Foaia pentru minte » il a souvent recours à d'autres collaborateurs, il est maintes fois obligé de rédiger à lui seul « Gazeta de Transilvania » et d'en remplir toutes les colonnes jusqu'à la dernière rubrique, y compris le courrier de la rédaction et les annonces. Il écrit de sa main toute la correspondance et s'occupe personnellement de la diffusion. Seul le jeune poète Andrei Mureşeanu, comme lui professeur à Braşov, viendra plus tard l'aider dans sa besogne. Il en sera de même pour ses almanachs et pour la revue « Transilvania », qu'au début il devra rédiger presque entièrement à lui seul. Cet état de choses obligera Baritiu à agrandir et dépasser la sphère de ses connaissances et à empiéter sans cesse sur le domaine de la science. Il a été toute sa vie obsédé par la nécessité d'une préparation scientifique adéquate, de la spécialisation, d'une pleine compétence, mais il n'eut jamais le loisir de se consacrer uniquement à la science, ayant vécu à une époque où celui qui s'assignait la mission d'instruire et de guider devait faire face à toutes les tâches et être rompu aux besognes les plus diverses. Gheorghe Baritiu est l'adepte de la philosophie des Lumières par excellence. Dans sa conception comme dans celle des plus éclairés de ses devanciers tels que Samuil Micu et quelques autres, la condition

BCU Cluj / Central University Library Cluj

première du relèvement d'un peuple, comme d'ailleurs de tout progrès, est sont relèvement culturel. Il s'agit non seulement de créer une culture, mais encore de la répandre dans les masses et d'en faire un instrument du relèvement général, et cela dans le sens du progrès. Les conditions ayant évolué, les rapports féodaux ayant été abolis, l'idée gagne en ampleur et en profondeur. Du relèvement culturel, condition indispensable pour permettre au peuple roumain de s'affirmer sur le plan politique dans le cadre de la Transylvanie, l'on a passé au relèvement culturel comme condition du relèvement du peuple roumain tout entier, et de sa transformation de peuple en nation et, de là, à l'unité culturelle comme condition de l'unité nationale.

Deux notions surtout guident l'activité de Baritiu : la *culture* et le *progrès*. Notions inséparables et en étroite dépendance réciproque : la culture la plus large et un progrès aussi plurilatéral que possible — économique, social, politique et culturel, — une culture et un progrès englobant le pleuple roumain tout entier. Certes, l'industrie doit avoir actuellement la priorité, mais c'est en dernière analyse l'agriculture qui constitue pour lui la base de la production. Les deux préoccupent Baritiu au même degré, et c'est avec une égale énergie qu'il agit en faveur de l'une comme de l'autre, militant pour la fondation d'écoles industrielles et commerciales en même temps que pour la création d'un enseignement agricole. Les principaux obstacles qui s'opposent au progrès sont actuellement les rapports féodaux et l'oppression nationale, c'est eux par conséquent qu'il faut combattre par tous les moyens. Le problème qui se pose pour le peuple roumain de Transylvanie avec le plus de force est celui de l'émancipation sociale et nationale. Dans l'esprit de Baritiu c'est à la bourgeoisie, aux intellectuels notamment, qu'incombe actuellement la direction de la lutte, mais c'est la paysannerie qui est la source intarissable d'énergie de la nation.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les vues de Baritiu sur le problème paysan marquent, elles aussi, un progrès manifeste par rapport à ses devanciers du XVIIIe siècle. Pour lui la paysannerie ne représente pas uniquement un état d'arriération et d'ignorance auquel il importe de remédier à tout prix. Elle a, cette paysannerie, sa propre culture, séculaire, source de précieux enseignements, et conserve des trésors de sagesse et d'art dont nous pouvons à juste titre nous enorgueillir. Cette culture et ces ressources il est nécessaire de les étudier et de les mettre en valeur. Baritiu est l'un des premiers à s'intéresser au folklore et à la poésie populaire. Esprit éclairé il combat les vaines croyances et les superstitions du peuple, ainsi que les fêtes fondées sur des traditions superstitieuses. Il s'élève également contre

le nombre excessif de fêtes religieuses. « Messieurs, révérends pères, ne tenons plus le peuple dans l'aveuglement, ne l'obligeons plus à observer les fêtes ecclésiastiques, car chaque fête ecclésiastique représente une perte de cinq millions de journées de travail » proteste-t-il, révolté. Mais ces vaines croyances demandent à être étudiées, car elles sont susceptibles de fournir des témoignages historiques. Le latiniste Baritiu songe sans doute en premier lieu aux vestiges du paganisme, aux preuves d'ancienneté et de continuité. Le progrès lui-même doit être réalisé non seulement par des réformes venues d'en haut, mais avec une large participation des masses.

Baritiu lutte sur le plan local pour le relèvement du peuple roumain de Transylvanie, sans oublier toutefois que celui-ci n'est qu'une partie du grand Tout et que sa lutte n'est qu'un affluent de ce fleuve qu'est la lutte pour le relèvement du peuple roumain tout entier. Les grands problèmes sociaux et nationaux sont dans l'ensemble les mêmes pour les trois pays roumains, le but à atteindre est le même. La culture roumaine est une, et Baritiu n'hésite pas à affirmer qu'elle doit avoir son centre à Bucarest. L'action en vue du but commun ne se borne pas à un parallélisme, à des actions identiques dans des cadres politiques différents. Celles-ci s'étayent mutuellement, les livres et autres publications circulent d'un pays à l'autre, journaux et revues ont des collaborateurs et des lecteurs dans tous les trois pays roumains. Un article, une production littéraire parus à Bucarest sont reproduits à Jassy et à Braşov. Les articles qui ne peuvent paraître à Bucarest sont publiés à Braşov et ceux de Baritiu qui ne peuvent paraître en Transylvanie, paraissent à Bucarest. C'est parfois un véritable circuit qui s'établit : « Foaia ... » reproduit des articles de « Curierul Romînesc » d'Eliade que celui-ci avait lui-même reproduit d'après « Albina Romînească » d'Asachi. La circulation est particulièrement active pour les productions littéraires et les ouvrages populaires de quelque valeur, qui sont les meilleurs agents de l'unité de la langue roumaine. Mieux que cela, les feuilles de Baritiu ne font pas qu'accueillir et propager les écrits de « ceux du pays », elles sont également leur organe de lutte sociale et politique. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner qu'elles comptent plus d'abonnés dans les Principautés qu'en Transylvanie même. D'autre part Baritiu s'occupe en personne de diffuser en Transylvanie la presse des Principautés.

Cette communauté de lutte est encore entretenue par des relations personnelles, que Baritiu n'établit pas seulement par de fréquents voyages à Bucarest ; Braşov même est un lieu permanent de rencontres. La ville connaît une affluence considérable de visiteurs d'au delà des Carpates, et héberge notamment nombre de réfugiés politiques. Les stations climati-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ques de Transylvanie fournissent un excellent prétexte à ces rencontres, et sourtout permettent de les justifier. Les eaux minérales de Vîlcele, de Covasna, de Zizin, de Borsec attirent par dizaines les figures représentatives d'outre-monts et les mois de vacances sont les plus favorables aux entrevues et aux échanges d'idées. On voit séjourner ici Eliade Rădulescu, Aron Florian, Ion Maiorescu, Nicolae Bălcescu, Dimitrie Bolintineanu, Grigore Alexandrescu, Ion Cîmpineanu et beaucoup d'autres. C'est de Braşov que se rendirent à l'Assemblée de Blaj les dirigeants du mouvement révolutionnaire de Moldavie, et c'est à Braşov qu'ils conçurent à leur retour le programme révolutionnaire du 12/24 mai 1848, le programme le plus avancé de la révolution organisée dans les deux Principautés.

A l'abri de l'idée ouvertement proclamée de l'unité culturelle, sous le titre de « Dacia » figurant au frontispice des publications littéraires et historiques, grandissait l'idée nouvelle, non déclarée publiquement, de l'unité politique. Ses principaux porte-parole étaient Ion Cîmpineanu et son entourage, mais c'étaient les Transylvains qui contribuaient le plus activement à l'entretenir, en sorte que dès 1838, un agent de l'émigration polonaise qui agissait d'accord avec Cîmpineanu pouvait écrire : « L'idée de l'union de toutes les populations roumaines sous un même sceptre occupe tous les esprits. Cette idée est vigoureusement entretenue par les Roumains de Transylvanie, qui viennent ici (en Valachie) pour trouver du travail et mettre en valeur leurs métiers ». Le mouvement national devait aboutir tout naturellement et comme une nécessité inéluctable du processus de développement, à l'Etat national. « Tout mouvement national tend à la formation d'un Etat national ... pour tout le monde civilisé l'Etat national est typique, normal pour la période capitaliste », dit Lénine.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Baritiu suit passionnément tout ce qui se passe « au pays » et chaque pas en avant lui inspire des articles vibrants. Il s'occupe tout particulièrement du problème agraire. L'Union des Principautés le remplit d'enthousiasme. C'est avec un intérêt passionné qu'il suit les opérations de la guerre pour l'indépendance ; « Gazeta de Transilvania » a deux correspondants sur le champ de bataille et Baritiu lui-même séjourne quelque temps à Bucarest pour suivre de plus près les phases de la guerre et ses effets. L'union et l'indépendance étaient les échelons que le peuple tout entier gravissait résolument pour réaliser son unité politique. Le sort de la Transylvanie, le problème de l'unité politique lui-même étaient maintenant étroitement liés au relèvement de la Roumanie libre.

Toute l'activité de Baritiu est au service de cette ascension, degré par degré, vers le but final. Elle est animée d'un bout à l'autre d'un vigoureux sentiment de la contemporanéité, du souffle permanent de l'*actualité*. Quel que soit le domaine dans lequel il puise ses sujets, ceux-ci ont un seul et même objet : éduquer, réveiller les consciences, pousser à l'action.

L'histoire, qui l'attire plus que toute autre discipline et dont il s'est fait une spécialité, l'histoire elle-même est mise par lui au service de la lutte. Conquis dès l'école par l'ouvrage de Petru Maior, *Istoria pentru începuiul romînilor în Dacia*, il en fait son livre de chevet. Comme Bălcescu et Kogălniceanu, il a été toute sa vie un collectionneur passionné de sources historiques et a publié d'innombrables documents, textes de chroniques, études consacrées à l'histoire de sa patrie. De la revue « Transilvania » il a fait surtout une revue historique et c'est avant tout œuvre d'historien qu'il fit à l'Académie. En matière d'histoire il s'intéresse tout particulièrement aux problèmes sociaux et économiques, aux soulèvements paysans de 1437, 1514 et 1784, qui marquent les grandes étapes de la lutte pour l'émancipation de la paysannerie. Tout comme Bălcescu il étudie l'histoire de la propriété et les rapports entre maîtres et serfs et fait une peinture saisissante des souffrances séculaires des serfs et des sombres époques de servitude. Comme Bălcescu encore, il s'occupe de l'histoire de l'armée, et notamment des régiments établis aux frontières. Et, naturellement, il s'occupe de l'ancienneté et de la continuité du peuple roumain sur ce territoire, sujet qui ne pouvait pas ne point préoccuper un historien transylvain.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Ainsi pour Baritiu l'histoire n'est pas seulement une science en soi, elle est une science militante et une arme de combat dans le présent et dans l'avenir. Baritiu étudie les monuments historiques pouvant constituer les sources du droit des Roumains à une vie différente sur ce territoire, il étudie les personnalités et les faits qui incitent à la lutte, les institutions et les moyens appropriés à cette lutte, il étudie le processus révolutionnaire qui devra aboutir à l'émancipation. Son œuvre principale, *Părți alese din istoria Transilvaniei*, retrace dans toute leur ampleur les luttes du XVIIIe et du XIXe siècle, et particulièrement les événements de l'année 1848 et des décennies suivantes jusqu'en 1882, auxquels il a assisté ou participé personnellement. Il a « choisi » les épisodes les plus proches de l'actualité, faisant ainsi de l'histoire contemporaine au plein sens du mot. Il ne craint pas de manquer d'une « perspective historique » suffisante, « perspective » qui n'est en somme que le laps de temps nécessaire pour n'avoir pas à mettre en cause des gouvernants encore en place. Son histoire s'attaque

en plein à l'actualité et fournit des moyens d'action immédiats à la lutte en cours. Le moment capital de cette lutte est la révolution de 1848, aussi doit-elle être continuée et parachevée. La figure historique pour laquelle il marque une prédilection particulière est celle d'Avram Iancu.

L'œuvre de Gheorghe Baritiu remplit une fonction d'autant plus active qu'elle est étroitement associée aux faits. Agir et écrire sont chez lui inséparables. Il est impossible d'établir une distinction entre Baritiu l'homme de culture et Baritiu l'homme d'action, entre l'homme de science et le citoyen militant social et politique. Lui-même n'a jamais songé à faire une telle distinction. Dans son activité l'idée et l'action se complètent tout naturellement et nécessairement : elles s'entretissent de façon indissoluble et s'encadrent dans ce Tout organique qu'est l'œuvre de sa vie. Ce n'est que sur la fin de son existence qu'il essaie de se retirer pour se consacrer à la « science », une science qui sera, elle aussi, active et nous donnera sa principale œuvre historique, *Părți alese din istoria Transilvaniei*, écrite dans les dernières années de sa vie.

L'homme d'action Baritiu possède au plus haut degré la conscience de ce que nous nommons aujourd'hui le lien d'entre la théorie et la pratique. Dès le premier numéro de « Foaia pentru minte » il énonce dans le langage de l'époque cette devise : « Chez nous l'utile doit prévaloir sur l'agréable ». Mais : « ce qui est absolument nécessaire aux Roumains prévaudra sur ce qui leur est utile ou simplement agréable », complète-t-il sa pensée dans un autre article-programme. Baritiu a un vigoureux sens de la réalité. S'il s'occupe de problèmes économiques et techniques c'est uniquement en vue d'applications pratiques. Il déploie lui-même des activités d'ordre économique. Il est quelque temps secrétaire du *gremium* des commerçants de Brașov et dirigera longtemps la fabrique de papier de Zărnești. Il lutte pour l'extension du réseau de voies ferrées de la Transylvanie et surtout pour son rattachement au réseau de Valachie. Il fait partie du conseil d'administration de la banque « Albina ». C'est un administrateur méticuleux, d'une probité impeccable ; son œil veille aux moindres détails. Comment aura-t-il réussi sans cela à administrer ses publications qui n'avaient aucune base matérielle assurée ? A l'Académie même nous le retrouvons souvent dans les commissions de contrôle des opérations budgétaires. Ses voyages en Occident ne sont pas des voyages d'agrément, il ne tombe pas en admiration devant ce qu'il voit et ne se laisse pas séduire par de belles phrases. Dès sa première lettre il prévient son correspondant (fictif) qu'il ne doit s'attendre de sa part qu'à de la « prose ». « Vous vous contenterez de ce que je consigne des choses prosaïques ». A quoi la rédaction de la feuille (lui-même probablement) répond : « Votre prose didac-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

tique nous a toujours suffi et nous suffira toujours ». Baritiu voyage pour s'informer, s'instruire et tirer des conclusions en vue d'applications pratiques dans son pays. Il s'intéresse aux problèmes sociaux et politiques, aux progrès techniques ; il visite des entreprises industrielles, s'attache à suivre les procédés et méthodes de fabrication. Les négociants de Braşov ont confiance en sa capacité au point de le charger d'étudier la fabrication du papier et de procurer les machines nécessaires à la papeterie de Zărneşti dont ils lui confient la direction. Devant la beauté de nos montagnes il ne s'égare pas dans des méditations poétiques mais s'arrête à l'existence ingrate de ceux qui les peuplent, au problème économique de l'élevage des moutons. En contemplant les eaux de la contrée de l'Olt, il songe à toutes les fabriques qu'elle pourrait alimenter en force motrice. Baritiu se rend clairement compte que le relèvement culturel et politique doit aller de pair avec le relèvement économique.

Il demeure homme pratique jusque dans le domaine de la culture, et y fait preuve d'un remarquable sens de l'organisation. Il a la passion des faits. Il s'intéresse au théâtre de dilettantes et vers 1833—1836 organise une troupe d'amateurs chez les religieux de Blaj. En 1838—1839, il fonde à Braşov une petite société théâtrale qui durera jusqu'en 1856. Il organise les tournées des troupes théâtrales venues des Principautés. Il déploie un zèle particulier pour l'organisation des expositions de l'« Astra » appelées à démontrer la puissance de travail et les facultés créatrices du peuple roumain et par là son droit à l'existence à côté des autres peuples. Partant des mêmes nécessités pratiques il compose un dictionnaire allemand-roumain, un autre roumain-allemand, ainsi qu'un dictionnaire hongrois-roumain. Il s'occupe du costume national populaire, d'industrie domestique, de divers problèmes d'économie rurale, des métiers, des écoles d'apprentis, de l'instruction scolaire des filles, etc. etc. De quoi ne s'occupe-t-il pas ? Il est partout présent, sans cesse actif, actuel, pratique.

A la base de ces multiples activités il y a Baritiu, l'*homme du travail.* Doué d'une puissance de travail tout à fait exceptionnelle, il déploiera son labeur jour après jour d'un bout à l'autre de son existence. « *Nulla dies sine linea* » est la devise tacite de sa vie. Homme du travail, Baritiu l'est sous les formes les plus diverses. Il ne fait point de distinction entre travaux d'ordre « supérieur » ou « inférieur », importants ou modestes. Il se livre avec un même zèle à la science, au travail d'organisation, aux tâches administratives et à d'autres labeurs pratiques. C'est avec une égale passion qu'il fait œuvre de chercheur, de vulgarisateur et de professeur, et c'est avec la même application qu'il écrit les études, les articles et les

brèves notices de ses journaux et de ses almanachs. Il est persévérant en toutes choses, qu'il s'agisse de l'Académie, de l'*Astra*, d'une école, d'un foyer culturel, d'une bibliothèque populaire ou d'une exposition, et met autant de zèle à ses projets qu'à leur réalisation. Professeur à Braşov, il y fonde une école d'apprentis, la première école roumaine de cette sorte. L'instruction scolaire dépasse chez lui les murs de l'école et trouve un prolongement dans les conseils qu'il donne aux parents des élèves. A un âge avancé il compose encore des pièces éducatives à l'usage des écoliers. Pour Baritiu le travail n'est pas qu'un devoir, il est une véritable passion, et, pour ainsi dire, son élément vital. Et ce travail il l'a mis au service du relèvement du peuple, il s'est généreusement donné au peuple jour après jour, avec un profond amour pour lui et pour tout ce qui le touche.

Ses idées ont sans doute des limites, déterminées par les conditions dans lesquelles il déployait son activité, par la classe dont il faisait partie, par les préceptes d'une démocratie bourgeoise qu'il a professée, par l'idée de propriété — le problème le plus aigu de son temps était la distribution de terres aux paysans. Mais dans le cadre de ces limites qui étaient celles de son époque en général, il a constamment tendu en avant, cherchant sans cesse la voie du progrès. Affrontant les obstacles il va de l'avant, plein de confiance et d'optimisme. Conséquent avec lui-même, il ne l'est pas moins dans sa lutte, qu'il entend mener jusqu'au bout.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

En dépit des vicissitudes d'une vie de lutte, il demeure jusqu'à la fin ce qu'il a toujours été, un homme sûr de soi, juste, équilibré. Il ne perdra jamais ses sentiments d'humanité, de bonté, d'amour pour ses semblables, et conservera la joie de vivre et d'agir parmi les hommes et pour les hommes, il gardera son intégrité morale, sa communicativité naturelle, sa sincérité et son humour. Son sain jugement, d'une vigueur rustique, son bon sens et sa sagesse éprouvée ne le laisseront jamais tomber dans les excès et les extrêmes. Il suit la grand-route et continue la ligne de la lutte politique roumaine de Transylvanie, suivie avec une immuable persévérance depuis Inochentie Micu, la ligne qui mène sans détours des droits politiques du peuple roumain de Transylvanie à l'unité politique de tous les Roumains. Il ne se laisse pas tenter par la négation « junimiste » et reste fidèle aux principes de la révolution de 1848. Il combat le cléricalisme et les haines confessionnelles de Transylvanie. Admirateur de la France, il ne tombe pas dans la gallomanie, pas plus que dans d'autres manies. Dans son « latinisme » même, il est modéré, circonspect, constamment soucieux de ne pas s'écarter de la langue vivante. Dès les premières séances de l'Académie il s'élève contre les exagérations de l'étymologisme ; ce qui doit pri-

mer, c'est la prononciation du peuple, perpétuée depuis des siècles. Devant les conquêtes de la langue littéraire alimentée aux sources vives du langage populaire on le voit abandonner graduellement nombre d'expressions et de tournures artificielles, qui deviennent de plus en plus rares dans ses écrits. En dépit de certaines défaillances, son idéal est une langue accessible à tous, une langue unique, qui soit comprise sur tout le territoire roumain. Il est doué d'une intelligence vive, clairvoyante, constamment en éveil, constamment réaliste.

Lutteur, il ne se laisse point guider par la passion et la haine. Luttant pour l'émancipation de son peuple, il n'est nullement chauvin et n'outrepasse pas les bornes de la justice et de ses droits légitimes et ne songe jamais à une interversion de rôles. Il ignore la haine nationale. Sa pensée vise constamment à la bonne entente entre peuples, au respect mutuel, à l'émulation pacifique entre nationalités. Luttant pour l'émancipation sociale, il n'identifie pas les peuples avec leurs classes dirigeantes et n'oublie pas de faire la distinction entre eux, qu'il s'agisse de Hongrois, d'Allemands, de Russes ou d'autres. Il s'attaque avec une hostilité légitime aux classes dirigeantes, à leurs institutions, au despotisme politique, à l'oppression sous toutes ses formes : sociale, nationale ou politique, intérieure ou extérieure, européenne ou coloniale.

Biblioteca Centrală / Central University Library Cluj

Les écrits de Baritiu, qui se sont abondamment répandus sur toute une époque, ne satisfont peut-être plus les exigences du lecteur d'aujourd'hui, ils n'ont pas la souplesse de la langue littéraire actuelle ; les plus anciens surtout sont parsemés de latinismes artificiels qui choquent nos oreilles. Ses contemporains l'ont goûté et apprécié, et c'est là l'essentiel.

Baritiu n'a pas été un méconnu dont seule la postérité devait pleinement reconnaître les mérites. Ses contemporains l'ont compris et suivi. Aujourd'hui la lecture de ses écrits demande un petit effort et nous sommes obligés de faire un retour en arrière pour en sentir toutes les qualités et les apprécier à leur juste valeur. Ces qualités sont incontestables. Son style est, selon le cas, serein ou combatif, sobre ou passionné, chaud, familier, ironique ou tranchant, toujours communicatif, convaincant, entraînant. Ses écrits valent moins par leur qualité littéraire que par leur valeur active et c'est sur celle-ci que nous devons les juger.

Baritiu n'est pas toujours « original », nul ne songerait à le contester. Il ne fait pas que « créer », concevoir ou étudier par lui-même, mais, selon les besoins, il adapte, applique, traduit, reproduit et transmet. Il se répète souvent, revient et insiste sur le même sujet : « *Gutta cavat lapidem* » est la devise qu'il a fait sienne dès la première heure, comme répondant à une

nécessité inéluctable en toute action. Aussi son œuvre écrite ne doit-elle pas être mesurée à l'étalon de l'originalité mais plutôt à celui de la nécessité. Il n'est pas le lapidaire taillant et polissant des pierres précieuses qui dureront et brilleront le long des siècles ; ses essais littéraires sont assez mal réussis. Son style trahit souvent l'improvisation, l'on sent qu'il écrit du premier jet. C'est qu'il est obligé la plupart du temps d'écrire au jour le jour et de faire promptement face aux tâches et aux besoins les plus variés. Ses écrits contiennent beaucoup d'éphémère, mais cet éphémère est pareil à la sève qui fait fructifier l'arbre, au pain quotidien qui nourrit et fortifie.

Pour les hommes de son temps l'œuvre de Baritiu a été un volumineux livre d'enseignement, toujours ouvert. Devant cette œuvre il importe moins d'établir ce qui en demeure valable pour nous, que de savoir dans quelle mesure elle a été utile aux contemporains, jusqu'à quel point elle a fait progresser la culture de l'époque et quelle place elle tient dans l'histoire de la culture roumaine. Car Baritiu a été par toutes ses fibres l'homme de son époque, l'homme exigé par ses multiples besoins et c'est avant tout là-dessus que nous devons juger de la valeur de son activité. La contribution de Baritiu est exceptionnelle sous ce rapport. Il est pendant plus d'un demi-siècle l'animateur de la culture roumaine en Transylvanie, où son rôle est analogue à celui d'Eliade, d'Asaki et de Kogălniceanu en Valachie et en Moldavie.

BCU Cluj / Babeș-Bolyai Central University Library Cluj

Gheorghe Baritiu fut incontestablement le plus grand journaliste roumain de Transylvanie. Il a été journaliste avant tout et cela dans le sens le plus élevé du terme. Et non pas uniquement journaliste informateur ou porte-parole de l'« opinion publique », d'un gouvernement ou d'une fraction politique, mais journaliste animateur du progrès dans tous les domaines, le promoteur du relèvement général de son peuple. Il nous a laissé en outre le plus important ouvrage d'histoire de la Transylvanie écrit au XIXe siècle par un Roumain, ce qui lui donne droit au titre du plus grand historien roumain transylvain de son temps. Gheorghe Baritiu est grand non pas tant par les cimes qu'il a atteintes que par la complexité, la vaste étendue et la durée de son activité. Il est grand par les nouvelles routes qu'il a frayées, par les solides assises qu'il a posées, par la véritable chaire de journalisme et de culture dont il a été le maître pendant plus d'un demi-siècle. Baritiu n'est pas le génie ailé aspirant à s'élever jusqu'aux sommets inaccessibles au commun des hommes. Il est toujours sur terre, aux côtés de ses semblables, mettant en valeur des idées puisées au fonds

commun de l'époque ou en concevant de nouvelles inspirées par les besoins de la lutte en cours. Il est profondément enraciné dans le sol de la vie quotidienne, des luttes et des aspirations de son peuple et s'est entièrement identifié avec sa vie et ses idéals à cette époque. Gheorghe Baritiu est avant tout une personnalité historique, étroitement liée à une époque historique, mais à une époque d'une importance capitale dans l'histoire de tous les peuples, l'époque de formation de l'unité nationale.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

BUCAREST ET L'ÉLECTION D'ALEXANDRU IOAN CUZA

par CONSTANTIN C. GIURESCU

Dans l'élection d'Alexandru Ioan Cuza au trône de Valachie, Bucarest joua un rôle des plus importants, et l'on peut même affirmer sans crainte d'exagérer que ce rôle fut décisif, que l'énergie de ses habitants contribua de façon essentielle à l'obtention de la victoire.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le 5/17 janvier 1859, à Jassy, le colonel Alexandru Cuza, ancien membre du mouvement de 1848 et membre du parti unioniste, est élu à l'unanimité, par la Chambre élective de Moldavie, prince régnant[1]. C'est un «homme nouveau», aux vues avancées, possédant de remarquables qualités personnelles et qui s'est rendu populaire pendant les élections au divan *ad hoc* en donnant avec éclat sa démission de préfet du district de Covurlui [2].

L'élection de Cuza au trône de Moldavie est saluée avec joie non seulement dans ce pays, mais aussi en Valachie. Dès le lendemain, le 6/18 janvier, on peut lire dans l'éditorial du journal «Romînul» — directeur C. A. Rosetti — le passage que voici : «Le collège électoral de Bucarest a chargé hier soir — donc le soir même de l'élection de Jassy — le comité électoral de saluer télégraphiquement le prince Alexandru Cuza au nom

[1] Cuza rassemble sur son nom tous les votes des personnes présentes, au total 48, lui-même s'abstenant, comme prévu par le 12e alinéa des « Instructions concernant l'élection du prince régnant ». Le procès-verbal de la séance a paru dans *Acte şi documente relative la istoria renaşterii Romînei*, publiés par Ghenadie Petrescu, Dimitrie A. Sturdza et Dimitrie C. Sturdza, tome VIII, Bucarest, 1892, pp. 340—346 (ouvrage que nous citerons désormais sous le titre : *Acte şi documente*).

[2] Démission motivée et datée du 24 juin/6 juillet 1857, Jassy, a paru dans *Acte şi documente*, V, pp. 47—48.

des électeurs d'ici, ce qui a été fait aujourd'hui même. Qu'on nous permette à nous aussi, au nom de la presse libre, de crier : Vive le prince Alexandru ! »[1]. Puis c'est, le 7/19 janvier, à Bucarest, un banquet donné par des membres du parti unioniste pour fêter l'élection du prince de Moldavie[2]. D'ailleurs, le 8/20 janvier, le consul autrichien, Eder, rapporte à son ministre des Affaires étrangères que cette élection a fait « ici » — c'est-à-dire dans la capitale de la Valachie — « une grosse impression[3] ».

Les élections à l'Assemblée Elective. Cette élection va aussi contribuer à l'exacerbation de la lutte électorale, en plein déroulement, d'où vont sortir, dans quelques jours, les députés de l'« Assemblée Elective » valaque, c'est-à-dire ceux qui auront pour tâche d'élire le nouveau prince régnant.

Les élections de députés doivent avoir lieu du 8 au 12 janvier, vieux style, 1859. Environ 2 000 électeurs — représentant une population de deux millions et demi d'âmes — vont élire 73 députés[4]. Tout d'abord, le 8 janvier, les électeurs primaires désignent leurs délégués ; le 10 janvier, ce sont les électeurs directs qui votent ; le 11, les délégués des électeurs primaires ; le 12, les villes[5].

A Bucarest, les élections au collège municipal commencent le 12/24 janvier, à 9 heures du matin, et durent jusqu'à 8 heures et demie du soir. Elles se soldent par une victoire incontestable des trois candidats du parti national, élus à une forte majorité. Nicolae Golescu obtient 187 votes, C. A. Rosetti 184, Vasile Boerescu 151. Le caïmacam (régent) Ioan Filipescu n'obtient que 52 voix et est blackboulé[6]. Un jour plus tôt, le 10 janvier, les représentants des électeurs primaires du département d'Ilfov, réunis dans la capitale, ont élu eux aussi un membre du parti

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] « Românul » du 6/18 janvier 1859.

[2] Le rapport consulaire autrichien, inédit (nº 7 A, 20 janvier, nouveau style, 1859, Académie de la R.P.R., manuscrits, Rapports consulaires autrichiens, paquet XIII, p. 288) présente le banquet comme un fait accompli : « Die Anhänger der nationalen Partei feierten gestern durch ein Bankett die Wahl des moldauischen Hospodars ». Mais, en réalité, le banquet, remis à cause des préparatifs électoraux locaux, devait avoir lieu le 16/28 janvier, lors de la présence à Bucarest de la députation moldave en route pour Constantinople. Voir « Românul » du 17/29 janvier 1859, premier article. Cf. plus loin, p. 136.

[3] Ibidem : « Die Nachricht von dem Ergebnis der in der Moldau stattgehabten Hospodaren-Wahl hat hier vielen Eindruck hervorgerufen ».

[4] Voir dans « Românul » du 8/20 janvier 1859, l'article *Trecut şi viitor* de C. A. Rosetti.

[5] Archives de l'Etat de Bucarest, doss. 108, f. 156—156 v. ; *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 293 et 295 ; cf. « Românul » du 13/25 janvier 1859.

[6] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 298, rapport nº 9 du 12/24 janvier 1859 ; « Românul » des 13/25 et 15/27 janvier. Electeurs inscrits : 290 ; votants : 268 (« Românul » du 15/27 janvier).

national, le juriste C. Bosianu[1]. De même, deux jours plus tôt, les électeurs directs d'Ilfov, également réunis à Bucarest, dans la salle même de l'Assemblée Nationale[2], ont élu Alexandru Ghica, l'ancien prince régnant, et son neveu, Dimitrie Ghica[3], tous deux alliés du parti national.

Si l'on fait le total des résultats pour tout le pays, on voit que *les villes ont voté en majorité pour les candidats du parti national, et Bucarest seulement pour ceux-ci*[4], alors que les électeurs directs des départements — autrement dit, les gros propriétaires terriens — ont voté pour les candidats du parti conservateur. Mais bien que l'on ne puisse établir une délimitation rigoureuse — certains des élus, hommes de centre, ou tout simplement hésitants, ne manifestent pas nettement leurs préférences, «se réservent», comme on dit —, le fait est que *la majorité appartient aux conservateurs.* Commentant le résultat des élections, le consul anglais Colquhoun leur attribue 46 mandats sur un total de 72, alors que le consul Béclard ne leur en accorde que 43[5]. Le chiffre donné par Colquhoun correspond a celui indiqué par N. Opran, le député de la ville de Brăila ; celui-ci, écrivant le 25 janvier/6 février, au général Christian Tell, évalue le nombre des députés «sûrs» du parti national à 26 ; «les autres, ajoute-t-il, se sont déclarés [pour] Ştirbei, Bibescu»[6].

Si les députés conservateurs avaient été unis et avaient tous voté pour le même candidat, l'élection au trône de Bibescu était assurée. Mais, heureusement, comme en Moldavie, où les uns tenaient pour l'ancien prince

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] «Romînul» du 15/27 janvier 1859.

[2] Archives de l'Etat de Bucarest, Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique, Valachie, nº 2788, f. 1.

[3] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 293 ; télégramme chiffré nº 4 du 10/22 janvier 1859. Pour avoir davantage d'électeurs, les Ghica étaient intervenus auprès de leurs parents et amis qui avaient des propriétés dans plusieurs départements et qui pouvaient donc voter dans n'importe lequel d'entre eux, pour qu'ils optent pour celui d'Ilfov. C'est pour cette raison que l'échanson Ioan Ghica demanda à être transféré comme électeur direct du département de Buzău dans celui d'Ilfov, où il possédait une propriété à Fierbinţi (Archives de l'Etat, dossier 105, tome II, f. 433). De même, Panã Băbeanu demanda à être transféré comme électeur direct dans le département d'Ilfov (ibidem, f. 436). L'ancien grand ban Costache Ghica déclara que ses propriétés lui procuraient un revenu annuel de 6000 ducats (ibidem, f. 437).

[4] Alors que l'on ne connaissait encore qu'une partie des résultats, le consul autrichien Eder télégraphiait le 13/25 janvier à Vienne : « In 6 Städten, 10 Deputirte : alle Nationalpartei ». *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 298.

[5] T. W. Riker, *Cum s-a înfăptuit România. Studiul unei probleme internaţionale, 1856–1866*, traduit par Alice L. Bădescu, Bucarest, p. 255. Un nouveau calcul fait par Béclard, compte tenu des candidats élus en deux endroits, des élections demeurées sans résultats en deux endroits (les départements de Brăila et de la Dîmboviţa) et des membres de droit de l'Assemblée — le métropolite et les trois évêques diocésains —, aboutit au résultat que voici : parti conservateur : 40 députés, parti national ou, comme le nomme Béclard, « progressiste » : 32 députés (Cf. *Acte şi Documente*, IX, p. 256).

[6] *Documente privind Unirea Principatelor*, tome III, *Corespondenţă politică 1855–1859*, édition préparée par les soins de Cornelia C. Bodea (en cours de publication).

régnant Mihai Sturdza et les autres pour son fils et adversaire Grigore Sturdza, en Valachie, les députés du parti conservateur sont divisés : les uns, les plus nombreux, tiennent pour Gheorghe Bibesca, l'ancien prince régnant, qui avait quitté le trône à la révolution de 1848, tandis que les autres tiennent pour Barbu Ştirbei. Le consul français Béclard donne au premier 30 partisans sur le nombre total des députés récemment élus, et 13 au second [1] ; le reste, jusqu'à 72, se répartissent, selon lui, de la façon suivante : 18 à Nicolae Golescu — qui cependant, notons-le, ne figure pas sur la liste des candidats publiée par la caïmacamie (régence), cette dernière contestant qu'il possède réellement le revenu annuel de 3 000 ducats exigé pour être éligible — 6 à Alexandru Ghica (prince régnant de 1834 à 1842), qui lui non plus ne figure pas sur la liste en question, et enfin 5 à Ioan Cantacuzino, qui est un allié du parti national [2].

Deux jours après les dernières élections de députés, c'est-à-dire le 14/26 janvier, arrive à Bucarest, en route pour Constantinopole, la délégation chargée par l'Assemblée moldave d'aller annoncer à la Sublime Porte l'élection de Cuza au trône de Moldavie et lui demander de ratifier l'élection [3]. La délégation se compose des députés Costache Negri et Nicu Catargiu, ainsi que du colonel Mavrichi [4]. Le premier, qui conduit la délégation, est une personnalité remarquable : unioniste convaincu et absolument désintéressé, il a refusé de poser sa candidature au trône ; il sera d'ailleurs un fidèle collaborateur de Cuza et, pendant toute la durée de son règne, représentera le pays à Constantinople, où il travaillera avec compétence et persévérance, d'abord pour obtenir l'Union définitive, puis pour faire reconnaître par l'Empire ottoman les grands actes révolutionnaires intérieurs : la sécularisation des biens des monastères et le coup d'Etat, grâce auquel la distribution de terre aux paysans deviendra possible [5]. Bucarest fait un chaleureux accueil à la délégation qui y demeure *quatre jours*, jusqu'au 18/30 janvier, pour ensuite reprendre sa route vers Constantinople [6]. Le 16/28 janvier, dans une atmosphère de fête, un banquet a lieu où le premier toast aux Principautés Unies et à Alexandru Cuza est porté par l'ancien caïmacam, Constantin Cantacuzino. D'autres, participants au banquet portent des toasts à l'Union des Principautés, aux membres de l'ancienne régence et au ministère moldave, « qui a su

---

[1] *Acte şi documente*, IX, p. 256.
[2] *Ibidem*.
[3] « Anunţătorul romîn », nº 5 du 17/29 janvier 1859, p. 2.
[4] *Acte şi documente*, VIII, p. 495.
[5] En ce qui concerne la personnalité de Costache Negri, voir Constantin C. Giurescu, *Din Trecut*, Bucarest, 1942, pp. 245—253.
[6] « Anunţătorul romîn », nº 5 du 17/29 janvier 1859, p. 2.

le premier brandir l'étendard national ». Enfin le Moldave G. Sion toaste «à l'extinction de toutes les fractions de partis dans cet océan puissant que l'on appelle la nation »[1].

Outre le banquet, des conférences ont lieu entre les délégués moldaves et les représentants du parti national valaque. Le fait est certain ; non seulement, vu l'état de choses existant, il était logique que ces conférences eussent lieu, mais encore nous en avons pour preuve une série de témoignages contemporains, même si certains de ces témoignages ont été consignés bien plus tard. C'est d'abord le témoignage du consul autrichien Eder, tel qu'il ressort de son rapport du 27 janvier/8 février 1859, trois jours après l'élection de Cuza [2]. C'est ensuite celui de Dimitrie Bolintineanu, consigné dans son œuvre *Viața lui Cuza Vodă* [3]. C'est enfin celui qui résulte indirectement de la lettre écrite de Jassy le 19/31 janvier — c'est-à-dire après l'élection de Cuza au trône de Moldavie et avant son élection à celui de Valachie — par D. A. Sturdza à Alexandru G. Golescu (Arăpilă), à Bucarest[4]. « L'opinion de tous, ici, opinion qui répond à notre désir — écrit Sturdza — est : primo, que vous adoptiez *ad litteram* les instructions concernant l'élection du prince ; secondo, que votre règlement soit semblable au nôtre, à part les points qui n'ont pas de raison de se trouver dans le règlement intérieur de la Chambre ; troisièmement, que vous adoptiez *ad litteram* l'acte de remerciement [aux puissances suzeraines et garantes !] et la réitération du vote pour l'Union, ainsi que l'adresse au sultan. En un mot, *nous attendons de vous que vous nous copiez fidèlement.* A mon sens, cela est absolument nécessaire »[5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Sturdza ne faisait, comme cela ressort nettement du passage que nous venons de reproduire, que répéter l'opinion générale des unionistes de Jassy. Il était normal que cette opinion fut partagée par les membres de la délégation moldave qui s'en allaient à Constantinople. Ils la firent donc connaître aux unionistes valaques — avant même l'arrivée de la

---

[1] *Acte și documente*, VIII, pp. 495—496.

[2] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 312.

[3] Parue en première édition dans *Proză*, tome I, Jassy, p. 14.

[4] *Documente privind unirea Principatelor*, tome III, *Corespondență politică, 1855—1859*.

[5] *Ibidem*, vol. III. Les « instructions » dont parle Sturdza sont, croyons nous, celles qui furent votées le 4/16 janvier 1859 par l'Assemblée Elective Moldave, en vue de l'élection du prince, et qui ont paru dans *Acte și documente*, tome VIII, pp. 317—320. Le « règlement » dont parle Sturdza est le règlement intérieur de l'Assemblée, voté au cours de la séance du 3/15 janvier 1859, et publié dans *Acte și documente*, tome VIII, pp. 238—254. En ce qui concerne l'« acte de remerciement », la « réitération du vote pour l'Union » et l'« adresse au sultan », il s'agit des trois actes accomplis par l'Assemblée Moldave sitôt après l'élection de Cuza : 1) l'adresse de remerciements aux puissances suzeraines et garantes ; 2) la réitération du désir d'une Union complète des Principautés Roumaines ; 3) l'adresse au sultan, portant à sa connaissance l'élection de Cuza et sollicitant la reconnaissance de cette élection par la Porte.

lettre de Sturdza — au cours d'une conversation qu'ils eurent avec eux pendant leur séjour à Bucarest.

Y parla-t-on de l'élection de Cuza au trône de Valachie? Il paraît que oui. Dans son rapport du 27 janvier/8 février 1859, le consul autrichien Eder communique à Vienne ce qui suit : «On soutient qu'une entente en ce sens [c'est-à-dire l'élection de Cuza en Valachie, après son élection en Moldavie] a été conclue il y a quelques jours entre la députation moldave et monsieur Nicolae Golescu [1], qui a retiré sa candidature, ainsi que monsieur D. Brătianu qui, alors, revenait tout juste d'un voyage à Turin, Paris et Londres » [2]. D'autre part, Dimitrie Bolintineanu, qui a participé de près aux événements de cette époque, faisant même paraître un journal, « Dîmboviţa », affirme dans *Vieaţa lui Cuza Vodă*, que la délégation moldave, pendant son séjour à Bucarest, suggéra aux représentants du parti national d'élire également Cuza au trône de Valachie [3]. Enfin Frédéric Damé, dans son *Histoire de la Roumanie contemporaine*, affirme que le chef de la délégation moldave, Costache Negri, communiqua aux leaders du parti national que la France et la Russie soutenaient cette double élection [4].

Mais ces trois témoignages étant *postérieurs* à l'élection de Cuza en Valachie, on peut les soupçonner d'avoir été influencés par l'événement même et d'avoir voulu à tout prix lui trouver une explication. Si nous possédions *seulement* ces trois témoignages, nous aurions le droit d'en douter. Mais il existe aussi une série d'informations *antérieures* à l'élection de Cuza à Bucarest, informations qui plaident en faveur de l'opinion selon laquelle il y eut entente entre Moldaves et Valaques, pour que Cuza soit aussi élu au trône de Valachie. Les premières manifestations de ce genre se sont produites à Jassy, *sitôt après l'élection de Cuza au trône de Moldavie*. Il s'agit, d'une part, de la suggestion faite à Cuza par l'ancien caïmacam Anastasie Panu d'aller à Bucarest, à la tête de l'armée, et d'y proclamer l'union pleine et entière [5], d'autre part, de la déclaration de Grigore Sturdza, le prétendant malchanceux, disant qu'il était prêt à accorder son concours « au prince, pour que Son Altesse soit également élue en Valachie » [6]. Le consul autrichien à Jassy enregistre cette déclaration qui

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Il s'agit de la délégation moldave qui portait à Constantinople l'acte consignant l'élection de Cuza ainsi que l'adresse au sultan.

[2] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 312.

[3] D. Bolintineanu, *Vieaţa lui Cuza Vodă*, dans *Proză*, tome I, Jassy, p. 14.

[4] F. Damé, *Histoire de la Roumanie contemporaine depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours, 1822—1900*, Paris, 1900, p. 112 ; cf. l'édition en langue roumaine, Bucarest, 1901, pp. 56—57.

[5] D. A. Sturdza, *(1859—1896). O pagină de istorie contimporană*, Bucarest, 1897, p. 19.

[6] Voir la lettre de G. Sturzda du 14/26 janvier 1859, parue dans « Steaua Dunării, Zimbrul şi Vulturul », nº 11 du 16/28 janvier 1859, p. 39.

exprime, on le voit, un point de vue partagé par plusieurs personnes — et la transmet à Vienne. Le lendemain, le 6/18 janvier, le ministre autrichien des Affaires étrangères, Buol, télégraphie à son ambassadeur à Paris : « Couza a été élu à Jassy, il le sera aussi à Bucarest [1] ». Deux jours plus tard, le 8/20 janvier, le consul autrichien à Bucarest rapporte à son tour : « La nouvelle du résultat de l'élection du prince régnant de Moldavie a fait ici une grosse impression. *On soutient qu'un parti va également proposer Alexandru Cuza pour le trône de Valachie* », mais s'empresse d'ajouter : « de telles intentions, si elles ont été exprimées dans les premiers moments, ne sont pas sérieusement prises en considération » [2]. Enfin, le 20 janvier/1er février, Vasile Alecsandri écrit à Gheorghe Sion, à propos de la nomination du représentant de la Moldavie à Bucarest, que, pour le moment, personne n'a été nommé et que « on verra, plus tard, quand le sort de la Valachie aura été décidé, s'il est ou non encore besoin d'un tel représentant » [3]. Ce qui revient à dire que l'on comptait aussi sur l'éventualité d'une double élection.

Cette double élection était d'ailleurs dans l'ordre des choses ; c'était la conclusion naturelle à laquelle devait aboutir un désir d'union exprimé à maintes reprises et avec insistance. La Convention de Paris du 7/19 août 1858 n'avait satisfait ce désir que partiellement, en ce qui concernait certaines institutions, certaines formes, laissant cependant en vigueur le système des deux princes régnants et des deux gouvernements. Il était donc normal que ceux qui avaient réclamé lors des deux divans *ad hoc*, comme un point essentiel, l'« Union » des Principautés, cherchassent à l'obtenir à l'occasion de l'élection du prince régnant.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pour ce motif et compte tenu, également, des témoignages contemporains, roumains ou étrangers, dont nous parlions plus haut, nous croyons qu'il était impossible que, pendant le séjour de la délégation moldave à Bucarest, on ne discutât pas aussi d'une éventuelle élection de Cuza au trône de Valachie. Certes, nulle décision définitive ne fut prise, nul acte ne fut conclu comme l'avaient fait les députés du parti national à Jassy, après la séance du 3/15 janvier tenue dans la salle « Elefant » [4], ou comme allaient le faire les députés valaques à la séance secrète de l'Assemblée

---

[1] Comte de Hübner, *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche à Paris sous le second Empire, 1851—1859*, tome II, Paris, 1904, p. 264 ; cf. I. C. Filitti, *Alegerea de la 24 ianuarie 1859*, nouvelle édition, Bucarest, 1938, p. 6. Dès novembre 1858, Buol avait prévu une double élection quelle que fût la personne du prince (T. W. Riker, *op. cit.*, p. 243).

[2] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 288.

[3] S. Metes, *Din relațiile și corespondența poetului G. Sion cu contemporanii săi*, Cluj, 1939, p. 2.

[4] Acte paru dans *Acte și documente*, IX, p. 463.

élective, le matin du 24 janvier [1]. Cependant, un échange de vues exista, la semence fut jetée. Mais alors, pourquoi s'il en est ainsi, n'en est-il rien dit dans les journaux du temps? Pourquoi les membres de la délégation moldave, dans le rapport qu'ils envoyèrent de Varna au prince Cuza, le 23 janvier/4 février 1859, ne soufflent-ils mot de cette question? [2] Pourquoi Vasile Boerescu, dans l'article qu'il publie la veille même de l'élection, le 22 janvier, dans « Naţionalul », déclare-t-il qu'il n'a, pour sa part, aucun candidat au trône? La cause, selon nous, en fut la crainte de provoquer, en manifestant de façon prématurée cette intention, *la réaction des forces étrangères hostiles à l'Union*. Ces forces — en premier lieu l'Autriche, en second la Turquie — eussent pu provoquer une nouvelle mise au point du texte de la Convention de Paris, en ce sens qu'il ne fût plus possible d'élire *une seule et même personne* au trône des deux principautés, mais seulement, conformément à l'esprit qui avait présidé à l'établissement de ladite convention et même à sa lettre, deux personnes différentes. Elles auraient donc pu empêcher l'Union sous la forme initiale de l'élection d'un seul et même prince, forme qui devait bientôt permettre l'union complète et définitive.

Il n'en est pas moins vrai que, bien que les partisans de l'élection d'une seule et même personne aient pu s'entendre à l'occasion du passage de la délégation moldave à Bucarest, la majorité conservatrice avait toujours la possibilité de réduire à néant ce projet, en soutenant son propre candidat. Il fallut qu'intervienne la pression des masses populaires pour que cette majorité renonçât à son propre plan et, finalement, acceptât un candidat commun, le prince régnant de Moldavie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le rôle des masses dans l'élection du 24 janvier. Les élections de députés n'ont pas donné, comme en Moldavie, une majorité au parti national, mais bien au parti conservateur. D'autre part, deux des trois membres de la régence sont eux aussi conservateurs. Cette majorité conservatrice, soutenue par les deux régents, désire élire un prince dans ses propres rangs; Gheorghe Bibescu, l'ancien prince régnant, semble avoir le plus de chances. Il va de soi que, ayant la prépondérance à la Chambre élective, la majorité ne va pas céder facilement et admettre un prince choisi hors de ses rangs. Pour atteindre ce but, la minorité va devoir pratiquer une triple tactique : d'une part, elle va tenter d'entretenir et

[1] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 313.

[2] Académie de la R.P.R., mss. roum. 4643, f. 152—156 (deux copies du rapport original). Voilà le passage concernant les rencontres de la délégation moldave à Bucarest : « . . . dans cette ville [Bucarest], pendant les trois jours que nous y sommes restés, depuis le matin jusqu'à la nuit, nous avons tant reçu de visites et de députations, qu'il a été impossible de trouver une seule heure pour écrire à Votre Altesse ».

d'aggraver la division au sein du camp majoritaire, où, en plus de Bibescu, il existe encore un candidat, Barbu Ştirbei, sans compter quelques autres de moindre importance ; d'autre part, en appliquant le procédé employé en Moldavie et compris dans les « Instructions » dont parlait D. A. Sturdza, elle cherchera et réussira à réduire le nombre des députés du parti adverse par l'invalidation des élections irrégulières, puis enfin, *moyen essentiel*, elle va mobiliser les masses, en canalisant, en exploitant à fond le double désir qui les anime : l'union sous un prince nouveau, et des réformes démocratiques qui leur assurent une vie meilleure.

Le premier de ces buts, à savoir aggraver la division dans le camp conservateur, l'empêcher à tout prix de s'unir autour d'un seul et même candidat, est atteint grâce à une manœuvre des partisans d'Alexandru Ghica, l'ancien prince régnant, qui font courir le bruit qu'eux-mêmes, et aussi quelques-uns des membres du parti national, ont choisi de passer dans le camp de Barbu Ştirbei, le préférant à son frère Gheorghe Bibescu[1].

En ce qui concerne l'invalidation des élections irrégulières, la minorité de l'Assemblée va appliquer exactement la même tactique que les députés du parti national de Moldavie. L'identité de méthode que D. A. Sturdza recommandait avec tant d'insistance dans sa lettre à A. G. Golescu [2] est, ici, évidente. Deux jours avant l'ouverture de l'Assemblée, le 20 janvier/1er février, « Românul » fait paraître un article intitulé *Les élections*, dans lequel C. A. Rosetti dénonce les illégalités commises dans différents départements et la nullité des élections respectives. Ainsi, C. A. Rosetti cite le cas des départements de Muscel et de Dîmboviţa et les noms des députés Belu, Leneş, Mala, Ştirbei, affirmant que ces « violations flagrantes de la loi électorale ... sont au nombre d'environ 14 ». Et l'auteur de l'article de conclure que l'Assemblée ne peut siéger et procéder à l'élection du prince régnant « aussi longtemps que l'on n'aura pas examiné les dossiers de ces élections et annulé toutes celles qui ne se sont pas faites ... en toute liberté, dans le respect absolu de la loi » [3].

Mais, disposant de la majorité à l'Assemblée, le parti conservateur peut fort bien ne pas tenir compte des réclamations de la minorité et valider, grâce au vote de ses partisans, toutes les élections contestées. Aussi la minorité recourt-elle, pour imposer sont point de vue, à la troi-

[1] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 299–300.

[2] Voir plus haut, p. 137.

[3] « Românul », en date du 20 janvier/1er février 1859. Des articles signalant les illégalités commises au cours des élections ont également paru entre le 11/23 janvier et le 22 janvier/3 février dans les journaux bucarestois « Naţionalul » et « Dîmboviţa ».

sième tactique, celle consistant à mobiliser les masses de Bucarest et des communes environnantes, tactique qui va se révéler de plus en plus efficace et qui lui vaudra, finalement, de remporter la victoire. Un autre facteur, encore, jouera en sa faveur : le fait que l'armée et la police sont toujours commandées par le général Vlădoianu et le colonel Caragea, tous deux partisans de l'ancien caïmacam Alexandru Ghica, maintenant allié du parti national [1]. Les préparatifs de la mobilisation des paysans commencent en temps voulu. Un rapport du 20 janvier/1er février du consul autrichien Eder nous apprend que les enquêtes entreprises par l'administration prouvent que l'on a, pour cela, fait appel à « quelques paysans qui ont été députés au divan *ad hoc* » [2]. La même affirmation revient dans le rapport général présenté par Eder au sujet de l'élection de Cuza : « Par le truchement des anciens délégués de la paysannerie au divan *ad hoc*, on a agi sur la population rurale et des colonnes entières de paysans se sont mises en route pour la ville. Certaines sont arrivées jusqu'ici, d'autres ont été arrêtées en chemin par ordre de la régence » [3]. Les sources autochtones, c'est-à-dire les archives de l'Inspection de l'infanterie, confirment les affirmations d'Eder. Ainsi, elles nous apprennent que l'ancien député des paysans du département d'Ilfov, Mircea Mălăeru, est arrêté le 17/29 janvier avec l'un de ses compagnons, Ştefan Vasiliu [4]. Tous deux réussissent cependant à s'échapper le soir même et arrivent à Bucarest [5]. Le lendemain, leurs femmes et leurs enfants auront à subir, en guise de représailles, les persécutions des sbires du pouvoir. Des agitateurs parcourent non seulement les villages limitrophes de la capitale, mais aussi des villages plus éloignés, comme ceux de l'arrondissement de Mostiştea, dans l'est du département d'Ilfov [6], et ceux du sud-est du département de Dîmbovița [7].

A combien s'élève le nombre des paysans qui, en dépit des interdictions de la régence, sont arrivés à Bucarest ? A la veille de l'ouverture

[1] Ioan C. Filitti, *op. cit.*, p. 12.

[2] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 301—302.

[3] *Ibidem*, pp. 310—311 ; cf. pp. 301—302.

[4] Archives de l'Etat de Bucarest. Inspection des *dorobanți* (l'infanterie) de la Grande Valachie, année 1859, doss. 476, p. 214 ; cf. Dan Berindei, *op. cit.*, p. 54.

[5] *Ibidem.*

[6] Archives de l'Etat de Bucarest, ministère de l'Intérieur, Administration, année 1859, nº 32, f. 14 ; lettre du 23 janvier/4 février, adressée par le caïmacam Băleanu au colonel Boteanu, envoyé en inspection dans l'arrondissement de Mostiştea et par laquelle il lui communique que le gouvernement est informé que « dans certains villages du département d'Ilfov et surtout de l'arrondissement de Mostiştea on a vu errer des individus mal intentionnés poussant, sous divers prétextes mensongers, les pacifiques habitants à se rassembler dans la capitale ». Cf. f. 28 : « Ordonnance » au même colonel Boteanu. Voir également Dan Berindei, *op. cit.*, p. 56.

[7] Archives de l'Etat de Bucarest, ministère de l'Intérieur, Administration, année 1859, nº 32, f. 13.

de l'Assemblée, le 21 janvier/2 février, le bruit court dans la capitale, bruit enregistré par le correspondant du journal moldave « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », que « 60 000 paysans vont arriver » [1]. Rien qu'à la barrière de Colentina, on s'attend à en voir entrer 25 000 [2]. En réalité à la même barrière, c'est une foule « d'environ 2 000 » paysans qui arrive le 22 janvier/3 février. Mais ils sont empêchés d'entrer dans la ville par un détachement militaire [3]. Le consul français Béclard estime à « 3 000 ou 5 000 » le nombre des paysans venus à Bucarest [4]. Même si l'on s'en tient à ce chiffre de 5 000, il est clair que la paysannerie, si elle a contribué en nombre important aux manifestations des 22, 23 et 24 janvier, représente cependant une minorité, *le gros des manifestants étant formé de Bucarestois.*

C'est qu'en effet ceux-ci ont fait l'objet d'une intense propagande, menée soit par des émissaires d'Alexandru Ghica, soit par de jeunes partisans des radicaux. Ces derniers envoient un groupe de jeunes partisans parcourir la ville et soulever le peuple, groupe formé de *Nicolae Orăşeanu*, combattant remarquable, écrivain [5] et bon connaisseur de Bucarest (c'est dans la maison, qui existe encore aujourd'hui, de l'un de ses aïeux, au numéro 7 de l'actuelle rue Ienăchiţă Văcărescu, que Tudor Vladimirescu descendit quand il vint à Bucarest, à la tête de ses pandours, en 1821 [6]), de *Ioan G. Valentineanu*, autre combattant et « tribun », lui aussi écrivain [7], puis de *Grigore Serrurie*, ancien révolutionnaire de 1848 exilé à Brousse, dont il a décrit, en vers, la destruction par un tremblement de terre, des inondations et des incendies, auteur d'un poème sur Michel le Brave et traducteur d'Orsini [8] ; le groupe comprend également

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Numéro du 29 janvier/10 février 1859, publiant une correspondance de Bucarest du 23 janvier/4 février.

[2] Ibidem.

[3] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viaţa mea sau 22, 23, 24 ianuarie 1859*, Bucarest, 1861, p. 49.

[4] Rapport du 26 janvier/7 février, dans *Acte şi documente*, IX, p. 271.

[5] Orăşeanu est l'auteur de quelques volumes de mémoires. Outre l'ouvrage cité plus haut, on lui doit *Instrucţiunea procesului întîmplat la 28 septembrie în sala lui Bossel*, Bucarest, 1859 et *Întemniţările mele politice*, Bucarest, 1861, ainsi que toute une série d'œuvres satiriques et littéraires (traductions comprises).

[6] Dr. N. Vătămanu, *Casa Orăşenilor* (mss.) ; cf. Constantin C. Giurescu, *Istoria Bucureştilor* (mss.), p. 230.

[7] Ioan G. Valentineanu, comme Orăşeanu, fut auteur de mémoires : *Despre administraţia guvernului de la Balta-Liman*, Bucarest, 1859 ; *Din memoriile mele...*, Bucarest, 1896, 1898, etc., ainsi qu'une série de traductions. Fondateur du journal « Reforma », paru de 1859 à 1888 (avec des interruptions) et collaborateur à une série d'autres journaux.

[8] Voir Grigore P. Serrurie, *Colecţiune de poezii scrise în esiliu*, Bucarest, 1858 ; *Romînia şi Mihaiu Viteazul, Poemă*, Bucarest, 1875, et Orsini Felice, *Temniţele austriece în Italia, traducţiune*, Bucarest, 1861.

Constantin Racoviță, Mitică Racoviță, Ioan Bălășescu, Ion Polescu, les frères Caluda, le prêtre *Grigore Musceleanu* (qui avait exercé son ministère à Tîrgșor), amateur d'histoire et d'archéologie, d'autres encore [1]. Le 21 janvier/2 février, c'est-à-dire à la veille de l'ouverture de l'Assemblée, tous ces jeunes gens parcourent la ville en long et en large, font de la propagande contre le gouvernement et les deux caïmacams réactionnaires, invitent les gens à venir le lendemain sur la colline de la métropolie pour veiller [2] à ce que l'Assemblée n'élise pas au trône de Valachie Bibescu, Știrbei ou quelque autre représentant des conservateurs. Orășeanu, qui nous a laissé un récit pittoresque des événements des 22, 23 et 24 janvier 1859, nous dit ce qu'il fit la veille, le 21 : « En cette veille mémorable — raconte-t-il — après avoir parcouru une bonne partie des ruelles et des faubourgs (d'autres jeunes gens faisaient la même chose dans d'autres quartiers), après être entré successivement dans plusieurs boutiques, chez des connaissances, dans les débits de tabac, les épiceries ou même les cabarets, bref, partout où je voyais quelques personnes rassemblées, après avoir fait une virée à travers le fameux faubourg des tanneurs, au marché et dans un bon nombre des cafés de la capitale, à faire de la propagande contre le gouvernement, je rentrai fatigué à la maison, et, histoire de me reposer, me mis à nettoyer et à astiquer mes armes » [3]. Orășeanu qualifie à juste titre de « fameux » le faubourg des tanneurs, quartier sis au sud-est de Bucarest, à deux pas de la Dîmbovița, au bout de la rue Radu Vodă. En effet, ce faubourg avait acquis une célébrité bien méritée par sa participation en masse aux mouvements populaires antérieurs à l'année 1859. Ainsi, en 1821, répondant à l'appel de Tudor Vladimirescu et de l'Hétairie, *un millier* de ces courageux et typiques ouvriers bucarestois qu'étaient les tanneurs — la corporation la plus importante de la capitale — s'étaient ralliés au mouvement ; l'histoire nous est racontée par l'un des lieutenants mêmes de Tudor, Mihai Cioranu [4]. De même, en 1848, les tanneurs avaient été aux premiers rangs de la foule, aussi bien au début, le 11 juin, que lors de la répression des deux tentatives contre-révolutionnaires — celle du 19 juin/1er juillet et celle du 29—30 juin/11—12 juillet — ainsi qu'à la fin, les 10/22 — 13/25 septembre, quand ils voulurent et faillirent, à l'appel de Bălcescu et de Golescu, s'opposer les armes à la main à l'avance

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] N. T. Orășeanu, *O pagină din viața mea*, p. 79.

[2] Dans son article de « Romînul » du 22 janvier/3 février, C. A. Rosetti, s'adressant aux Bucarestois, écrivait : « Citoyens de la capitale ! Vous, la tête de la nation, veillez ! ». Voir également *Acte și documente*, VIII, p. 577.

[3] *Ibidem*, p. 11.

[4] Mihai Cioranu, *Revoluția lui Tudor Vladimirescu*, dans *Isvoarele contemporane asupra mișcării lui Tudor Vladimirescu*, par N. Iorga, Bucarest, 1921, p. 284.

des Turcs [1]. Cette fois encore, pendant les journées qui précèdent les élections du 24 janvier, ils sont les premiers à répondre à l'appel du devoir. Nombre d'entre eux ont apporté avec eux les couteaux dont ils se servent pour gratter les peaux, imités en cela par les bouchers qui, eux aussi, sont venus avec leurs couteaux, ces longs couteaux des abattoirs. Dans un télégramme expédié à Jassy sitôt après l'Union des Principautés, Ion Ghica affirmera que « la nomination de Cuza avait sauvé les députés de la perspective d'avoir affaire aux bouchers » [2]. Plus tard, Kogălniceanu, au cours d'une séance à la Chambre, le 7 février 1864, évoquera « la situation des députés, tenus sous la menace des couteaux » [3].

Mais les tanneurs ne sont pas les seuls, d'autres corporations de Bucarest sont également représentées. Nous avons mentionné tout à l'heure les *bouchers*. Ceux-ci, pour la plupart, habitaient au sud-est de Bucarest, aux alentours de l'« assommoir » qui devait, plus tard, céder la place aux abattoirs modernes. D'autres demeuraient aux alentours de de l'autre « assommoir » de la ville, à Colentina. Quand, le 22 janvier/3 février, s'ouvrent les portes de l'enceinte de la métropolie, aux côtés des « écoliers » (en fait, des élèves des grandes classes des lycées ou des étudiants des écoles supérieures) on remarque la présence des « ouvriers cordonniers » [4], autre puissante corporation de la capitale. Quand le colonel I. Voinescu parle des « ouvriers turbulents », il pense en premier lieu à ces compagnons, à ces ouvriers de toutes sortes, puis aux apprentis plus âgés, et enfin aux artisans eux-mêmes, la plupart petits et moyens artisans.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

En 1860, Bucarest ne comptait pas moins de 6 808 artisans, dont 1603 tenant boutique, et 2784 possédant leur propre atelier [5]; nombre d'entre eux avaient des compagnons et des apprentis. Si, à ces chiffres, on ajoute les membres de leurs familles, le nombre de ceux qui vivaient d'un métier, donc des « artisans », était, selon les statistiques de 1860, de 30 394, contre 23 089 « commerçants », 769 « fabricants » et 67 482 « agricul-

---

[1] C. Colescu-Vartic, *1848, Zile revoluționare*, Bucarest, 1898, p. 219 — et Constantin C. Giurescu, *Istoria Bucureștilor* (mss.), pp. 256—257 et 263.

[2] Télégramme mentionné dans une lettre du 27 janvier/8 février, envoyée de Jassy, et où il est dit : « j'ai lu une dépêche expédiée par Iancu Ghica de Bucarest... ». Voir Em. Hagi-Moscu, *Scrisori vechi*, dans « Revista istorică », XII (1926), p. 84.

[3] « Monitorul Oficial » du 24 février 1864, supplément. Cf. A. D. Xenopol, *Istoria Romînilor din Dacia Traiană*, IIIe édition, tome XII, Bucarest, 1930, p. 301.

[4] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viaţa mea*, note de la page 28.

[5] *Analele statistice şi economice*, année 1860, II, p. 100, et G. Zane, *Meseriile din Romînia în a doua jumătate a secolului al XIX-lea* (mss.), p. 153.

teurs et personnes exerçant des professions libres »[1]. « Revista Carpaților », dans un article sur la vie politique de l'année 1859, rappelle qu'à la manifestation du matin du 22 janvier à la métropolie, prirent part « tous les commerçants et artisans »[2]. Et en effet, les commerçants étaient là; il s'agit, encore, surtout des petits et moyens commerçants. Parmi eux, on remarque les *oboreni*, c'est-à-dire les marchands et les artisans du marché de l'est de la capitale, qui, s'ils fournissent aussi les gens de la ville, travaillent avant tout pour les paysans des villages du département d'Ilfov et des départements limitrophes. Enfin, sont également présents les autres habitants des faubourgs, ceux qui font aussi un peu d'agriculture dans la « banlieue », les « faubouriens » portant pantalons plissés, bottes et bonnet de fourrure, mais portant aussi, pour toute éventualité, à la main, un gros bâton, et à la ceinture ou dans leurs bottes, un couteau. Le rapport expédié par le consul français Béclard, le jour même de l'élection de Cuza, le 5 février, mentionne, outre « un grand nombre de paysans venus des environs », des « attroupements formés par la population des faubourgs »[3].

Mais les Bucarestois n'ont guère besoin d'être excités ou d'y être invités, ni d'être payés pour venir prendre part aux manifestations autour de l'Assemblée. Ils y sont poussés moins par la curiosité, curiosité d'ailleurs légitime, que par l'intérêt. C'est qu'il s'agit là, en effet, d'un événement capital; de la façon dont les choses vont finir dépend, dans une large mesure, leur avenir. L'élection d'un prince issu des rangs des conservateurs, ce serait la continuation de la domination de la classe des boyards réactionnaires, des éléments rétrogrades qui n'ont aucun intérêt à partager le pouvoir avec une bourgeoisie en plein essor, qui ne veulent pas entendre parler d'une extension de la loi électorale censitaire, ni de la solution de la question agraire, s'aggravant chaque année. Par contre, un prince issu du parti national, un homme nouveau, aux vues larges, démocratiques, c'est la possibilité d'une solution, dans un sens favorable aux couches citadines et à la paysannerie, des questions en suspens. La Convention de Paris a établi le cadre général et certains principes favorables. Mais leur matérialisation dépend énormément des hommes, le prince en tête, qui les appliqueront. De là, l'intérêt des masses à ce que cette application des principes ne soit pas effectuée par des hommes du passé. Ajoutez encore à cela un élément de la plus grande importance *pour les*

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] *Analele statistice ..., ibidem* Le chiffre de 67 482 « agriculteurs et personnes exerçant des professions libres » englobe également les boyards avec leurs familles et leurs domestiques, les prêtres, les moines et les employés de l'Etat.

[2] « Revista Carpaților », I (1860), 1, p. 71.

[3] *Acte și documente*, IX, p. 260.

Bucarestois. L'élection d'un candidat du parti national, qui réalisera l'union le plus tôt possible, c'est la transformation de Bucarest en capitale du pays uni, d'où, cela va sans dire, accroissement de superficie, de population et par conséquent des affaires, donc de la valeur des maisons et des terrains. Une époque d'essor et de prospérité s'ouvre devant les habitants de la capitale.

Quand on connaît toutes ces raisons, on comprend mieux la hâte avec laquelle les Bucarestois, répondant aux appels du parti national, se rassemblent en grand nombre aux abords de la colline de la métropolie, le matin du 22 janvier/3 février, jour où doivent commencer les travaux de l'Assemblée élective. C'est qu'il s'agit ici de leur propre avenir, de la façon dont vont évoluer leurs affaires sur le plan économique et politique.

Mais justement parce qu'ils savent ce qui se prépare et parce qu'ils veulent éviter que la foule ne s'attroupe autour de l'Assemblée, les deux caïmacams, Băleanu et Manu, ont pris toute une série de mesures. D'abord, ils ont envoyé aux préfets d'Ilfov et des départements limitrophes une circulaire leur enjoignant d'empêcher la venue des paysans dans la capitale [1]; et, en effet, les préfets font stopper plusieurs colonnes de paysans en route vers Bucarest. Le consul autrichien Eder, faisant, le 23 janvier/4 février, son rapport sur l'ouverture de l'Assemblée, qui avait eu lieu la veille, transmet cette nouvelle, puis ajoute avec une satisfaction cynique : « Grâce aux mesures prises par la régence, les paysans incités par le parti révolutionnaire à venir dans la capitale ne sont pas arrivés. Les autorités ont employé tous les moyens possibles pour renvoyer dans leurs villages ceux qui étaient déjà en route et pour empêcher de partir ceux qui se préparaient à aller à Bucarest »[2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Mais la satisfaction d'Eder, également manifestée dans un télégramme du même jour, où il communique que « la venue des paysans a été empêchée » [3] est prématurée. Même si certaines colonnes de paysans ont été stoppées — comme ç'a été le cas à Colentina — même si d'autres ont été empêchées de quitter leur village, des groupes moins nombreux, et aussi grand nombre de paysans venus isolément ont réussi à pénétrer dans Bucarest et sont présents à l'ouverture de l'Assemblée. Leur nombre augmentera d'ailleurs les deux jours suivants, comme le reconnaîtra Eder

[1] Le 21 janvier/2 février 1859 (l'acte porte par erreur la date du 21 janvier 1858), le préfet de la Dimbovița, le commandant Nicolae Burki, rapporte au gouvernement qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour empêcher « le départ des villageois vers la capitale, sans raisons valables » (Archives de l'État de Bucarest, ministère de l'Intérieur, administration, année 1859, doss. 32, f. 13—13 v. Voir aussi Dan Berindei, *op. cit.*, p. 55).

[2] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 303.

[3] *Ibidem*, p. 302 (télégramme chiffré nº 8, du 28 janvier/4 février 1859).

lui-même qui, dans son rapport final en date du 27 janvier/8 février, sur l'élection de Cuza, déclare que, de toutes ces « colonnes » de paysans, « certaines sont arrivées jusqu'ici », tandis que d'autres ont été « stoppées en cours de route par ordre de la régence » [1]. De même, le député de Brăila, Nicolae Opran, dans une lettre adressée le 25 janvier/6 février, à Christian Tell, écrit que « les paysans du dehors venaient en foule, bien que le gouvernement eût pris des mesures pour les arrêter aux barrières, mais [ils étaient] nombreux et on ne pouvait rien leur faire » [2].

En ce qui concerne l'accès dans la cour de l'Assemblée et dans la tribune du public, la régence a, là aussi, pris des mesures. La porte d'entrée de la cour est gardée par des soldats et par un détachement de gendarmes placé sous les ordres d'un officier [3]. Les billets d'entrée ont été délivrés en nombre limité ; le 19/31 janvier, le métropolite, qui est en même temps le président de l'Assemblée, a reçu du ministère de l'Intérieur « 50 billets doubles d'entrée dans la cour et dans la tribune du public », et seulement 150 billets d'entrée dans la cour [4]. D'autres billets ont été distribués par le ministère aux députés, pour leurs invités, puis « au corps diplomatique autochtone et étranger » et à quelques-uns « des hauts fonctionnaires des ministères » [5]. Par conséquent, le peuple, la foule des citadins — et à plus forte raison les paysans — n'ont pas accès dans la cour, encore moins dans la tribune réservée au public.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le matin du jeudi, 22 janvier/3 février — il fait grand froid et la boue a gelé — une foule nombreuse se dirige vers la colline de la métropolie. Les boutiques ont fermé, parce que — comme nous l'apprend un compte rendu rétrospectif paru dans « Revista Carpaților » — « tous les commerçants et tous les artisans ont voulu prendre part à la solennité de l'ouverture de l'Assemblée » [6]. Parmi ceux, qui, n'ayant pas de billet, sont restés devant les portes, se trouve l'agitateur Nicolae Orăşeanu, « des armes sous ses habits » [7] ; arrivé vers huit heures du matin, il a d'abord tenté, mais vainement, d'entrer par les portes de devant ou par celles de derrière, puis a réussi, guidé par une de ses connaissances, au service de la métropolie, à entrer par une porte de derrière de la chancellerie métropolitaine ; toujours par la même porte, qui n'est pas gardée, il a réussi à

[1] *Ibidem*, pp. 310 et 311.

[2] *Documente privind Unirea Principatelor*, tome III, *Corespondență politică 1855—1859*.

[3] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viața mea*, p. 21.

[4] Archives de l'Etat de Bucarest, Assemblée Elective de Valachie, 1859, doss. 2, p. 2.

[5] Ibidem.

[6] « Revista Carpaților », I (1860), 1, p. 71 (chronique politique de l'an 1859).

[7] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viața mea*, p. 19.

faire pénétrer un premier groupe de « deux ou trois cents personnes » provenant de la foule qui attend au pied de la colline. Un deuxième groupe tente, mais sans succès, de pénétrer à son tour : entre-temps, les moines ont fermé la porte « au cadenas ». Mais Orăşeanu, qui connaît bien les lieux, les fait entrer par une brèche du mur méridional, brèche qu'il connaissait depuis le temps du divan *ad hoc*, quand il en avait profité pour la première fois, et qui, depuis, n'avait pas été bouchée [1]. Maintenant, suivi et entouré d'une foule appréciable, Orăşeanu fait un geste encore plus audacieux : il se précipite vers les portes principales et, dominant par le nombre les sentinelles, les gendarmes et l'officier, il ouvre, permettant ainsi au peuple d'envahir la cour de la métropolie en poussant des « hourras assourdissants » [2].

Entre-temps, les députés se sont rassemblés, les membres de la régence sont arrivés à leur tour et, après le Te deum officié dans la métropolie, tous font leur entrée dans la salle des séances. Tout d'abord, le secrétaire d'Etat Brăiloiu, qui est également député et sera désigné secrétaire de l'Assemblée, lit le message de la régence. En montrant que les députés vont avoir à exercer « un droit séculaire du pays », l'élection du prince régnant, le message les exhorte à la « tempérance des passions » et à la « concorde des cœurs » [3]. Après la lecture du message, les caïmacams quittent l'Assemblée ; arrivés dans la cour, ils sont, nous dit Orăşeanu, accueillis par « des huées et autres manifestations d'antipathie bien méritées. Sur leur passage — ajoute-t-il — les héros du triumvirat ne reçurent qu'une pluie de quolibets et de défis et une foule d'épithètes bizarres... qui les accompagnèrent jusqu'au bout des allées » [4]. Le fait est d'ailleurs confirmé par plusieurs autres sources. Le consul autrichien Eder rapporte que les caïmacams « accompagnés d'une escorte d'honneur assez nombreuse, furent accueillis dans la cour par des sifflets » [5]. Le journal local « Dîmboviţa » relate que « des cris de mécontentement et des huées ont éclaté de tous côtés » [6]. Un correspondant bucarestois de la feuille moldave qui portait le titre composite de « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul »,

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] *Ibidem*, pp. 22—24.

[2] *Ibidem*, pp. 27—28.

[3] Le message a paru dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 551—552.

[4] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 31. Ces épithètes injurieuses jetées aux caïmacams sont également mentionnées par A. G. Golescu dans une lettre qu'il adresse le jour même du 22 janvier/3 février à D. A. Sturdza. Voir *Documente privind Unirea Principatelor*, tome III, *Corespondenţă politică 1855—1859*.

[5] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 303—304.

[6] Numéro 31 du 24 janvier/5 février, 1859, p. 122.

écrit que les membres de la régence ont quitté la colline de la métropolie « sous les huées et les sifflets du peuple »[1].

Entre-temps, dans la salle, on lit un message de la régence adressé, celui-ci, au président de l'Assemblée et où les caïmacams donnent des indications concernant la formation du bureau, les validations, les conditions que doivent remplir les candidats au trône, et enfin l'élection même du prince[2]. Le président invite ensuite l'assemblée à élire, conformément au règlement de 1843, une commission de cinq membres de l'Assemblée chargée de vérifier les opérations électorales[3]. Cette invitation déclenche la première attaque de l'opposition. Dimitrie Ghica demande la parole : elle lui est refusée. Alors, Alexandru Ghica se lève et — selon les relations détaillées du consul français Béclard qui, dans la tribune diplomatique, assistait à la séance avec ses collègues et Daoud efendi, le commissaire de la Porte — « proteste violemment contre toute vérification des mandats tant que la Chambre n'aura pas pris de décision au sujet des illégalités commises par la régence en matière électorale »[4]. Les « applaudissements frénétiques » de la tribune du public — plus de 200 personnes — soulignent cette déclaration[5]. Dimitrie Ghica se lève à son tour et crie que si on ne lui donne pas la parole, il quittera l'Assemblée avec un grand nombre de ses collègues et protestera devant la nation. Puis il réfute les prétentions de la régence qui ose vouloir dicter sa volonté à la Chambre et demande qu'avant d'élire la commission de validation, l'Assemblée exclue de son sein les députés qui ont été élus irrégulièrement[6]. A son tour, le juriste C. Bosianu soutient une thèse similaire, et précise que ne peuvent prendre part à la formation de la commission de validation les députés qui ont notoirement été élus contre les règles. En même temps, il en appelle à la conscience des députés en question pour qu'ils renoncent de bon gré[7]. Répondant à cet appel, les députés Alexandru Ghica, ancien prince régnant, et Radu Golescu, tous deux de l'opposition, quittent les bancs des députés ; mais leur exemple n'est pas suivi par les députés respectifs de la majorité[8]. La discussion continue, âpre et bruyante. Par la voix de ses orateurs — C. Bosianu, V. Boerescu, D. Ghica et autres —, l'opposition

[1] Numéro 21, du 29 janvier/10 février 1859, p. 78.
[2] Rapport du consul français Béclard, dans *Acte şi documente*, IX, p. 265.
[3] *Ibidem*.
[4] *Ibidem*.
[5] *Ibidem*.
[6] *Ibidem*, pp. 265—266.
[7] *Ibidem*, p. 266.
[8] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viaţa mea*, Bucarest, 1861, p. 35 ; cf. *Acte şi documente*, IX, p. 266.

soutient que dans certains cas, les irrégularités ont été si criantes, si notoires, que les députés en cause doivent être éliminés séance tenante, avant même de passer à l'examen des dossiers et à la validation des mandats [1]. Constantin Cantacuzino, l'ancien caïmacam, se rallie à ce point de vue, qui, par contre, est combattu par les orateurs de la majorité, I. Florescu, Otetelişeanu, A. Florescu et Barbu Catargiu ; ceux-ci demandent que tous les dossiers sans exception soient examinés par la commission de validation [2]. Une intervention malheureuse du secrétaire d'Etat Brăiloiu, qui tente de soutenir le droit de la régence à réviser, par le truchement du Conseil administratif (le Conseil des ministres !), les sentences des tribunaux en matière électorale — quoique les « stipulations électorales » de la Convention de Paris soient on ne peut plus claires à cet égard [3] — déclenche une riposte vigoureuse de l'opposition, à nouveau frénétiquement applaudie par le public [4]. Devant cette deuxième immixtion du public dans les travaux de l'Assemblée (selon le règlement, aucune sorte de manifestation du public n'est permise de la part des spectateurs, pour ne pas influencer les débats), le président menace, en cas de récidive, de faire évacuer les tribunes [5]. Malheureusement pour lui, le public, à ce moment-là, ne se trouve plus seulement dans la tribune. Immobilisant les sentinelles postées à l'entrée de la Chambre, il a également pénétré, Orăşeanu en tête[6], jusque dans la salle des séances, prenant même place sur les bancs des députés. Le consul français Béclard estime cette foule à trois ou quatre cents personnes [7]. Les tentatives réitérées faites pour évacuer la salle s'avèrent inutiles et la séance continue dans ces conditions. Au dehors, une multitude compacte — « une mer vivante dont les vagues pouvaient à peine se mouvoir », selon l'expression pittoresque d'Orăşeanu — « menaçait d'envahir la Chambre par les portes et même par les fenêtres pour défendre ses droits » [8]. « *La présence de la foule rassemblée dans la cour de la métropolie* — commente le consul autrichien Eder, lui aussi présent à la séance — *a, plus que l'éloquence des orateurs de la minorité, contribué à rendre la majorité plus compréhensive* » [9]. Finalement, après cinq heures

[1] Rapport du consul français Béclard, dans *Acte şi documente*, IX, p. 266.

[2] *Ibidem*.

[3] L'article 7 des « stipulations » prévoit en effet que c'est au tribunal départemental seul qu'il appartient de juger toutes les réclamations électorales et de décider « d'urgence et *en dernière instance* ». Voir *Acte şi documente*, VII, p. 315.

[4] *Acte şi documente*, IX, p. 266.

[5] *Ibidem*.

[6] N. T. Orăşeanu, *O pagină din viaţa mea*, pp. 25—26.

[7] *Acte şi documente*, IX, pp. 266—267.

[8] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 31.

[9] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 303—304 (rapport n° 11 du 23 janvier/4 février 1859).

de débats, la majorité donne son accord sur la résolution suivante, que nous reproduisons telle qu'elle se trouve dans le procès-verbal de la séance : « Ne seront pas admis à voter pour la formation des commissions de validation : 1) ceux qui n'ont pas obtenu la majorité des votes exprimés au premier tour de scrutin ; 2) ceux qui ont été élus par acclamations ; 3) ceux qui ont été élus au collège en excluant des électeurs confirmés par décision de justice ou en faisant voter des électeurs condamnés par les tribunaux ». Sont considérés « en principe nulles et non avenues », « non seulement les élections par acclamations..., mais aussi celles où le vote a été public ». Enfin, il est précisé que « entrent également dans les catégories susmentionnées les élections où ont voté des électeurs inscrits par l'administration après le 31 décembre » [1]. La séance est levée à 4 heures et demie de l'après-midi, la suivante étant fixée pour le lendemain vendredi à 10 heures du matin pour « procéder à l'élection des commissions de validation » [2].

L'opposition, soutenue, encouragée par la foule, a remporté une victoire, tandis que la majorité, impressionnée, intimidée, a cédé. Pratiquement, compte tenu du règlement électoral et faisant le décompte des députés qui doivent être exclus du vote pour la formation des commissions de validation, on constate que l'opposition perd deux places et que la majorité en perd tout au plus 7, le rapport numérique des mandats s'établissant, pour finir, dans le meilleur des cas, à 30 pour la minorité contre 33 pour la majorité [3]. La différence entre les deux camps a diminué, s'est atténuée, mais les conservateurs gardent encore la majorité, majorité réduite, il est vrai, mais majorité quand même. Ainsi s'explique cette appréciation paradoxale d'un député de l'opposition, à la fin de la séance : « nous avons remporté une défaite » [4]. Mais, en réalité, l'opposition a remporté une victoire significative, a prouvé qu'elle détient l'initiative, a contraint la majorité à accepter son point de vue [5]. D'ailleurs, elle est décidée — et nul ne l'ignore — au cas où on ne lui donnerait pas satis-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Procès-verbal nº 1 de l'Assemblée élective de la Valachie, du 22 janvier/2 février 1859, dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 549—550.

[2] *Ibidem*, p. 550, cf. le rapport du consul Béclard dans *Acte şi documente*, IX, p. 267.

[3] *Acte şi documente*, VIII, pp. 580—581.

[4] Article envoyé par un correspondant de Bucarest le 23 janvier/4 février 1859, et paru dans le nº 21 de la « Steaua Dunării » du 29 janvier/10 février 1859.

[5] Ce point de vue, exprimé clairement, dès avant l'ouverture de l'Assemblée élective, dans un article de « Romînul », nº 8 du 20 janvier/1er février, et reproduit dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 542—544, était également partagé par le consul général de Russie, celui de France et celui de Prusse à Bucarest. Dans son rapport du 31 janvier, nouveau style, 1859 (voir *Acte şi documente*, IX, p. 255), Béclard écrit en effet : « Les consuls généraux de Russie et de Prusse, avec lesquels j'ai de fréquentes entrevues, sont d'avis, comme moi, que l'Assemblée nouvellement élue peut être acceptée et que sa réunion, fixée au 3 février, doit avoir lieu à la condition que tous les partis reconnaissent la nécessité d'annuler les élections irrégulières ».

faction en excluant les députés illégalement élus, à se retirer de l'Assemblée et à protester en face du pays et des représentants des grandes puissances. La protestation, déjà rédigée, porte la signature de 32 députés [1].

Le facteur-clé, l'explication décisive de cette victoire, c'est *la présence des masses bucarestoises* autour de l'Assemblée et même à l'intérieur, dans la salle des séances. Sans la pression exercée par ces masses, il est très probable que la majorité n'eût pas cédé [2].

A son tour, cette présence s'explique par l'intérêt qu'avaient les masses à se trouver là où se décidait un acte de la plus grande importance pour leur avenir. Mais il est également vrai qu'elles ne rencontrèrent pas, pendant toute la journée — lorsqu'elles forcèrent les portes de l'entrée principale de la cour de la métropolie, lorsqu'elles recommencèrent après que la police les eût refermées [3], ou lorsqu'elles pénétrèrent de force dans la salle des séances — une résistance vraiment sérieuse de la part de l'armée et de la police, dont les chefs — en particulier le général Vlădoianu, qui commandait l'armée — entendaient conserver une attitude compréhensive à l'égard du peuple et éviter des effusions de sang. Ainsi s'explique comment un mémoire écrit, il est vrai, par un adhérent de Bibescu, le 30 jan-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Voir « Steaua Dunării. Zimbrul şi Vulturul », nº 21 du 29 janvier/10 février, 1859, p. 78.

[2] « Une foule immense de gens du peuple — écrit le correspondant d'un journal d'Odessa, A. Elisitsyne — trois jours durant s'est entassée autour de la métropolie, du matin jusqu'au soir, tenant l'assemblée sous son contrôle et sous sa pression ». A. Elisitsyne, *Избраніе в Молдовалахискіе господари Александра Іоанна Кузы*, Odessa, 1861). « ... La terreur s'était emparée d'un certain nombre de députés... » — rapporte le consul français Béclard qui se trouvait dans la tribune officielle (Bucarest 5 et 12 février 1859; voir T. W. Riker, *op. cit.*, p. 260, note 166). Eder, le consul autrichien, note que les députés conservateurs ont peur « de ne pas quitter vivants la salle des séances s'ils ne se décident pas à voter en faveur de l'union » (Eder à Buol, Bucarest, 12 février 1859). « Les députés — écrit I. Voinescu — voyant l'imminence du péril et que, si chaque parti avait insisté en faveur de ses candidats, l'anarchie aurait atteint son apogée avec toutes les conséquences que cela peut entraîner... (alors) le parti conservateur, quoique ayant la majorité, mais tenant compte des circonstances, a sacrifié ses propres candidats, et le parti libéral, surpris, n'a pu faire autre chose que de suivre le mouvement ». Voir *Notiţe istorice asupra Romîniei de la 1821—1866*, par le colonel Ion Voinescu, dans *Documente privind Unirea Principatelor*, tome III, *Corespondenţă politică*. Dans un télégramme envoyé par I. Ghica le 27 janvier 1859 il est dit que « la nomination de Cuza les a sauvés [les députés] de la menace des bouchers, car il y avait sur la place de l'Assemblée 25 000 hommes prêts a tout casser si notre prince n'avait pas été élu » (« Revista istorică », XII (1926), pp. 83—84). Dans un mémoire envoyé par Alexandru Cuza à Negri à Constantinople en juin 1860, on peut lire la phrase que voici: « Le vote du 24 janvier, qui a porté au trône de Valachie l'élu de la Moldavie, n'a été que la réaction impétueuse de l'instinct national, instinct qu'aucune Assemblée représentative ne pouvait plus ignorer sans déclencher des représailles » (Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R., mss. 5743, f. 62). En ce qui concerne le rôle joué par les masses populaires, dans l'élection de Cuza, voir également Chivu Stoica, *100 de ani de la Unirea Ţărilor Romîne*, dans « Studii », XI (1959), nº 1, p. 12; A. Oţetea, *Însemnătatea istorică a Unirii*, dans *op. cit.*, pp. 36 et suiv.; N. Adăniloaie et M. Vlad, *Rolul maselor populare în făurirea Unirii Ţărilor Romîne*, dans *op. cit.*, pp. 94 et suiv.; Cornelia C. Bodea, *Actul original al alegerii prealabile a lui Alexandru I. Cuza domn al « Principatelor Unite »*, dans *op. cit.*, pp. 267 et suiv.

[3] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 32.

vier/11 février met l'accent sur « le manque de troupes » et « l'impassibilité de la police » [1]. D'ailleurs, un témoin étranger, indifférent à nos luttes intérieures, le journaliste russe Elisitsyne, qui se trouvait par hasard à Bucarest, remarque, lui aussi, cet accord tacite entre l'armée et le peuple [2].

Si nous savons dans les détails ce qui s'est passé à l'Assemblée pendant cette première journée du 22 janvier, en échange, nous sommes moins bien informés en ce qui concerne les conférences qui eurent lieu après la séance, le soir et au cours de la nuit, dans l'un et l'autre camp. Un article paru un an plus tard dans « Conservatorul progresist », le 19/31 janvier 1860, et dû, paraît-il, à Dimitrie Ghica, affirme que les membres du parti national auraient examiné « plusieurs combinaisons plus ou moins acceptables », mais qui furent repoussées, « l'une après l'autre » [3]. De quelles personnes était-il question dans ces « combinaisons », la chose n'est pas précisée. Une autre information, plus tardive encore, puisqu'elle date de 1869, mais qui nous vient d'un participant de marque à tous ces événements, le général B. Vlădoianu, rappelle la proposition précise que, le matin — d'autres sont d'avis que ce fut dans l'après-midi [4] — du 22 janvier, Cezar Bolliac vint lui faire, à savoir la proposition d'élire Alexandru Cuza ; Vlădoianu, à son tour, communiqua cette idée à Alexandru Ghica, qui fut aussitôt d'accord [5]. Nous avons montré plus haut que cette idée, celle de la double élection, avait commencé à circuler sitôt après que Cuza eût été élu en Moldavie ; les témoignages contemporains, roumains et étrangers, l'avaient enregistrée ; elle avait également été évoquée, pensons-nous, au cours des conversations que la délégation moldave, en route pour Constantinople, eut à Bucarest avec les chefs du parti national, du 15 au 17 janvier. Mais c'est maintenant, le 22 janvier, que cette proposition commence à prendre consistance. Cependant, nous ne possédons aucune preuve que les membres du parti national aient examiné *à ce moment-là* la candidature de Cuza. Les plus grandes chances de réussite semblaient encore appartenir à Nicolae Golescu, dont le nom était populaire non seulement à Bucarest — il avait été l'un des leaders les plus connus de la révolution de 1848 — mais aussi parmi la paysannerie qui comptait sur lui pour la débarrasser des boyards [6]. Quant au camp conservateur, lui non plus n'est pas encore arrivé à une conclusion définitive ; ses membres

[1] G. Bibescu, *Domnia lui Bibescu*, tome II, p. 522.
[2] A. Elisitsyne, *op. cit.*, p. 4. Article écrit de Bucarest, le 7/19 février 1859 (*op. cit.*, p. 12).
[3] N° 5 du 19/31 janvier 1860, p. 17.
[4] Dan Berindei, *op. cit.*, p. 65, note 1.
[5] « Terra », n° 47 du 12 mars 1869, p. 185.
[6] Voir l'article d'un correspondant de Bucarest écrit le 23 janvier/4 février 1859, paru dans le journal de Jassy « Patria » et reproduit dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 584, 585.

hésitent à proclamer comme candidat unique Bibescu, car ils se rendent compte de la réaction vigoureuse que cette candidature pourrait déclencher non seulement parmi l'opposition, mais encore parmi les masses.

Pendant la soirée et toute la nuit, l'agitation règne dans la ville. Des groupes « de 50 à 100 hommes » parcourent les rues [1]. La régence, impressionnée par les scènes qui ont eu lieu dans la journée sur la colline de la métropolie, par les épithètes qu'on lui a lancées et, enfin, par toute cette agitation nocturne, fait paraître le lendemain matin dans « Buletinul Oficial » du 27 janvier/4 février, une circulaire adressée au ministère de l'Intérieur, et par laquelle elle interdit toute formation de « réunions ou rassemblements » sur la voie publique, toute parole « de menaces... contre le gouvernement... et les particuliers », ainsi que toute circulation de textes, imprimés ou non, n'ayant pas l'approbation du pouvoir [2]. Mais la circulaire demeure sans effet ; quant aux mesures prises le 23 janvier — envoi de troupes sur et aux abords de la colline de la métropolie — elles aboutissent justement au résultat opposé. La régence et le gouvernement ont laissé échapper les rênes, on ne leur obéit plus ; consciente de sa force, la foule continue de suivre la voie que lui indiquent aussi bien ses propres intérêts que les appels de l'opposition.

Babeş-Bolyai University Library, Cluj

Nous connaissons en détails, grâce à un certain nombre de descriptions des témoins oculaires, la façon dont les choses se sont passées pendant la deuxième séance de l'Assemblée élective. La foule, obéissant aux consignes qui lui ont été données soit verbalement, à la fin de la séance précédente [3], soit par des manifestes distribués dans les rues [4], a commencé à se rassembler dès 7 heures du matin sur la colline de la métropolie ; à 8 heures, elle pénètre dans la cour de l'Assemblée, soit que l'entrée ne soit plus « barrée » comme l'affirme Orăşeanu [5], ce qui serait en contradiction avec les mesures ordonnées par la circulaire de la régence, soit qu'elle ait profité du moment où l'on ouvrait les portes à la voiture de l'évêque de

[1] « Revista Carpaţilor », I (1860), 1, p. 73 (chronique politique de l'an 1859).

[2] « Buletinul Oficial », nº 7 du 23 janvier 1859, p. 25 ; la circulaire est reproduite, à quelques différences de forme près, dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 573—574.

[3] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 35.

[4] Voir la circulaire du 23 janvier/4 février de la régence, qui rappelle les consignes données à la foule « par la diffusion de manifestes et de paroles menaçantes » (*Acte şi documente*, VIII, p. 573) ; cf. le rapport général de Béclard, le 7 février (nouveau style) : « des excitations de tout genre ont été répandues dans ce but à Bucarest et aux environs ... » (*ibidem*, IX, p. 269). Mais les renseignements les plus détaillés sur ce sujet nous sont donnés par la note transmise le soir du 4 février, nouveau style, par Daoud Efendi à Constantinople : « Le bruit circulait ce matin que le peuple va envahir la métropolie ; dès hier, on a affiché des proclamations disant au peuple : courez demain à la métropolie ; le moment est grave, les tyrans veulent fouler aux pieds tous nos droits... » (copie annexée au rapport d'Eder en date du 5 février nouveau style, 1859 : *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 305).

[5] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 37.

Buzău, comme nous le relate le même jour le correspondant à Bucarest du journal de Jassy « Patria »[1], soit, enfin, que Dimitrie Ghica soit intervenu pour faire ouvrir les portes, comme le soutient le commissaire de la Porte, dans une note expédiée le soir du même jour à Constantinople [2].

Quand, à 10 heures, ce commissaire traverse la cour pour entrer dans la salle des séances, il la trouve remplie « d'un grand nombre de paysans et d'ouvriers »[3]. Le consul français Béclard, arrivé parmi les premiers, estime la foule à « plusieurs milliers d'individus », ajoute qu'elle « augmente sans cesse de groupes dont l'attitude paraît menaçante » et note même le détail suivant : « des centaines de paysans, reconnaissables à leur costume, sont présents çà et là »[4]. Le consul autrichien Eder, lui, donne le chiffre de 10—12 000 hommes[5].

La séance de l'Assemblée commence par la lecture et l'adoption du procès-verbal de la séance précédente, après quoi, l'ordre du jour prévoit l'établissement de la liste des députés qui, conformément aux règles adoptées la veille, ne pourront pas prendre part à la nomination de la commission de validation. Mais, pendant que l'on fait, dans ce but, l'appel nominal des députés présents, l'opposition constate qu'un bataillon d'infanterie est entré dans la cour de la métropolie et a pris position au milieu de la foule[6]. En même temps, un corps de cavalerie occupe la rue qui borde la colline au sud — aujourd'hui rue du 11 juin — tandis que d'autres troupes cantonnent dans la cour de la maison voisine de celle de Gheorghe Bibescu, le candidat des conservateurs[7]. Croyant qu'on va l'attaquer, la foule commence à s'agiter et à crier : « A bas l'armée ! A bas les tyrans ! Vive la liberté ! ». Orăşeanu, « d'un coup de pied », ouvre la porte de l'assemblée, pénètre dans la salle des séances et crie aux députés : « Chassez les troupes, messieurs, ou nous ne répondons plus de votre vie ! »[8]. Déchaînés, voire menaçants, les députés de l'opposition exigent du président de l'Assemblée qu'il ordonne le retrait de l'armée, l'Assemblée ne pouvant délibérer « sous la menace des baïonnettes »[9]. Dans la salle, la tension est à son paroxysme, tant parmi les

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Voir le numéro 22 du 12/24 février 1859, p. 85 ; l'article de la « Patria » est reproduit dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 584—585.

[2] On en trouve une copie annexée au rapport du consul Eder du 5 février. Voir *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 305.

[3] *Ibidem*.

[4] Rapport du 7 février, nouveau style, dans *Acte şi documente*, IX, p. 268.

[5] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 311.

[6] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 39 ; rapport de Béclard dans *Acte şi documente*, IX, p. 268.

[7] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, pp. 39—40.

[8] *Ibidem*, p. 40.

[9] Rapport du consul français Béclard, dans *Acte şi documente*, IX, p. 268.

députés que dans les tribunes. Le général Vlădoianu, qui commande en chef et est également député, sort dans la cour où deux députés de l'opposition l'ont précédé et haranguent la foule, et donne au bataillon l'ordre de se retirer[1]. Mais, après le départ de la troupe, la foule exige aussi «avec des cris encore plus terrifiants» le retrait de la cavalerie, «qui occupe la rue de derrière»; Vlădoianu donne également l'ordre à la cavalerie de se retirer[2]. Ainsi est évité un heurt qui eût pu avoir les pires conséquences, surtout pour les députés conservateurs. Une partie d'entre eux sont d'ailleurs, selon les propres termes du consul français Béclard, témoin oculaire, «pris de terreur panique»[3]. Les débats passionnés suscités par la présence de l'armée continuent encore un bon bout de temps, puis on passe enfin à l'examen de la liste des députés qui, ayant été élus irrégulièrement, ne seront pas autorisés à participer à la désignation de la commission de validation; on rappelle à cette occasion les conditions dans lesquelles les députés en question ont été élus. Finalement, après examen des dossiers suivi des contestations respectives, la liste est définitivement dressée; elle correspond d'ailleurs aux calculs faits la veille et comprend neuf députés: deux membres de l'opposition — Alexandru Ghica, l'ancien prince régnant, et Radu Golescu — et sept appartenant à la majorité: Ioan Manu (l'un des trois caïmacams), Nicolae Băleanu, Ioan Hagiadi, Mihail Pleşoianu, Barbu Bellu, Iorgu Leng et Angheleanu. En ce qui concerne un dixième député, Ioan Sîmboteanu, lui aussi membre de la majorité, une décision définitive ne sera prise qu'après que le ministère de l'Intérieur aura fait parvenir à l'Assemblée le dossier de son élection[4]. Le procès-verbal de la séance comprend également la décision, prise à la suite des discussions suscitées par la présence de l'armée, selon laquelle «dorénavant, le public ne pourra entrer que sur présentation de billets qui seront distribués par messieurs les députés; ces billets seront uniquement valables pour la tribune, et en aucun cas ne donneront le droit d'entrer dans la cour»[5]. La séance est levée à quatre heures de l'apres-midi, la suivante étant fixée pour le lendemain, à dix heures du matin.

L'après-midi, un nouvel événement vient illustrer de la façon la plus significative l'action des masses bucarestoises. Alors que la séance touche à sa fin, un bruit court soudain dans la foule amassée sur la

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 41.
[2] *Ibidem*, pp. 41—42. A ce propos, Orăşeanu nomme Vlădoianu «le brave général patriote» (p. 42).
[3] *Acte şi documente*, IX, p. 270.
[4] *Ibidem*, VIII, p. 570.
[5] *Ibidem*, p. 569.

colline de la métropolie : à Colentina, environ 2 000 paysans qui voulaient entrer dans Bucarest se sont heurtés aux fantassins qui barraient le passage ; deux cents paysans ont été enfermés « comme des bestiaux » dans l'abattoir du quartier[1]. Entendant cela, Orăşeanu, à la tête d'environ 200 citoyens, part pour les délivrer ; à la barrière Moşilor, le nombre de ceux qui le suivent atteint maintenant 7 ou 8 000 hommes. Arrivée à Colentina, la foule désarme les 28 fantassins qui montaient la garde et apprend par la même occasion que les paysans arrêtés la veille ont été élargis. Encadrant les fantassins désarmés (leurs fusils ont été entassés pêle-mêle dans un fiacre), la foule revient à Bucarest en chantant « *Hora Unirii* » (la Ronde de l'Union) et défile devant la maison du caïmacam Băleanu, dont les lumières s'éteignent brusquement au moment où la bruyante colonne des manifestants — maintenant 10 ou 12 000 — s'engage dans la rue. Cela fait, la foule marche sur la maison de Ion Creţulescu, le préfet du département d'Ilfov, qui avait donné l'ordre d'arrêter les paysans, mais ne le trouve pas chez lui ; n'osant affronter le peuple, Creţulescu a préféré prendre la fuite. Finalement, la foule se rend au siège de la police où elle remet au préfet de police, le colonel Caragea, les 28 fantassins et leurs fusils, en échange d'une quittance[2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Cet épisode montre clairement quelle est, au soir du 23 janvier, la situation réelle, quel est le véritable rapport des forces entre la régence et le gouvernement d'une part, et, de l'autre, la masse de la population bucarestoise, qui sympathise avec l'opposition.

L'élection de Cuza. Le même soir, de nouvelles conférences ont lieu entre les députés des deux camps. La majorité se réunit dans la maison de l'un de ses leaders, Otetelişeanu[3] sise Podul Mogoşoaiei, l'actuelle Calea Victoriei, là où s'élève aujourd'hui le palais des téléphones. Profondément impressionnée par ce qui s'est passé à l'Assemblée, encore sous l'empire de la peur, la majorité se demande si elle ne ferait pas mieux de ne plus prendre part à la séance ; par le truchement de l'un de ses leaders, Barbu Catargiu, elle fait connaître cette intention aux consuls des puissances garantes[4]. Mais ceux-ci la convainquent qu'elle commettrait une erreur en se retirant de l'Assemblée[5] ; seul, le consul au-

[1] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 42.
[2] *Ibidem*, pp. 43—57.
[3] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 319.
[4] *Ibidem.*
[5] *Ibidem.*

trichien émet l'avis qu'il serait préférable que l'Assemblée tînt séance dans une autre ville, pour se mettre à l'abri des pressions populaires[1].

A la même heure, les députés du parti national et un grand nombre de partisans non députés se réunissent dans une salle de l'hôtel « Concordia », rue Germană, aujourd'hui rue Smîrdan [2]. D'abord, on discute des diverses solutions possibles, sans que personne, semble-t-il, propose formellement de candidat ; puis, on étudie la suggestion de la majorité conservatrice, suggestion transmise par les députés Barbu Catargiu et Arsaki, proposant que l'un et l'autre camp renonce à ses candidats, c'est-à-dire, les conservateurs à Bibescu et à Ştirbei, le parti national à Ghica et Nicolae Golescu [3]. Convaincu maintenant qu'il n'a plus aucune chance d'être élu, Dimitrie Ghica propose alors la candidature d'Alexandru Ioan Cuza, prince régnant de Moldavie [4]. Deux des participants à la réunion, les députés Vasile Boerescu et Constantin Bozianu, se rallient aussitôt à son point de vue et soutiennent « avec ardeur » sa proposition [5].

Les objections de forme faites par quelques-uns des participants à la réunion — Gheorghe Ghica, par exemple — n'ont aucun écho [6] et il est décidé que le lendemain, à l'Assemblée, tous les députés soutiendront la candidature de Cuza. Il est également décidé que l'on gardera le secret [7], pour ménager l'effet de surprise, et, aussi, pour empêcher toute manœuvre éventuelle du parti adverse. Seul en est informé le commandant en chef, le général Vlădoianu, qui vient justement de convoquer chez lui quelques-uns des officiers de la garnison, et qui, lui aussi, se montre disposé à contribuer à la réalisation du plan décidé par les députés de la minorité [8].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Vasile Boerescu, l'un des leaders de la séance de l'hôtel « Concordia », affirmera plus tard par écrit que, bien avant d'être formulée, la proposition d'élire Cuza en Valachie « était... dans tous les esprits » [9]. Cette affirmation n'est pas exagérée ; des témoignages roumains et étrangers la prouvent. Rien d'étonnant donc si le lendemain à l'Assemblée cette proposition réunira aussitôt tous les suffrages. Surtout que pour les députés conservateurs intimidés voire effrayés par les manifestations de masse

[1] *Ibidem.*
[2] L'hôtel n'existe plus mais l'édifice subsiste encore, au 39 de la rue Smîrdan.
[3] Rapport du consul français Béclard dans *Acte şi documente*, IX, p. 272.
[4] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, p. 320.
[5] « Naţionalul » du 3/15 janvier 1860, p. 2, article intitulé *24 ianuarie din 1859*.
[6] *Ibidem.*
[7] *Ibidem*, p. 3.
[8] « Rominul » du 7/19 février 1869, p. 118.
[9] « Naţionalul » du 3/15 janvier 1860, p. 3.

des deux journées précédentes cette proposition représentera un moyen de sortir « honorablement » de l'impasse dans laquelle ils se sont fourvoyés. Plusieurs d'entre eux confieront d'ailleurs au consul autrichien Eder le soir même du 24 janvier après l'élection qu'ils étaient convaincus que si la solution Cuza n'était pas survenue, « ils n'auraient pas quitté vivants la salle des séances » [1].

Voici maintenant la manière dont les choses se sont passées le jour de l'élection. La séance s'ouvre le samedi 24 janvier à 11 heures du matin. Après lecture et adoption du procès-verbal de la séance précédente, Vasile Boerescu demande au président le huis-clos pour lui permettre de faire une proposition [2]. Le président accepte et les députés passent dans une salle voisine où Boerescu prend la parole. Notre désaccord dit-il, vient de ce que chacun des deux camps veut imposer son propre candidat au trône, que chacun se refuse à voir triompher le camp adverse. D'où discorde, d'où discrédit. « L'anarchie, ajoute-t-il, n'est pas loin et l'ennemi est à nos portes. Et pourtant, il existe un moyen de sortir de l'impasse. Tous, nous sommes disposés à nous entendre sur le principe de l'Union », qui fut proclamé ici même, « dans cette Chambre » lors du divan *ad hoc*. « Mais nous entendre sur le principe de l'Union, poursuit Boerescu, c'est aussi nous entendre sur la personne qui représente ce principe. Or, cette personne est Alexandru Ioan Cuza, le prince régnant de Moldavie ! Unissons-nous donc... autour de ce nom, conclut Boerescu, et la postérité nous bénira, le pays nous tendra les mains, nous serons en paix avec notre conscience, sachant que nous avons accompli... un devoir sacré ! » [3]. Le discours de Boerescu produit une profonde impression ; la plupart des députés ont les larmes aux yeux. Un représentant de la majorité, le docteur Arsaki, se déclare d'accord et donne comme exemple le précédent de la Suède et de la Norvège qui ont le même souverain. D'autres députés, dont les fils des anciens candidats Bibescu et Ştirbei en personne, donnent aussitôt leur assentiment ; sans tarder, un acte est rédigé, signé par tous les députés présents et renforcé par le serment qu'ils voteront tous sans exception pour Cuza [4]. En tout, la séance à huis-clos a duré une heure et demie [5]. Pour nombre d'entre eux, les larmes versées pendant la séance n'étaient pas des larmes de joie, d'enthousiasme, mais bien l'effet du moment difficile qu'ils venaient de passer. Nous voulons parler

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] *Rapoarte consulare austriece*, paquet XIII, pp. 320–321.
[2] Voir le procès-verbal de la séance dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 587–588.
[3] « Naţionalul », nº 14 du 25 janvier/6 février 1859. Cf. *Acte şi Documente*, VIII, pp. 653–654.
[4] *Acte şi documente*, VIII, p. 655.
[5] *Ibidem*, p. 588.

des députés conservateurs, contraints d'accepter l'élection de Cuza sous la pression des masses, mais avec, au cœur, le secret espoir que l'élection sera éventuellement annulée par les grandes puissances européennes.

L'accord conclu, le reste marcha tout seul. Les députés rentrent dans la salle des séances, où l'on forme aussitôt quatre commissions de validation conformément aux principes établis à la séance du 22 janvier, c'est-à-dire que neuf sièges sont déclarés vacants ; cela fait, on élit le bureau de l'Assemblée [1]. L'un des vice-présidents, l'ancien caïmacam Constantin Cantacuzino, prenant la parole, déclare que l'Assemblée étant constituée, elle peut maintenant procéder tout de suite « à l'élection du prince, pour ne plus retarder un acte attendu avec tant d'impatience par tout le pays ». Puis il ajoute : « le champ de l'élection est plus large que jamais, car la Convention ne fait plus aucune différence entre les Moldaves et les Valaques » [2]. Puis les députés, conformément au règlement, prêtent serment, un serment où il est dit que leur vote ne sera influencé par aucun intérêt personnel, et par aucune considération autre que le souci du bien public. Après, on passe au vote dans les formes prescrites ; suit le dépouillement du scrutin dans un silence impressionnant. Tous les bulletins sans exception — 64 au total — portent le nom d'Alexandru Ioan Cuza ; sur certains, on a même ajouté des vœux : « pour la gloire de la patrie », « pour le bonheur des Roumains », et d'autres du même genre [3]. Le bureau constate l'unanimité des votes et proclame élu Alexandru Ioan Cuza [4], au milieu d'une explosion d'enthousiasme. Les consuls étrangers présents à la séance sont profondément impressionnés [5]. A la manifestation de joie de l'Assemblée s'ajoute celle, bien plus puissante, de la foule massée sur la colline de la métropolie et même dans les rues avoisinantes. Plus de 30 000 hommes [6] — un journal donne même le chiffre de plus de 50 000 [7] — acclament de tout leur cœur le nom de Cuza, en qui ils placent toutes leurs espérances et dont ils attendent une vie meilleure.

Dès le matin, comme au cours des deux journées précédentes, les Bucarestois s'étaient rassemblés, mais cette fois, obéissant aux consignes (consignes nouvelles, car la situation, elle aussi, avait changé), au lieu

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] *Ibidem*, pp. 588—591.

[2] *Ibidem*, p. 591.

[3] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 74 ; cf. *Acte şi documente*, VIII, p. 592.

[4] Le procès-verbal se trouve aux Archives de l'Etat, Valachie, doss 6/1859, f. 2 ; il est reproduit, avec quelques modifications de forme, dans *Acte şi documente*, IX, p. 276.

[5] Voir le rapport de Béclard dans *Acte şi documente*, IX, p. 276.

[6] « Monitorul Oficial al Ţării Romîneşti », nº 9 du 29 janvier/10 février 1859, p. 35.

[7] « Naţionalul », nº 14 du 25 janvier/6 février 1859 ; cf. *Acte şi documente*, VIII, p. 656.

d'occuper la cour de l'Assemblée, ils s'étaient dirigés du côté de Filaret, une partie seulement d'entre eux restant sur la colline de la métropolie, et cela de façon beaucoup moins voyante que les jours précédents [1]. Cependant, pour toute éventualité, la foule était là, prête, à un signal donné (un mouchoir rouge agité à l'une des fenêtres de l'Assemblée [2] au cas où les choses tourneraient mal), à envahir l'Assemblée [3]. Un article envoyé à un journal de Cluj par son correspondant à Bucarest nous apprend que « une bonne partie de la foule attendait, armée de pistolets et de couteaux, le résultat de l'élection » [4]. Lorsque, vers une heure de l'après-midi, la nouvelle se répand, comme une traînée de poudre, que Cuza va être élu, et que l'on entend les premières ovations de ceux qui sont restés sur la colline de la métropolie, la foule qui se trouvait à Filaret, Orăşeanu en tête, se met à courir dans cette direction [5].

Après la proclamation du résultat, Vasile Boerescu prend à nouveau la parole et, allant au devant des objections éventuelles des grandes puissances hostiles à l'Union (c'est-à-dire la Turquie et surtout l'Autriche), explique que non seulement ce vote « ne contredit en rien la lettre de la convention », mais encore que, « au contraire, il est absolument conforme à son esprit » [6]. Suit l'établissement des actes respectifs : d'abord, un télégramme du président de l'Assemblée à : « Son Altesse Alexandru Ioan Ier, prince régnant de Moldavie et de Valachie » et dans lequel, lui faisant connaître son élection « à l'unanimité », il déclare que « l'Assemblée salue son prince avec respect et avec amour, et l'invite à prendre en main le

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 68. A la tête de la foule rassemblée sur la colline de la métropolie se trouvait un autre « tribun », I. G. Valentineanu, ami d'Orăşeanu (I. G. Valentineanu, *Alegerea, detronarea şi înmormîntarea lui Cuza Vodă*, Bucarest, 1898, p. 10). Le soir du 23 janvier, le président de l'Assemblée, le métropolite Nifon, avait adressé à la régence « avec prière de la rendre publique par tous les moyens », une adresse « aux habitants de la capitale » par laquelle il les « invitait », les « conjurait » même, « au nom de l'intérêt général, au nom de la patrie », « de rester calmement chez eux et d'épargner à l'Assemblée tout bruit et toute pression, pour qu'elle puisse délibérer en toute liberté... ». (Archives de l'Etat, Assemblée Elective de Valachie 1859, doss. n°2, f. 5—5v.; C. A. Rosetti, lui aussi, fit paraître le matin du 24 janvier une adresse du même genre aux habitants de la capitale (voir *Acte şi documente*, IX, p. 570).

[2] I. G. Valentineanu, *op. cit.*, p. 10.

[3] *Ibidem.*

[4] Article daté du 6 février, nouveau style, 1859, et paru a Cluj dans le journal « Kolozsvári Közlöny », nº 14, du 17 février 1859, p. 55 (texte signalé et traduit du hongrois par Teofil Bugnariu).

[5] N. T. Orăşeanu, *op. cit.*, p. 69.

[6] L'original se trouve aux Archives de l'Etat de Bucarest, Assemblée Elective de Valachie, doss. 6/1859, f. 5—5v., avec l'apostille suivante : « à imprimer dans n'importe quel journal, au gré de l'auteur ». Reproduit, avec quelques différences de forme, dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 593—594.

gouvernail du pays »[1], ensuite, l'acte annonçant le résultat de l'élection à la Régence, puis la pétition faisant connaître le résultat à la Sublime Porte et demandant l'investiture du nouvel élu[2]. La séance est levée à 6 heures et demie du soir.

En ville, c'est un enthousiasme comme on n'en avait jamais vu. Une foule immense, civils et soldats fraternellement mêlés, danse « à tous les carrefours » la ronde de l'Union, au son des musiques militaires et à la lueur des flambeaux. Partout éclatent des manifestations de joie. Toutes les cloches des églises sonnent ; les édifices publics et les demeures privées sont illuminés à giorno ; des orchestres populaires jouent un peu partout, les gens s'embrassent sans se connaître[3].

« Nos frères paysans — lisons-nous dans le „Românul" — qui étaient entrés dans la capitale par toutes les barrières depuis l'ouverture de l'Assemblée et qui avaient attendu pendant toute cette longue séance dans la cour et aux alentours de la métropolie, sans manger pendant des jours, dans l'attente de l'accomplissement des désirs de la nation, criaient maintenant de toute la force... de leur âme : Vive Cuza ! Vive notre prince ! »[4]. Le plus modeste habitant de Bucarest, le plus humble paysan sentait qu'il venait de vivre un événement très important et qui allait influencer l'avenir du pays, celui de Bucarest, celui de chacun d'entre eux.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Archives de l'Etat de Bucarest, doss. 6/1859. f.6. Paru avec quelques différences de forme et quelques ommissions, dans *Acte şi documente*, VIII, p. 604.

[2] Un exemplaire en roumain et en français, avec signatures authentiques, figure aux Archives de l'Etat de Bucarest, Assemblée Elective de Valachie, doss. 6/1859, f. 31—32 v. Figure également dans *Acte şi documente*, VIII, pp. 631—632 et 636—637.

[3] *Acte şi documente*, VIII, p. 609 ; cf. « Naţionalul » du dimanche, 25 janvier 1859, p. 54.

[4] Article de I. Bujoreanu dans « Românul » nº 11, 27 janvier/8 février 1859, p. 43 ; cf. *Acte şi documente*, VIII, pp. 689—690.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ASPECTS DE LA LUTTE DE LA PAYSANNERIE POUR LA TERRE ENTRE 1917 ET 1921

par TR. LUNGU et M. RUSENESCU

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A la veille de la première guerre mondiale, l'un des principaux problèmes qui se posaient en Roumanie était le problème agraire. La répartition de la propriété agricole, dont près de 3 500 000 ha étaient détenus en 1913 par environ 4 500 gros propriétaires fonciers, contre 3 200 000 ha seulement appartenant à 1 080 000 familles paysannes, constituait une cause permanente d'agitation dans les rangs de la paysannerie, qui six années auparavant, durant la grande révolte paysanne de 1907, avait fait la preuve de ses grandes réserves révolutionnaires. En Transylvanie, les propriétés jusqu'à 10 hectares (soit environ 35,5% de la superficie agricole totale) étaient détenues par approximativement 800 000 paysans, alors que 6 953 gros propriétaires fonciers (soit 0,7% du nombre des propriétaires de terre) détenaient environ 40% des terres arables de plus de 60 hectares [1]. Dans cette dernière catégorie, les propriétaires terriens hongrois détenaient environ 81% des terres de plus de 50 hectares et 93,7% des terres de plus de 600 hectares.

L'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale a jeté sur le dos de la paysannerie de nouvelles et lourdes charges ; les hommes, dans leur grande majorité ont été mobilisés, les femmes, les enfants, les vieillards et les personnes impropres au service militaire étaient à la merci

[1] Voir L. Vajda, *Despre situația economică și social-politică a Transilvaniei în primii ani ai secolului XX*, dans *Studii și materiale de istorie modernă*, vol. I, p. 310.

des occupants étrangers, les terres restaient en friche, le bétail était réquisitionné, les propriétés tombaient en ruine. L'absence de terre, à laquelle s'ajoutaient les souffrances provoquées par la guerre et l'occupation étrangère, avec leur cortège de misères, ainsi que l'anarchie administrative causée par la retraite des autorités en Moldavie, déterminèrent les masses paysannes du territoire occupé à passer à des actions plus résolues. Selon les relations des contemporains, dans certaines régions du pays, les paysans pénétrèrent sur les terres des boyards, les occupant et dévastant les manoirs [1]; après l'invasion de l'Olténie et de la Munténie, les autorités allemandes d'occupation entreprirent aussitôt de rétablir « l'ordre » en ayant recours à des mesures répressives [2].

Pendant ce temps, en Moldavie, la disette et les épidémies faisaient des ravages dans les rangs de la population. Le typhus exanthématique se révélait un fléau tout aussi terrible que la guerre et faisait des dizaines de milliers de victimes [3].

La misère existante fut aggravé à l'automne de 1916 par la loi pour le travail obligatoire de la terre, qui obligeait les paysans à travailler les terres des gros propriétaires fonciers, avant de passer au travail de leurs propres terres. Les mesures arbitraires prises par les autorités civiles et militaires des départements étaient exécutées avec beaucoup de zèle par leurs représentants; les femmes, les enfants et les vieillards étaient réquisitionnés aux fins de travailler les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers. Dans le département de Tecuci par exemple, le conseiller agricole, qui était un gros propriétaire, décida de ne faire cultiver sur les terres inférieures à 5 ha — donc sur la grande majorité des terres paysannes — que du maïs et du fourrage, les semences pour la culture des céréales devant être remises aux autorités qui à leur tour les distribuaient aux propriétaires terriens et aux gros fermiers. La loi pour le travail obligatoire de la terre a été complétée et étendue sur tout le territoire du pays durant les premiers mois de l'année 1917. Sous le couvert de cette loi, les autorités commettaient des abus inouïs. Dans

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Grigore Antipa, *L'occupation de la Roumanie et ses conséquences économiques et sociales*, p. 52.

[2] Voir à ce propos, D. Mitrany, *The Land and the Peasant in Roumania*, Londres, 1930, p. 98.

[3] Un sénateur caractérisait de la manière suivante la misère indescriptible des masses : « Il est des cas où le père est mort au front ou combat sur le front tandis qu'à son foyer, dans telle ou telle misérable commune, la mère et les enfants sont consumés par les maladies et l'absence complète de nourriture; on peut voir des cas où la mère gît sur une banquette, morte de typhus exanthématique, cependant que les enfants, autour de son corps, pleurent de faim et l'hiver de froid, dénudés, épuisés par la misère et serrant dans leurs menottes un morceau de gaude sèche et sale jusqu'au moment où, tour à tour ou tous à la fois, ils en viennent à rendre l'âme » (*Débats du Sénat 1916—1918*, séance du 16 novembre 1916).

le département de Putna, dans la partie même occupée par l'ennemi, le conseil agricole assure tout d'abord l'exécution des travaux sur les terres des gros propriétaires fonciers ; dans le département de Dorohoi, les corvées étaient effectuées presque exclusivement par les bestiaux affamés et efflanqués des paysans ; les habitants de la commune de Văculeşti du même département, ainsi que ceux de la commune de Sedrigeni (Dorohoi) furent contraints d'abandonner leurs terres pour aller travailler dans d'autres départements [1].

En Transylvanie, les misères de la guerre étaient là aussi supportées par les masses laborieuses des villes et des campagnes. La vie économique de la province d'au delà des montagnes, de même que d'ailleurs dans toute la monarchie austro-hongroise, avait été militarisée, ce qui signifiait en premier lieu que la production était entièrement subordonnée aux nécessités de la guerre [2]. Le fait qu'un commissaire militaire ayant pleins pouvoirs avait été nommé à la tête de la Transylvanie avait pour conséquence que toute l'activité économique était subordonnée aux mêmes fins. L'absence de main-d'œuvre déterminée par les recrutements incessants était compensée par l'exploitation toujours plus intense des femmes, des enfants, des vieillards ou des personnes impropres au service militaire. Les réquisitions firent que le nombre des bêtes de trait diminua de moitié durant les premières années de la guerre. En vertu de la loi sur les « mesures exceptionnelles en temps de guerre » et de la loi « sur les prestations de guerre » votées toutes les deux en 1912 par le Parlement, le gouvernement fut autorisé à introduire un régime spécial afin de pressurer les paysans au maximum. A partir de 1915, l'absence de céréales se faisait ressentir toujours davantage [3]. Les rapports expédiés aux autorités faisaient couramment état de cette situation. Ainsi, une pétition adressée au maire de la ville de Tîrgu-Mureş en 1917 déclarait [4] : « C'est un fait bien connu que la situation du ravitaillement laisse à désirer ... et cette situation s'est fait jour à la suite des dispositions du dernier gouvernement qui a favorisé les classes dominantes et ne s'est pas soucié des souffrances du peuple opprimé ». Cette situation était également reflétée dans le rapport du sous-préfet de Turda Arieş qui relatait que « ...la famine bat avec force aux

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Débats de la Chambre des députés du 27 mai 1917, p. 73.

[2] Pour certaines informations concernant les mouvements paysans de l'ancienne Roumanie, durant la période février-octobre 1917, nous avons utilisé le matériel documentaire mis à notre disposition par C. Fotino et M. Iosa, et pour la Transylvanie, le matériel recueilli par M. Kertesz.

[3] « Telegraful romîn » du 26 février/11 mars 1915.

[4] « Tükör » du 12 août 1917.

portes de notre population agricole [1] ». A l'oppression sociale des masses laborieuses roumaines s'ajoutait l'oppression nationale et toutes deux aggravaient la condition misérable de la paysannerie.

★

Tel était dans les grandes lignes le tableau du village roumain à la veille de la révolution russe de février 1917. Notre pays, situé dans le voisinage immédiat de la Russie révolutionnaire, s'est trouvé dès l'abord dans l'aire de diffusion des idées révolutionnaires, dont la population prenait connaissance soit par écrit soit de vive voix. Les nouvelles touchant les événements qui avaient lieu dans le grand pays voisin trouvèrent tout d'abord un écho, comme cela était naturel, dans les rangs de la partie la plus avancée de la société, dans les rangs de la classe ouvrière qui, dès les premiers jours de la révolution s'est soulevée contre les classes dominantes, pour ébranler ensuite considérablement les positions de ces classes, au cours des années ultérieures [2]. Les paysans qui étaient restés dans les campagnes ainsi que ceux qui avaient revêtu l'uniforme militaire et étaient entrés en contact avec les idées révolutionnaires accueillaient eux aussi favorablement les nouvelles idées. « La couche petite bourgeoise de la population des campagnes, la paysannerie, au sens propre et strict du mot — dit Lénine — ne saurait ne pas être révolutionnaire dans certaines périodes historiques. Son révolutionnarisme d'aujourd'hui (de la période de la première révolution russe de 1905—1907—*n. de l'a.*) résulte inévitablement de toutes les conditions „de l'ancien régime" et nous devons le soutenir et le développer intensément [3] ». Les thèses de Lénine s'appliquaient entièrement à la période historique dont nous nous occupons.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La situation révolutionnaire qui se faisait jour partout a entraîné dans la lutte les larges masses de la paysannerie contre les abus des autorités répressives, tant civiles que militaires. L'une des formes les plus répandues de la lutte des masses paysannes était le refus de travailler les terres des gros propriétaires fonciers, de se soumettre aux corvées et aux réquisitions et, en général, de donner cours aux sommations des gendarmes et des autorités civiles. Sous l'influence des idées révolutionnaires pro-

[1] Archives de l'Etat, Budapest, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, an. 1917, n° 994, t. XXXVII.

[2] Nous ne nous occuperons dans le présent article des actions révolutionnaires de la classe ouvrière de notre pays, entreprises au cours de cette période, que dans la mesure où ces actions ont soutenu directement l'organisation et la lutte de la paysannerie pour la terre.

[3] V. I. Lénine, *Œuvres* (ed. roum), vol. 8, E.S.P.L.P., Bucarest, 1955, p. 311.

pagées par les soldats russes [1], et parfois même avec le concours de ceux-ci, les paysans s'opposèrent toujours davantage aux actions des gendarmes qui venaient les réquisitionner. Ainsi, au mois de mai, les paysans des villages de Doamna et de Ruginoasa s'opposèrent aux gendarmes en recourant aux haches et à l'eau bouillante [2]. Dans plusieurs communes du département de Baia [3] et de Jassy [4], on assista à des actions analogues au mois d'août et de septembre. Les hommes et surtout les femmes de la commune de Liteni — était-il dit dans une plainte adressée par le gros propriétaire terrien Krupenski au préfet du département de Baia — s'obstinent à ne pas vouloir effectuer les travaux sur mon domaine, en dépit des pressions des autorités [5].

La révolution de février 1917 a imprimé une forte impulsion aux luttes révolutionnaires dans le territoire occupé aussi. Les groupes révolutionnaires organisèrent dès le mois de mars 1917 diverses manifestations contre la guerre impérialiste. La résistance de la paysannerie contre les autorités d'occupation, contre les gros propriétaires fonciers et les gros fermiers, a revêtu des formes analogues aux formes qu'elle avait eues en Moldavie. « Au cours de ma tournée dans les communes de Pantelimon, de Sărulești, de Băneasa et de Fierbinți — relatait un inspecteur agricole — j'ai vu de vastes champs de maïs qui n'avaient pas été bêchés, et même des terres paysannes qu'on n'avait pas travaillées, tandis que la population valide et capable de travail restait dans les villages sans rien faire » [6]. Dans leur haine contre les propriétaires terriens et les gros fermiers et aussi contre les occupants allemands — qui réquisitionnaient tous leurs produits — les masses paysannes, acculées à la misère la plus noire, allaient jusqu'à refuser obstinément de travailler même leurs propres terres. Pour suppléer à l'absence de main-d'œuvre et surtout au refus des paysans de travailler les terres des boyards, les troupes d'occupation firent venir sur les lieux des paysans originaires des montagnes, mais ceux-ci aussi quit-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Voici ce que déclarait une dépêche de l'Inspectorat de la gendarmerie rurale adressée au ministère des Affaires intérieures : « Différents soldats russes, soit individuellement soit en groupe, cherchent à inciter nos paysans à ne plus effectuer de travaux agricoles pour les propriétaires et les gros fermiers » (Archives de l'Etat, Tulcea, Fonds de la Préfecture de Tulcea, doss. 8/917, f. 87).

[2] V. Liveanu, *1918, Din istoricul luptelor revoluționare din Romînia*, Bucarest, 1960, p. 134.

[3] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 23/1917, f. 40, 136 ; doss. 24/1917, f. 40.

[4] V. Liveanu, *op. cit.*, p. 137.

[5] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 24/1917, f. 69.

[6] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Préfecture du département d'Ilfov, doss. 34/1917, f. 176.

taient les terres, à cause des conditions inhumaines de travail [1]. Les autorités d'occupation prirent une série de mesures contre le refus de travailler les terres des gros propriétaires fonciers ; parmi les mesures les plus répandues, il convient de citer les amendes. Rien que dans 7 arrondissements de l'ancien département d'Ilfov, plus de 1 500 paysans [2] furent soumis à des amendes variant entre 10 et 200 lei, pour avoir refusé d'exécuter les travaux agricoles à l'été de 1917.

Les paysans avaient également recours à d'autres actions, par exemple l'occupation forcée des terres appartenant aux boyards, ce qui constituait un progrès sérieux dans leur lutte. Ainsi, le propriétaire du domaine de Bezdead se plaignait en juillet 1917 de ce que les habitants de la commune de Talea (département de Prahova) étaient entrés de force avec leurs bestiaux sur sa terre et « ne voulaient plus rien entendre, ni plus rien payer des dettes qu'ils avaient envers l'administration de la terre »[3]. En d'autres lieux, les paysans incendièrent les aires [4] ou s'en prirent aux manoirs des gros propriétaires fonciers [5].

Les luttes déployées par les larges masses ouvrières et paysannes au printemps et à l'été de 1917, tant en Moldavie — sur le territoire occupé par les troupes allemandes — qu'en Transylvanie, luttes déterminées par les difficiles conditions d'existence et de travail de ces masses, ne faisaient que marquer le début de l'essor révolutionnaire qui devait s'intensifier toujours davantage au cours des années suivantes, sous l'influence de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Impuissantes à endiguer le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans uniquement par des mesures de terreur, les couches gouvernantes commencèrent de nouveau à agiter la question des réformes, espérant trouver là un moyen d'isoler la paysannerie du prolétariat. « Conscientes du fait que la paysannerie pourrait devenir une réserve du mouvement révolutionnaire du prolétariat — déclare le camarade Gh. Gheorghiu-Dej — que l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pourrait conduire au renversement révolutionnaire du régime bourgeois-

[1] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Préfecture du département d'Ilfov, doss. 10/1917, vol. V, f. 109, 176, 178, 214—217, 246, 256, 263 ; Ibidem, doss. 11/1917, f. 83, 85, 314, doss. 9/1917, f. 216, 251, 286, 295.

[2] C. Pherekide, *Colecțiunea ordonanțelor pentru populația Romîniei în cuprinsul administrației militare...*, ordonnance pour la population n° 206, de 1917.

[3] Archives de l'Etat, Ploiești, Fonds de la Préfecture du département de Prahova, doss. 4737/29/1917.

[4] Le 3 août 1917, les paysans incendièrent l'aire du gros propriétaire foncier A. N. Maloman, lui causant des dommages considérables (Arch. de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Préfecture du département d'Ilfov, doss. n° 52/1917, f. 8).

[5] Archives de l'Etat, Pitești, Fonds de la Préfecture du département de l'Argeș, doss. 2737/1917.

agrarien, les classes dominantes ont tout fait pour empêcher le prolétariat de devenir le dirigeant de la lutte de la paysannerie pour la terre » [1].

Ainsi, à l'été de 1917, le Parlement bourgeois-agrarien a procédé à la modification de la Constitution pour y introduire des stipulations concernant l'expropriation de 2 millions de hectares de terres, soit environ 1 200 000 hectares de plus que le parti libéral [2] ne l'avait promis en 1913—1914. Le principe sur lequel les classes dominantes se guidaient était la tendance à faire un compromis entre la nécessité de satisfaire les revendications de la paysannerie toujours plus agitée — afin d'empêcher par là l'alliance avec la classe ouvrière — et les intérêts de classe de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers, qui se rendaient compte que dans les conditions de l'époque la promesse d'accorder des terres aux paysans était pour eux le seul moyen de conserver leurs domaines.

★

A la veille de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, l'agitation révolutionnaire était telle au sein des masses populaires de notre pays, que les idées de cette révolution trouvèrent un puissant écho dans les rangs des ouvriers et des paysans. Les actions paysannes qui s'étaient développées au printemps et à l'été de 1917 firent tache d'huile dans presque tout le pays. Bien que n'étant pas organisées et dirigées par le prolétariat, ces actions ne se sont pas moins déroulées sous l'influence des vigoureuses luttes révolutionnaires de ce prolétariat.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les luttes paysannes de Roumanie, qui se déroulèrent après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre avec une ampleur toujours plus grande, se limitèrent en général aux formes antérieures. La forme de lutte la plus fréquente de la paysannerie continuait d'être le refus de travailler les terres des gros propriétaires fonciers, de l'Etat et des domaines de mainmorte, et cette forme est devenue un phénomène général. Armés de moyens de lutte primitifs (fourches, haches, gourdins), les paysans opposaient une résistance acharnée lorsque les autorités civiles et militaires venaient les réquisitionner. De telles actions ont eu lieu au cours des semaines qui suivirent la Grande Révolution Socialiste d'Octobre dans les communes de Bălțați (Jassy), Băleni (Covurlui), Negrești (Vaslui), Lozna, Pîrîul Negru (Dorohoi), etc. [3]. Se référant aux actions des paysans

[1] Gh. Gheorghiu-Dej, *Articole și cuvîntări*, 4e édition, E.S.P.L.P., Bucarest, 1956, p. 179.

[2] Cette modification avait été précédée des promesses faites par le roi sitôt après la révolution de février 1917 de mettre en possession les paysans.

[3] Archives centrales du ministère des Forces armées, Fonds secret, Caisse 132, doss. 24, f. 708; ibidem, Fonds du 4e Corps d'armée, Caisse 32, doss. 4985, f. 95; Archives de l'Etat, Jassy, Fonds du Tribunal militaire de Jassy, 1918, doss. 2075; Archives de l'Etat Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 109/1918.

de la commune de Lozna, le chef du poste de gendarmerie relatait que les paysans « ne veulent pas se soumettre, ne veulent pas travailler les terres des gros propriétaires fonciers et crient à tout venant qu'ils n'iront labourer ni faire quelque corvée que ce soit » [1]. Dans le département de l'Argeş [2], les paysans s'opposèrent tout au long de l'été de 1918 à l'exécution des travaux agricoles obligatoires. En Transylvanie, le ministre de l'agriculture — en vertu des lois spéciales votées par le Parlement hongrois — attirait l'attention des autorités sur le fait qu'elles devaient réquisitionner les paysans pour les travaux agricoles et « en cas de nécessité, obliger à travailler tous les paysans disponibles en prenant à cette fin les mesures les plus énergiques... » [3]. La résistance opposée aux autorités revêtait parfois des formes violentes, généralement provoquées par les réquisitions et les corvées pour l'armée [4]. Si dans la période antérieure à la révolution d'octobre les attaques contre les manoirs des boyards avaient été isolées — ces actions se situant surtout durant la période écoulée entre la retraite des autorités roumaines et l'arrivée des troupes allemandes d'invasion en Olténie et en Munténie —, à l'automne de 1917 et notamment au printemps de l'année suivante la paysannerie commença à s'attaquer toujours plus souvent aux manoirs des propriétaires fonciers, où les représentants des classes dominantes allaient se réfugier et s'adonnaient à la débauche. Ces actions contre les manoirs des gros propriétaires fonciers montraient que la paysannerie était résolue à chasser les propriétaires et à empêcher à tout jamais leur retour. Ainsi, au mois de décembre, les paysans s'attaquèrent au manoir de Levalidi de la commune de Herseşti [5]. Après s'être attaqués aux manoirs, les paysans passèrent aussi au partage des terres des gros propriétaires fonciers, forme de lutte qui marque un progrès considérable. Ainsi, à Drăgăneşti (Baia) les paysans divisèrent en parcelles et labourèrent en juin 1918 la partie du domaine qu'ils espéraient recevoir à la suite de la réforme agraire [6] ; dans la commune de Sîngeru (Prahova)

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 109/1918.

[2] Archives de l'Etat, Piteşti, Fonds de la Préfecture du département de l'Argeş, doss. 3690/1918.

[3] Archives de l'Etat, Alba Iulia, Fonds n° 58, Chambre d'Agriculture du département de Hunedoara, paquet n° 14, 1918.

[4] De telles manifestations ont également eu lieu dans les communes de Muntenii de Jos (Vaslui), Focuri (Jassy), Tudora (Botoşani), Sudomeni (Suceava), Dolhasca (Suceava), Noceni (Făleiu).

[5] Archives centrales du ministère des Forces armées, Fonds secret, caisse 5, doss. 2/1918, f. 46.

[6] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la préfecture du département de Baia, doss. n° 1/1918.

parallèlement à l'occupation de la terre de Băbeanu, les paysans engagèrent des gardiens pour empêcher le propriétaire d'intervenir [1]. Le 15 août 1918, le fermier de la terre d'Obileşti (Ilfov) se plaignait au préfet de ce que les paysans des communes voisines étaient entrés sur le domaine et avaient emporté le bétail et les outils agricoles [2]. Le maire de la commune de Lehliu faisait savoir dans une note adressée au poste de gendarmerie que les paysans étaient entrés de vive force sur la terre de Săpunari et avaient récolté le maïs, « passant ouvertement à la rébellion » [3]. Sur le territoire occupé par les troupes allemandes, les milieux officiels en arrivaient même à craindre le déclenchement de véritables révoltes paysannes [4].

En Moldavie, à la suite des circonstances de la guerre, on a vu se développer, après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, des formes spécifiques de lutte. Durant la guerre, les autorités locales avaient dépouillé de manière éhontée les familles des mobilisés. A leur retour du front, les paysans se révoltèrent contre les autorités communales qui n'avaient laissé passer aucune occasion de s'enrichir. Dans la commune de Bogdăneşti (Baia), les paysans se soulevèrent en juin 1918 contre le maire et le secrétaire de la mairie [5]. Une action d'une ampleur particulière eut lieu dans la commune de Boroaia (Baia) où les paysans expulsèrent les autorités locales — le maire, le secrétaire de la mairie, le prêtre et les gendarmes [6]. L'arrestation des chefs des insurgés provoqua la réaction de toute la population de la commune, entraînant plus de 300 femmes, vieillards et enfants ; l'état d'esprit des habitants de Boroaia empêcha le jugement des inculpés et le procès fut classé.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Bien que non organisées et issues la plupart du temps des intérêts immédiats de la paysannerie, ces actions n'en reflètent pas moins, indirectement, l'opposition spontanée de la paysannerie contre la guerre impérialiste. La paysannerie commençait à comprendre qui tirait profit de cette guerre et qui devait en supporter les sacrifices.

De véritables révoltes éclatèrent dans toute la Transylvanie à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre. Les soldats qui revenaient du front et qui propageaient le souffle révolutionnaire dans les

---

[1] Archives de l'Etat, Ploieşti, Fonds de la mairie de Sîngeru, doss. 1/1918.
[2] Archives de l'Etat, Călăraşi, Fonds de l'arrondissement de Lehliu, paquet 12, doss. 2/1918.
[3] Ibidem, paquet 14, doss. 3/1914.
[4] V. Cancicov, *Impresiuni şi păreri personale*, vol. II, p. 334 ; voir aussi C. Bacalbaşa, *Capitala sub ocupaţia duşmanului, 1916—1918*, p. 189.
[5] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 1/1918.
[6] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 1/1918, f. 32.

campagnes, entraînèrent les masses paysannes à la lutte contre les gros propriétaires fonciers et contre les autorités civiles et militaires. L'attaque des manoirs et l'occupation des terres des gros propriétaires fonciers se généralisèrent dans toute la Transylvanie et imprimèrent à la lutte de la paysannerie le caractère de véritables révoltes. Parallèlement, la paysannerie s'attaquait aux organes locaux du pouvoir d'Etat — maires, secrétaires des mairies [1], percepteurs et gendarmes — organes qui constituaient les instruments de répression mis en œuvre par le régime. Dans tous les comitats transylvains, la lutte contre les gros propriétaires fonciers sous ses différentes formes et en vue de chasser l'ancien appareil d'Etat a également constitué une forme de lutte contre l'oppression nationale, dont les promoteurs étaient les représentants des autorités locales et les gros propriétaires fonciers hongrois (qui constituaient la majorité en Transylvanie).

La révolution bourgeoise-démocratique qui eut lieu sur le territoire de la Transylvanie au mois de novembre 1918 a mis en lumière la capacité de lutte de la classe ouvrière et les grandes réserves d'énergie révolutionnaire dont disposait la paysannerie. Les luttes des masses populaires de Transylvanie exercèrent une influence décisive sur les événements ultérieurs et constituèrent le facteur essentiel de la réalisation de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Sur le territoire occupé par les troupes allemandes, la lutte de la paysannerie pour la terre s'est conjuguée à la lutte contre les occupants, qui avaient pillé tous les biens des familles paysannes [2]. Au mois de novembre, alors que les occupants allemands avaient commencé à se retirer, les masses paysannes se soulevèrent aussitôt, afin de reprendre aux autorités locales les céréales et les bestiaux réquisitionnés par les occupants. Le 27 novembre 1918, les paysans de Surdila-Găiseanca et de Nisipurile (Brăila) s'attaquèrent aux dépôts de céréales de la gare de Făurei, procédant à la distribution des céréales abandonnées par les troupes allemandes [3]. Dans le département de l'Argeş, les paysans des communes de Costeşti et de Broşteni ainsi que ceux du nord du département de Teleorman chassèrent les gendarmes et procédèrent à la distribution des produits agricoles ensilés par les autorités allemandes [4]. Des situations

[1] Sur les quelque 3 200 secrétaires de mairies que comptait la Transylvanie, environ 2 900, soit 90 %, furent chassés. V. Liveanu, *op. cit.*, p. 504.

[2] Voir Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R., service des manuscrits, correspondance de Pia Brătianu avec Ionel et Vintilă Brătianu.

[3] Archives de l'Etat, Brăila, Fonds de la Préfecture du département de Brăila, doss. 174/1918.

[4] Archives centrales du ministère des Forces armées, Fonds du ministère de la Guerre, doss. 62, f. 780.

analogues eurent lieu dans les départements de Vlaşca [1], de la Prahova [2], de Buzău [3], etc.

La fin de l'année 1918 a marqué pour le mouvement révolutionnaire de Roumanie une étape d'une importance considérable. L'intensification des luttes révolutionnaires ouvrières qui trouvèrent leur apogée dans les luttes mémorables de la Place du Théâtre National de Bucarest, le 13 décembre 1918, les luttes de la paysannerie pour la terre et contre les autorités du régime bourgeois-agrarien, luttes qui revêtirent différentes formes déterminées par les conditions concrètes des trois parties du pays (la Moldavie, le territoire occupé par les troupes allemandes et la Transylvanie) contribuèrent à accroître la déroute des classes dominantes. Cette situation s'est reflétée sur le plan politique dans le renversement du gouvernement Marghiloman — qui, outre le fait qu'il avait collaboré avec les troupes d'occupation, n'avait pu endiguer l'essor révolutionnaire des masses — lequel fut remplacé au pouvoir par un gouvernement militaire, lui-même renversé peu après pour céder la place à un gouvernement libéral qui se vit confier, tout comme dans d'autres circonstances analogues, la mission de rétablir « l'ordre ». Comprenant que les moyens répressifs étaient impuissants à « calmer » les masses populaires, les gouvernants roumains commencèrent de nouveau à agiter la question agraire, question qu'ils avaient reléguée dans l'oubli depuis près d'un an et demi. Au lendemain même du massacre perpétré sur la Place du Théâtre National, le 14 décembre, le gouvernement libéral publiait un décret relatif à la réforme agraire dans l'ancienne Roumanie, mesure par laquelle les classes dominantes visaient d'un côté à arracher la paysannerie à l'influence du prolétariat et à empêcher la réalisation de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, et de l'autre à maintenir la grande propriété foncière en annonçant une expropriation sommaire qui était loin de pouvoir satisfaire la soif de terre de la paysannerie. La caractéristique principale de ce décret — l'expropriation des propriétés et non pas l'expropriation des propriétaires et la création de communautés — faisait de l'abolition de la grosse propriété foncière une simple chimère. Le décret offrait au gouvernement libéral la possibilité d'effectuer une diversion de grande ampleur. Mais cette diversion n'a pas réussi à calmer la paysannerie ; au contraire, sous l'influence toujours plus active du prolétariat, la lutte de celle-ci s'est élevée à un échelon supérieur.

*

[1] Archives Centrales du ministère des Forces armées, Fonds du ministère de la Guerre, doss. 62, f. 212.

[2] Archives Centrales du ministère des Forces armées, Fonds du ministère de la Guerre, doss. 62, f. 786.

[3] Ibidem, f. 212.

Au printemps de l'année 1919, la lutte de la paysannerie pour la terre a gagné en ampleur, une nouvelle cause venant s'ajouter aux causes antérieures : la lutte contre les soi-disant « communautés agricoles ». Les stipulations du décret de décembre 1918, par lequel il était procédé à la constitution des communautés paysannes jusqu'à la création des conditions qui auraient pu permettre une mise en possession individuelle, se heurtèrent à une vigoureuse opposition de la part de la paysannerie. Les communautés n'avaient rien de commun avec l'utilisation collective de la terre et n'étaient constituées qu'en vue d'assurer le paiement en commun des fermages aux gros propriétaires fonciers. La dénomination de « communautés », adoptée par le décret de décembre 1918, visait à laisser aux paysans l'impression que ces communautés défendaient leurs intérêts collectifs. Mais en réalité, les classes dominantes visaient, par la création de ces communautés, à ajourner la mise en possession des paysans et la distribution de lopins de terre individuels, dans l'espoir de voir décroître le flux révolutionnaire. Ceci revenait à annuler partiellement les stipulations du décret de décembre 1918 et à permettre d'élire à la tête des communautés des koulaks, éléments qui soutenaient le régime bourgeois-agrarien dans les campagnes. Quelques extraits de la multitude de documents dont nous disposons nous révèlent certains aspects de la lutte de la paysannerie contre les communautés. Ainsi, on assiste dans la commune de Sadova (Dolj), au mois de février 1919, à une grande agitation parmi les paysans qui soutenaient que « la création des communautés par l'Etat n'est qu'un trompe-l'œil, pour empêcher que la population ne s'agite »[1]. Dans la commune de Segarcea du même département, les paysans refusèrent de travailler dans les communautés et demandèrent qu'on leur distribuât des lopins de terre individuels. Les autorités opérèrent alors quelques arrestations[2]. Tout pareillement, les habitants des communes de Braloştiţa, de Gogoşi-Brabova (Dolj) et de Greceşti (Mehedinţi) empêchèrent au début de l'année 1919 la distribution des terres sous forme de communautés d'affermage[3]. L'opposition des paysans envers les communautés fut un phénomène qui embrassa toutes les régions auxquelles s'appliquaient les prévisions du décret de décembre 1918. Un bulletin d'information du commandement militaire du département de la Prahova déclarait, à propos de la création des communautés : « Certains assurent que ce partage ne

[1] Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, doss. 43288/853.

[2] Ibidem.

[3] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du Conseil supérieur de l'Agriculture, doss. 33/1919 et 35/1919.

s'est fait que pour éviter une révolution »[1]. Dans la commune de Păuleşti (Prahova) une partie des paysans contraints d'entrer dans les communautés d'affermage déclaraient « qu'ils refuseraient de travailler la terre jusqu'à l'abolition de ces communautés, car les chefs des communautés n'étaient que des hommes de paille des boyards..., sinon — disaient-ils — une révolution n'est pas exclue étant donné qu'ils ont fait pleinement leur devoir et n'entendent pas se voir récompensés de la sorte »[2]. On assista à des situations analogues dans les autres départements de la Valachie (Ilfov, Buzău, Ialomiţa) ainsi que dans les départements de la Moldavie. Lors des réunions qui, sous la pression des autorités, eurent lieu dans les communes de Drăgoeşti-Biţina et de Roşiori (Ilfov) en avril 1919, pour la constitution des communautés, les paysans s'écrièrent : « Nous n'avons pas besoin de communauté, mais de terre »[3]. Dans une note de la préfecture de Baia, il était dit que « dans maintes localités, les villageois refusent de se constituer en communautés pour prendre en possession les terres expropriées »[4]. Dans la commune de Vaşcani (Suceava), les paysans ayant droit à la mise en possession déclaraient au mois d'août 1919 que « la communauté doit être abolie, anéantie, car elle n'est qu'un joug pour le paysan... Tant que durera la communauté, le paysan continuera d'être dépouillé »[5]. Parallèlement aux actions directes entreprises contre les communautés, les paysans élisaient des délégués aux fins de soutenir la mise en possession individuelle vis-à-vis des autorités publiques, ce qui correspondait aux tendances des classes dominantes qui visaient à canaliser la lutte de la paysannerie dans la voie de la légalité[6].

Même dans les cas où on en est arrivé à la constitution de communautés, la paysannerie a adopté une autre forme de lutte : le refus de payer les fermages pour la terre travaillée dans le cadre des communautés, et notamment pour les terres ensemencées par les propriétaires en automne 1918 et qui entraient dans la catégorie des terrains expropriables. Conformément aux conventions agricoles alors en vigueur, les paysans étaient obligés de payer la dîme en produits, pour ces terres. Les litiges auxquels cela donnait lieu et qui ne pouvaient être résolus sur le plan local,

[1] Ibidem, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 91/1920, f. 33—34.

[2] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 91/1920, f. 33—34.

[3] Ibidem, Fonds de la Préfecture du département d'Ilfov, doss. 438/1919, f. 8.

[4] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 147/1919.

[5] Ibidem, doss. 1/1919, f. 82.

[6] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du Ministère des Affaires intérieures, doss. 91/1920, f. 34.

étaient portés le plus souvent devant le Conseil supérieur de l'agriculture qui, dans presque tous les cas, donnait gain de cause aux gros propriétaires fonciers. Dans de telles situations, les paysans pénétraient sur les terres des gros propriétaires et s'appropriaient par la force les produits de leur travail. Ainsi, les paysans de la commune de Lehliu (Ialomița) pénétrèrent de force, au mois de juin, sur la terre du gros propriétaire de la commune et moissonnèrent 208 arpents de colza [1]. Les paysans procédèrent de même dans les communes de Saielele (Teleorman) [2], de Malul (Ialomița) [3], de Pogoanele et de Caragialele (Buzău) [4], etc. Dans la commune de Caraula (Dolj), les paysans, voyant que le gros propriétaire foncier avait commencé la moisson du colza, décidèrent, après plusieurs entrevues secrètes, d'arrêter la moisson en dépit des arrestations opérées par les gendarmes. Les paysans de la commune de Vîrtopi [5] furent eux aussi entraînés dans cette action. En dépit de l'opposition des autorités locales, les paysans travaillant sur la terre du gros propriétaire foncier de Carpen-Boca (Dolj) chassèrent le personnel du domaine ainsi que les fermiers et s'approprièrent les produits agricoles, en déclarant « qu'ils ne reconnaissaient aucune loi et aucune autorité » ou encore « qu'ils étaient le gouvernement et ne voulaient entendre parler d'aucune autorité » [6].

Les cas susmentionnés, ainsi que les déclarations des rapports des autorités, montrent que la lutte des paysans contre les gros propriétaires fonciers était indissolublement liée à la lutte contre le pouvoir local d'Etat.

Tout comme en Valachie, les paysans des départements de la Moldavie (Neamț [7], Bacău [8], Roman [9]) pénétrèrent de force sur les terres des boyards et s'approprièrent les produits. Ces actions que les paysans dénommaient « le règlement de comptes des récoltes » et que les autorités qualifiaient de « rébellion contre la propriété » [10] étaient en réalité des formes majeures de lutte des paysans et qui exprimaient la révolte de ceux-ci ; à la suite des soulèvements en masse de la paysannerie, la plupart des gros propriétaires

[1] Archives de l'Etat, Călărași, Fonds de l'arrondissement de Lehliu, paquet 18, doss. 5/1919.
[2] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du Conseil supérieur de l'Agriculture,doss. 232/1919, f. 15.
[3] Ibidem, doss. 24/1919, f. 10.
[4] Ibidem, doss. 11/1919, f. 21.
[5] Archives centrales du Ministère des Forces armées, Fonds du tribunal militaire de Craiova, caisse 4, doss. 900/1919.
[6] Archives de l'Etat, Craiova, Fonds de la Préfecture du département de Dolj, doss. 29/1919.
[7] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du Conseil supérieur de l'agriculture, doss. 31/1919.
[8] Ibidem, doss. 3/1919.
[9] Ibidem, doss. 112/1919.
[10] Ibidem, doss. 92/1919.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

fonciers se virent contraints d'accepter le paiement en espèces des semences pour les terres ensemencées, ce qui au fond satisfaisait les doléances de la paysannerie.

Cependant, étant donné que la partie des terres déclarées expropriées continuait de rester la propriété des boyards, la paysannerie désireuse de devenir au plus vite maîtresse de la terre, entra de force sur les terres expropriées et même sur celles qui étaient réservées aux boyards, afin de les labourer. Ainsi, en mars 1919, les habitants de la commune de Dara (Buzău) occupèrent la terre d'Ulmeni et en commencèrent l'arpentage, délimitant les lopins de terre individuels au moyen de fosses [1]. Le 8 avril 1919, la mairie de Bosanci (Baia) faisait savoir au poste de gendarmerie que les paysans de Rădăşeni étaient entrés de force sur la terre de Bosanci et en avaient labouré une grande partie [2]. Les habitants du village d'Arghira, dans la commune de Preuteşti (Baia), bien que n'étant pas constitués en communautés, pénétrèrent en avril avec leurs charrues sur la terre d'Arghira et en labourèrent la partie qui devait leur revenir[3]. En mars 1919, les paysans du village de Manoleşti, dans la commune de Stăncești (Botoşani) labourèrent eux aussi la partie du domaine que la loi laissait au propriétaire [4]. Le 24 mars 1919, le général Gorski, propriétaire de la terre de Leorda, télégraphiait au préfet de Botoşani : « Les paysans de Leorda sont entrés de force sur la partie du domaine qui n'a pas été expropriée et en ont chassé mon personnel avec leurs charrues, me menaçant moi-même de mort. Je vous prie d'intervenir de toute urgence » [5]. Dans le département de Tutova, les actions des paysans qui entraient de vive force sur les parties non expropriées des domaines des gros propriétaires, furent de même très fréquentes. Signalons par exemple les cas des communes de Bălăşeşti [6], de Stănești, de Păcureşti [7], d'Iveşti [8], de Călărași

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Archives de l'Etat, Buzău, Fonds de la Préfecture du département de Buzău, doss. 297/1919.

[2] Archives de l'Etat, Suceava, Fonds de la Chambre agricole, paquet 1, doss. 224/1919. Il en fut de même dans la commune de Floceni (Suceava) où des arrestations furent opérées ; ibidem, Fonds de la Préfecture du département de Suceava, doss. 547/1919.

[3] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 47/1919.

[4] Archives de l'Etat, Botoşani, Fonds de la Préfecture, doss. 154/1918.

[5] Archives de l'Etat, Botoşani, Fonds de la Préfecture, doss. 154/1918. Le 23 août 1919, le propriétaire Gh. Băleanu de la commune de Salcia (Botoşani) adressait une plainte analogue au préfet (ibidem).

[6] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 219/1920.

[7] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 219/1920.

[8] Ibidem.

(Dolj) [1]. Au début de l'année 1920, les villages des environs de la capitale, où l'influence des éléments révolutionnaires du parti socialiste avait été plus accusée, se trouvaient plus agités qu'ils ne l'avaient encore jamais été. Les documents de l'époque montrent que les paysans avaient des armes « aux fins de les utiliser dans l'éventualité où des soulèvements éclateraient » [2]. Dans les réunions organisées, les paysans dénonçaient le caractère démagogique des promesses faites au printemps de 1917, sitôt après la révolution russe [3].

Le phénomène de l'occupation par les paysans des terres des gros propriétaires fonciers a également embrassé en 1919 et au printemps de l'année 1920, les villages de Transylvanie. Dans la commune de Sînpaul, le mouvement paysan a pris de vastes proportions et les paysans se partagèrent la terre du comte Teleki [4]. Les paysans de la commune de Suncuiuş, de Banloc et de Vadul Crişului, ayant décidé de se partager la terre du comte Zicky, occupèrent plus de 1 800 hectares [5]. Des terres furent également occupées dans les communes de Calanul Mic [6] (la terre de Zejk), de Biceu (département d'Alba [7]) et surtout dans les villages du département d'Arad [8] et dans les environs d'Aiud et de Blaj [9].

L'entrée de vive force sur les terres des boyards et l'occupation des grandes propriétés, expropriées ou non, reflétaient la volonté de lutte des paysans pour la satisfaction de leur principale revendication : la possession de la terre. Les faits susmentionnés démontrent la combattivité croissante des masses paysannes dans leur lutte contre les gros propriétaires fonciers. La thèse léniniste relative à la destruction des grandes propriétés semi-féodales, devenue une nécessité économique [10], relative à la révolution bourgeoise-démocratique, qui par son contenu doit changer fondamen-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] Archives de l'Etat, Craiova, Fonds de la Préfecture du département de Dolj, doss. 29/1919. (« Sans l'appui des forces armées, était-il dit dans la note adressée au préfet, il est impossible de rétablir l'ordre »).

[2] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 253/1920, f. 37.

[3] Ibidem, doss. 264/1920, f. 29.

[4] Archives du Conseil populaire de la région de Cluj, doss. 674, f. 1,5.

[5] Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, doss. 209/1919.

[6] Archives de l'Etat, Alba Iulia, Fonds du Conseil supérieur de l'agriculture, paquet 2, doss. 6.

[7] Archives de l'Etat, Alba Iulia, Fonds du Conseil supérieur de l'agriculture, paquet 3, doss. 11, f. 883.

[8] Archives de l'Etat, Arad, Fonds du conseil supérieur de l'agriculture, 1919 (non inventorié).

[9] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du Conseil de direction, réforme agraire, doss. 494.

[10] V. I. Lénine, *Œuvres*, (éd. roum.), vol. 15, E.S.P.L.P., Bucarest, 1957, p. 40.

talement les rapports agraires, soulevant les masses paysannes à la lutte en tant que force sociale active, trouve dans la réalité du village roumain de la période dont nous nous occupons une confirmation incontestable.

★

En dépit des lois élaborées durant les années 1918—1919, le gouvernement libéral n'avait pas réussi à s'acquérir dans les rangs des masses populaires l'influence nécessaire pour pouvoir les détourner des actions révolutionnaires. Au contraire, les prévisions des lois touchant à la réforme agraire dans l'ancienne Roumanie et en Transylvanie ont démontré à la paysannerie le caractère démagogique de ces lois et le fait qu'elles étaient loin de répondre aux aspirations séculaires de la paysannerie. L'intensification des luttes ouvrières et paysannes au printemps et à l'été de 1919 contribuèrent indirectement à la chute du gouvernement libéral. Les mêmes causes menèrent aussi à la démission des deux cabinets ultérieurs — Văitoianu et Vaida Voevod — et à la venue au pouvoir, en mars 1920, d'un gouvernement de « main forte » ayant à sa tête le général Averescu. Le gouvernement Averescu avait pour mission d'un côté de « calmer les esprits » en recourant en général à des moyens répressifs et, de l'autre, de calmer la paysannerie dans les rangs de laquelle il avait réussi à s'acquérir — au prix de promesses démagogiques — une certaine popularité, aux fins d'empêcher par là l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. « La lutte contre les communistes (contre les éléments révolutionnaires — *n. de l'a.*) a été ma principale préoccupation au ministère des Affaires intérieures durant les années 1920—1921 », devait déclarer plus tard C. Argetoianu [1] dans ses mémoires. Par des mesures apparemment démocratiques, appelées à induire les masses en erreur, ou par des mesures répressives, le gouvernement Averescu essaya d'étouffer les luttes révolutionnaires. Mais il n'y réussit pas, de sorte que dans la période mars-octobre 1920, les luttes des ouvriers atteignirent une ampleur particulière et trouvèrent leur apogée dans la grève générale d'octobre 1920. La grève générale déclenchée à l'automne de 1920 a démontré le potentiel de lutte du prolétariat et la nécessité de créer un parti de type nouveau, marxiste-léniniste, capable de diriger la lutte des ouvriers et des paysans de Roumanie.

A partir du printemps de 1920, l'activité des éléments révolutionnaires du sein du parti socialiste s'est intensifiée dans les villages, notamment au cours de la campagne électorale. Les manifestes adressés à la paysannerie

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, C. Argetoianu, *Pentru cei de mîine, amintiri din vremea celor de ieri*, vol. 32, 6e partie, no 1/2, p. 48.

appelaient les millions de paysans à une lutte résolue contre les classes exploiteuses : « Nous vous appelons à cette heure, camarades villageois, à la lutte et à l'organisation politique — déclarait l'un de ces manifestes. Unissons les mains des villageois devenues calleuses à force de serrer les mancherons de la charrue et celles des ouvriers rendues calleuses par le maniement du marteau et de la truelle, et forgeons le grand parti de tous les ouvriers, de tous les paysans, des pauvres et des déshérités, pour la délivrance du peuple tout entier »[1].

La propagande faite par les éléments révolutionnaires de la classe ouvrière avait une importance pratique toute particulière, du fait qu'elle démasquait les menées de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers et mettait à nu les vaines promesses faites par les représentants de ces classes. La pénétration des éléments révolutionnaires dans le monde des campagnes, sans devenir un phénomène général, n'en a pas moins eu pour résultat de faire continuer la lutte de la paysannerie pour la terre, en dépit des manœuvres toujours plus perfides des classes dominantes. Ceci était d'autant plus nécessaire que le gouvernement bourgeois-agrarien avait commencé à faire courir le bruit mensonger que les ouvriers se seraient dressés contre la réforme agraire. L'activité des éléments révolutionnaires dans les campagnes est attestée par nombre de documents. Ainsi le préfet du département de Romanați rapportait au ministère des Affaires intérieures, le 16 avril 1920, que des milliers de manifestes avaient été diffusés dans le département par les ouvriers de l'Arsenal de l'armée et des Ateliers des chemins de fer de Bucarest[2]. Dans un rapport du commandement de la gendarmerie du département de la Prahova, il était signalé que les ouvriers du pétrole de Cîmpina s'étaient rendus dans les communes des environs (Telega, Brebu, Provița de Sus și de Jos) et avaient tenu des réunions avec les paysans, leur conseillant d'entrer dans le parti socialiste et d'adopter les principes de la IIIe Internationale[3]. Les esprits étaient si agités dans le département de l'Olt que le préfet se voyait contraint de solliciter l'intervention du ministère de la Guerre, « aux fins d'ordonner l'envoi de troupes dans les centres de Spineni, de Drăgănești, et de Drăgoești, sous prétexte d'y faire des excercices, troupes devant appartenir à d'autres garnisons et être mises à notre disposition en cas de troubles, sans quoi il sera difficile de maintenir l'ordre »[4]. Dans la commune de

[1] « Iașul socialist » du 11 avril 1920.
[2] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 266/1920.
[3] Ibidem, doss. 260/1920.
[4] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 264/1920.

Ştiubei-Orăşti (département d'Ilfov), les paysans tinrent nombre de réunions au mois d'avril 1920, avec la participation de métallos, de cheminots, ainsi que des ouvriers de l'Arsenal de l'armée de Bucarest. « Partout, les paysans les ont bien accueillis » et témoignaient un intérêt particulier aux brochures et aux manifestes diffusés à cette occasion[1]. Le 18 avril de la même année, une réunion analogue eut lieu dans la commune de Godeni-Muscel avec la participation des ouvriers de Bucarest, réunion au cours de laquelle fut demandé le renversement du régime[2]. Dans certaines réunions les paysans étaient même encouragés à déclarer la grève. Ainsi, le préfet du département de la Ialomiţa rapportait au ministère des Affaires intérieures, le 26 avril 1920, que les ouvriers socialistes faisaient de la propagande « contre le régime d'Etat, parlant aux paysans du partage gratuit de toutes les terres, de l'abolition de l'armée et de la gendarmerie et les incitant également à la grève générale »[3].

En dépit des mesures prises pour « calmer » les masses campagnardes, la paysannerie résolut dans nombre de cas, sous l'influence de la propagande révolutionnaire, de résoudre ses revendications par la voie révolutionnaire. Affrontant la résistance des autorités locales et faisant fi des décisions des comités de mise en possession, les masses paysannes entreprirent d'occuper les terres de vive force. Dans le département d'Ilfov, les paysans occupèrent les terres de Bolintinul din Deal[4] et de Stoieneşti (la terre affermée par C. Vasilescu et D. Poienaru)[5]. A Stoieneşti, plus de 70 paysans labourèrent dans la seconde moitié du mois d'avril 80 arpents de terre avec l'appui direct des ouvriers avancés de Bucarest, qui se trouvaient parmi eux. Le 22 avril 1920, C. Garoflid, président du comité agraire, écrivait au ministre des Affaires intérieures, en se référant à la situation de Moldavie : « Dans certaines communes de Tutova, les villageois labourent les terres contrairement aux dispositions données et, contrairement à la loi pour l'expropriation, ils ont occupé de vive force des terrains non expropriables... Nos organes ont pris toutes les mesures nécessaires pour faire respecter la loi, mais sans aucun résultat... »[6].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

[1] « Izbînda » du 16 avril 1920.

[2] Archives de l'Etat, Piteşti, Fonds de la Préfecture du département de Muscel, doss. 64/1920.

[3] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 249/1920 ; voir aussi Archives de l'Etat, Tulcea, Fonds de la Préfecture du département de Tulcea, doss. 83/1920.

[4] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 75/1920.

[5] Ibidem, doss. 204/1920.

[6] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 122/1920.

L'occupation forcée des terres des boyards fut moins intense dans l'ancienne Roumanie au cours de l'été de 1920. En revanche, à partir de l'automne, ces actions se sont étendues et se transformèrent parfois en insurrections. Ainsi, le 19 octobre 1920, G. P. Olănescu, au nom de son petit-fils mineur — auquel appartenait le domaine situé sur le territoire des communes de Coşlegiu et de Valea Călugărească (département de la Prahova) — se plaignait au premier ministre de ce que les paysans avaient pénétré de force sur la partie non expropriable du domaine et qu'ils l'avaient labourée, après avoir emporté tout le maïs travaillé à la dîme, sans rien laisser au fermier. Malgré l'intervention de l'administrateur de l'arrondissement et des gendarmes, les paysans refusèrent d'abandonner la terre et d'acquitter le prix du maïs [1]. Leur exemple fut également suivi par les paysans d'Orbeasca et de Coşlegiul de Jos [2]. Dans la lettre adressée au premier ministre par le propriétaire de cette terre, il était déclaré que : « ... si les paysans des communes voisines constatent que personne ne les empêche d'occuper par eux-mêmes, sans aucune autorisation et sans aucun droit, les terres demeurées aux propriétaires, ils procèderont de la même manière, de sorte que le péril de voir cet acte de rébellion des paysans se généraliser dans tout le pays est imminent » [3]. Vu cette situation, des troupes furent envoyées sur les lieux ; celles-ci étouffèrent la révolte des paysans de Valea Călugărească et des environs [4].

BCU Lucian Blaga Central University Library Cluj

En Transylvanie, ce furent surtout les forêts qui furent occupées. Les nombreux conflits qui opposèrent dans cette province les paysans aux gros propriétaires fonciers déterminèrent les classes dominantes à inscrire parmi les prévisions de la loi de septembre 1919 l'expropriation de certaines étendues de forêts. Mais comme ces étendues n'étaient pas suffisantes et étant donné surtout que les paysans ne bénéficiaient pas directement de cette expropriation, les actions en vue d'occuper les forêts gagnèrent en ampleur au cours de l'année 1920. Des forêts furent également occupées et dévastées dans les communes de Remetea, de Pietroasa, d'Orand, de Gepiş, de Cărasău, de Cociuba (aux environs de Beiuş), de Vîlcele, d'Arpatac, de Vama Sita, de Buzău (Trei Scaune), etc. [5].

★

Après la défaite de la grève générale, le gouvernement bourgeois-agrarien intensifia au maximum les mesures de répression contre le mou-

[1] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, doss. 3/1920.
[2] Ibidem.
[3] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, doss. 3/1920.
[4] Ibidem.
[5] Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, Fonds 5, inv. 763/1920.

vement ouvrier. Mais en dépit de toutes les mesures terroristes qui furent prises, la classe ouvrière n'abandonna pas la lutte. L'échec de la grève générale a démontré la justesse de la position adoptée par les éléments révolutionnaires du sein du parti socialiste dans la lutte pour la création d'un parti de type nouveau. C'est pourquoi, après octobre 1920, les éléments révolutionnaires portèrent leur effort principal dans cette direction. Le programme agraire qui fut élaboré et qui devait être discuté au Congrès, développait l'idée que le prolétariat, dans sa lutte pour la conquête du pouvoir, doit s'appuyer sur toutes les couches exploitées et spécialement sur la paysannerie travailleuse. S'étayant sur le mot d'ordre « la terre appartient à ceux qui la travaillent », les communistes luttaient pour liquider entièrement la grosse propriété foncière [1].

Bien que les luttes de la classe ouvrière n'aient pas atteint dans la période octobre 1920—mai 1921, l'ampleur qu'elles avaient atteinte avant la grève générale, elles n'en ont pas moins exercé une puissante influence sur les actions de la paysannerie, actions qui, à leur tour, en venaient quelque peu à décroître. Encore que la classe ouvrière n'ait pas pris la tête de ces actions pour les canaliser dans une lutte unitaire contre le régime bourgeois-agrarien, elle n'en a pas moins déployé une intense activité aux fins de soutenir ces actions. En luttant pour la défense des revendications de la paysannerie, les éléments révolutionnaires avancés et résolus ont également lutté pour élever le niveau politique des paysans, pour éveiller leur conscience de classe. Les groupes communistes diffusèrent des milliers de manifestes dans les rangs des paysans.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La propagande révolutionnaire déployée dans les campagnes embrassait toujours plus de paysans. Dans une note de janvier 1921 il était déclaré que « ... le courant communiste se développe dans les communes de Cosminele, de Verbilău, de Strîmbeni (Prahova), etc. » [2]. Il en était de même dans d'autres villages du pays. Stimulés par les luttes de la classe ouvrière, les paysans entreprirent nombre d'actions. Un exemple éloquent de cette influence nous est offert par la grève à caractère agraire que déclarèrent les ouvriers agricoles de la ferme du domaine de Vîrtejul (Ilfov), grève qui eut lieu précisément pendant la grève générale [3]. Des

[1] *Documente din Istoria Partidului Comunist din Romînia, 1917—1922*, vol. I, 2e édition, 1957, p. 216.

[2] Archives centrales de L'Institut d'Histoire du Parti, Fonds 5, inv. 779/1921.

[3] Se référant à cette grève, le préfet du département d'Ilfov, communiquait au ministère des Affaires intérieures que les ouvriers agricoles refusaient d'exécuter les travaux qu'ils avaient encore à faire et refusaient aussi de les laisser effectuer par d'autres (Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds du ministère des Affaires intérieures, doss. 253/1920).

grèves analogues eurent lieu à Slobozia (Vlașca) où les paysans refusèrent de travailler la terre appartenant à la fabrique de sucre de Giurgiu. Bien plus, les paysans se mirent à fréquenter le club socialiste de la ville. En 1920, les paysans déclarèrent également la grève à la ferme *La vii* du département de Constanța. Nombre de plaintes datant de cette période reflètent le mécontentement des paysans à l'égard du mode dont avait été réalisée la mise en possession. Se référant aux mécontentements des paysans de Tulcea, l'administrateur de l'arrondissement de Cataloi mentionnait que « ... la plupart des plaintes soulignent que les artisans, les aubergistes et les habitants possédant déjà de la terre ont été favorisés lors de la mise en possession, alors que les orphelins, les invalides et les veuves de guerre n'ont pas été inscrits sur les listes respectives par les commissions locales » [1].

En refusant de participer aux mises en possession démonstratives qui avaient lieu avec la participation d'un grand nombre de personnes officielles, les paysans manifestaient par cette voie également leur mécontentement et surtout leur protestation contre les stipulations de la loi. Ainsi, le préfet de Mehedinți télégraphiait au premier ministre, à propos de la mise en possession démonstrative des paysans de la commune de Bîcleșul : « On a eu tort de choisir Bîcleșul pour la solennité de la première mise en possession ; il ne reste que peu de terre, et la moitié de la population est mécontente » [2].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Il semblerait à première vue que la paysannerie s'était résignée et se contentait de la terre accordée, laquelle cependant était loin de satisfaire sa soif de terre ; mais cela ne constituait que l'apparence, car nous voyons continuer à cette période l'occupation forcée des terres des gros propriétaires fonciers. Ainsi, dans les communes de Tomești, de Ghidigeni, de Stănulești, de Cîrlomănești, de Cărăpcești, de Florești, de Bogdănița, de Valea Stejarului (Tutova), d'Ursoaia (Vaslui), etc. les paysans pénétrèrent sur les terres des gros propriétaires fonciers et occupèrent les

[1] Archives de l'Etat, Tulcea, Fonds de la Préfecture du département de Tulcea, doss. 286/1921. Vu le grand nombre de plaintes relatives au mode d'application du décret de 1918 et du décret de septembre 1919, nous ne mentionnerons que quelques documents : Archives centrales de l'Institut d'Histoire du Parti, Fonds 5, doss. 778, 780, 787/1921 et Fonds 28, doss. 4351/1920/1921 ; Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, doss. 46/1920, 19, 24/1921 ; Archives de l'Etat, Suceava, Fonds de la Préfecture du département de Suceava, doss. 17/1920 ; Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture de Baia, doss. 8/1921 ; Archives de l'Etat, Caracal, Fonds du Conseil agraire, 1191 bis, paquet 647/1920 ; « Adevărul » du 7 juin 1921 ; « Socialismul » du 24 mars 1921 ; « Îndrumarea » du 27 mars 1920, etc.

[2] Archives de l'Etat, Bucarest, Fonds de la Présidence du Conseil des Ministres, doss. 57/1920, voir le journal « Îndrumarea » du 27 novembre 1920 concernant la mise en possession démonstrative de Roznov (Neamț).

parties non expropriables [1]. Dans sa réclamation adressée au préfet, le propriétaire de la terre de Rotopăneşti (Suceava) déclarait que « les habitants mis en possession sur ma tere continuent, malgré les ordres que leur a donnés le conseiller agricole de Suceava, de se faire construire des maisons sur les lopins de terre qu'ils ne détiennent que provisoirement, en vertu de la loi agraire ... Du reste, les paysans empiètent les chemins sur cette terre, occupent de force les champs qui ne leur appartiennent pas, tracent des sentiers à travers les champs ensemencés, dressent des clôtures sur les lieux qui ne leur appartiennent pas, créant par là une atmosphère d'anarchie » [2].

★

Les actions révolutionnaires déployées par la paysannerie dans la période 1917 — 1921, sous leurs différentes formes, étaient déterminées en premier lieu par l'absence de terre, ce à quoi s'ajoutaient les difficultés causées par la guerre et supportées surtout par la population des campagnes. La caractéristique principale de ces actions a été — dans la plupart des cas — leur spontanéité. Ce caractère spontané tient au fait que dans cette période la paysannerie était dépourvue d'un dirigeant à même d'organiser et surtout de conduire sa lutte. Là où l'influene des éléments révolutionnaires s'est fait sentir davantage — spécialement au voisinage des centres ouvriers — la lutte de la paysannerie a revêtu des formes plus variées et a atteint une plus grande intensité. Cette influence s'est manifestée de manière fréquente après la révolution de février 1917 et surtout après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Du fait de l'absence d'un parti marxiste-léniniste à même de canaliser les luttes des ouvriers et des paysans dans un flux révolutionnaire unique, les classes dominantes, soutenues par les leaders réformistes du parti socialiste ont pu manœuvrer en vue d'isoler les luttes de la classe ouvrière des mouvements de la paysannerie, déployés en même temps, mais parallèlement. « La bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers — souligne le camarade Gh. Gheorghiu-Dej — ont compris que l'effondrement de leur propre pouvoir devenait inévitable si le mouvement révolutionnaire du prolétariat se conjuguait avec la lutte pour la terre des masses paysannes. Epouvantées par l'influence de la révolution russe, qui a donné de la terre aux paysans, les classes dominantes ont fait dès

[1] « Vremea Nouă » (Bîrlad) du 1er mai 1921 ; « Adevărul » du 5 avril 1921.

[2] Archives de l'Etat, Fălticeni, Fonds de la Préfecture du département de Baia, doss. 8/1921.

1917 des promesses fallacieuses concernant une réforme agraire, réalisée en 1921, de manière fragmentaire, incomplète et qui continuait de maintenir la grande propriété foncière »[1].

Dans le feu de la révolution populaire, on a vu se forger sous la direction du Parti Communiste de Roumanie l'alliance indestructible entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, et on a réalisé la réforme agraire de 1945 qui a liquidé la grande propriété foncière.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Gh. Gheorghiu-Dej, *40 de ani de luptă a Partidului*, Bucarest, Ed. Politică, 1961, p. 10.

LE CARACTÈRE NATIONAL ET INTERNATIONAL DE LA RÉSISTANCE EN ROUMANIE *

par N. GOLDBERGER et G. ZAHARIA

Pendant la seconde guerre mondiale, les peuples d'Europe ont vu s'abattre sur eux la servitude fasciste, ainsi que le péril de perdre définitivement leur liberté et leur indépendance nationale. La conscience d'avoir un ennemi commun et la conscience de la nécessité de collaborer dans la lutte menée pour l'abattre, tel fut l'un des principaux facteurs qui firent que, à côté de son caractère profondément patriotique, national, la résistance des peuples eut aussi un profond caractère international.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'ennemi commun des peuples — l'Allemagne hitlérienne — fut aussi l'ennemi mortel du peuple roumain, qu'elle subjugua et dont elle se servit comme de chair à canon dans son aventure guerrière contre l'U.R.S.S., le poussant vers une catastrophe nationale.

Cherchant à maintenir intact et à employer à son profit le potentiel militaire et économique de la Roumanie, et en particulier ses ressources en pétrole, ses produits agro-alimentaires et d'autres matières premières, l'Allemagne hitlérienne réussit à occuper la Roumanie sans agression

* Résumé du compte rendu présenté par la délégation roumaine à la Conférence internationale des historiens sur la résistance à l'hitlérisme pendant la deuxième guerre mondiale, conférence organisée à Varsovie, du 15 au 18 avril 1962, par la Fédération internationale des combattants de la Résistance (F.I.R.) et le Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences de Pologne.

militaire directe, recourant, pour atteindre son but, à l'expansion économique et au chantage politique.

La perte de notre indépendance nationale, l'asservissement de la Roumanie par l'Allemagne hitlérienne coïncidèrent avec l'instauration en Roumanie, le 6 septembre 1940, d'une dictature militaire fasciste ayant à sa tête le général Ion Antonescu, et avec, peu après, l'entrée dans le pays des troupes hitlériennes.

Quoique, officiellement, l'entrée des hitlériens dans le pays fût présentée sous la forme d'une « mission militaire » venue pour instruire l'armée roumaine, l'effectif même de cette « mission » prouve qu'en réalité il s'agissait de troupes d'occupation, destinées à soutenir, par la force de leurs baïonnettes, le régime fasciste de Roumanie, à assurer l'asservissement du pays par l'Allemagne hitlérienne et sa transformation en base de départ de l'armée allemande. Ainsi, à l'automne de l'année 1940, la division 13 motorisée renforcée et la division 16 blindée [1] se répandirent en Roumanie ; puis, au printemps de l'année 1941, 10 autres divisions hitlériennes [2] vinrent s'installer dans les régions proches de la frontière soviétique. Les troupes hitlériennes occupèrent les centres vitaux du pays[3].

En fait, l'entrée en Roumanie, contre la volonté du peuple roumain, des hitlériens, équivalait à l'occupation militaire pure et simple du pays. Ce fait, d'ailleurs, fut également reconnu par les milieux financiers des U.S.A. La preuve en est que des représentants autorisés de la trésorerie des Etats-Unis d'Amérique justifièrent le blocage des fonds roumains en invoquant l'argument suivant : « Les Etats-Unis considèrent la Roumanie comme un pays occupé, étant donné que, bien que les troupes allemandes soient entrées dans le pays avec le consentement du gouvernement roumain, le peuple roumain n'a pas accepté ce fait librement, mais uniquement sous l'empire de la contrainte » [4].

Les efforts déployés par certains historiens ouest-allemands réactionnaires, dans le genre d'Hillgruber, pour falsifier l'histoire viennent en contradiction flagrante avec les documents allemands eux-mêmes, docu-

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Andreas Hillgruber, *Hitler, König Karl und Marschal Antonescu*, Wiesbaden, 1954, pp. 100—101.

[2] Voir *Le procès de Nuremberg*, tome 2, Moscou, 1958, document U.R.S.S.—154, p. 696 (déposition du général Pantazi, ancien ministre de la guerre dans le gouvernement d'Antonescu).

[3] Hillgruber reconnaît que dans chaque ville de garnison roumaine il y avait « en règle générale, un bataillon allemand » (*op. cit.*, p. 101).

[4] Archives du ministère des Affaires étrangères, fonds nº 71/1940, les relations américano-roumaines, vol. 38, télégramme nº 11 124 du 11 octobre 1940 adressé au ministère des Affaires étrangères de Roumanie par la légation roumaine à Washington.

ments qui attestent l'occupation de la Roumanie. Ainsi, dans un mémorandum secret élaboré par Borman, le 16 juillet 1941, en marge d'une séance tenue au quartier général d'Hitler, mémorandum cité au procès de Nuremberg par l'accusateur américain Haris, il est dit : « Il n'est pas nécessaire que nous tenions compte de la volonté d'un autre peuple ; nous devons planifier nos relations avec la Roumanie en accord avec ce principe » [1].

L'asservissement de la Roumanie par l'Allemagne hitlérienne eut des suites particulièrement douloureuses pour le peuple roumain. L'économie nationale de la Roumanie fut systématiquement, méthodiquement pillée par les hitlériens. Le pétrole, le blé, d'autres richesses du pays prirent le chemin de l'Allemagne. Selon des données incomplètes, depuis 1940 jusqu'en août 1944, 7 390 000 tonnes de pétrole furent expédiées en Allemagne [2], 1 378 450 tonnes de céréales et de semences, plus de 75 000 tonnes d'animaux sur pied et de produits animaux sortirent du pays[3]. Mais les chiffres sont beaucoup plus élevés si l'on ajoute à ceux que nous venons de citer ceux qui représentent la consommation des troupes allemandes cantonnées en Roumanie, ainsi que les livraisons directes aux troupes allemandes combattant sur le front. Ainsi, selon les données fournies par Hillgruber, pour le pétrole la différence atteint 2 391 000 tonnes [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'entretien des troupes allemandes cantonnées dans le pays fut, pour la Roumanie, un terrible fardeau. Pendant la seule période comprise entre le 1er avril et le 20 novembre 1941, le gouvernement Antonescu dépensa pour leur entretien et celui de la mission militaire allemande la somme de 24 milliards de lei [5].

Le pillage hitlérien épuisait les richesses du pays, ruinait l'économie nationale, rendait plus grande encore la misère dans laquelle se débattaient les masses populaires.

Mais voici un autre aspect de la domination fasciste : l'offensive contre la culture nationale, contre tout ce qui était progressiste dans la science, l'art, la littérature. La propagande fasciste professait l'irrationalisme, le mysticisme, le renoncement à la connaissance du monde, pro-

[1] Document L—221 (U.S.A.—317), voir *Le procès de Nuremberg*, tome III, Moscou, 1958, p. 438.

[2] M. Mănescu et I. Iţicovici, *Dezvoltarea economiei R.P.R.*, dans « Studii » XII (1959), nº 4, p. 55.

[3] Voir « Probleme economice », nº 12/1958, p. 116.

[4] Hillgruber, *op. cit.*, annexe nº II, tableau nº 5.

[5] Mémoire adressé, le 26 novembre 1941, au gouvernement allemand par le gouvernement roumain (Archives du ministère des Affaires étrangères, boîte 87, tome 47). Hillgruber reconnaît que les dépenses pour l'entretien des troupes allemandes « se sont vite révélées un lourd fardeau pour le budget roumain » (*op. cit.*, p. 103).

pageait le racisme, le culte de la violence et de la guerre, faisait une apologie éhontée de la dictature fasciste. Avec une haine féroce, les fascistes essayèrent de détruire les monuments historiques qui rappelaient au peuple l'héroïsme de ses soldats dans la lutte contre les militaristes allemands pendant la première guerre mondiale. Le musée militaire fut fermé, la statue représentant, à Bucarest, un groupe de soldats roumains de la première guerre mondiale fut détruite, la statue de Mărăşeşti fut profanée ; tous ces monuments rappelaient l'héroïsme de nos soldats pendant la célèbre bataille de Mărăşeşti gagnée, en 1917, sur les envahisseurs allemands.

Le joug fasciste pesa durement sur le peuple roumain, témoin la terreur sauvage déclenchée contre tous les démocrates et tous les patriotes. Sitôt arrivés au pouvoir, la clique d'Antonescu et les légionnaires, se sachant protégés par les baïonnettes hitlériennes, déclenchèrent une terreur féroce. Des milliers d'antifascistes furent expédiés dans les camps de concentration de Miercurea Ciuc, Caracal et Tîrgu Jiu, où ils furent soumis à un régime d'extermination physique et morale. Nombre d'entre eux furent assassinés. La garde de fer réglait leur compte aux combattants communistes antifascistes, tel Constantin David, assassiné en janvier 1941, et aux représentants de la vie politique et culturelle qui, d'une façon ou d'une autre, avaient une attitude antihitlérienne. C'est ainsi que, dans la nuit du 27 au 28 novembre 1940, furent sauvagement assassinés l'historien bien connu N. Iorga * et l'économiste V. Madgearu. L'emprisonnement de milliers d'antifascistes, les assassinats, les progroms contre les minorités nationales — tout visait à épouvanter les masses populaires, à briser leur opposition, à les contraindre à accepter le régime fasciste, le joug hitlérien, l'entraînement du pays dans la guerre aux côtés de l'Allemagne fasciste.

Pendant toute la durée de la domination fasciste, procès et condamnations à mort se succédèrent. Ainsi, au début de juillet 1941, le jeune combattant antifasciste Filimon Sîrbu est condamné à mort et exécuté, et quatre autres jeunes patriotes sont condamnés à des peines de 15 à 20 ans de travaux forcés ; le 5 novembre 1941, le procès d'un autre groupe de combattants antifascistes se termine par la condamnation à mort et l'exécution des époux Francisc et Lily Paneth, d'Ada Marinescu et du docteur Kornhauser ; en janvier 1942 a lieu le procès de 27 antifascistes de Bucarest ; en mars 1942, celui des antifascistes de l'imprimerie du

* Iorga avait été premier ministre dans l'un des gouvernements de l'entre-deux-guerres. C'était le troisième homme politique ancien premier ministre assassiné par les légionnaires.

« Moniteur Officiel » se solde par l'exécution des ouvriers Pompiliu Ştefu et Nicolae Mohănescu ; en mars 1942, c'est l'exécution du jeune antifasciste Dan A. Mihailovici, et, en juin de la même année, celle du lycéen Cornel Elias et de deux de ses camarades ; en août 1942, l'étudiant Justin Georgescu, membre de l'Union de la Jeunesse Communiste, mort sous les coups, est jeté par la fenêtre du troisième étage de la Sûreté pour faire croire à un suicide ; en février 1943, l'intrépide combattant antifasciste Petre Gheorghe, secrétaire du comité départemental d'Ilfov du Parti Communiste de Roumanie, est exécuté ; en mars 1942, a lieu le procès des 19 antifascistes des Usines I.A.R. de Braşov ; en août 1942, celui de 34 antifascistes à Bucarest ; en août 1943, celui de 31 patriotes à Bucarest et de 27 autres à Constanţa ; en janvier 1944, c'est, à Bucarest, le procès de 52 patriotes, en mai 1944 celui de 16 autres à Ploieşti. Des fils dévoués du peuple comme Vasile Tudose, Jozsa Béla, S. Plavăţ, d'autres encore tombent dans la lutte contre le régime fasciste et les occupants hitlériens.

Quoique, pour exercer la terreur fasciste, les hitlériens fissent appel à la clique militaire fasciste et à ses organismes de répression, la Gestapo hitlérienne et d'autres organismes répressifs allemands s'occupèrent directement de torturer, d'assassiner les patriotes roumains. Selon les aveux faits par le chef du service secret fasciste roumain, Eugen Cristescu —devant le tribunal qui jugea, en 1946, les principaux criminels de guerre —, il y avait en Roumanie 11 services hitlériens d'espionnage et de répression. Dans une seule raffinerie de Ploieşti, par exemple, la surveillance était exercée par des agents du Service de contrôle et d'informations allemand, du Service de contresabotage allemand et du Service secret allemand [1]. Plus d'une fois, les patriotes roumains furent livrés, après leur arrestation, à la Gestapo qui leur fit subir des tortures bestiales. En mars 1944, à la prison de Rybnitsa, 52 détenus antifascistes roumains furent assassinés par les hitlériens.

Dans ce redoublement de terreur et d'exécutions, une part non négligeable revint à la visite, en 1942, du docteur Globke, en qualité d'« envoyé spécial » d'Hitler et de membre d'une délégation conduite par Wilhelm Struckart, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur hitlérien. Après des conversations secrètes avec Ion Antonescu, le docteur Globke inspecta, dans plusieurs villes du pays, les organismes répressifs de l'Etat et eut des entrevues avec les préfets et les chefs de la police. Ce n'est pas par hasard que, pendant cette visite, un certain nombre de commu-

[1] Rapport nº 25 463 du 20 mars 1943 de l'Inspection régionale de police de Bucarest à la Direction générale de la police (Archives du C.C. du P.O.R.), fonds nº 5, unité de conservation nº 941, f. 44-58.

nistes roumains furent condamnés à mort et exécutés. Mais, comme partout ailleurs, la terreur fasciste ne faisait qu'accroître la haine des masses à l'égard de la dictature militaire fasciste et des hitlériens ; sans cesse de nouveaux combattants antifascistes prenaient la place de ceux qui étaient tombés. La « mission » hitlérienne joua un rôle important dans l'envoi des Juifs de Roumanie dans les camps et les ghettos de la région du Boug, où des dizaines de milliers d'entre eux furent exterminés. Pour avoir organisé ces crimes, les membres de la « mission spéciale » furent décorés de « L'Etoile de Roumanie »[1] par le roi Michel et Antonescu.

Mais le crime le plus monstrueux des hitlériens et de leurs laquais fascistes de Roumanie fut de jeter notre pays, contre la volonté du peuple, dans l'odieuse guerre antisoviétique. La jeunesse, la fleur du peuple roumain, fut envoyée à la mort pour défendre les intérêts de l'Allemagne hitlérienne. 1 000 000 d'hommes furent expédiés successivement sur le front. Dès le début de la guerre, à la bataille d'Odessa, nos pertes furent importantes et, jusqu'au 31 décembre 1942, l'armée roumaine avait déjà eu 220 000 morts et blessés et plus de 80 000 prisonniers[2]. Au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, les énormes pertes subies par les troupes roumaines — au total près de 600 000 hommes — apportaient le deuil dans des centaines de milliers de foyers, remplissaient d'amertume et de révolte les cœurs des soldats et des officiers roumains qui se voyaient sacrifiés dans une guerre contraire aux véritables intérêts du peuple, employés comme chair à cannon dans une guerre injuste. Tout cela poussait le pays vers une catastrophe nationale.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les plans d'avenir des hitlériens, de même que la situation de la Roumanie sous leur domination et celle de la clique d'Antonescu, montrent on ne peut plus clairement que le sort réservé au peuple roumain était le même que celui réservé à tous les peuples subjugués par l'Allemagne hitlérienne, qu'il avait le même ennemi que les autres peuples : le fascisme, l'Allemagne hitlérienne. Les forces patriotiques de Roumanie comprenaient cela parfaitement. Telles furent les conditions dans lesquelles le peuple roumain, aux côtés des autres peuples d'Europe, lutta pour son indépendance, pour son avenir, pour la liberté et la démocratie.

La définition du caractère national et international de la résistance nécessite, selon nous, une analyse des forces principales de ce mouvement

---

[1] « Timpul » du 26 mars 1942, n° 1753.

[2] Voir V. Zaharescu et M. Condurache, *Din activitatea P.C.R. pentru atragerea armatei alături de lupta forțelor patriotice pentru înfăptuirea insurecției armate și întoarcerea armelor împotriva Germaniei hitleriste*, dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C. C. al P.M.R. », n° 4/1961, p. 16.

ainsi que de ses objectifs, sachant que le caractère de tout mouvement de masse est avant tout déterminé par les forces qui le dirigent et les objectifs qu'il se propose, par la mesure dans laquelle ces objectifs répondent aux intérêts du progrès et reflètent les nécessités réelles de la lutte pendant la période respective.

La force la mieux organisée, la plus combattive et la plus conséquente, dans la lutte contre le fascisme, fut la classe ouvrière. Elle polarisa toutes les forces patriotiques, entraîna de plus en plus dans la lutte la paysannerie, les intellectuels progressistes, les éléments patriotiques de l'armée. Un autre trait de la Résistance roumaine, trait commun à tous les mouvements de résistance d'Europe, est d'avoir réuni les patriotes quelles que fussent leurs convictions politiques ou religieuses, leur appartenance sociale, leur nationalité, son noyau le plus combatif, le mieux organisé, le plus ardent à la lutte étant la classe ouvrière. Comme dans toute l'Europe, le mouvement de résistance de ces forces populaires ne se limitait pas aux aspects purement militaires de la lutte pour l'anéantissement de l'Allemagne hitlérienne ; les masses populaires luttaient pour l'extirpation totale du fascisme et de ses racines, pour la démocratisation de la vie politique et sociale, aspiraient à prendre leur sort dans leurs propres mains.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Aux côtés de la classe ouvrière, des personnalités marquantes de la vie politique se rallièrent à la lutte antifasciste contre les envahisseurs hitlériens. Tel fut le cas du docteur Petru Groza, ancien ministre, fondateur et président de l'organisation paysanne « Le front des laboureurs », à qui son activité démocratique et antifasciste valut d'être arrêté en 1943—1944.

En mai 1944, Gheorghe Tătărescu, qui avait été plusieurs fois premier ministre et représentait un groupe important du Parti national-libéral, groupe frappé dans ses intérêts économiques par l'asservissement de la Roumanie à l'Allemagne fasciste, entra dans le front antihitlérien.

L'homme politique et philosophe bien connu Mihail Ralea, ayant quitté le Parti national-paysan et fondé le Parti socialiste-paysan, entre lui anssi, en 1943, dans le front antihitlérien.

Toutes ces forces avaient à leur tête le Parti Communiste de Roumanie. Grâce à sa politique conséquente d'union de toutes les forces patriotiques, au dévouement, au courage avec lesquels les communistes luttaient contre le fascisme, à leur capacité d'organisation, à leur profond patriotisme, au fait qu'ils surent indiquer avec clarté les buts de cette lutte et les moyens à employer, le parti communiste devint le dirigeant reconnu de la lutte antifasciste, exprima les intérêts les plus vitaux du peuple tout entier.

Tout autre fut la position des dirigeants des vieux partis politiques qui avaient tour à tour gouverné la Roumanie — le Parti national-paysan et le Parti national-libéral — qui acceptèrent la dissolution des partis politiques pendant la dictature de Charles II. Durant toute la période précédant l'instauration de la d ctature fasciste, les leaders de ces partis, I. Maniu, D. Brătianu et d'autres représentèrent, de concert avec la monarchie, les intérêts des forces réactionnaires de la société roumaine, opposées à la lutte du peuple pour le progrès social, pour la démocratisation du pays, pour l'indépendance et la souveraineté nationales, et refusèrent toute collaboration avec les forces démocratiques contre le fascisme, ouvrant à celui-ci la route du pouvoir. Cette attitude politique conditionna également celle qu'ils adoptèrent pendant la dictature militaire fasciste et la guerre antisoviétique. Bien que, pour la forme, ils fussent dans l'opposition, leur mentalité réactionnaire et leur antisoviétisme enragé les empêchèrent de participer à la résistance et les poussèrent, en fait, vers le collaborationnisme. C'est ainsi qu'ils aidèrent le gouvernement d'Antonescu en lui fournissant des « techniciens » *. C'est ainsi, également, qu'ils déclarèrent, comme, par exemple, Maniu dans son mémoire du 8 novembre 1941, qu'ils « approuvaient l'action militaire entreprise », ainsi encore que certains de leurs leaders — comme Ion Mihalache, vice-président du Parti national-paysan, et G. Brătianu, vice-président du Parti national-libéral, bien connu pour ses relations avec les hitlériens — s'enrôlèrent avec éclat comme « volontaires » pour le front antisoviétique. Ultérieurement, surtout quand il fut devenu clair pour tout le monde que l'Allemagne hitlérienne allait à la défaite, devant l'extension prise par la lutte antifasciste à l'intérieur du pays et enfin sous l'influence de la création et de la consolidation de la coalition antihitlérienne, les chefs du Parti national-paysan et du Parti national-libéral se virent contraints de se désolidariser de la guerre hitlérienne, de demander dans leurs mémoires à Antonescu le retrait du front de l'armée roumaine, de manœuvrer pour s'assurer l'appui des milieux dirigeants anglo-américains. En adoptant cette position, ils espéraient pouvoir réussir à limiter les objectifs de la résistance, à prendre le pouvoir au cas où Antonescu serait renversé, à empêcher la lutte des masses populaires pour des transformations démocratiques profondes. En même temps, redoutant que la lutte des masses populaires contre le fascisme ne se proposât d'accomplir de profondes transformations démocratiques, ils

BCU Cluj / Central University Library Cluj

* Ainsi, dans le gouvernement d'Antonescu, les nationaux-libéraux Crețeanu et Ottulescu, les nationaux-paysans Gerota et G.Popescu, d'autres encore occupaient des postes de ministres ou de secrétaires généraux de ministère.

continuèrent de refuser de collaborer à la lutte active contre le régime fasciste. Pendant toute la durée de la dictature militaire fasciste, les leaders nationaux-paysans et nationaux-libéraux n'organisèrent jamais une seule action de résistance de masse. Si, dans d'autres pays d'Europe, des leaders politiques bourgeois prirent part à la résistance, furent internés dans des camps ou exécutés, on ne peut en dire de même des leaders des partis national-paysan et national-libéral dont aucun ne s'exposa à quelque condamnation ou quelque persécution que ce fût pour activité antihitlérienne.

Très caractéristiques de leur « opposition » à la dictature fasciste furent leurs actions de coulisses stériles et leurs tractations sans fin avec le maréchal Antonescu, tractations qui, sous la forme de contacts directs ou de mémoires, durèrent jusqu'au jour de son arrestation.

Leurs tentatives de prendre contact et d'engager des pourparlers avec les alliés occidentaux en 1943—1944 ont été exagérément qualifiés d'action de résistance [1]. En échange, la résistance conduite par le parti communiste était connue de tous. Parlant de la situation en Roumanie pendant cette période, quand, en 1943, sous la conduite du parti communiste, le Front patriotique antihitlérien fut créé, C. Kormos écrivait dans un livre paru en Angleterre en juillet 1944 sous le titre *Rumania* que « la force du mouvement clandestin de Roumanie est difficile à apprécier. Plusieurs chocs ont eu lieu avec les Allemands, ainsi que des actes de sabotage et, dernièrement, des activités de partisans ... Les opposants au régime d'Antonescu appartenant aux différents partis ont réussi à créer un embryon de mouvement uni de libération, dont la dénomination laisse supposer qu'il est dirigé par les communistes »[2]. L'auteur mentionne également l'augmentation de l'influence des forces patriotiques dans les rangs des cheminots et dans les zones industrielles, autour des villes de Bucarest, de Ploieşti et de Braşov [3].

Les actes et les objectifs des partis national-paysan et national-libéral se différenciaient radicalement de ceux du mouvement de résistance des masses populaires, qui, pendant toute la durée de la dictature militaire fasciste, eurent pour objectif le renversement de la dictature militaire fasciste, le retrait de la Roumanie de la criminelle guerre antisoviétique, le retournement des armes contre l'Allemagne fasciste et le

[1] *Foreign Relations of the United States Conferences at Cairo and Teheran 1943*, Washington, 1961, p. 362.

[2] C. Kormos, *Rumania*, Cambridge, At the University Press, 1944, p. 109.

[3] *Ibidem*.

ralliement de la Roumanie à la coalition antihitlérienne, la démocratisation de la vie politique et sociale du pays.

Ces objectifs furent formulés dans les documents élaborés par le Parti Communiste de Roumanie et furent largement popularisés par la presse clandestine et les manifestes du P.C.R. et d'autres organisations patriotiques. En commençant avec les documents du P.C.R. datant de 1941 et surtout de 1943—1944, ces objectifs se cristallisèrent dans une série de mots d'ordre de lutte concrets.

Ainsi, la plate-forme proposée par le P.C.R. le 6 septembre 1941 en vue de la formation d'un front antihitlérien prévoyait : la cessation de la guerre contre l'Union Soviétique, puis la lutte aux côtés de l'U.R.S.S. et de tous les peuples épris de liberté contre l'Allemagne hitlérienne, l'expulsion des hitlériens, la reconquête de la liberté et de l'indépendance nationale de la Roumanie, le renversement de la dictature militaire fasciste, la formation d'un gouvernement composé des représentants de toutes les forces patriotiques, la libération du nord de la Transylvanie ravi à la Roumanie par l'odieux diktat de Vienne, etc. « Le sabotage de la production d'armement, des transports de munitions, d'armes et de troupes pour les oppresseurs sanguinaires du peuple roumain, pour la guerre d'Hitler, la lutte, l'arme à la main, contre l'armée d'Hitler — était-il souligné dans la plate-forme — est le devoir de chaque patriote roumain qui veut voir le peuple roumain libre et indépendant »[1].

© Babeș-Bolyai University Library Cluj

Ces tâches furent réaffirmées dans la résolution du Comité Central du P.C.R. de janvier 1942, dans la plate-forme du Front patriotique antihitlérien proposée par le P.C.R. en juin 1943, ainsi que dans d'autres documents.

Le tournant décisif de la résistance eut lieu en août 1943, quand, partant de l'analyse, sous tous ses aspects, de la situation intérieure et internationale, les cadres de base du Parti Communiste de Roumanie, ayant à leur tête Gheorghe Gheorghiu-Dej, élaborèrent les plans de la préparation et de l'exécution de l'insurrection armée, en guidant la lutte de toutes les forces patriotiques dans cette direction. Ce faisant, la Résistance roumaine possédait désormais un programme de lutte profondément patriotique qui exprimait les intérêts vitaux du peuple et traçait les tâches concrètes des forces patriotiques de Roumanie découlant de la situation politique et militaire réelle du pays, sur le plan intérieur et international.

---

[1] *Documente din istoria Partidului Comunist din Romînia*, 2e éd., Ed. pentru literatură politică, 1953, p. 349.

En même temps, ce programme correspondait totalement aux objectifs internationaux de la résistance en Europe, objectifs communs à tous les peuples qui luttaient contre leur ennemi mortel — l'Allemagne hitlérienne.

Devant les forces patriotiques de Roumanie se dressaient certaines tâches spécifiques qui ne figuraient pas au programme de la résistance des pays occupés par l'Allemagne fasciste à la suite d'une agression militaire directe : le retrait du pays de la guerre qu'il faisait aux côtés de l'Allemagne hitlérienne, le retournement des armes contre les troupes hitlériennes, le renversement du gouvernement fasciste. Telles étaient le genre de tâches qu'avaient à résoudre les peuples des pays qui faisaient partie du bloc fasciste. Découlant de la situation concrète de la Roumanie, ces tâches indiquaient justement les moyens par lesquels le peuple roumain pouvait apporter — ce qu'il fit — sa contribution à la lutte commune des peuples pour la réalisation des objectifs principaux de la résistance — l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, l'anéantissement du fascisme, la libération des peuples, la conquête de l'indépendance et de la souveraineté nationale. L'accomplissement des objectifs de la Résistance roumaine avait donc une exceptionnelle importance patriotique nationale, car il assurait la libération du peuple roumain du joug fasciste, l'expulsion des hitlériens, la libération du nord de la Transylvanie, mais avait aussi une importance internationale du fait qu'il offrait au peuple roumain la possibilité de participer de toutes ses forces à la résistance.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'insurrection armée antifasciste d'août 1944 et la participation du peuple roumain, de toutes ses forces, à la guerre antihitlérienne jusqu'à l'écrasement définitif de l'Allemagne nazie aboutirent à l'accomplissement total des objectifs nationaux et internationaux de la Résistance roumaine, à la libération complète de la patrie du joug fasciste et des occupants hitlériens, à l'instauration d'un régime réellement démocratique, qui a assuré les droits et les libertés des masses populaires, consolidé l'indépendance et la souveraineté du peuple roumain.

L'insurrection armée et la participation à la guerre contre l'Allemagne fasciste, telle a été la contribution du peuple roumain à la défaite du pire ennemi de tous les peuples et de la civilisation humaine.

★

Un trait commun de tous les mouvements de résistance fut que, étant un large mouvement de masse, un combat livré par les forces patriotiques populaires pour la défense des intérêts vitaux des peuples, chacun a connu des étapes différentes et une évolution distincte déterminées

par les conditions concrètes existant dans le pays respectif, par les formes et l'intensité de la lutte pendant telle ou telle période, par le degré de participation des masses au mouvement de résistance et par les résultats obtenus. En même temps, du fait de l'existence d'un ennemi commun, du fait, aussi, que la lutte des peuples opprimés par les hitlériens allait de pair avec celle des Etats membres de la coalition antihitlérienne, la résistance fut directement influencée par la situation internationale générale, par l'évolution de la situation militaire, ce qui fait que l'on peut distinguer des étapes communes dans le développement de tous les mouvements de résistance.

En ce qui concerne les formes et les méthodes de combat, le caractère général de la résistance en tant que mouvement de masse des peuples pour la défense de leur existence, de l'indépendance et de la souveraineté nationales, la lutte contre l'ennemi commun a déterminé une grande ressemblance, à cet égard, entre les mouvements de résistance de la plupart des pays. Ainsi, comme traits communs de la lutte antifasciste, citons la résistance aux mesures et aux ordres des occupants, la diffusion de la presse clandestine et de la propagande antifasciste, les grèves et les sabotages, les luttes de partisans, l'insurrection armée. Mais il faut remarquer que, dans le cadre des différentes étapes, telle ou telle forme, telle ou telle méthode générale de combat prédomina, en fonction des conditions concrètes existant dans chaque pays, du degré d'organisation et d'intensité de la résistance, des traditions de lutte des peuples respectifs.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pendant la première étape de la résistance sur le plan européen, la Roumanie n'avait pas encore été engagée dans la guerre. Cependant, étant donné qu'elle était asservie du point de vue économique et politique à l'Allemagne hitlérienne, les forces patriotiques luttèrent contre les accords économiques asservissants qui avaient provoqué la baisse du niveau de vie de la population, pour la défense de l'indépendance nationale gravement menacée, pour celle des droits et des libertés démocratiques, contre les préparatifs de la guerre antisoviétique.

En même temps a lieu le diktat de Vienne, la dictature militaire fasciste est instaurée et les troupes hitlériennes entrent dans le pays. Dans de nombreuses régions les masses populaires protestent par d'innombrables grèves ou conflits de travail dans les entreprises de Bucarest, Jassy, Cluj, Arad, Valea Mureşului, etc., par des actions paysannes ou des manifestations de femmes et de mères de soldats ; en certains endroits, ces manifestations se soldent même par des heurts avec la police et la gendarmerie. Des déplacements se produisent au sein des diverses caté-

gories sociales. Une partie de la bourgeoisie, que ses intérêts économiques ou sa formation culturelle lient à l'Angleterre et à la France, prend une attitude hostile à la politique de subordination de notre pays et d'expansion de l'Allemagne hitlérienne.

L'instauration de la dictature militaire fasciste et l'entrée des troupes hitlériennes en Roumanie en septembre 1940 ayant créé des conditions nouvelles, le mouvement de résistance prend naissance comme une continuation de la lutte antérieure.

Dès le début, les masses populaires avaient accueilli avec hostilité l'entrée, en septembre 1940, avec l'assentiment de la réaction roumaine, des troupes hitlériennes dans notre pays. Considérant cette entrée des Allemands comme une invasion, comme un acte foulant grossièrement aux pieds l'indépendance et la souveraineté de la Roumanie, les travailleurs manifestaient sous les formes les plus variées leur hostilité à l'égard des occupants hitlériens. Les autorités militaires fascistes elles-mêmes durent reconnaître que « la population roumaine, ne voyant pas d'un bon œil la présence des troupes allemandes, provoque divers incidents avec les militaires allemands » [1]. Cet état d'esprit du peuple se reflète également dans les nombreux mécontentements qui se manifestent dans l'armée roumaine devant l'entrée des troupes hitlériennes, fait qui détermine le ministre de la guerre à ordonner que l'on surveille l'état d'esprit des troupes, et que les corps des officiers « n'affiche plus de sentiments germanophobes ou d'indifférence ostentative » [2].

Dans différents endroits du pays, par exemple à Jassy, Arad, Valea Mureşului, les masses manifestent contre le fascisme et pour leurs revendications économiques. Le 3 novembre 1940, à Bucarest, un grand nombre d'ouvriers, de paysans, de petits commerçants, etc. manifestent contre le fascisme aux cris de : « A bas le fascisme ! », « A bas la terreur ! », « Vive l'Union Soviétique ! », « A la porte, l'armée d'occupation ! », « Nous voulons du pain, pas la guerre ! » [3].

Entre le 15 avril et le 5 mai 1941, dans la Vallée du Jiu, dans les mines de Petrila, d'Aninoasa, de Lupeni, de Lonea et autres localités,

[1] Archives du ministère des Forces Armées, Grand état-major ; l'état d'esprit dans l'armée touchant la présence des troupes allemandes en Roumanie (10.X.1940 — 1.II.1941), p. 15 ; voir également Ion Leonida, *Un episod eroic din războiul antihitlerist*, dans « Studii », XII (1959), nº 4, p. 226.

[2] Voir « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 4/1961, p. 42.

[3] Voir N. Petrovici, *Manifestaţia de la Obor din Bucureşti organizată de P.C.R. cu prilejul zilei de 7 noiembrie 1940*, dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », IV (1958), nº 5—6, pp. 163—164.

une grève importante périclite l'approvisionnement de la machine de guerre fasciste. Le 3 mai 1941, le directeur général des Chemins de fer roumains rapporte au président du Conseil des ministres que « si l'on ne prend pas des mesures énergiques, dans 6 ou 7 jours les chemins de fer et avec eux toute l'industrie n'auront plus de charbon » [1].

La lutte contre le fascisme et contre les préparatifs de guerre commence dès cette période à prendre directement la forme d'actes de sabotage. Antonescu lui-même est contraint de le reconnaître, témoin cette résolution apposée sur un rapport annonçant que, le 2 mars 1941, 1 000 mines ont été détruites à la fabrique de mines antitanks de Mogoşoaia : « les incendies d'entrepôts alimentaires et militaires se multiplient. Nous n'avons pas besoin d'autres preuves pour nous convaincre que nous avons affaire à une action organisée, dirigée » [2].

Tout cela prouve que les forces patriotiques de Roumanie agissent avec toujours plus de décision contre la dictature militaire fasciste et les occupants hitlériens.

Avec le déclenchement de l'agression contre l'Union Soviétique (22 juin 1941), la situation de la Roumanie s'aggrave. Les manifestes antifascistes se multiplient. Les forces patriotiques commencent à serrer les rangs sur la base de la plate-forme proposée le 6 septembre 1941 par le parti communiste. En 1942 prend naissance l'organisation l'Union des patriotes, qui réunit de nombreux intellectuels patriotes, ainsi que des éléments provenant des rangs des couches moyennes. En juin 1943, s'unissent pour former le Front patriotique antihitlérien : le Parti Communiste Roumain, le Front des laboureurs conduit par le docteur Petru Groza, l'Union des patriotes, l'Organisation des travailleurs hongrois de Roumanie (Madosz), le Parti paysan-socialiste conduit par Mihail Ralea, ainsi que plusieurs organisations du Parti social-démocrate.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A la suite des victoires éclatantes remportées par l'armée soviétique sur la Volga et à Koursk, la crise du régime fasciste commence à se manifester sous la forme de contradictions entre le gouvernement militaire fasciste et l'Allemagne hitlérienne sur le plan externe et, sur le plan intérieur, par l'aggravation des contradictions entre les milieux proches du trône et le gouvernement Antonescu. En avril 1943, le dictateur fasciste lui-même est contraint de reconnaître au cours d'une conférence des commandants de grandes unités militaires, que l'Etat fasciste « vacille » [3].

---

[1] Voir « Revista arhivelor », nº 1/1959, p. 16.

[2] Ibidem, p. 18.

[3] Archives de l'Etat de Bucarest, fonds de la présidence du Conseil des ministres, paquet 82, doss. 190, f. 11.

Aussi bien le gouvernement que les milieux proches du trône et les leaders des partis national-paysan et national-libéral commençent à essayer de trouver des solutions pour sortir de la crise.

Pendant cette étape, les actes directs de sabotage et de diversion représentent, dans les conditions existant en Roumanie, l'une des plus importantes méthodes de lutte contre la machine de guerre fasciste. Ces actions, qui périclitaient directement la machine de guerre hitlérienne, furent en Roumanie, comme partout ailleurs, employées pendant toute la durée de la résistance, jusqu'à l'insurrection armée.

Comme dans tous les pays placés sous le joug fasciste, l'organisation de grèves, surtout en temps de guerre, implique des difficultés énormes et attire sur les grévistes de terribles répressions. Pourtant, des grèves et des conflits de travail, souvent accompagnés de manifestations, ont lieu aux Usines « Lemaître » et « Wolf » ainsi qu'à l'Arsenal de Bucarest, aux Usines « Concordia » de Ploiești, « Astra » et « Textila » d'Arad, etc.

De nombreux actes de sabotage se produisent aux Usines « Malaxa », « Metaloglobus », « Leonida », « Acta », aux Ateliers des Chemins de fer, à la Société des tramways à Bucarest, dans la région pétrolifère, aux Usines d'aviation I.A.R. de Brașov, aux Usines métallurgiques de Reșița et dans d'autres entreprises, ainsi que dans les transports. La terreur fasciste, la militarisation des entreprises, l'exécution des patriotes arrêtés ne peuvent empêcher cette lutte de se dérouler pendant toute la durée du régime fasciste. Parlant de cette situation, le journal « Pravda » écrivait déjà le 12 août 1941 que, en dépit des ordres donnés par les autorités fascistes de Roumanie de fusiller les patriotes qui commettent des actes de sabotage, « ...le nombre des actes de sabotage, des attaques contre des trains militaires, des cas de détérioration des câbles, etc., augmente continuellement ». Dans le même article, la « Pravda » soulignait que « c'est par milliers que les patriotes roumains prennent part aux actes de sabotage et aux attaques contre les occupants » et que ces patriotes « sont aidés par la population ». En ce qui concerne l'efficacité des actes de sabotage, surtout de ceux qui frappaient un point extrêmement sensible pour les hitlériens — l'approvisionnement en combustible de leur machine de guerre —, la « Pravda » mentionnait en novembre 1941 que : « le résultat de ces actes de diversion et de sabotage sur les chantiers pétroliers et dans les usines de Roumanie, c'est que l'armée allemande reçoit ces derniers temps 15 à 20% de moins de produits pétroliers qu'elle n'en escomptait »[1].

[1] « Pravda » du 13 novembre 1941, communiqué du Bureau soviétique d'informations.

Le sabotage est pratiqué sous les formes les plus différentes, des détériorations ayant pour effet d'interrompre la production et la fabrication intentionnelle de pièces inutilisables jusqu'à la destruction par explosifs d'objectifs importants.

Par exemple, on coupe les câbles d'alimentation en énergie électrique, on provoque des courts-circuits, on met du sable dans les essieux des wagons, etc. A Constanța, pendant les premiers jours de la guerre, les patriotes coupent les câbles qui alimentent en courant électrique les projecteurs de la D.C.A. allemande [1]. A la Société pétrolière « Astra Romînă », au printemps de 1943, deux câbles principaux de l'installation de distillation et de raffinage sont coupés, ce qui a pour effet de stopper la marche de l'installation [2]. Aux Usines « Malaxa » de Bucarest et aux Usines de Reşiţa, on provoque des courts-circuits qui interrompent pour longtemps la production, on détériore les canons et les tanks [3]. Aux Ateliers des Chemins de fer de Bucarest, on met du sable ou de la limaille de fer dans les boîtes de graissage des essieux de locomotives, ou encore, les chenilles de 8 tanks sont intentionnellement mal trempées et doivent être jetées au rebut [4]. A la fabrique « Parcomet », on détériore les formes, ce qui provoque des défections dans les pièces par écoulement du métal [5], etc.

Le 11 juillet 1942, les dépôts de munitions situés aux abords de la ville de Buzău sont incendiés et le feu se propage à un dépôt allemand de carburants. De la lecture du Bulletin d'informations du Cabinet militaire d'Antonescu, il ressort qu'environ 200 wagons de munitions (obus d'artillerie et de mortiers, cartouches) sont détruits, ainsi que plusieurs centaines de wagons d'essence d'aviation du dépôt allemand de carburants [6]. Toujours pendant l'été de 1942, l'arsenal militaire de Tîrgovişte est la proie des flammes.

Au début de 1943, le dépôt des Usines Mîrşa — plusieurs centaines de wagons de munitions d'artillerie — saute, et l'usine elle-même est partiellement détruite [7].

La résistance aux mesures prises par la dictature fasciste grandit aussi à la campagne, où elle se manifeste sous les formes les plus variées : sabotage des livraisons forcées de produits agricoles, dissimulation des

[1] Archives du C.C. du P.O.R., doss. 58/181.
[2] Ibidem, doss. 43086, F.N., tome 32, f. 39.
[3] Ibidem, doss. 4725—61, f. 264, doss. 682, fonds 96, f. 394—396.
[4] Ibidem, doss. 4725—61, f. 264.
[5] Ibidem, doss. 43 086, F. N., tome 32, f. 39.
[6] Voir « Revista arhivelor », nº 1/1959, p. 22.
[7] Archives du C.C. du P.O.R., doss. 4377, f. 1.

céréales et du bétail, refus de payer les impôts, aide aux insoumis et aux déserteurs, etc. A la fin de mai 1943, la police signale que les paysans manifestent « de l'hostilité au régime » [1].

La population sachant que l'armée roumaine n'est pour l'Allemagne hitlérienne que de la chair à canon tout juste bonne à défendre ses intérêts, l'insoumission est justement l'un des principaux moyens par lesquels elle manifeste son opposition à la politique des hitlériens et de leurs laquais fascistes autochtones. Les documents des autorités militaires datant de cette période sont pleins d'exemples de ce genre. Ainsi, en octobre 1942, le cercle de recrutement de Sibiu enregistre 4062 jeunes insoumis à l'incorporation, la Ire Armée 10 683 insoumis à l'incorporation et à l'appel sous les drapeaux. Pendant la première moitié de l'année 1943, la Ire Armée totalise 14 127 hommes n'ayant pas répondu à l'appel sous les drapeaux, le 5e Corps territorial 24 822 insoumis à l'incorporation et à l'appel sous les drapeaux [2].

L'une des manifestations de l'état d'esprit antihitlérien des masses où s'exprime fortement l'internationalisme des patriotes roumains, c'est la solidarité avec les prisonniers de guerre soviétiques, les actions entreprises pour leur venir en aide. Les patriotes entrent en contact avec les prisonniers contraints de travailler dans des entreprises et, dans la mesure du possible, leur accordent une aide matérielle et morale. En même temps, ils prennent contact avec les prisonniers des camps et leur viennent en aide. Le 9 décembre 1942, la Direction générale de la police, jugeant cet état de choses inquiétant, signale par exemple qu'à Reşiţa et dans les localités minières du département de Caraş « on a constaté à plusieurs reprises que les ouvriers vont au camp où travaillent les prisonniers russes et leur donnent en cachette des vivres, des vêtements et de l'argent. Ceux qui ont été pris ont été fouillés et traduits en justice » [3].

Fait qui mérite d'être souligné, dans certains cas, les grèves fournissent au caractère internationaliste de la résistance et à la solidarité des patriotes des différents pays l'occasion de se manifester. Ainsi, dans une carrière de pierre à chaux des Usines « Solvay » de Turda, où l'on travaille pour l'armée, 260 ouvriers roumains et 70 prisonniers soviétiques organisent en commun des actions qui culminent par la grève les 30 et 31 janvier 1943 [4]. Dans l'extension du mouvement de résistance, un grand rôle revient également à la propagande antifasciste. Celle-ci revêt des formes

[1] Archives du C.C. du P.O.R., doss. 3667/8, f. 248.
[2] Voir V. Zaharescu et M. Condurache, *op. cit.*, pp. 52—53.
[3] Archives du C.C. du P.O.R., doss. spécial n° 33 076—2793, tome 42, f.00609.
[4] Archives du C.C. du P.O.R., doss. spécial 33 112—2950, tome 13, f.0249, 0250 et 0253.

multiples, allant de la propagande et de l'agitation orales aux mots d'ordre tracés sur les murs, à la diffusion d'un grand nombre de manifestes, à l'impression de la presse interdite. Ainsi, un rapport de la Sûreté sur l'état d'esprit de la population et sur les mouvements politiques pour la période allant du 1er avril 1942 au 1er avril 1943 signale la diffusion répétée de manifestes et de brochures antifascistes dans 12 localités et départements importants du pays — Bucarest, Jassy, Timişoara, Constanţa, Craiova, Braşov, Arad, etc. [1]. Aux prix d'énormes difficultés, la presse interdite réussit à paraître et à être diffusée. A partir du début de l'année 1942, paraît un « Buletin al C.C. al P.C.R. », et, à partir de 28 janvier 1943, le journal patriotique clandestin « Romînia liberă ». Paraissent également d'autres organes de presse, comme « Buletinul capitalei », « Tînărul patriot », « Romînia liberă — Banat ». La presse interdite répand dans les masses la parole du parti communiste, expose la situation réelle sur les différents fronts, popularise les objectifs de la résistance et les propositions, faites par les communistes, en faveur de l'union de toutes les forces antihitlériennes, rapporte les cas de sabotage, informe le public sur les exploits de la Résistance dans d'autres pays d'Europe et sur les fronts de lutte contre l'Allemagne hitlérienne.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

★

Sous l'influence des coups puissants assénés à l'armée allemande par l'armée soviétique au cours des opérations sur la rive droite du Dniéper, succès qui ont pour effet d'amener le front sur le territoire de la Roumanie, la crise de la direction de la dictature militaire fasciste s'aggrave, l'appareil d'Etat fasciste se désorganise.

L'état d'esprit antihitlérien ne fait que croître dans les rangs de l'armée roumaine, sous l'effet des pertes immenses subies par l'armée roumaine sur le front, des réalités constatées sur le territoire soviétique, des sentiments de révolte provoqués par le pillage et les crimes des hitlériens et par le mépris et la haine que ces champions du « nouvel ordre » manifestent à l'égard de notre peuple, sous l'effet, enfin, de l'état matériel extrêmement précaire des soldats roumains, ainsi que des relations tendues existant entre les militaires roumains et allemands.

Cet état d'esprit va sans cesse croissant, en premier lieu du fait de l'influence exercée sur l'armée par l'état d'esprit antihitlérien des masses populaires et par la lutte antifasciste des forces patriotiques conduites par le P.C.R. Toujours plus nombreux sont les soldats et les ouvriers

[1] Voir « Revista arhivelor », nº 1/1959, pp. 25—26.

qui commençent à comprendre que le fascisme est le véritable ennemi du peuple, que la défaite de l'Allemagne hitlérienne est l'une des conditions principales au rétablissement de l'indépendance nationale du pays.

La crise politique et militaire du régime fasciste, l'extension rapide de l'état d'esprit antihitlérien parmi les masses montrent que sont créées les conditions nécessaires au passage du mouvement de résistance dans une phase supérieure, au soulèvement en masse, l'arme à la main, contre la clique militaire fasciste et les occupants hitlériens. Les actes de sabotage redoublent, des combats de partisans ont lieu dans plusieurs régions du pays.

Dans cette direction, un pas important est accompli avec la création, le 1er mai 1944, du Front Unique Ouvrier entre le P.C.R. et le P.S.D., puis la constitution, le 20 juin 1944, du Bloc national-démocratique qui comprend le Parti Communiste de Roumanie, le Parti social-démocrate, le Parti national-paysan et le Parti national-libéral. Pendant tout ce temps, le P.C.R. organise des formations de combat patriotiques et prépare le retournement de l'armée roumaine contre les hitlériens.

Ainsi, donc, peu à peu, des forces s'accumulent, les préparatifs s'organisent en vue d'un soulèvement en masse, l'arme à la main, contre la dictature fasciste et les occupants hitlériens. L'hostilité au gouvernement fasciste atteint son apogée, le cercle de ceux qui participent ouvertement aux actions organisées contre le régime fasciste et les occupants hitlériens va s'élargissant.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'hostilité au régime fasciste s'exprime dans un grand nombre de protestations par écrit, individuelles ou collectives, contre la continuation de la guerre antisoviétique, contre la terreur dont les patriotes sont les victimes. Le 30 septembre 1943, l'écrivain bien connu Tudor Arghezi fait paraître dans le journal « Informaţia zilei » un pamphlet intitulé « *Baron!* » à l'adresse du baron Killinger, l'ambassadeur d'Allemagne à Bucarest, pamphlet où il décrit de façon pittoresque, avec un mélange de haine et de satisfaction, la faillite des hitlériens. Pour son attitude patriotique, Arghezi est interné dans un camp de concentration. En avril 1944, 69 hommes de science, membres de l'Académie Roumaine, professeurs des universités de Bucarest, Jassy et Cluj, dont l'éminent savant C. I. Parhon, Radu Cernătescu, S. Stoïlow, le docteur Danielopolu, le docteur D. Bagdasar, Ştefan Vencov, le docteur N. G. Lupu, M. Ralea, l'ingénieur Profiri, le professeur Şt. S. Nicolau, A. Rosetti, C. Balmuş, Şerban Ţiţeica, C. Daicoviciu, A. Oţetea, etc., adressent à Antonescu un mémoire dans lequel ils réclament le retrait de la Roumanie de la guerre hitlérienne. « Les intérêts vitaux de l'Etat et du peuple — est-il dit dans

ce mémoire — exigent la cessation immédiate de la guerre, quelles que soient les difficultés présentées par cette initiative »[1].

Des enseignants de la Faculté des lettres et de philosophie de Bucarest protestent contre les tortures infligées aux combattants antifascistes arrêtés en mars 1944[2].

« Nous sommes plus que jamais décidés à défendre et à venger l'arme à la main, pour rétablir la liberté et l'indépendance nationale avec l'aide du peuple tout entier, nos frères torturés et assassinés dans les chambres de torture de la Sûreté d'Oravița »[3], écrit un groupe de jeunes gens à l'inspecteur de police d'Oravița. « Faites revenir au pays nos soldats restés sur le front pour couvrir de leurs corps la retraite des Allemands en déroute ! ... Libérez le sol roumain ! »[4] — exige un groupe de femmes dans une lettre de protestation adressée à Antonescu.

Dans les conditions existant en Roumanie, l'organisation de la résistance dans les rangs des unités militaires prend une grande importance. Les méthodes employées sont diverses : organisation de groupes de patriotes dans les unités, détournement d'armes et de munitions pour les formations de combat patriotiques, sabotages dans les unités, actes d'insoumission aux ordres des chefs fascistes, passages individuels ou en groupe du côté de l'armée soviétique. Ces passages deviennent même si fréquents que, le 16 juillet 1944, la section des opérations du Grand état-major propose les mesures les plus sévères contre ceux qui seront pris : exécution par leurs propres camarades, représailles contre les familles, confiscation de leurs biens. Une enquête effectuée sur le front le 28 juillet 1944 par le Grand état-major constate que les soldats et les officiers ne veulent plus continuer la guerre antisoviétique. La majorité des commandants de régiments affirment que l'on ne peut plus compter sur leurs unités.

Parmi les différents éléments et formes d'activité du mouvement de résistance roumain, il faut citer aussi le mouvement antifasciste organisé dans les rangs des prisonniers de guerre roumains en Union Soviétique. Ce mouvement, né dès 1941—1942 et qui prit une grande extension en 1943—1944, fut en fait l'expression de l'état d'esprit antihitlérien qui régnait dans l'armée, du désir d'un grand nombre de militaires roumains de lutter contre les hitlériens, et enfin le fruit de la propagande faite parmi les prisonniers par les antifascistes roumains émigrés, communistes en

[1] Voir « Romînia liberă » du 24 août 1944.

[2] Ibidem du 22 mars 1944.

[3] Archives centrales de l'Institut d'histoire du parti près le C.C. du P.O.R., cote XXXVIII/14, inv. 1277.

[4] Archives du C.C. du P.O.R., doss. 3119/3013, tome 19, f. 325.

tête. Des milliers de prisonniers roumains, soldats et officiers, demandent la permission de lutter l'arme à la main contre le fascisme, aux côtés de l'armée soviétique. En octobre 1943, le gouvernement soviétique approuve la création de la division de volontaires « Tudor Vladimirescu » et la dote de l'armement et des munitions nécessaires. Des patriotes roumains se chargent d'organiser et de préparer la division à la lutte active aux côtés du peuple tout entier, en vue de l'écrasement définitif du fascisme. Au début de l'année 1945 une seconde division, la division « Horia, Cloşca et Crişan », comptant 15 000 hommes, sera formée mais ne prendra pas part aux combats.

C'est un fait bien connu que l'une des formes les plus importantes de la résistance des peuples d'Europe, forme largement répandue en Union Soviétique, en Yougoslavie, en Pologne, en Bulgarie, en Albanie et en France et, pendant la dernière partie de la guerre, en Italie, fut la lutte de partisans.

En Roumanie, cette forme ne put prendre l'ampleur qu'elle eut dans d'autres pays — bien que toutes les conditions nécessaires existassent — du fait que cette action fut sabotée, comme d'autres, par les traîtres se trouvant à la direction du Parti Communiste Roumain. Ce n'est qu'après que ceux-ci eurent été écartés, le 4 avril 1944, qu'il fut possible de passer à la réalisation de toutes les mesures d'organisation et de préparation de l'insurrection, y compris des actions armées de partisans.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pour traduire dans les faits les mesures militaires prévues par le plan d'insurrection élaboré en août 1943, on commença, au printemps de 1944, à mettre sur pied des formations de combat patriotiques.

Ces formations étaient des détachements de patriotes composés en majeure partie des ouvriers les plus décidés à combattre le fascisme, détachements organisés dans les villes et entraînés en vue de renverser par la force le gouvernement Antonescu, d'occuper les institutions d'Etat fascistes et les objectifs militaires hitlériens.

Le commandement des formations de combat patriotiques ainsi que de nombreuses formations des différentes régions du pays sont réorganisés. A Bucarest, des détachements sont créés aux Ateliers des Chemins de fer « Griviţa », aux Usines « Malaxa » et « Lemaître », à la Société des Tramways de Bucarest, aux Usines de Grozăveşti, etc. ; en province, dans la Vallée de la Prahova, en Olténie, dans la Dobrogea, la Moldavie, le Banat, la Ţara Bîrsei. Des dépôts d'armement et de munitions sont organisés.

Préparant le renversement de la dictature militaire fasciste et le retrait du pays de la guerre antisoviétique, les forces patriotiques mobi-

lisent tous ceux qui sont susceptibles, d'une façon ou d'une autre, de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Grâce à l'intense activité déployée dans les rangs de l'armée, le parti communiste réussit à gagner à la cause de l'insurrection un certain nombre d'officiers et de généraux qui se sont convaincus que le P.C.R. est la seule force politique capable de diriger la lutte pour renverser le gouvernement militaire fasciste et pour chasser les armées hitlériennes du pays.

Devant la situation militaire toujours plus critique du régime fasciste et la révolte croissante du peuple à l'égard de la guerre antisoviétique, le roi Michel et les milieux proches du trône, ainsi que les leaders du P.N.P. et du P.N.L., craignant d'être dépassés par les événements et désireux de sauver la monarchie et le régime existant, après avoir vainement essayé différentes solutions irréalisables, aboutissent au dernier moment, sous la pression des événements, à la conclusion que la seule solution est de collaborer avec le parti communiste et d'adhérer au plan proposé par celui-ci.

Telles sont les raisons pour lesquelles le roi et les milieux proches du trône se voient contraints d'accepter le plan d'action proposé par le P.C.R., et qui prévoit le renversement d'Antonescu, le retrait du pays de la guerre contre la coalition antihitlérienne. Pour le roi et ses conseillers, accepter ce plan est le seul espoir qu'il leur reste d'échapper aux lourdes responsabilités qui pèsent sur leurs épaules pour avoir entraîné le pays dans la criminelle guerre hitlérienne. Quant aux leaders du P.N.P. et du P.N.L., ils ne participent en aucune façon à la préparation de l'insurrection. Sachant qu'ils ont des contacts avec Antonescu, le roi lui-même demande qu'ils ne soient pas mis au courant de ces préparatifs.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Quiconque peut se rendre compte que, si l'on veut abréger la durée de la guerre, hâter la libération du peuple du joug fasciste, il est nécessaire de tout faire pour appuyer l'avance de l'armée soviétique, qui, au printemps de l'année 1944, a déjà libéré plusieurs départements du nord de la Roumanie et est seule capable d'entreprendre dans un bref délai la libération des pays du sud-est de l'Europe ; mais pourtant, les leaders des partis bourgeois-agrariens préfèrent que la guerre se prolonge, dans l'espoir de voir se réaliser, au moins partiellement, la célèbre « variante balkanique » de Winston Churchill. Leur politique d'attente et de marchandages est contraire aux intérêts nationaux du peuple roumain, car, appliquée, elle retarderait la libération du pays, et celui-ci risquerait de devenir le théâtre d'une guerre dévastatrice.

Et pourtant, bien que l'accord conclu le 20 juin 1944, sur la base d'une large plate-forme élaborée par le P.C.R., prévoit le renversement de la dictature fasciste d'Antonescu, l'instauration d'un régime démocratique, la libération du pays de l'occupation hitlérienne [1], I. Maniu et D. Brătianu tentent encore, cette fois dans le cadre du Bloc national-démocratique, d'empêcher toute action concrète visant à renverser la dictature fasciste, et s'opposent tout le temps au retournement des armes contre l'Allemagne hitlérienne.

Dans la préparation directe de l'insurrection, une attention toute particulière sera accordée aux problèmes que voici : l'élaboration d'un plan concret d'action des formations de combat patriotiques et des unités militaires, arrestation du gouvernement fasciste, des commandants et des diplomates hitlériens, élaboration des principaux décrets qui devront être émis dès le début de l'insurrection, libération dans le plus bref délai des antifascistes détenus dans les camps et les prisons, mesures pour protéger Bucarest et résister à l'ennemi au cas d'une attaque hitlérienne contre la ville, etc.

On dresse la liste des effectifs et de l'armement des unités militaires de 63 localités importantes ; on rassemble des renseignements sur l'emplacement exact des troupes hitlériennes, des dépôts de munitions, des postes de radio, etc.

En vue de l'insurrection armée à Bucarest même, un plan d'opérations détaillé est élaboré. Au cours des mois de juillet et d'août 1944, on décide quels objectifs hitlériens et institutions roumaines civiles et militaires devront être occupés, lequel de ces objectifs sera attaqué par telle ou telle formation de combat patriotique, telle ou telle unité militaire roumaine préparée en vue du retournement des armes.

A Ploiești et dans d'autres localités de la Vallée de la Prahova, les ouvriers du pétrole se préparent à assumer, dès le déclenchement de l'insurrection, la garde des raffineries et des chantiers et à les protéger si les hitlériens tentent de les détruire. Le retournement des armes par les unités militaires de la Vallée de la Prahova est mis au point et un plan d'opérations militaires leur est assigné.

En Olténie, dans la Dobrogea et dans d'autres régions des groupes de patriotes sont organisés dans les unités militaires et préparés en vue du retournement des armes et de l'exécution, avec les formations patriotiques, d'opérations en commun contre les hitlériens.

---

[1] « Romînia liberă » du 10 août 1944.

Pour assurer le succès de l'insurrection, le plan militaire prévoit que l'insurrection commencera après le déclanchement de l'offensive de l'armée soviétique sur le front de Jassy—Kichinev, le commandant hitlérien étant ainsi mis hors d'état de pouvoir retirer des troupes du front pour les opposer aux forces insurrectionnelles.

A la mi-août, tout est prêt. L'action peut commencer.

★

Les insurrections qui, en 1944—1945, eurent lieu dans un grand nombre de pays d'Europe furent des insurrections de type antifasciste et de libération nationale. Un trait propre à tous ces mouvements, c'est la large participation des masses populaires, leur rôle décisif, et aussi le fait qu'elles furent victorieuses là où, à leur tête, se trouvèrent les forces antifascistes les plus conséquentes, les communistes en premier lieu, là où ces forces furent unies. En même temps, en fonction des conditions concrètes, des différences existant dans la situation intérieure et externe des différents pays, ces insurrections eurent des traits spécifiques, appartenant en propre à tel ou tel mouvement de résistance.

En Roumanie, l'alliance entre la résistance et la lutte des forces de la coalition antihitlérienne se manifesta avec une netteté particulière en août 1944, quand la puissante offensive déclenchée le 20 août par l'armée soviétique sur le front de Jassy—Kichinev se solda par la défaite écrasante du principal groupe de forces hitlériennes existant sur le territoire de la Roumanie et par l'avance libératrice de l'armée soviétique vers l'intérieur du pays, créant ainsi les conditions favorables au déclenchement de l'insurrection armée du peuple roumain.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Ainsi commença la deuxième étape de la résistance en Roumanie, étape pendant laquelle le peuple roumain apporta le meilleur de sa contribution à la résistance antifasciste et à la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

Cette période se caractérise par le renversement, par la force, de la dictature militaire fasciste et par les combats livrés par les formations patriotiques et les unités militaires pour liquider les troupes hitlériennes de Bucarest, de la partie sud et sud-ouest du pays, et réduire à néant toutes les tentatives des forces hitlériennes et des forces fascistes roumaines en vue de briser l'insurrection et de rétablir la situation antérieure, puis, enfin, par la participation de la Roumanie à la défaite de l'Allemagne hitlérienne.

L'insurrection armée commence le 23 août 1944 par l'arrestation du gouvernement militaire-fasciste. Conformément au plan général de

l'insurrection élaboré par le parti communiste que les milieux proches du trône, contraints par les événements, ont dû accepter, le roi fait arrêter Ion et Mihai Antonescu, puis le reste des ministres quand ceux-ci arrivent au palais pour lui exposer la situation sur le front et les mesures qu'ils préconisent. Les chefs fascistes sont ensuite conduits par une formation de combat patriotique dans une maison conspirative du C.C. du P.C.R.

Quelques heures seulement après l'arrestation du gouvernement fasciste, le roi et son entourage, s'engageant sur la voie de la trahison, essayent de conclure une entente avec les généraux hitlériens Hansen et Gerstenberg, entente qui eût permis aux troupes allemandes de faire retraite sans être gênées par personne. Mais leur tentative de trahison échoue lamentablement. Les unités de l'armée roumaine cantonnées à Bucarest et les formations de combat patriotiques ont déjà occupé les principales institutions publiques, terminé le blocus des objectifs allemands et commencé à procéder à leur liquidation, attaquant et désarmant les unités hitlériennes. Les masses populaires se soulèvent et engagent le combat contre les occupants, des milliers d'ouvriers et d'intellectuels patriotes entrent dans les rangs des formations de combat patriotiques.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Exprimant la volonté du peuple de lutter jusqu'au bout, l'armée roumaine retourne ses armes contre l'Allemagne hitlérienne, se range aux côtés de l'armée soviétique et se lance dans la bataille pour chasser les occupants fascistes.

Après l'arrestation du gouvernement Antonescu, le parti communiste, par l'intermédiaire de la presse qui vient de commencer à paraître légalement, et par des manifestes, appelle toute la population du pays à participer à la lutte sans merci contre les hitlériens. Dans une déclaration du C.C. du P.C.R. parue le 24 août dans le premier numéro légal de la « Romînia liberă », on peut lire ce qui suit : « Devant le heurt inévitable avec les forces hitlériennes, le Parti Communiste de Roumanie appelle la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels et tous les citoyens de Roumanie à lutter sans merci, avec toutes les armes dont ils disposent, contre l'ennemi mortel du peuple roumain, pour assurer l'avenir de celui-ci » [1].

Comme suite à tous ces événements, le 24 août 1944, la Roumanie déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne. Dans la convention d'armistice signée le 12 septembre 1944 entre la Roumanie et l'U.R.S.S., l'Angleterre et les U.S.A., il est dit à l'article 1 que « à partir du 24 août 1944 à 4 heures du matin, la Roumanie a complètement cessé les opérations militaires

[1] « Romînia liberă » du 24 août 1944.

contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sur tous les théâtres de guerre, s'est retirée de la guerre contre les Nations Unies, a rompu toutes relations avec l'Allemagne et ses satellites, est entrée en guerre et combattra aux côtés des puissances alliées contre l'Allemagne et la Hongrie, dans le but de restaurer l'indépendance et la souveraineté de la Roumanie ... »[1].

Jusqu'au 26 août, tous les points de résistance hitlériens existant à Bucarest ont été liquidés. Poursuivant la lutte jusqu'au soir du 28 août, les unités militaires et les formations de combat patriotiques écrasent le groupe de forces hitlériennes qui, venant des villages et des forêts situés au nord de Bucarest, tentait d'occuper la capitale.

Dans les combats de Bucarest et de ses environs, les formations patriotiques et les unités militaires roumaines, agissant avec décision, avec acharnement, remportent une grande victoire et font 5 457 prisonniers, dont 7 généraux et 358 officiers [2].

Le 30 août, les unités de l'armée soviétique, accueillies avec enthousiasme et une joie sans borne par la population, font leur entrée dans Bucarest.

Presque en même temps, d'autres combats s'engagent en province, dans la Vallée de la Prahova, aux environs de la ville de Braşov, à Constanţa, Turnu Severin, Arad et dans d'autres régions.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

De durs combats ont lieu dans les départements de la Prahova et de la Dîmboviţa, de la région pétrolifère de Ploieşti. Les formations patriotiques et les unités de l'armée roumaine livrent de violents combats pour défendre la ville de Ploieşti cernée par les troupes fascistes et pour anéantir les hitlériens cantonnés dans des centres pétroliers importants comme Moreni, Băicoi, Cîmpina et autres. Le soir du 29 août, la ville de Ploieşti est dégagée par les unités de chars soviétiques et par la 18e division d'infanterie roumaine, et, le 31 août, les derniers points de résistance hitlériens de la région pétrolifère ont eux aussi été liquidés.

Pendant l'insurrection, le patriotisme des masses populaires, leur volonté de lutter l'arme à la main pour chasser les occupants fascistes se sont manifestés dans toute leur ampleur. A Bucarest, les formations de combat patriotiques participent aux côtés des unités militaires roumaines à la liquidation des points de résistance hitlériens, tel celui de la mission aéronautique du général Gerstenberg, celui du parc Filipescu, etc.,

---

[1] Ministère des Affaires étrangères, « Convention d'armistice », Bucarest, 1944, p. 4.

[2] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 242/3 (C.M.C.), f. 43.

ainsi qu'aux durs combats autour de l'aéroport de Băneasa et de la commune d'Otopeni.

Dans les combats livrés pour anéantir les troupes hitlériennes de la Vallée de la Prahova, les ouvriers du pétrole jouent un rôle considérable. Prenant les armes et chassant les postes de garde hitlériens, les ouvriers défendent avec acharnement les entreprises. Ainsi, depuis le matin du 24 août, cinq jours durant, les ouvriers des raffineries « Vega », « Romîno-Americana », « Astra » et « Steaua Romînă » défendront fermement leurs entreprises contre les hitlériens qui tentent de les détruire[1]. A Moreni et dans ses environs, les ouvriers du pétrole luttent farouchement aux côtés des troupes roumaines pour défendre les puits de pétrole. Depuis le 24 août, trois jours durant, ils combattent pour liquider les points de résistance hitlériens de la zone de Moreni, Pleaşa, Sîngeriş, Tuicani et Podeni, faisant plus de 600 prisonniers et capturant une grande quantité d'armement et de munitions [2]. Un détachement d'ouvriers armés venus à la rescousse des troupes roumaines qui luttent pour enlever l'aéroport, fortement défendu par les hitlériens, de Tîrguşoru Nou-Ploieşti, fait preuve d'un grand héroïsme [3]. Dans les combats livrés pour la liquidation définitive des troupes fascistes de la zone pétrolifère, les ouvriers et les paysans de Comarnic et des localités voisines dressent des barricades sur les ponts de la route Ploieşti—Braşov pour couper la retraite aux troupes hitlériennes [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Nombreux, aussi, sont les exemples de courage et d'abnégation donnés par les masses populaires dans d'autres régions du pays. Les ouvriers des entreprises de l'ancien département de Braşov mettent en batterie les canons de combat et les antichars en réparation dans les usines et, aux côtés des unités militaires roumaines, participent aux combats contre les troupes hitlériennes de ce district [5].

A Turnu-Severin, quand les troupes hitlériennes — au total, environ 2 000 soldats — tentent d'occuper la ville, des centaines d'ouvriers, répondant à l'appel de l'organisation locale du P.C.R., s'arment et, venant à

---

[1] Archives du C.C. du P.O.R., doss. 55/168, p. 67.

[2] M. Covaci, *Contribuţia muncitorilor din Valea Prahovei, sub conducerea P.C.R., la lupta pentru răsturnarea dictaturii fasciste şi zdrobirea trupelor hitleriste*, dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 4/1959, p. 88.

[3] *Ibidem*, p. 89.

[4] Voir *Din lupta P.C.R. pentru închegarea alianţei clasei muncitoare cu ţărănimea muncitoare în bătălia pentru reforma agrară*, tome I, ESPLP, 1955, p. 232.

[5] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 230/3, f. 6, 37.

la rescousse des soldats du 95e régiment d'infanterie, font échouer lamentablement l'attaque des hitlériens [1].

La lutte, côte à côte, des unités de l'armée roumaine et des formations de combat patriotiques, ainsi que de la population dans les conditions créées par l'avance victorieuse de l'armée soviétique sur le territoire de la Roumanie, assure l'anéantissement des troupes hitlériens et la libération de Bucarest et des districts du centre et du sud du pays.

Dans les luttes livrées entre le 24 et le 31 août 1944, les formations de combat patriotiques et les unités de l'armée roumaine font au total 53 159 prisonniers hitlériens, dont 14 généraux, 1 274 officiers et 4 088 sous-officiers, et capturent une grande quantité d'armement, d'engins, etc.[2].

L'insurrection armée antifasciste fut pour le peuple roumain un événement d'une importance exceptionnelle. Les principaux objectifs de sa lutte contre le fascisme et pour la libération nationale avaient été atteints. La dictature militaire fasciste et le joug hitlérien, qui avaient causé au peuple roumain de terribles souffrances, étaient liquidés. Le pays se retirait enfin de la criminelle guerre hitlérienne qui avait exploité les ressources humaines et matérielles du peuple roumain, le poussant vers une catastrophe nationale. Ce faisant, rien ne subsistait plus des plans d'Antonescu et d'Hitler touchant une mobilisation totale en vue de continuer la guerre contre l'Union Soviétique et ses alliés de la coalition antihitlérienne, l'organisation, sur le territoire de la Roumanie, de zones successives de défense qui eussent fait du pays tout entier le théâtre d'une guerre dévastatrice, causant au peuple roumain d'atroces souffrances et des pertes incalculables, transformant en tas de ruines les villes et les villages du pays.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

En liquidant la dictature fasciste et les occupants hitlériens, l'insurrection armée d'août 1944 donnait au peuple roumain la possibilité de participer à la lutte en vue de l'expulsion des hitlériens de tout le territoire du pays, de conquérir sa véritable indépendance nationale et d'entreprendre de profondes transformations démocratiques.

L'insurrection armée, le retrait de la Roumanie de la guerre antisoviétique et son ralliement à la coalition antihitlérienne assénèrent un coup terrible à l'Allemagne hitlérienne, eurent, pour elle, de graves répercussions d'ordre militaire, économique et politique.

Radio-Moscou déclarait d'ailleurs dans un commentaire transmis le 25 août : « Le retrait de la Roumanie de l'Axe présente une importance

[1] N. Bîrdeanu, *Din lupta maselor populare din Turnu Severin pentru răsturnarea dictaturii militaro-fasciste şi victoria insurecţiei armate*, dans « Studii », XII (1959), nº 4, p. 182.

[2] Archives du ministère des Forces Armées, Grand état-major, doss. 732/1, chap. VI, f. 18.

de premier ordre non seulement pour ce pays, mais aussi pour toute la région des Balkans, car ce coup fait s'écrouler tout le système de la domination allemande dans le sud-est de l'Europe ».

Parlant de la situation dans laquelle les troupes hitlériennes se trouvèrent à la suite de l'insurrection armée et du retournement des armes par l'armée roumaine, le général Friessner, ancien commandant du groupe d'armées « Ukraine du sud », écrivait ce qui suit : « ... Les effets furent catastrophiques ! Les troupes roumaines reçurent ... l'ordre de traiter tous les Allemands en ennemis, de lutter contre eux et de les désarmer ... La chaos touchait à son apogée » [1].

L'Allemagne hitlérienne perdait, outre un grand nombre de divisions anéanties en Roumanie, une base importante d'opérations, ainsi que la possibilité de continuer à exploiter le potentiel économique [2] de la Roumanie et de jeter dans la lutte, en guise de chair à canon, le grand nombre d'unités militaires roumaines dont il disposait auparavant. En même temps, aux forces de la coalition antihitlérienne venait s'ajouter l'effort de guerre — sur le plan militaire et économique — de la Roumanie.

Le poste américain d'émissions radiophoniques pour l'Europe annonçait les événements survenus en Roumanie en ces termes : « Ce jour-ci est marqué par deux grands événements, l'un à l'ouest, l'autre à l'est ... Il s'agit de la libération de Paris et ... du fait que la Roumanie s'est retirée de la guerre contre les Nations Unies. La Roumanie est dorénavant un allié de plus dans le camp des Nations Unies, car elle a manifesté sa volonté de participer à la lutte contre l'ennemi commun ».

Radio-Londres déclarait de son côté : « La Roumanie a accompli un acte plein de courage grâce auquel la fin de la guerre est maintenant plus proche. L'Allemagne est au bord d'une terrible catastrophe ... ».

Le renversement de la dictature militaire-fasciste, le retournement des armes contre les hitlériens et l'entrée des troupes roumaines dans la guerre aux côtés des troupes soviétiques facilitèrent l'avance rapide de l'armée soviétique en direction des frontières de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Yougoslavie. « Les unités roumaines — déclarait dans son ordre du 23 septembre 1944 le commandant du groupe d'armées soviéto-roumaines, le général-lieutenant Managarov — ont, sous les ordres du groupe

[1] H. Friessner, *Verratene Schlachten*, Hambourg, 1956, p. 91.

[2] En ce qui concerne le coup infligé à la machine de guerre hitlérienne par la perte du pétrole roumain, voici une déclaration significative faite par Hitler au cours de l'une des conférences militaires de l'été 1944 : « J'aimerais plutôt perdre les forêts biélorusses que le pétrole roumain » (relaté par Jodl lors de son interrogatoire, le 18 juin 1945) ; voir « Военно-исторический Вестник », nº 4/1961, p. 90.

d'armées, brisé l'élan des troupes allemandes et hongroises, et couvert les opérations de l'Armée rouge en direction de la plaine de Hongrie... » [1]. Ces événements eurent pour effet d'accroître la confusion et la panique parmi les milieux dirigeants de Hongrie. « Le retrait de la Roumanie de la guerre a hâté la démission du gouvernement Sztoja et la nomination d'un nouveau gouvernement chargé d'assurer le retrait de la guerre de la Hongrie » [2].

Entrant en panique, les hitlériens et les horthystes prennent hâtivement des mesures en vue de renforcer le front de Hongrie. Alors qu'à la fin du mois d'août 1944, 17 divisions hongroises prenaient part aux opérations militaires, en peu de temps leur nombre est passé à 27 [3]. En septembre 1944, 25 divisions nouvelles sont transférées de France et d'Allemagne en Hongrie [4].

L'un des résultats les plus importants de l'insurrection armée d'août 1944 fut, comme nous l'avons montré plus haut, le retournement des armes contre les hitlériens et la participation de la Roumanie à la guerre antihitlérienne jusqu'à l'écrasement définitif de l'Allemagne hitlérienne. A côté de l'insurrection armée, le retournement des armes constitua l'une des formes principales, supérieures de la lutte antifasciste du peuple roumain, sa contribution à la lutte générale des peuples d'Europe.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Aux opérations militaires de l'armée roumaine vint s'ajouter la mobilisation, sur une large échelle, de toutes les forces patriotiques en vue d'aider l'armée, sous le mot d'ordre « Tout pour le front, tout pour la victoire ! », de contrecarrer le sabotage organisé par la majorité réactionnaire des gouvernements qui se succédèrent jusqu'au 6 mars 1945 et par les éléments fascistes des entreprises et de l'appareil d'Etat, de mettre hors d'état de nuire les bandes fascistes qui organisaient des provocations à l'arrière du front.

Après les combats livrés pendant l'insurrection armée et sur les frontières de la Roumanie telles qu'elles existaient à l'époque pour empêcher et, si besoin était, réduire à néant toute offensive du commandement hitlérien venant d'outre-frontières, les troupes roumaines sont, le 7 septembre 1944, encadrées du point de vue opérationnel dans le 2e Front ukrainien. Au mois de septembre et d'octobre 1944, elles prennent part aux côtés des troupes soviétiques aux combats pour la libération du nord

[1] « Graiul nou » du 30 septembre 1944.

[2] Karol Mihály, *A fasizmus bukasa Magyarországon*, Ed. Kossuth, Budapest, 1961, p. 198.

[3] *Ibidem.*

[4] *Ibidem*, p. 204.

de la Transylvanie. Le 25 octobre, avec la libération par les troupes soviétiques et roumaines des villes de Carei et de Satu Mare, tout le territoire du pays est délivré.

Après la libération du territoire actuel du pays, les troupes roumaines, remplissant les missions qui leur incombent dans le cadre du 2e Front ukrainien, entrent en Hongrie sur une profondeur de plus de 250 kilomètres, délivrant plus de 1 200 localités, dont 14 villes, et participant à la libération des grandes villes de Debrecen et de Budapest.

Le 18 décembre 1944, les troupes roumaines, aux côtés de l'armée soviétique, franchissent la frontière qui sépare la Hongrie de la Tchécoslovaquie. Remplissant les missions qui leur sont confiées par le commandement du 2e Front ukrainien, elles livrent des batailles acharnées contre les troupes hitlériennes, avancent en Tchécoslovaquie sur une profondeur de 400 kilomètres, jusqu'à une centaine de kilomètres au sud de Prague, libérant plus de 1 700 localités, dont 31 villes, et participant à l'écrasement des forces hitlériennes dans les districts de Kosice, Lucenec, Zvolen et Bratislava.

Au cours de ces combats, les soldats et les officiers roumains firent preuve d'abnégation et d'intrépidité, de remarquables qualités morales et militaires.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Luttant aux côtés des armées soviétiques dans le cadre du 2e Front ukrainien, remplissant les tâches opérationnelles et tactiques fixées par le commandement soviétique, les troupes roumaines [1], livrant des combats acharnés, parcourent plus de 1 000 kilomètres, franchissent 14 massifs montagneux, forcent 12 grands cours d'eau, délivrent 3 831 localités, dont 53 villes, capturent plus de 103 000 prisonniers et causent à l'ennemi des pertes considérables en hommes et en matériel [2].

Pour l'abnégation, l'intrépidité et l'héroïsme dont elles ont fait preuve, le Commandement suprême soviétique cite plusieurs unités militaires roumaines dans 7 ordres du jour [3]. La division de volontaires « Tudor Vladimirescu » reçoit le titre de « Division Tudor Vladimirescu-Debrecen » et est décorée de l'ordre soviétique « L'Etoile Rouge ». Plus de 300 000 soldats, sous-officiers et officiers roumains sont décorés d'ordres et de médailles roumaines, soviétiques et tchécoslovaques.

---

[1] A la fin de la guerre, il y avait sur le front 16 divisions roumaines, un corps d'aviation, un régiment de chars d'assaut et d'autres unités et formations totalisant plus de 185 000 hommes.

[2] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 732/1, Ire partie, chap. 2, f. 52.

[3] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 732/1, IVe partie, f. 4.

L'effort militaire de la Roumanie dans la guerre antihitlérienne, du 23 août 1944 jusqu'à la fin de la guerre se chiffre à 365 000 combattants [1]. Quant à sa contribution économique —selon les calculs les plus récents — elle peut être évaluée à environ 1 320 milliards de lei, soit près de 695 millions de dollars au cours du printemps 1945 [2].

La participation active de la Roumanie à la guerre antihitlérienne fut l'expression du désir légitime du peuple roumain de lutter pour délivrer tout le territoire du pays des hordes hitlériennes, de conquérir l'indépendance réelle du pays et d'apporter sa contribution à l'écrasement définitif de l'hitlérisme. Cette participation constituait un facteur décisif pour le rétablissement et la consolidation de l'indépendance nationale et de la souveraineté du peuple roumain. L'écrasement de l'Etat fasciste allemand signifiait la disparition du principal soutien des organisations et des éléments fascistes, réactionnaires de Roumanie, ce qui permettait aux forces démocratiques de les vaincre, de les liquider et, par là, d'assurer l'exercice des droits et des libertés démocratiques réclamés par les masses ainsi que le progrès social auxquels le peuple roumain aspirait depuis des siècles.

Appréciant l'effort de guerre de la Roumanie, le représentant de l'Union Soviétique déclarait au cours d'une séance plénière de la Conférence de la paix de Paris : « Le 24 août 1944, alors que les perspectives de l'évolution ultérieure des événements militaires et le sort de l'Allemagne hitlérienne étaient encore incertains, la Roumanie accomplit un tournant décisif dans sa politique étrangère ... Ce faisant, la Roumanie apportait son aide aux Nations Unies et en premier lieu à l'Union Soviétique, qui, plus que tout autre pays, a supporté le fardeau de l'agression militaire de l'Allemagne et de ses satellites.

Le déroulement ultérieur des événements militaires devait confirmer l'importance du pas accompli par le peuple roumain en renversant le gouvernement Antonescu, ce ramassis d'agents hitlériens, et en se joignant aux pays démocratiques, devenant ainsi l'un des participants actifs à la lutte contre l'Allemagne hitlérienne et ceux de ses satellites qui lui étaient restés fidèles » [3].

Pendant toute la durée de la participation de la Roumanie à la guerre antihitlérienne, les masses populaires luttèrent avec fermeté pour réduire

---

[1] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 732/1,IVe partie, f. 56.

[2] Archives du ministère des Finances, fonds de l'Administration des livraisons, paquet 60, doss. 1 a, IIe partie, f. 14—17.

[3] *Внешняя политика Советского Союза, 1946*, Госполитиздат. Moscou, 1952, p. 274.

à néant les survivances du fascisme, instaurèrent un régime véritablement démocratique, créant ainsi les conditions nécessaires pour rendre à jamais impossible la résurrection du fascisme.

★

Le caractère internationaliste de la résistance se manifesta également en ce sens que les patriotes roumains qui se trouvaient alors dans différents pays d'Europe occupés par l'Allemagne entrèrent dans les mouvements de résistance, principalement en Union Soviétique, en France et en Tchécoslovaquie, convaincus que c'était là le moyen le plus indiqué de contribuer à la libération de la Roumanie du joug fasciste. L'activité de ces patriotes fut étroitement liée à la lutte antifasciste des forces démocratiques de Roumanie comme à celle des peuples des pays où ils prirent effectivement part à la résistance. La participation de patriotes roumains à la lutte des partisans d'Union Soviétique, de France et de Tchécoslovaquie constitue, comme en général celle des patriotes de nombreuses autres nationalités qui s'engagèrent dans la résistance du pays où ils se trouvaient pendant la guerre, l'expression de la communauté de buts de la résistance des différents pays, de l'union, dans le cadre de la résistance, des tâches patriotiques, nationales, et des tâches internationalistes.

En Union Soviétique, sur le territoire provisoirement occupé par les armées fascistes, des patriotes roumains passés du côté des forces antifascistes combattirent dans les détachements de partisans. Leur nombre ne peut être encore évalué avec précision, les recherches ayant à peine commencé. Mais les données et les faits étudiés par des historiens soviétiques et roumains montrent que des patriotes roumains participèrent aux combats de partisans d'Odessa, de Crimée, d'Ukraine du nord et de l'ouest et en Biélorussie.

Ainsi, 5 partisans roumains combattirent dans le détachement de partisans « Bakchisaraï » de Crimée, sous le commandement de M. A. Matchédonski [1]. Un raport de la 57e compagnie de police roumaine de Crimée en date du 22 mai 1942 relate que, dans les monts de Yalta, il y avait aussi parmi les partisans 53 soldats roumains provenant de plusieurs bataillons de chasseurs alpins [2]. De même, des informations provenant des organismes militaires roumains nous apprennent qu'à la fin de l'année 1943 une trentaine de soldats roumains faisaient partie des détachements de partisans

[1] I. Vergassov, *В горах Таврии (записки партизана)*, Simféropol, 1955, p. 176, cité par F. P. Sevtchenko dans « Новая и новейшая история », nº 5/1961, p. 100.

[2] Voir V. Zaharescu et M. Condurache, *op. cit.*, pp. 56—57.

de Crimée, dans les forêts situées au sud de Suja [1]. A la fin de l'année 1943 — et au printemps de 1944 — des militaires roumains passèrent du côté des partisans près de Zuia, à 22 kilomètres de Simféropol, non loin de Féodosia [2].

Dans le corps de chasseurs alpins roumains de Crimée militait un groupe clandestin antifasciste dirigé par Mihail V. Mihăilescu ; ce groupe établit des liaisons avec l'organisation clandestine soviétique de Simféropol. De nombreux patriotes roumains qui faisaient partie du groupe en question entrèrent dans les détachements de partisans [3] et luttèrent vaillamment contre les hitlériens.

Un certain nombre de partisans roumains combattirent également dans les unités de partisans commandées par S. Kovpak. Sur les listes comprenant les noms des partisans de différents détachements ukrainiens, l'historien soviétique F. P. Sevtchenko a découvert jusqu'à présent ceux de 23 partisans de nationalité roumaine [4].

De nombreux partisans roumains, dont Mihail Mihăilescu, Gheorghe Lazăr, Toma Apostol, Gheorghe Marinescu, Nicolae Combari furent décorés de la médaille soviétique « Partisan de la Guerre pour la défense de la patrie ».

En France, les patriotes roumains participèrent à la Résistance dès 1940. Les communistes roumains Nicolae Cristea, Iosif Clisci, Sas Dragoș, Iosif Boczor (Francisc Wolf), Ion Călin, Alexandru Lazăr, d'autres encore, furent parmi les premiers à entrer dans les formations de combat qui luttaient contre les occupants hitlériens [5], imités plus tard par de nombreux patriotes roumains — émigrants politiques antifascistes, ouvriers roumains partis, des années plus tôt, chercher du travail en France, intellectuels et étudiants roumains progressistes, petits commerçants, artisans. Tous entrèrent dans les rangs de la Résistance poussés par un amour fervent de leur patrie, du peuple roumain, par le désir de contribuer à sa libération, par la haine contre l'ennemi commun des peuples roumain et français et de tous les autres peuples d'Europe. Ce fait trouva son expression dans les objectifs pour lesquels le Front national des Roumains

[1] Voir Paraschiva Nikita et G. Adorian, *Date cu privire la participarea unor patrioți romîni la lupta împotriva fascismului în detașamentele de partizani din Uniunea Sovietică, Cehoslovacia și Franța*, dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 6/1961, p. 63.

[2] E. Stepanov, *Партизанскими тропами*, p. 287, cité par F. P. Sevtchenko dans « Новая и новейшая история », nº 5/1961, pp. 102—103.

[3] Voir « Новая и новейшая история », nº 5/1961, p. 100.

[4] F. P. Sevtchenko, *Despre participarea romînilor la mișcarea de partizani din Ucraina în anii Marelui Război pentru Apărarea Patriei*, dans *Studii privind relațiile romîno-ruse și romîno-sovietice*, Ed. Acad. R.P.R., Bucarest, 1958, p. 150.

[5] Voir P. Nikita et G. Adorian, *op. cit.*, p. 67.

de France — organisé en 1943 sous la présidence de l'ingénieur Traian Vuia, savant roumain de renommée mondiale et progressiste [1] — décida de lutter jusqu'à la victoire : l'expulsion des hitlériens de Roumanie, le renversement du gouvernement Antonescu, une France et une Roumanie libres et indépendantes, la participation de tous les Roumains de France à l'héroïque résistance du peuple français [2].

Les patriotes roumains engagés dans la Résistance française prirent part à un grand nombre d'actions contre les occupants, accomplissant une foule d'exploits héroïques qui eurent un grand retentissement. C'est ainsi que, le 26 juin 1941, un groupe de 4 résistants, au nombre desquels se trouvaient Nicolae Cristea et Iosif Boczor, firent dérailler un train de marchandises partant pour l'Allemagne, et, peu de temps après, sur la ligne de la Marne, un autre train qui transportait de l'armement allemand, puis organisèrent une autre action qui mit hors de combat 350 S.S., morts ou blessés [3].

Un autre exploit qui eut un large écho dans les rangs de la population parisienne, ce fut celui de Iosif Clisci qui, le 2 juillet 1943, après avoir attaqué à la grenade un autocar bondé d'hitlériens, se réfugia, blessé, dans le sous-sol d'une maison de la rue de l'Abreuvoir où, deux heures durant, il résista avec acharnement à 100 S.S. venus de Paris, tuant un grand nombre d'entre eux. A l'exploit héroïque du patriote roumain qui trouva la mort dans cette lutte inégale, le Comité militaire des F.T.P.F. consacra un manifeste intitulé « Un contre cent ! » [4].

Les patriotes roumains participèrent à la lutte contre les hitlériens à Paris, dans la région parisienne et dans le sud de la France.

Dans le cadre des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) ou des milices patriotiques, les antifascistes roumains prirent part à l'insurrection parisienne d'août 1944, et aux actions insurrectionnelles de diverses villes de France comme Marseille, Nancy, Limoges, Lyon, ou de diverses régions (Ardèche, Corrèze, Lyon, Gard, Pas-de-Calais), ainsi qu'aux combats livrés par la suite pour expulser les occupants de tout le territoire français [5].

Des données présentées à l'« Exposition des Forces françaises de l'intérieur », organisée à Paris en février-mars 1945, il ressort que les

[1] Voir P. Nikita et G. Adorian, *op. cit.*, p. 69.

[2] Voir le numéro de février 1944 de « La Roumanie Libre » (journal clandestin qui parut à Paris depuis 1943 en roumain et en français) ; voir également « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », n° 6/1961, pp. 69—70.

[3] Voir P. Nichita et G. Adorian, *op. cit.*, p. 67.

[4] *Ibidem*, p. 68.

[5] *Ibidem*, p. 72.

combattants roumains des F.F.I. accomplirent 143 actions contre la machine de guerre hitlérienne — déraillements, destructions, sabotages et attaques contre des militaires hitlériens ou des locaux occupés par ceux-ci [1]. Dans cette lutte périrent en héros plus de 100 patriotes roumains [2], dont Nicolae Cristea, Iosif Clisci, Sas Dragoş, Iosif Boczor, et d'autres encore.

En Tchécoslovaquie, des patriotes roumains combattirent dans les détachements de partisans aux côtés des partisans tchèques, slovaques, soviétiques, polonais, hongrois, etc.

Parlant des détachements de partisans qui luttèrent dans les monts de Slovaquie pendant l'été 1944, les auteurs tchécoslovaques J. Dolezal et J. Hroziencik écrivent ce qui suit : « Un groupe considérable était formé d'antifascistes roumains ; nombre d'entre eux... se joignirent aux révoltés et combattirent avec eux dans les montagnes » [3].

Un certain nombre de patriotes roumains firent partie de détachements de partisans formés sur le territoire soviétique puis parachutés sur différentes régions de Tchécoslovaquie où ils combattirent pendant 5 ou 6 mois aux côtés des partisans tchèques et slovaques et remplirent les missions confiées par le commandement du 4e Front ukrainien [4].

Au cours des combats, le détachement « Kalinine » s'adjoignit encore une quinzaine de Roumains provenant d'une compagnie de sapeurs de l'armée horthyste et qui étaient passés du côté des partisans en décembre 1944, aux environs de la ville de Krasnochorke [5].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les partisans roumains prirent part à de nombreuses actions : destructions de ponts, de dépôts de munitions et de lignes à haute tension, attaques contre les hitlériens, rassemblement de renseignements, etc.

D'autres Roumains de Transylvanie provenant de diverses unités de l'armée horthyste passèrent aux partisans dans les monts de Slovaquie, et, de décembre 1944 à février 1945, luttèrent sur le territoire de la Tchécoslovaquie dans les rangs du détachement de partisans « Khrouchtchev » [6].

---

[1] Voir « La Roumanie libre » de mars 1945 et « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 6/1961, p. 72.

[2] Ibidem.

[3] J. Dolezal et J. Hroziencik, *La solidarité internationale pendant l'insurrection nationale slovaque de 1944*, dans « Вопросы истории », nº 7/1961, p. 79. La présence de patriotes roumains dans les rangs des partisans tchécoslovaques est également citée par d'autres historiens tchécoslovaques. Voir Samo Faltan, *Partyzanska vojna na Slovensku*, Bratislava, 1959, et C. Amort, *Le mouvement de partisans en Tchécoslovaquie*, dans « Cahiers internationaux de la Résistance », nº 4/1960, p. 101.

[4] I. Olteanu, *Despre activitatea unor grupuri de partizani sovietici şi romîni care au luptat pe teritoriul Slovaciei în perioada august 1944—februarie 1945*, dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 4/1960.

[5] *Op. cit.*, p. 140.

[6] P. Nikita et G. Adorian, *op. cit.*

Caractérisant 13 partisans roumains, le commandant et le commissaire du détachement dont ils faisaient partie déclarèrent : « Ils se sont montrés partisans disciplinés, courageux et intrépides »[1].

Pour leur participation aux combats de partisans de Tchécoslovaquie, plusieurs patriotes roumains furent décorés de la médaille soviétique « Partisan de la Guerre pour la défense de la patrie » ; tels furent I. Olteanu, Mihai Rău, Petre Negur, Iancu Radu, Alexandru Brădeanu, Mircea Gogioiu, et d'autres encore. Un certain nombre de partisans roumains reçurent des décorations tchécoslovaques.

La participation de patriotes roumains aux combats de partisans d'Union Soviétique et de Tchécoslovaquie et à la Résistance française est une preuve de plus que cette lutte, bien que se déroulant sur des territoires différents, visait un but commun — la destruction du fascisme allemand et de ses complices de divers pays —, et souligne son caractère internationaliste.

★

Le renforcement de l'amitié entre les peuples, de la collaboration entre les forces démocratiques de tous les pays, qui prit de l'extension pendant la résistance, présente une grande importance aujourd'hui que les revanchards ouest-allemands, aidés et encouragés par les milieux monopoleurs qui avaient déjà soutenu Hitler et qui le poussèrent à déclencher la seconde guerre mondiale, se sont engagés sur la voie de la remilitarisation et trament de nouveaux complots contre les peuples d'Europe.

La République Populaire Roumaine mène une politique conséquente de paix et d'amitié entre les peuples, contre le réarmement de l'Allemagne occidentale, contre ceux qui rêvent de déclencher une nouvelle guerre mondiale, pour le désarmement général et complet.

Aujourd'hui, que tous les peuples ont une aspiration commune, celle d'écarter le danger d'une nouvelle guerre, le peuple roumain maintient éveillée sa vigilance à l'égard des complots contre la paix des milieux agressifs, et redouble d'efforts pour faire triompher le principe de la coexistence pacifique, qui aujourd'hui représente une nécessité vitale pour toute l'humanité.

---

[1] Archives du ministère des Forces armées, Grand état-major, doss. 3/79, f. 7 et 8, document « Caractéristique de combat » signé par le commandant et le commissaire du détachement « Khrouchtchev », confirmé par le chef de l'état-major du groupement de partisans « Khrouchtchev », en langue russe ; voir l'article cité plus haut dans « Analele Institutului de istorie a partidului de pe lîngă C.C. al P.M.R. », nº 6/1961, p. 66.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

STUDII ŞI MATERIALE DE ISTORIE MEDIE

Tome V, Ed. Acad. R. P. R., 1962, 640 p.

Ce V^e volume de *Studii şi materiale de istorie medie*, a, comme les précédents, un sommaire aussi riche que varié, où les lecteurs trouveront des études d'histoire économique, sociale et politique, d'histoire de la culture ainsi que divers matériaux documentaires relatifs à l'époque féodale sur le territoire de la Roumanie. Ces études embrassent une période assez étendue de l'histoire de la Roumanie, allant du Xe au début du XIXe siècle.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dans une étude intitulée *Despre natura juridică şi importanţa despăgubirilor oferite de Basarab-Voievod regelui Carol-Robert (1330)* (pp. 133—150), Octavian Iliescu, connu pour ses recherches numismatiques, établit que les 7000 marcs d'argent offerts à titre de dédommagements au roi de Hongrie avant la bataille de Posada équivalaient à 1157,904 kg d'argent pur ou de 73,986 kg d'or fin. Cette quantité considérable de métaux précieux, fournie par les échanges de produits réalisés par les habitants du pays et les droits de douane perçus par le gouvernement, atteste que l'économie féodale de la Valachie était en plein développement au XIVe siècle.

Dans *Deposedări şi judecăţi în Banat pe vremea Angevinilor şi ilustrarea lor prin procesul Voya, 1361—1378* (pp. 57—131), Maria Holban trace un tableau d'ensemble de la société du Banat dans la seconde moitié du XIVe siècle et des transformations qui s'y produisirent sous le règne des Angevins. L'auteur étudie l'évolution des knèzes locaux au XIVe siècle, époque à laquelle l'institution déchoit, certains de ces knèzes accédant à la noblesse. L'étude énumère trois catégories distinctes de knèzes : les knèzes nobiliaires, assimilés aux nobles, les knèzes résidant sur les domaines des villes fortes qui continuèrent à jouer un rôle militaire important, ceux enfin établis sur les domaines de la noblesse, qui furent asservis. L'auteur analyse ensuite les différentes formes d'accroissement de la propriété foncière : donations royales, usage abusif du droit de préemption, prise de force des terres, nantissement, bornage, sentences judiciaires, confiscations et dépossessions individuelles au profit des favoris du roi. Parmi les bénéficiaires de ces spoliations figuraient les boyards qui avaient quitté la Valachie au temps du conflit entre Nicolae Alexandru et le roi de Hongrie et qui étaient ainsi récompensés pour leur fidélité envers la « Sainte couronne ».

Un autre procédé d'accroissement des propriétés des favoris royaux était la dépossession en masse des nobles et des knèzes qui n'étaient pas de « vrais catholiques », mesure introduite en 1366.

Un important chapitre est consacré à la lutte légale contre les dépossessions, illustrée par le procès Voya, dont les pièces nous ont été conservées.

L'étude met en évidence le fait que la noblesse locale a connu sous le rapport matériel une évolution beaucoup plus lente que les favoris du roi, dont les fortunes se sont considérablement accrues avec le concours du pouvoir central. Les confiscations et dépossessions qui frappaient nombre de nobles au bénéfice de certains autres n'ont pas ébranlé la noblesse en tant que classe sociale, mais ont eu pour conséquence une stratification plus accentuée de celle-ci.

Continuant la série de ses études sur l'impôt en Valachie [1], Damaschin Mioc, dans l'article intitulé *Cuantumul birului pe gospodăria țărănească în Țara Romînească în secolul al XVI-lea* (pp. 151—174), fait une estimation du montant de l'impôt perçu sur les exploitations paysannes au XVIe siècle. Une analyse attentive des documents de l'époque amène l'auteur à constater que la moyenne annuelle de cet impôt s'est accrue de 11 fois pendant la seconde moitié du XVIe siècle, passant graduellement de 86 aspres vers le milieu du siècle, à 946 aspres en 1592—1594, à la veille de la guerre engagée par Michel le Brave contre les Turcs. Au cours des dix dernières années du siècle, le montant total de l'impôt annuel perçu sur la population d'un village dépassait en moyenne 18 000 aspres d'argent.

L'auteur établit également que la courbe d'accroissement de l'impôt en question concordait avec celle du tribut payé à la Porte, ce qui indique assez clairement quels étaient les bénéficiaires de l'exploitation fiscale en Valachie. A la fin du XVIe siècle l'augmentation excessive de l'impôt avait entraîné la ruine des exploitations paysannes et la paupérisation des masses rurales.

Șt. Ștefănescu fournit d'intéressantes précisions sur certains aspects du règne de Michel le Brave (*Știri noi cu privire la domnia lui Mihai Viteazul*, pp. 175—194). Il s'agit, en l'espèce, d'une lettre rédigée en roumain, découverte par l'auteur dans les Archives centrales de documents anciens de Varsovie. La lettre, adressée par les boyards de Valachie aux boyards valaques réfugiés en Pologne, demande à ceux-ci d'intervenir auprès d'Ieremia Movilă, voïvode de Moldavie, pour le détrônement de Michel le Brave, qu'ils accusent de « tyrannie ». Corroborant le contenu de cette lettre avec d'autres informations contemporaines, l'auteur signale que les grands boyards de Valachie, y compris ceux qui passent pour avoir été fidèles à Michel le Brave, n'ont jamais cessé de miner l'autorité de ce prince.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La lettre en question, reproduite à la suite de l'article, est importante comme document linguistique, ainsi que du fait que ses auteurs invoquent, entre autres, la communauté de langue et de foi des Valaques et des Moldaves.

N. Corivan et I. Grămadă examinent certains aspects de l'économie féodale de la première moitié du XVIIIe siècle en Moldavie (*Despre gospodăria feudală din Moldova în prima jumătate a secolului al XVIII-lea*, pp. 257—279). Mettant à profit les informations fournies par les *sămi* (comptes de trésorerie) des monastères moldaves pour les années 1742—1743, les auteurs analysent les rapports entre boyards et paysans et établissent que la majeure partie des revenus des monastères était alimentée par les redevances en travail et en produits et par les monopoles féodaux. Les principaux produits vendus sur les marchés étaient le bétail, le miel, la cire et le vin. L'étude des comptes de trésorerie des monastères nous révèle en outre le début du processus de désagrégation de la féodalité, favorisé par l'intensification des échanges,

[1] Etudes parues jusqu'ici : *Originea și funcțiile birului în Țara Romînească pînă la sfîrșitul veacului al XV-lea*, dans *Studii și referate privind istoria Romîniei*, I, 1954, pp. 641—666 ; *Despre modul de impunere și percepere a birului în Țara Romînească pînă la 1632*, dans *Studii și materiale de istorie medie*, II, 1957, pp. 49—116 ; *Reforma fiscală din vremea lui Matei Basarab*, dans « Studii », XII (1959), 2, pp. 53—85.

l'apparition de l'affermage et de la main d'œuvre rétribuée, ainsi que par l'extension des redevances en espèces.

Sous le titre *Măsuri fiscale şi administrative în Moldova, 1753—1754* (pp. 505—528), Ariadna Camariano-Cioran s'occupe du régime fiscal instauré par le voïvode Matei Ghica, qui répartit en quatre tranches le paiement de l'impôt annuel des habitants, fixa les revenus des magistrats et fonctionnaires publics et prit un certain nombre de mesures destinées à mettre fin aux abus de ces derniers. Cette réglementation était devenue nécessaire pour faire cesser l'exode en masse des paysans, dû aux impôts excessifs et aux exactions des agents du gouvernement. Ces mesures furent complétées par d'autres visant à réfréner les abus des Turcs; elles fixaient à 20 pour-cent le taux de l'intérêt et expulsaient les *lazi* (marchands turcs). L'article est suivi du texte grec et de la traduction roumaine de trois documents relatifs à ces décisions du voïvode de Moldavie.

L'étude d'Emil Virtosu, *Despre corpul de voluntari eleni creat la Bucureşti în 1807* (pp. 529—582), offre une nouvelle preuve de la solidarité des peuples du sud-est de l'Europe dans leur lutte contre l'exploitation ottomane, ainsi que de l'importante contribution des Principautés Roumaines en faveur de cette lutte. L'auteur analyse le texte de deux proclamations en langue grecque adressées aux peuples subjugués par les Turcs les appelant à lutter pour leur indépendance et retrace l'activité du corps de volontaires constitué à Bucarest sous la direction du commandant Pangal, qui combattit aux côtés de l'armée russe pendant la guerre russo-turque de 1806—1812.

L'article est accompagné du texte de la lettre adressée par l'impératrice Catherine II au général Alexis Orlov au sujet des privilèges accordés aux Grecs ayant servi dans l'armée russe, du texte des deux proclamations adressées aux nations vassales des Turcs, ainsi que d'un certain nombre de précisions sur le corps des volontaires grecs de 1807.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les études d'histoire de la culture débutent par l'article de Corina Nicolescu, *Aspecte ale relaţiilor culturale cu Bizanţul la Dunărea de jos în secolele X—XIV* (pp. 7—55), consacré à quelques aspects des relations culturelles entre Byzance et la contrée du Bas-Danube du Xe au XIVe siècle. L'auteur y relève que l'art roumain a sa source dans les antiques traditions de l'art daco-roumain, auxquelles vient s'ajouter dès le Xe siècle une forte influence byzantine. Le développement artistique du XIVe siècle serait inexplicable sans cette longue phase d'évolution, l'art roumain de ce siècle étant ainsi l'aboutissement d'un processus de synthèse dont les origines remontent au Xe siècle.

L'auteur souligne l'importance exceptionnelle du rôle joué du Xe au XIVe siècle par le territoire situé entre le Danube et la mer Noire dans la formation de la culture et de l'art roumains et étudie les premiers monuments de l'art chrétien découverts en Dobrogea.

Les fouilles archéologiques effectuées sur une vaste échelle dans cette région au cours des dernières années ont permis de déterminer de façon plus précise les principales étapes des relations établies entre les régions à population roumaine et Byzance. Dans l'évolution de ces relations l'auteur distingue les trois étapes suivantes :

— de la fin du IXe au second tiers du Xe siècle, il y a surtout assimilation d'éléments de la culture slave ;

— de la fin du Xe siècle et jusqu'en 1204, l'extension de l'autorité de l'Empire byzantin jusqu'aux régions danubiennes a pour effet de resserrer les relations économiques avec Byzance et de favoriser l'influence culturelle byzantine ;

— de 1204 au milieu du XIVe siècle, les villes de la région danubienne arrivent à constituer un milieu culturel distinct qui reflète leur quasi-autonomie.

P. P. Panaitescu consacre une ample étude aux débuts de l'historiographie en Valachie (*Începuturile istoriografiei în Ţara Românească*, pp. 195—255). Soumettant à une analyse atten-

tive les œuvres des chroniqueurs valaques, l'auteur constate qu'à la différence de la Moldavie où les premières chroniques slaves font leur apparition au XVe siècle, en Valachie l'historiographie slavonne ne commence qu'au XVIe siècle. Par contre l'historiographie en langue roumaine apparaît plus tôt en Valachie avec les deux chroniques du règne de Michel le Brave. Vers le milieu du XVIIe siècle l'on tente de composer une histoire générale du pays en compilant les relations des chroniques slaves du XVIe siècle (1495—1593) et celles des chroniques postérieures complétées d'informations empruntées aux chroniques serbes et grecques. Faute de données certaines sur les commencements de l'Etat valaque, l'auteur de la compilation a composé une introduction favorable à la famille de Matei Basarab, à cette époque voïvode de Valachie. Cette chronique fut continuée quelques années après la mort de Matei Basarab. Le meurtre du *postelnic* Cantacuzino (1663) et la rivalité des boyards divisés en deux camps — celui des Cantacuzino et celui des Băleanu — firent qu'après cette date et jusqu'en 1688, date de la réconciliation des deux partis, l'histoire de la Valachie fut relatée de deux manières différentes, selon les intérêts de chaque faction, en deux chroniques rédigées par des hommes de confiance des factions respectives, *Letopiseţul Cantacuzinesc* et *Letopiseţul Bălenilor*, primitivement intitulé *Istoriile domnilor Ţării Romîneşti*. Chacune de ces chroniques soutenait la cause du clan de boyards pour lequel elle était écrite, *Letopiseţul Bălenilor* étant la réponse des partisans des Băleanu à la chronique composée par ceux des Cantacuzino. P. P. Panaitescu s'attache à démontrer que l'auteur de *Letopiseţul Bălenilor* n'est ni le capitaine Constantin Filipescu, comme le soutenait Nicolae Iorga, ni Radu Popescu, comme le pensait C. Grecescu, mais un petit boyard au service de la famille Băleanu.

En conclusion, l'auteur analyse la position sociale qui se dégage des chroniques valaques du XVIIe siècle et constate que celles-ci représentent le point de vue des grands boyards. En effet, lorsque leurs auteurs critiquent tel ou tel voïvode, ils le font non point pour prendre la défense du peuple opprimé, mais parce que le voïvode respectif était hostile au camp des boyards dont le chroniqueur sert les intérêts. Les seules divergences dont font état les deux chroniques ont trait aux rivalités entre factions de boyards luttant pour le pouvoir ; dès qu'il s'agit des intérêts de classe des boyards, les deux partis adoptent des points de vue communs.

R. Pava — connu par ses travaux de déchiffrage de divers cryptogrammes et textes « à clef » — consacre une étude à l'ouvrage *Cartea de cîntece a lui Evstatie de la Putna* (pp. 335—347), composé au début du XVIe siècle et dont le Musée d'Histoire de Moscou et la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Leningrad possèdent l'exemplaire. L'auteur voit dans ce livre l'expression d'une véritable école musicale moldave, dont les traditions remontent à l'époque de la fondation des premiers couvents.

C. Bălan et H. Chircă publient une inscription inédite (*O pisanie necunoscută din comuna Alunu*, pp. 349—354), qui atteste l'existence dans la commune d'Alunu, d'une église datant des premières années du XVIe siècle (env. 1505).

Dans l'étude intitulée *Protimisisul în « Manualele de legi » din 1765, 1766 şi 1777 ale lui Mihail Fotino. Cu o analiză generală a operei sale juridice şi a raporturilor ei cu « Suplimentul » publicat de fraţii Tunusli în 1806* (pp. 281—333), Valentin A. Georgescu démontre que le *protimisis* ou droit de préemption, qui a son origine dans le processus de désagrégation des communautés villageoises, assurait à certains groupes de privilégiés l'acquisition préférentielle de biens que leur propriétaire désirait aliéner en dehors du milieu auquel il appartenait (famille, petits propriétaires libres, etc.). Grâce au *protimisis*, les communautés rurales purent se défendre quelque temps contre les tentatives d'envahissement des boyards, mais ceux-ci, recourant à divers moyens de contrainte, réussirent à éluder le droit de préemption assuré aux villageois, à pénétrer dans les communautés et, devenus copropriétaires, finirent par se les asservir. Le *protimisis*, qui donnait lieu à de graves abus, n'a été réglementé que dans la seconde moitié du

XVIIIe siècle, à une époque où le régime féodal commençait à se désagréger et alors que l'on cherchait une issue à la crise du système coutumier.

L'auteur analyse ensuite l'importante œuvre juridique de Mihail Fotino, qui a laissé trois manuels de lois rédigés entre 1765 et 1777, ainsi que les rapports du dernier de ces manuels avec *Pravilniceasca condică* (Code de lois) de 1780 et le « Supplément juridique » à l'histoire éditée en 1806 par les frères Tunusli.

En plus des matériaux documentaires donnés sous forme d'annexe aux études de Ştefănescu, A. Camariano-Cioran et Emil Vîrtosu, le Ve volume de *Studii şi materiale de istorie medie* publie d'autres sources relatives à l'histoire de la société roumaine sous le régime féodal, tels que le rôle des contributions du Trésor public sous Constantin Brîncoveanu (*Anatefterul. Condica de porunci a vistieriei lui Constantin Brîncoveanu*) édité par Dinu C. Giurescu (pp. 353—503), document particulièremen timportant pour la connaissance de l'organisation administrative et fiscale de la Valachie à la fin du XVIIe et au début du XVIIIe siècle et qui, avec *Condica vistieriei* (code fiscal) du même voïvode, édité en 1873, est le plus ancien document officiel de cette nature qui soit parvenu jusqu'à nous. L'*Anatefter* offre aux historiens de nombreuses précisions sur le mécanisme de fonctionnement du Trésor public et les innombrables charges qui pesaient sur la population (12 impôts mensuels, 3 *sămi* (impôts), 23 redevances au profit des Turcs, etc.) ainsi que sur la nomination des fontionnaires subalternes, etc.

Le volume s'achève par la publication de 52 documents internes de Valachie, conservés dans des archives privées (G. D. Florescu, Dan Pleşa et Nicolae Em. Kretzulescu).

N. Stoicescu

BCU Cluj / Central University Library Cluj

ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE DIN CLUJ,

III (1960), 378 p., Academia R. P. R., Filiala Cluj

Les études parues dans le 3e volume de l'Annuaire de l'Institut d'Histoire de Cluj portent sur des problèmes touchant aux périodes préféodale et féodale, aux temps modernes et à l'époque contemporaine.

Sous le titre *Contribuţii arheologice la istoricul cetăţii Biharea* (pp. 7—25), Mircea Rusu présente un tableau sommaire des découvertes archéologiques faites sur l'emplacement de l'ancienne forteresse de Biharea — située sur la lisière de l'actuel village de ce nom, à une dizaine de kilomètres au nord-ouest d'Oradea — et retrace brièvement l'histoire de ce point fortifié.

Parmi les vestiges d'établissements humains exhumés dans cette région, certains remontent à la période de transition du néolithique à l'âge du bronze ou énéolithique (phase tardive de la civilisation Tisa). Au lieu dit Cărămidărie les fouilles de 1924—1925 et 1954 ont mis au jour une couche de culture d'une épaisseur d'environ 80 cm, datant de l'énéolithique, de l'âge du bronze et de la période de transition vers l'époque féodale. Cette dernière période est représentée notamment par un certain nombre de tombes des IVe et Ve siècles de n.è. Aucune trace d'établissement humain des VIIe et VIIIe siècles n'a été mise au jour jusqu'ici. Pour le Xe siècle la forteresse de Biharea est citée par le chroniqueur Anonymus comme ayant été conquise par les Hongrois. Les monnaies découvertes dans les tombeaux et qui se trouvent actuellement au musée d'Oradea, autorisent l'auteur à conclure que le cimetière et « implicitement l'établissement et la forteresse datent de l'époque d'André Ier (1046—1061) et ont subsisté jusqu'à celle d'André

II (1202—1235) ». Une monnaie du règne d'André III (1290—1301) indique que l'établissement a survécu à l'invasion des Tatars (1241), les matériaux exhumés de la nécropole attestant en même temps la présence d'une population autochtone à proximité de Biharea. Ce n'est qu'à partir du XIe siècle que les Hongrois semblent s'être rendus effectivement maîtres de la localité.

La seconde partie de l'article s'occupe de la forteresse proprement dite. L'historique de cette forteresse, construite en terre battue, se fonde en premier lieu sur ce que la chronique d'Anonymus rapporte au sujet des guerres entre Arpad et Menumorut, et l'auteur se rallie à l'hypothèse qui identifie la cité fortifiée de Biharea au *castrum Belland* (ou *castrum Byhor*). Des témoignages écrits attestent encore son existence aux XIe —XIIIe siècles lorsqu'elle semble avoir été détruite par les Tatars (XIIIe s.) pour n'être reconstruite qu'au XVe siècle (Oppidum Byhor). Elle tombe en ruines au commencement du XVIIIe siècle.

La partie finale de l'article contient la description de 18 tombeaux mis au jour en 1954 dans le cimetière datant de la période de transition vers l'époque féodale.

V. Vătăşianu signe l'article *Contribuţie la studiul tipologiei bisericilor de lemn din ţările romîneşti* (pp. 27—36), où il s'attache à démontrer l'intérêt qu'il y aurait à procéder à un classement méthodique des divers types d'églises de bois et à étudier l'évolution de ce genre de monuments. Remontant jusqu'à l'époque préféodale, l'auteur constate l'existence de trois types principaux et d'un certain nombre de variantes.

Sous le titre *Domeniul cetăţii Şiria la 1525* (pp. 37—99), l'académicien David Prodan analyse l'une des plus anciennes conscriptions que l'on ait faites sur le territoire de la Roumanie. Le document — datant de 1525 — enregistre nominalement tous les sujets du domaine de la forteresse de Şiria, ainsi que leurs obligations féodales. Le domaine comprenait à cette date 121 villages, pour la plupart roumains, comptant une population de 2037 habitants. Ce qui fait en outre l'intérêt de ce document est qu'il nous renseigne sur les sources de revenus du domaine. Le texte intégral du recensement est publié sous forme d'annexe.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Bujor Surdu signe une ample étude — *Liniile dezvoltării social-economice a Transilvaniei în secolul al XVIII-lea pînă la răscoala lui Horia* (pp. 103—170) — concernant le développement social et économique de la Transylvanie au XVIIIe siècle jusqu'à la révolte de Horea. Analysant la politique économique mercantiliste de l'Autriche à l'époque de la désagrégation de la féodalité et de l'ascension de la bourgeoisie, l'auteur s'occupe en premier lieu des mesures initiées par les Habsbourg tendant à réglementer — à leur profit — les rapports féodaux. Mais, étant donnée la concurrence permanente qui existait entre les Habsbourg et la noblesse, visant à exploiter à fond le serf, ces mesures — loin d'apporter une solution aux problèmes des obligations de la paysannerie corvéable — contribuèrent à maintenir le système féodal et à aggraver les contradictions entre les deux classes fondamentales. La première ordonnance, arrêtée par la Diète de Transylvanie en 1714 sur l'ordre de la Cour de Vienne, permit aux propriétaires terriens de commettre de nombreux abus. En 1747 une nouvelle ordonnance de l'impératrice Marie-Thérèse apporte quelques précisions sur les obligations des paysans. En 1769 les dispositions connues sous le nom de *Certa puncta* viennent réglementer plus clairement ces obligations réciproques des serfs et de leurs maîtres.

Le développement de l'industrie manufacturière en Transylvanie se trouvait entravé du fait des relations féodales prédominantes dans l'agriculture et des privilèges des corporations dans les villes. Néanmoins le développement des forces de production et du marché intérieur et extérieur a donné naissance à un certain nombre d'entreprises industrielles, dont certaines furent créées par l'Etat lui-même. Désireuse d'augmenter les revenus de l'Etat, la monarchie des Habsbourg encourage notamment l'industrie minière, en premier lieu l'extraction de l'or et de l'argent ainsi que d'autres métaux, ce qui eut pour effet d'aggraver encore les obligations des serfs qui fournissaient la main d'œuvre, et par voie de conséquence, d'intensifier la lutte de la paysannerie

exploitée et des travailleurs des mines et manufactures contre la domination des Habsbourg et pour l'abolition du servage.

Ştefan Pascu et Traian Gherman publient sous le titre : *Urbariul satului Cetan din prima jumătate a secolului al XVIII-lea* (pp.171—253) le texte même de l'*urbarium* du village de Cetan, datant de la première moitié du XVIIIe siècle. La localité appartenait depuis 1592 à la ville de Dej. Ce document est important du fait qu'il nous donne un aperçu de la vie de la paysannerie locale, analogue en tous points à celle des habitants des autres villages transylvains. L'introduction qui précède le texte du document relève cette analogie.

C'est à certains aspects du grand soulèvement paysan dirigé par Horea qu'est consacré l'article de Corneliu Cîmpeanu intitulé *Date cu privire la atacul iobagilor asupra nobilimii din Cioara, Vurpăr şi Vinţul de Jos în timpul răscoalei ţărăneşti din anul 1784* (pp. 255—280). L'auteur décrit les actions entreprises dès les premiers jours de la révolte (novembre 1784) par le groupe des révoltés — venant de la région de Zarand — dirigé par Petru Munteanu, contre les manoirs de Cioara, appartenant à la famille Barcsai, et de Vinţul de Jos. Simultanément un autre groupe de paysans conduit par Serafim Goanţă, essayant de s'unir au groupe de Petru Munteanu, attaquait le domaine de Vurpăr. A ces attaques s'associèrent les paysans des villages voisins. L'auteur conclut que la répression par l'armée impériale ainsi que l'armistice de Tibru mirent terme à l'extension de la révolte, qui menaçait d'embraser la Transylvanie entière.

Dans un article très documenté, *Şcolile de la salinele din Transilvania la sfîrşitul veacului al XVIII-lea* (pp. 281—295), Ileana Bozac constate qu'à mesure que progressait l'industrie minière en Transylvanie, des écoles étaient créées auprès de nombre de mines. Les écoles fondées auprès des mines de sel eurent le plus de mal à se développer. L'auteur décrit — en s'appuyant sur des documents inédits, dont un certain nombre de statistiques scolaires — les difficultés auxquelles se heurtaient ces écoles.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

I. Kecskés et I. Kovács abordent un thème de première importance dans l'article intitulé *Unele aspecte ale schimbului de mărfuri de pe teritoriul patriei noastre în deceniile 6—7 ale secolului al XIX-lea* (pp. 297—314) où ils examinent quelques aspects des échanges commerciaux sur le territoire de la Roumanie dans la période 1850—1870. Analysant une série bien nombreuse de statistiques commerciales autrichiennes, les auteurs nous donnent un aperçu de la nature et du volume des échanges commerciaux entre les trois provinces roumaines (Transylvanie, Valachie et Moldavie) au lendemain de l'intégration de la Transylvanie dans le système douanier autrichien. Parallèlement au développement du capitalisme, le besoin d'un resserrement de ces relations commerciales se fait sentir de plus en plus. A l'aide des données statistiques les auteurs réussissent à présenter une image assez complète de la question. Il eût été néanmoins intéressant de connaître, en plus des chiffres généraux, les statistiques particulières des échanges commerciaux de la Transylvanie avec la Valachie d'une part et avec la Moldavie d'autre part, ce qui aurait permis de vérifier les données officielles autrichiennes en les confrontant avec les matériaux conservés dans les archives de Bucarest et de Jassy.

Dans le domaine de l'histoire contemporaine Ludovic Iordaky s'occupe de la grève générale d'octobre 1920 à Cluj (*Greva generală din octombrie 1920 în oraşul Cluj*, pp. 315—346). S'appuyant sur de nombreux documents, l'article évoque la lutte du prolétariat de Cluj contre la terreur déchaînée par le gouvernement bourgeois-agrarien de l'époque, lutte dirigée par les groupes communistes et l'aile gauche du parti socialiste. L'auteur rappelle que l'une des causes qui entraînèrent l'échec de la grève fut la trahison des éléments opportunistes du parti socialiste et des milieux syndicaux dirigeants, à quoi venaient s'ajouter les mesures répressives de la bourgeoisie, soutenue par l'impérialisme français notamment. La raison principale de l'échec fut l'absence d'une classe ouvrière organisée à même de prendre en main la lutte du prolétariat.

Dans les dernières pages de son article l'auteur insiste sur les enseignements qui résultèrent de cet épisode héroïque de la luttte du prolétariat de Roumanie.

A la rubrique *Miscellanea* Hilde Mureşan publie une brève étude, *Manifestări ale crizei economice din 1847 pe domeniul Zlatna* (pp. 347—354), où elle examine la situation des mineurs de Zlatna dans le cadre de la crise économique qui en aggravant la misère des ouvriers-mineurs contribua à réveiller en eux l'esprit révolutionnaire et à les faire adhérer à la révolution de 1848.

Pompiliu Teodor publie deux lettres de Petru Maior écrites lors de son séjour à Buda en 1810, (*Două scrisori ale lui Petru Maior din timpul petrecerii sale la Buda (1810)* (pp. 355—359). Ces lettres, conservées dans les archives de la Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R. Filiale de Cluj, sont adressées à Basiliu Raţiu, anciennement professeur à Blaj.

Les comptes rendus sont signés par S. Goldenberg, Ion Sabău, Francisc Pall et Gh. Hristodol.

Vladimir Diculescu

STUDII CLASICE

Tome III (1961) et tome IV (1962), Bucarest, Ed. Acad. R. P. R.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La publication *Studii Clasice*, éditée par la *Société d'Études classiques* de la République Populaire Roumaine, a contribué ces dernières années d'une façon considérable au développement des recherches sur l'antiquité greco-romaine en Roumanie. La valeur scientifique des articles publiés dans la revue, articles écrits dans les langues de large circulation internationale ou accompagnés de résumés en ces langues et signés par d'éminents spécialistes roumains et étrangers, ainsi que la variété des thèmes abordés — histoire, linguistique, littérature et art, etc. — lui ont assuré un large cercle de lecteurs, tant dans le pays qu'à l'étranger. Nous présentons ci-dessous les résultats des principales études d'histoire contenues dans les volumes analysés.

Une bonne partie des études figurant dans *Studii clasice* sont consacrées à l'histoire des colonies grecques de la Dobroudja. Les inscriptions, les monuments d'art et en général les vestiges de culture matérielle, mis au jour par les fouilles entreprises ces dernières années, permettent aux spécialistes d'enrichir en permanence leurs connaissances sur les villes grecques et sur les relations de celles-ci avec la population autochtone. Dans l'article *Autour de la date de la fondation d'Histria* (vol. IV, pp. 49—69), P. Alexandrescu, mettant à profit les résultats des fouilles archéologiques qu'il confronte avec les sources littéraires, aboutit à la conclusion que la fondation de la colonie d'Histria remonte aux années 657—656 av. n.è., à l'encontre de certains historiens qui avancent cette date d'un demi-siècle. L'existence de la céramique grecque, attestée dès le troisième quart du VIIe siècle av. n.è. et le témoignage de la chronique d'Eusèbe — dont l'exactitude a été confirmée en d'autres cas analogues par les découvertes archéologiques — constituent, selon l'auteur, des preuves suffisantes pour maintenir l'ancienne date, contestée ces dernières années par certains historiens et archéologues.

Dans un article intitulé *Istros et les Gètes au IIIe siècle avant notre ère* (vol. III, pp. 53—66), D. M. Pippidi analyse, sur la foi d'une inscription découverte récemment, les relations entre Histria et les Gètes des contrées avoisinantes. La nécessité de protéger l'hinterland agricole de la cité — qui procurait à celle-ci les principaux produits alimentaires dont elle avait besoin — contre les incursions des tribus voisines, a poussé les chefs de la cité à entretenir des relations

diplomatiques permanentes avec les chefs de ces tribus (ayant en vue surtout que la ville ne disposait pas de forces suffisantes pour assurer la défense militaire de ce territoire). Un autre mobile de ces relations était d'assurer aux négociants d'Histria la liberté de commerce dans le territoire soumis à l'autorité des chefs des tribus autochtones. L'inscription analysée dans cette étude comprend un décret du sénat d'Histria en faveur de trois envoyés qui avaient rendu à la ville des services importants lors des pourparlers menés avec *Zalmodegikos*, un chef dont l'origine gète nous est révélée par son nom même.

Dans l'article *Die bodenständige Bevölkerung der Dobrudscha und ihre Beziehungen zu den Griechen in der hellenistischen Epoche* (vol. III, pp. 67—82), A. Aricescu étudie le développement de la culture matérielle de la population autochtone de la Dobroudja dans la période hellénistique, notamment du point de vue de l'influence grecque. Cette influence a été plus puissante sur les populations de la région pontique, où les contacts avec les Grecs étaient très intenses, et beaucoup plus restreinte sur les habitants de la région du Bas Danube, où les formes de culture et de tradition hallstattienne se conservaient beaucoup mieux. L'auteur constate que l'un des résultats de l'influence grecque a été d'accuser la différenciation sociale au sein de la population autochtone.

L'étude de I. Stoian, intitulée *Contribution à l'étude des tribus de Tomis* (vol. III, pp. 175—202), est consacrée à un aspect de l'organisation interne de la ville de Tomis. Reprenant l'examen de tout le matériel épigraphique connu jusqu'ici, l'auteur fait un ample exposé de l'histoire de l'institution des tribus (φυλαί) dont l'existence, depuis la fondation de la ville et jusqu'aux dernières mentions de la période romaine, a été ininterrompue. Cette institution, à caractère surtout politique dans la période d'autonomie et portant un caractère religieux plus accusé dans la période de la domination romaine, a joué un rôle considérable dans l'existence de la ville de Tomis.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Etudiant le problème des rapports entre l'île de Thasos et les régions danubiennes, Georges Daux aboutit dans son article intitulé *Thasos et les contrées danubiennes* (vol. III, pp. 49—51), sur la base des recherches archéologiques, à la conclusion que la population grecque de Thasos s'est révélée, du fait de sa position insulaire, beaucoup moins réceptive à l'égard des influences continentales, thraces et illyriennes, que les autres colonies grecques de la Péninsule des Balkans.

Quelques études sont consacrées aux différents aspects de l'histoire des colonies pontiques et en général à l'histoire de la Péninsule des Balkans et du territoire carpato-danubien, à l'époque de la domination romaine.

Dans l'article intitulé *Die thrakisch-römischen politischen Beziehungen am Vorabend der römischen Herrschaft in Thrakien* (vol. III, pp. 93—98), Theophil Iwanow reprend, sur la foi de certaines découvertes épigraphiques et numismatiques de date récente, l'étude des renseignements fournis par les annales de Tacite sur les relations entre Rome et les rois thraces Rheskuporis II, Cotiso et Rhoemetalkes II, ainsi que sur la politique de Rome visant à entretenir les rivalités entre les chefs thraces et à affermir de cette manière la domination romaine.

Dans son article intitulé *Inscription inédite de Callatis* (vol. IV, pp. 275—279), A. Rădulescu analyse, sur la foi d'une inscription datant de la fin du premier siècle ou du début du deuxième siècle de notre ère, découverte en 1958, le problème de la communauté des citoyens romains établis à Callatis — *cives romani consistentes* —, leur position juridique par rapport aux Grecs de la ville et les relations entre ces deux communautés. Cette étude constitue une contribution précieuse à la connaissance de la pénétration de l'élément romain dans les colonies grecques de la Scythie mineure, à l'époque de Trajan.

Dans son article intitulé *Ştiri noi despre comunitatea pontică în secolul II e.n. Pe marginea unei inscripţii agonale din Histria* (vol. IV, pp. 291—300), D. M. Pippidi présente une inscription datant du IIe siècle, découverte lors des fouilles entreprises en 1951 à Histria, inscription qui

donne la liste des vainqueurs à un concours sacré. On voit figurer sur cette inscription les noms de certains dignitaires histriens qui nous sont également connus par d'autres textes épigraphiques de l'époque. Les données fournies par cette inscription complètent nos connaissances sur l'histoire de la colonie grecque au IIe siècle. Dans une annexe, l'auteur s'attache à dresser la liste des pontarques des IIe — IIIe siècles.

Dans son article intitulé *Sur les monnaies des cités pontiques découvertes sur le territoire des populations locales* (vol. III, pp. 83—88), Bucur Mitrea essaye de délimiter, sur la foi des trésors monétaires mis au jour, la zone dans laquelle a pénétré le commerce des villes pontiques, à l'intérieur du territoire carpato-danubien. Cette étude, accompagnée d'une carte et de la liste des localités où ont été découvertes des monnaies originaires des colonies grecques de la Scythie mineure, fournit une contribution importante à la connaissance des relations entre les Grecs et la population autochtone.

B. Gérov étudie, dans l'article intitulé *Römische Bürgerrechtsverleihung und Kolonisation in Thrakien vor Trajan* (vol. III, pp. 107—116), le problème de l'attribution du droit de cité et de la colonisation des vétérans d'origine thrace ou non thrace à l'époque antérieure au règne de Trajan, aspects essentiels pour la compréhension de la politique romaine envers les populations autochtones, au Ier siècle de n.è. Les Romains ont maintenu le système économique, social et administratif existant et ont cherché à gagner l'appui des éléments pro-romains de l'aristocratie thrace.

A l'époque des Flaviens, les Romains établirent dans la région située au sud des Monts Hémus — afin de consolider leur domination et de défendre la province contre les incursions — de nombreuses colonies de vétérans. Les lieux principaux de colonisation ont été les centres urbains (Philippopolis et Beroe), les défilés des montagnes et les stations les plus importantes situées aux carrefours des routes. L'administration de la province n'avait recours aux habitants thraces que s'ils avaient servi dans l'armée romaine.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Dans l'article *La Dacie sous Antonin le Pieux* (vol. III, p. 131), Ronald Syme corrige la lecture d'une inscription découverte en 1945 en Afrique du Nord, où figure le nom d'un gouverneur de la Dacie : T. Flavius Priscus.

Dans son article intitulé *Formes particulières de l'art provincial en Dacie* (vol. III, pp. 133—141), D. Protase étudie l'un des aspects de l'influence exercée par la civilisation romaine en Dacie. Analysant les formes artistiques du médaillon funéraire, l'auteur établit que ce médaillon, qui est originaire du Noricum et a pénétré en Dacie par la Pannonie, a connu des formes spécifiques en cette province. Ces formes trahissent une influence orientale, aisément reconnaissable dans d'autres domaines de l'art religieux et funéraire de la Dacie.

Dans son article *Der römische Limes in Bulgarien während der Spätantike* (vol. III, pp. 241—249), Velizar Velkov étudie le système défensif romain dans la Péninsule des Balkans, après l'abandon de la Dacie par les Romains, et son évolution jusqu'à l'époque de Justinien. L'article s'achève par un bref aperçu historiographique des ouvrages publiés au dernier siècle sur le *limes* romain de la Bulgarie.

Dans l'article *Die Thraker im ausgehenden Altertum* (vol. III, pp. 251—265), V. Beševliev aboutit — sur la foi de l'étude des sources littéraires et épigraphiques, et contrairement à l'opinion de certains anciens historiens, — à la conclusion que les Thraces se sont maintenus dans la péninsule des Balkans jusqu'à l'époque de la migration des Slaves. Jusqu'alors, ils ont constitué l'élément principal sur lequel s'étayait la domination de l'empire romain d'Orient dans la péninsule des Balkans. Après l'établissement des Slaves, les Thraces ont fusionné pour une bonne part avec la masse de la population slave, et le reste a émigré.

Les découvertes archéologiques de ces dernières années nous offrent un riche matériel pour la connaissance des cultes païens des colonies grecques de la Dobroudja. Dans son article

Pour une histoire des cultes d'Histros. Documents d'époque hellénistique (vol. IV, pp. 125—142), D. M. Pippidi, mettant à profit un matériel épigraphique inédit, apporte une contribution importante à la connaissance des institutions religieuses et politiques de la ville d'Histria. L'auteur établit l'existence, dès le Ve siècle av. n.è., du culte de *Zeus Polieus*; il établit également l'existence du culte de Déméter à Histria, de même que dans les autres colonies pontiques. Etudiant l'inscription qui atteste l'existence de ce culte, l'auteur nous révèle que les femmes avaient accès à la magistrature, y compris à l'archontat, au IIIe siècle av. n.è. (date à laquelle remonte, selon l'auteur, l'inscription analysée).

Toujours sur la base des documents épigraphiques, l'auteur constate également l'existence d'autres cultes (par exemple : celui de la déesse *Aphrodite Pontique*, d'*Asclépios*, etc.).

Dans son article *La triade eleusina à Tomis* (vol. IV, pp. 281—290), G. Bordenache analyse un fragment en marbre d'un monument funéraire récemment mis au jour par les fouilles de la région de Constantza. Le centre du fragment conservé—lequel appartient aux IIe —IIIe siècles de notre ère — représente le couple Proserpine-Pluton. Cette découverte confirme une fois de plus la propagation du culte des divinités éleusiennes à Tomis et dans les autres villes grecques de la rive gauche du Pont ; le culte, dont la propagation est constatée par l'auteur, n'est pas un phénomène spécifique à l'époque de la domination romaine, mais constitue la survivance d'un culte antique tenace dans cette région.

Dans l'article intitulé *Considérations chronologiques basées sur les données fournies par les inventaires funéraires des nécropoles tomitaines* (vol. III, pp. 203—225), V. Barbu apporte des éléments nouveaux qui permettent de dater la céramique, les objets en verre et les parures des IIe —IVe siècles de notre ère, découverts à Tomis.

L'article de V. Canarache, intitulé *L'édifice à mosaïque découvert devant le port de Tomis* (vol. III, pp. 227—240), nous décrit la mosaïque découverte récemment à Constantza. La découverte de cet édifice nous permet d'apprécier pour la première fois les proportions du développement de Tomis au Ier siècle de notre ère. Le centre commercial témoigne que cette ville, devenue métropole sous Antonin le Pieux, avait connu une vie économique intense.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

La publication *Studii clasice* publie également une série d'articles touchant l'histoire générale du monde antique. Il convient à cet égard de faire une mention spéciale pour les études portant sur l'histoire de l'esclavage dans le monde greco-romain.

Dans l'article intitulé *Zur Teilnahme von Sklaven und Freigelassenen an den Bürgerkriegen der Freien im I. Jahrhundert v.u.Z. in Rom* (vol. IV, pp. 189—209), Heinz Kühne fait une ample analyse de la condition des esclaves à l'époque des guerres civiles et de leur position vis-à-vis des parties en lutte. S'étayant sur les sources littéraires, l'auteur met en lumière l'attitude des esclaves au cours de cette époque agitée qui a précédé l'instauration du principat et leurs tentatives d'émancipation, bien souvent par des actions violentes.

L'article d'Iza Bieżuńska Małowist, intitulé *Les esclaves nés dans la maison* (οἰκογενεῖς) *et le travail des esclaves en Egypte romaine* (vol. III, pp. 147—162), apporte une contribution précieuse à la connaissance d'une certaine catégorie d'esclaves en Egypte romaine. L'auteur y étudie l'évolution de la condition des esclaves « nés dans la maison », toujours plus nombreux par rapport aux esclaves acquis par voie d'achat. Il convient cependant de souligner que cette catégorie d'esclaves, très nombreuse aux IIe —Ier siècles av. n.è. — ne remplissait plus une fonction économique essentielle et n'avait pas une participation importante à la production des biens matériels. Cette catégorie d'esclaves, qui se rapproche beaucoup plus de l'esclavage de type patriarcal que de l'esclavage de la période classique, annonce l'esclavage médiéval.

Dans son article *Dion de Pruse et l'esclavage* (vol. III, pp. 369—375), P. Creția analyse les données relatives à l'esclavage figurant dans les discours de Dion, ainsi que l'influence de la doctrine stoïcienne sur la conception que cet auteur se faisait de l'esclavage.

Une autre étude consacrée au monde gréco-romain est due à Heinz Kreissig et est intitulée *Der Makkabäer Aufstand. Zur Frage seiner sozial-ökonomischen Zusammenhänge und Wirkungen* (vol. IV, pp. 143—175). L'auteur y expose par le menu la situation de la Judée à l'époque de la domination des Perses et des Ptolémées et les antécédents de la révolte des Macchabées, ainsi que le déroulement de la lutte de classe dans la période des Séleucides. L'une des conséquences importantes de cette révolte a été entre autres la fondation d'un nouvel Etat judaïque autonome.

Dans leur article *Poziția lui Tacitus față de armată, popor și provincie* (vol. IV, pp. 245 — 272), F. Edelstein et I. Winkler analysent le substratum de classe de certaines des conceptions politiques et sociales de Tacite, telles qu'elles se reflètent dans son œuvre historique (par exemple, sa conception sur les différentes classes sociales, sur l'hégémonie romaine, etc.).

Signalons également, à propos de l'histoire des débuts du christianisme, l'étude de Iohannes Irmscher, intitulée *Friedrich Engels und das Urchristentum* (vol. III, pp. 99—106), où l'auteur expose les conceptions d'Engels sur le christianisme primitif et sur les circonstances qui ont présidé à la naissance et au triomphe du christianisme au sein de la société esclavagiste gréco-romaine. La constitution de l'Empire universel romain, déclare Engels, a entraîné le déclin des anciennes divinités locales et a propagé le culte d'une religion universelle (*Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*). L'étude de l'Apocalypse a permis à Engels de reconstituer les caractéristiques principales de l'idéologie du christianisme primitif, caractéristiques déformées au IVe siècle, lorsque le christianisme devient religion d'Etat. L'auteur souligne la grande importance des points de vue exposés par Engels pour le développement ultérieur des études portant sur les débuts du christianisme.

D'autres articles intéressant les spécialistes de l'histoire du christianisme aux premiers siècles de notre ère sont dus à Ladislav Varel, *Lucien et les chrétiens* (vol. III, pp. 377—383) et à Kurt Treu, Φιλία *und* Ἀγάπη. *Zur Terminologie der Freundschaft bei Basilius und Gregor von Nazianz* (vol. III, pp. 421—427).

Les byzantinologues et notamment les spécialistes de l'époque de Justinien liront avec intérêt la note de la chercheuse Sabine Winkler, intitulée *Zur Problematik der Volksbewegungen unter Justinian* (*Bemerkungen zu Prokop*) (vol. III, pp. 429—433), où l'auteur discute les renseignements figurant dans l'œuvre historique de Procope sur les mouvements populaires à Byzance au VIe siècle, et analyse le caractère de classe de l'œuvre de cet historien.

Comme on l'a dit plus haut, la publication *Studii clasice* comprend nombre d'études appartenant au domaine de la linguistique et de l'histoire des littératures classiques. Nous signalerons, sans entrer dans l'analyse de leur contenu, quelques-unes des études les plus importantes touchant à ces domaines.

Citons ainsi du domaine de la linguistique :

Al. Graur, *Recherches sur le substrat du roumain* (vol. III, pp. 19—23) ; I. Fischer, *Phonèmes et graphèmes vocaliques dans l'orthographe ionienne-attique classique* (vol. III, pp. 29—33) ; C. Poghirc, *La valeur phonétique de l'oscillation graphique a/e à la lumière des données des langues balkaniques modernes* (vol. III, pp. 33—39) ; Vladimir Georgiev, *Sur l'ethnogénèse des peuples balkaniques — le dace, l'albanais et le romain* (vol. III, pp. 23—29) ; I. Fischer, *La description phonologique des langues disparues* (vol. IV, pp. 5—19) ; V. Vanț-Stef, *Aoristul sigmatic cu flexiunea tematică* (vol. IV, pp. 19—29) ; Sebastiana Popescu, *Exprimarea factitivului în limba greacă* (vol. IV, pp. 29—35).

Citons aussi du domaine de l'histoire de la littérature :

I. Trencsenyi-Waldapfel, *Das Bild der Zukunft in Aeneis* (vol. III, pp. 281—305) ; N. Lascu, *Ovidio linguista* (vol. III, pp. 305—313) ; Nicolae Gostar, *Metereaque turba* (*Ovide, Tristia, II, 191*) (vol. III, pp. 313—317) ; Mihail Nasta, *Quelques réflexions sur les termes de la*

Poétique (vol. III, pp. 317—330); Nicolae-Şerban Tanaşoca, *Valoarea şi funcţiile elementului narativ în comedia plautină* (vol. IV, pp. 177—189); G. Guţu, *Privire asupra cărţii a II-a a Eneidei* (vol. IV, pp. 211—221), etc.

La rubrique de bibliographie fait une analyse critique des publications les plus récentes relevant du domaine de la philologie classique. Enfin, chaque volume de la publication offre à ses lecteurs, sous le titre *Bibliografia clasică romînească*, des listes bibliographiques complètes des ouvrages intéressant les études classiques publiées en Roumanie.

Şerban Papacostea

STUDII ŞI CERCETĂRI DE BIBLIOLOGIE IV (1961)

Biblioteca Academiei R. P. R.

Bien que de date relativement récente puisque quatre volumes seulement ont paru jusqu'à ce jour, la publication *Studii şi cercetări de bibliologie* (Etudes et recherches de bibliologie) a réalisé d'ores et déjà une tâche importante dans le domaine de la science du livre et de l'imprimerie en Roumanie. Dès son premier volume (1955), elle se proposait de faire connaître aux spécialistes, aux chercheurs et aux hommes de culture en général, les résultats d'une activité scientifique qui embrasse la bibliothéconomie, la bibliologie, la bibliographie, l'histoire du livre, etc. *Studii şi cercetări de bibliologie* sont sous ce rapport la première publication de notre pays entièrement consacrée à la publication de travaux touchant à un important chapitre de l'histoire de la culture roumaine et à des problèmes des plus actuels intéressant l'organisation du labeur scientifique et de documentation en général.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Parmi les articles, notes et communications qui forment le sommaire du IVe volume, signalons ici quelques contributions essentielles :

L'éditorial *40 de ani de la întemeierea Partidului Comunist din Romînia* (40 ans depuis la fondation du Parti Communiste de Roumanie) passe en revue les principales transformations révolutionnaires qui se sont produites en Roumanie au cours des quinze dernières années sous la direction du Parti Ouvrier Roumain. Un aspect important de la révolution socialiste et du processus de construction du socialisme est la révolution culturelle qui, inaugurée et dirigée par le parti, a profondément transformé la conscience des travailleurs. La nouvelle culture, édifiée sur les assises de l'humanisme socialiste, est devenue l'un des biens les plus précieux des masses populaires.

Les progrès de la révolution culturelle se traduisent par une augmentation considérable du nombre des lecteurs et un accroissement substantiel des fonds de publications des bibliothèques ; en même temps bibliothécaires et documentalistes déploient une activité intense pour l'élaboration de bibliographies, de répertoires et d'index de périodiques dans tous les domaines de la science, de bulletins d'informations et de références, de guides scientifiques, etc. Une attention particulière sera accordée à l'avenir aux bibliographies techniques et scientifiques ainsi qu'à celles touchant divers thèmes culturels ; le labeur de documentation scientifique sera également intensifié.

L'article de l'académicien prof. Şt. Milcou, *Realizări şi perspective ale ştiinţei în ţara noastră sub conducerea P.M.R.* (Réalisations et perspectives de la science dans notre pays sous la direction du Parti Ouvrier Roumain) produit des dates éloquentes touchant le développement des

recherches scientifiques chez nous au cours des quinze dernières années. Rappelant les conditions exceptionnelles que le régime de démocratie populaire assure à l'activité scientifique et culturelle, l'auteur évoque les brillantes perspectives qui s'ouvrent à nous dans ce domaine.

Dans un article intitulé *Biblioteca Academiei R.P.R. în anii puterii populare*, le prof. Gh. Vlădescu-Răcoasa, après un bref historique du développement de la Bibliothèque de l'Académie à l'époque antérieure à la révolution populaire, passse en revue les principaux succès réalisés dans l'organisation et l'activité scientifique de la bibliothèque sous le régime de démocratie populaire.

S'occupant de la contribution de l'Institut roumano-soviétique d'études au développement des recherches scientifiques dans notre pays, l'acad. prof. P. Constantinescu-Iași évoque dans une remarquable étude l'activité éditoriale et de documentation de l'Institut. Celui-ci assure la traduction intégrale de plusieurs revues soviétiques, ainsi que celle des articles et études scientifiques de quelque importance appelés à faire connaître aux hommes de science roumains les principales réalisations de la science soviétique. L'Institut publie en outre un bulletin d'information en langue russe, consacré aux résultats obtenus par les institutions scientifiques roumaines.

Sous le titre *Muzeul de istorie a Partidului Muncitoresc Romîn*, Clara Cușnir-Mihailovici expose les principes de l'organisation du Musée d'histoire du Parti Ouvrier Roumain, ainsi que les critères scientifiques dont s'inspirent les thèmes de ce musée. L'article décrit les salles et les objets exposés, illustrant, tous, la glorieuse activité du Parti Ouvrier Roumain et nous donne un aperçu des travaux des collaborateurs du musée, qui, outre le labeur scientifique qu'ils déploient ici, collaborent encore à la direction d'autres musées ainsi qu'à l'organisation d'expositions et de conférences en Roumanie et à l'étranger.

Dans une étude particulièrement compétente sur la bibliographie littéraire roumaine, l'académicien prof. T. Vianu insiste sur la nécessité d'une bibliographie générale de la littérature roumaine des origines à nos jours, source essentielle de documentation pour les recherches scientifiques consacrées à l'étude idéologique, historique, philologique et esthétique de nos œuvres littéraires. Partant de ces considérations, la Bibliothèque de l'Académie de la R.P. Roumaine a confié à un groupe de spécialistes la tâche de rédiger la bibliographie générale de la littérature roumaine.

Cette bibliographie aura un caractère critique. Elle indiquera pour chacun des auteurs qui y figureront tous les éléments nécessaires aux recherches : biographie, indications touchant les publications périodiques auxquelles l'auteur a collaboré, liste de ses manuscrits et indication du fonds où ils peuvent être consultés, œuvres originales publiées en volume, référence sur l'auteur, documents iconographiques.

Dans l'article *Relații romîno-ruse de-a lungul veacurilor oglindite în documentele Muzeului romîno-rus* (Les relations roumano-russes le long des siècles reflétées par les documents du Musée roumano-russe), Scarlat Callimachi présente différents documents relatifs aux relations politiques, économiques et culturelles des deux peuples. Le Musée roumano-russe, fondé en 1948, est une importante réalisation propre à contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire de notre pays. Des matériaux documentaires nombreux y évoquent les relations multiples qui se sont établies le long des siècles entre le peuple roumain et les peuples voisins de l'est, et tout particulièrement avec le grand peuple russe.

Mircea Ioanid, Titu Georgescu, M. Turzai et V. Trifu publient l'étude *Periodice legale ale P.C.R. și ale organizațiilor sale de masă* (Périodiques légaux du P.C.R. et de ses organisations de masses), où ils dressent une bibliographie accompagnée d'indications analytiques des périodiques édités légalement par le Parti Communiste de Roumanie de 1921 à 1944. Le fait que le P.C.R. ait réussi à éditer en pleine terreur bourgeoise près de 500 publications légales et

Babeș-Bolyai Central University Library Cluj

clandestines est une preuve incontestable de son pouvoir politique, de sa capacité d'organisation et de ses liens avec les masses populaires.

Le IVe volume de la revue contient en outre un intéressant article d'A. Popescu-Brădiceni et D. Trancă sur l'historique, l'organisation et le fonctionnement de la Bibliothèque Centrale d'Etat.

A la rubrique « Notes et communications », signalons encore l'article d'O. Iliescu, *Insigna privitoare la istoria partidului şi a organizaţiilor sale de masă* (L'insigne relatif à l'histoire du parti et de ses organisations de masses), l'étude de Valeriu Moldoveanu, *Din istoricul relaţiilor biblioteconomice romîno-sovietice* (Aspects de l'histoire des relations roumano-russes dans le domaine de la bibliothéconomie), ainsi que l'étude de H. Culer, *Date comparative privind dezvoltarea tipăriturilor în R.P.R.* (Données comparatives touchant le développement des publications en R.P.R.).

Edité dans des conditions techniques irréprochables et contenant de nombreux comptes rendus de publications périodiques et de monographies, le IVe volume de *Studii şi cercetări de bibliologie* est une source d'information de premier ordre pour tous ceux qui s'intéressent à l'activité déployée dans la R.P. Roumaine en matière de bibliographie, de documentation et de bibliotechnie.

Paul Simionescu

ROMANOSLAVICA

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Tome V: Histoire
Asociaţia slaviştilor din Republica Populară Romînă,
Ed. ştiinţifică, Bucarest, 1962, 295 p.

Le 5e numéro de « Romanoslavica », revue de l'Association des slavisants de la R.P. Roumaine, ajoutera encore au prestige dont jouit cette publication, tant en Roumanie qu'à l'étranger. Paraissant sous la direction d'un comité de rédaction formé de spécialistes d'une compétence reconnue, la revue a su s'assurer en outre la collaboration de nombreux linguistes et historiens parmi les meilleurs slavisants de notre pays.

Ce numéro est consacré à l'histoire des relations roumano-slaves, du moyen âge à nos jours. L'étendue des différentes rubriques — Etudes et communications, Documents et matériaux divers, Miscellanea, Comptes redus, Notes bibliographiques, index des noms propres — est judicieusement partagée. Le contenu en est varié, les thèmes, harmonieusement assemblés, comprennent des études d'histoire politique, sociale et culturelle sérieusement documentées et d'un haut niveau scientifique. Les études et communications sont suivies d'amples résumés en russe et en français.

Les premiers deux articles sont consacrés à l'histoire contemporaine. Dans l'étude intitulée *Relaţiile romîno-sovietice*, l'académicien P. Constantinescu-Iaşi parvient à synthétiser en peu de pages la nature des nouvelles relations établies après le 23 Août 1944 entre la Roumanie et l'Union Soviétique, relations socialistes d'étroite collaboration, fondées sur une pleine et réelle égalité, sur une confiance et une amitié sans réserve. Soulignant les multiples formes qu'ont revêtu au cours des dix-sept dernières années les rapports politiques, économiques et

culturels des deux pays, l'auteur conclut à juste titre que la Roumanie n'a jamais connu, au cours de son histoire, de collaboration plus étroite et d'amitié plus sincère que celles qu'elle entretient actuellement avec l'Union Soviétique. L'étude de l'académicien Constantinescu-Iaşi est une précieuse contribution à une connaissance approfondie des relations réciproques des deux pays et de leurs peuples.

Dans son article *Ecoul victoriei Marii Revoluţii Socialiste din Octombrie la Reşiţa*, Ecaterina Cimponeriu s'occupe de l'un des aspects de l'influence que la Grande Révolution Socialiste exerça à Reşiţa, le grand centre industriel du Banat, où eurent lieu dès novembre 1917 et durant toute l'année 1918 de nombreuses manifestations de solidarité avec la Révolution d'Octobre. L'auteur met en lumière la lutte des travailleurs de Reşiţa pour défendre la révolution du jeune Etat socialiste ainsi que pour sa propre libération politique de sous la domination des Habsbourg et son affranchissement économique du joug de la burgeoisie, de même que son adhésion, en 1921, à la création du parti de type nouveau, le Parti Communiste de Roumanie.

Les relations roumano-slaves au XIXe siècle font l'objet de trois articles particulièrement intéressants par les documents, en partie inédits, sur lesquels ils se fondent. Dans sa note, *Ştiri şi documente inedite asupra mişcării revoluţionare de la Brăila din 1841*, Constantin N. Velichi, qui a déjà traité ce sujet, apporte une série de précisions qui dévoilent quelques aspects ignorés du mouvement révolutionnaire de 1841 à Brăila, dirigé par Tatici et Vîlco, desquelles il ressort qu'il avait pour principal objet de venir en aide aux révolutionnaires serbes de Nish soulevés contre les Turcs.

Sous le titre *Unirea Principatelor Romîne, Cuza Vodă şi polonii*, P. P. Panaitescu met en lumière le rôle et les tendances progressistes du prince régnant Alexandru Ioan Cuza dans le mouvement de libération de l'Europe du sud-est de sous les dominations étrangères.

Dans le domaine de l'histoire littéraire, Tr. Ionescu-Nişcov s'attache à élucider le problème controversé de la paternité de quelques ouvrages en langue russe sur des thèmes roumains, parus au début du XIXe siècle. Dans un article intitulé *Scrierile lui Boleslav Haşdeu în limba rusă*, l'auteur, par un raisonnement qui lui est propre, démontre que, contrairement à ce que l'on supposait jusqu'ici, c'est Boleslav Haşdeu et non pas son frère Alexandru Haşdeu, qui est l'auteur des deux récits *La legende de Petriceico* et *Un jugement au tribunal d'Orhei*.

Dans le domaine de l'histoire du moyen âge, l'historienne soviétique L. E. Séménova publie dans ce numéro un intéressant article, *Stabilirea legăturilor diplomatice permanente între Ţara Românească şi Rusia la sfîrşitul secolului al XVII-lea şi începutul secolului al XVIII-lea*. Se fondant sur des documents inédits des archives russes, l'auteur fait l'historique des relations étroites de Şerban Cantacuzino et plus particulièrement de Constantin Brîncoveanu avec la Russie, à une époque où se préparait une coalition balkanique anti-ottomane. Cet aspect d'étroite collaboration avec la Russie révélé par l'auteur est de nature à modifier l'opinion accréditée dans notre historiographie au sujet de l'orientation de la politique extérieure de Brîncoveanu.

A l'encontre des anciens historiographes qui ne s'occupaient que des relations entre souverains, d'Etat à Etat, l'étude de Valeria Costăchel, *Participarea ţăranilor moldoveni la răscoala cazacilor din anii 1702—1704*, révèle l'étroite entente et la collaboration des masses populaires roumano-russes. Cette action commune des masses était dictée par le désir de liberté du peuple, qui fit que les paysans moldaves réfugiés en Ukraine, afin de se soustraire au joug des boïards et à l'oppression ottomane, se rallièrent à la paysannerie ukrainienne et aux Cosaques soulevés au début du XVIIIe siècle contre l'exploitation des *pans* polonais.

Dans une note relative aux *hatti-chérifs* de 1774 accordant un certain nombre de privilèges aux Principautés Roumaines, Al. Vianu, utilisant des matériaux inédits des archives

russes, met en lumière le rôle progressiste de la Russie à l'issue de la guerre russo-turque de 1768—1774, lorsque son intervention obligea la Porte à accorder aux Principautés les droits qu'elles réclamaient.

Combattant l'oppinion soutenue par certains auteurs, selon laquelle le *Tetraevanghel* (recueil des quatre Evangiles) en langue slavonne offert en 1502 par Etienne le Grand au couvent de Zografu aurait été écrit au Mont Athos, Petre St. Năsturel, dans une note consacrée à quelques donations de ce voïvode, *În legătură cu unele danii de la Ştefan cel Mare*, s'attache à demontrer par une argumentation serrée que le manuscrit en question est l'œuvre des religieux du couvent moldave de Bistriţa.

La rubrique « Documents et matériaux divers » enrichit la documentation des historiens roumains dans le domaine de l'histoire du moyen âge et des temps modernes. Şt. Ştefănescu publie et interprète un document du règne de Michel le Brave découvert dans les archives polonaises, qui nous révèle les efforts du pays et du voïvode pour l'organisation et l'entretien d'une armée de mercenaires. Sava Iancovici publie dix documents inédits relatifs aux rapports de Milan Obrénovitch avec la Valachie et examine quelques aspects du processus d'accumulation du capital par l'exploitation et la vente du sel, ainsi que des aspects de la lutte de classe de la paysannerie pendant le premier tiers du XIXe siècle. Enfin, Tr. Ionescu-Nişcov publie deux documents inédits du XVIe siècle découverts dans des archives privés. A la rubrique Miscellanea il convient de signaler tout spécialement la note du regretté historien Victor Papacostea, *O şcoală de limbă şi cultură slavonă la Tîrgovişte în timpul domniei lui Matei Basarab*. Cette école de langue et de culture slavonne avait été fondée vers le milieu du XVIe siècle par les boïards valaques afin de ressusciter le slavonisme pour faire échec à l'introduction de la culture grecque. Les élèves de l'école slave de Tîrgovişte furent plus tard les auteurs de grammaires et de dictionnaires slavo-roumains.

Babeş-Bolyai University Library Cluj

La même rubrique contient également une note de Vladimir Diculescu, qui fournit quelques précisions inédites sur les relations de Rakovski avec les Bulgares de Brăila vers 1861.

Les ouvrages d'histoire parus dans les pays slaves font l'objet de nombreux comptes rendus largement documentés. Ceux de Sava Iancovici et de Constantin N. Velichi offrent un intérêt particulier, devenant par leur apport de veritables contributions.

Enfin l'article de Fl. Constantiniu et de Şerban Papacostea, *Contribuţii la bibliografia istorică romîno-slavă, 1945—1959*, qui clôt le volume, est appelé à rendre de précieux services aux historiens et aux bibliographes.

Nous ne doutons pas que le n° 5 de la revue « Romanoslavica » intéressera également les historiens étrangers, notamment ceux des pays slaves.

D. Mioc

CONTRIBUŢII LA ISTORIA CAPITALULUI STRĂIN ÎN ROMÎNIA

Bucarest, Ed. Acad. R. P. R., 1960, 592 p.

La dénonciation de la complicité des classes exploiteuses de Roumanie avec le capital monopoleur étranger, du rôle joué par celui-ci dans l'asservissement économique de notre pays et son maintien dans l'état de semi-colonie, la dénonciation, enfin, de l'exploitation du peuple travailleur, tel est le sujet d'un intéressant ouvrage élaboré par une équipe d'hommes

de science spécialisés dans l'histoire de l'économie nationale, et intitulé *Contributions a l'histoire du capital étranger en Roumanie* *.

Répondant aux tâches qui se posent actuellement aux hommes de science, aux historiens, et qui consistent à élaborer de vastes études dans l'optique du marxisme-léninisme, l'équipe à qui l'on doit le présent ouvrage apporte une précieuse contribution à l'éclaircissement de l'un des problèmes les plus complexes de l'histoire de l'économie roumaine, celui de l'intensification de la domination du capital étranger sur l'économie de notre pays pendant l'entre-deux-guerres, et surtout de ses conséquences. Le mérite des auteurs est d'autant plus grand que les fruits de leur travail se sont concrétisés sous la forme de l'une des premières études de vastes proportions, à caractère profondément dénonciateur, étude qui vient remplir un vide important dans la littérature consacrée à l'histoire de notre économie nationale.

De plus, l'étude de l'histoire du capital étranger dans la Roumanie burgeoise-agrarienne contribue à la connaissance, l'intelligence et l'explication de nombreux problèmes touchant l'histoire économique et politique de notre pays à la veille de la première guerre mondiale. Des questions comme celle de l'aggravation de l'exploitation des travailleurs, celle du caractère agraire arriéré de l'économie nationale, de la dépendance politique de la Roumanie à l'égard des puissances impérialistes, dépendance qui devait culminer avec l'asservissement du pays à l'Allemagne hitlérienne et sa participation à la criminelle guerre antisoviétique, ne sauraient être analysées et expliquées à fond sans tenir compte des positions du capital étranger, sans prendre en considération le pillage en style colonialiste des fruits du travail de notre peuple par l'oligarchie financière étrangère. Le présent ouvrage apporte une réelle contribution à l'éclaircissement de tous ces problèmes. Tout ce qui s'est passé sur le plan politique en Roumanie après la première guerre mondiale trouve son explication dans les changements survenus dans l'économie du pays ; enfin, la connaissance, dans une plus large mesure, du développement économique est facilitée par celle de l'histoire du capital étranger.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Abordant l'un des aspects d'un des plus importants problèmes liés à l'analyse de l'impérialisme, celui des exportations de capital, et tenant compte du fait que ces exportations de capital constituent l'un des moyens par lesquels les monopoles des pays capitalistes avancés exploitent les pays faiblement développés, l'ouvrage analyse les moyens employés par l'oligarchie financière internationale pour asservir la Roumanie du point de vue économique et politique. Etudiant ces problèmes pour la période qui va de la fin de la première guerre mondiale à la fin de la crise économique de 1929—1933, le matériel présenté par les auteurs nous fait connaître les plus caractéristiques de ces moyens ou ceux qui sont particulièrement employés dans telle ou telle période. Ainsi, la première période — celle qui va de 1917 à 1922 — époque de l'essor révolutionnaire des masses, se caractérise, en ce qui concerne la pénétration du capital étranger, par la transformation de la Roumanie en une semi-colonie de l'impérialisme anglo-franco-américain, par l'accaparement, par ledit impérialisme, des positions détenues avant la guerre par le capital allemand et austro-hongrois. C. Murgescu, l'auteur du premier chapitre, démontre, données et faits concluants à l'appui, l'existence de ce processus en partant des appréciations contenues dans les documents du parti, qui nous montrent que les puissances de l'Entente victorieuse dans la première guerre mondiale s'efforcèrent d'assurer « la transformation de la Roumanie en une colonie de l'impérialisme anglo-franco-américain »[1].

---

* Auteurs : Costin Murgescu, N. N. Constantinescu (rédacteurs resposables), Radu Paul, Constanţa Bogdan et M. Ştefan.

[1] Gh. Gheorghiu-Dej, *Articole şi cuvîntări*, IVe édition, E.S.P.L.P., Bucarest, 1956, p. 370.

La période suivante, qui va de 1923 à 1928, se caractérise par la façon dont divers groupements financiers étrangers réussissent à accaparer l'économie du pays, ou dont, « ceux qui, pendant la période 1919—1922, avaient lutté entre eux à qui prendrait la place du capital allemand, bataillaient maintenant pour consolider les positions acquises » (p. 111).

Les moyens employés par le capital étranger pour consolider ses positions sont de plusieurs sortes. A côté du procédé, moins intensément pratiqué pendant cette période, de la création de nouvelles sociétés, les monopoleurs étrangers étendent leur domination en donnant de l'extension aux sociétés fondées avant 1923. De même, pendant la période de stabilisation relative du capitalisme, les différents groupes étrangers fondent un grand nombre d'agences et de représentations commerciales, assurant tant la vente des produits fabriqués que l'achat de matières premières. Comme on le voit, l'exemple de notre pays vient confirmer la thèse selon laquelle « l'exportation de capital devient un moyen d'encourager les exportations de marchandises ».

La dernière période pendant laquelle les auteurs étudient la pénétration du capital étranger en Roumanie est celle de la crise économique de 1929—1933. Le principal moyen employé par les monopoleurs étrangers pour asservir davantage encore notre pays est celui des emprunts massifs accordés à l'Etat burgeois-agrarien. En 1933, la dette publique de la Roumanie est presque 8 fois plus élevée que les revenus budgétaires de 1933—1934. Il en résulte donc que c'est justement pendant la période de crise économique de surproduction que le capital monopoleur des pays développés du point de vue industriel redouble d'efforts dans son offensive pour asservir de plus en plus les pays faiblement développés. On sait qu'en Roumanie la crise économique de 1929—1933 fut encore aggravée, entre autres, par la subordination du pays au capital monopoleur étranger. Alors que la bourgeoisie et les gros propriétaires terriens s'efforcent de faire le mur du silence autour du caractère onéreux de l'emprunt de stabilisation — d'une valeur de 100 millions de dollars — de 1929, le Parti Communiste de Roumanie explique aux masses populaires la vérité, montre les conséquences de cet emprunt. Ainsi, dans la résolution du C.C. du P.C.R. de mars 1929, il est dit ce qui suit : « L'impasse dans laquelle se trouvaient les finances et l'économie du pays, la soif de capitaux, la ruine des exploitations agricoles, la famine régnant dans des régions entières, la crise profonde du régime existant en Roumanie assurent le placement des capitaux aux conditions les plus avantageuses et les plus rentables, des intérêts fabuleux, la possibilité d'utiliser à profusion les matières premières du pays, d'exploiter et de piller les masses ouvrières de Roumanie, transformant celle-ci en une semi-colonie »[1].

La conclusion d'ensemble, en ce qui concerne la pénétration du capital étranger pendant la période en question est que nous avons affaire à l'aggravation de l'asservissement de la Roumanie au capital monopoleur occidental, de sa dépendance économique et politique à l'égard des grandes puissances impérialistes, tant par le fait des participations et des financements bancaires et industriels, que par celui de l'accroissement sans précédent de la dette extérieure. Particulièrement importante est la thèse, démontrée par le auteurs, selon laquelle la domination du capital étranger se renforce lors même que son poids spécifique demeure tel quel ou même baisse pendant une période donnée. Ainsi, par l'application du système des participations et des financements, les monopoleurs ont la posibilité de contrôler un nombre accru d'entreprises ; ou encore, et cela surtout pendant la crise économique de 1929—1933, la domination du capital étranger se renforce du fait de l'augmentation de la dette publique extérieure, des concessions asservissantes accordées aux monopoleurs, des exportations en masse à des prix dérisoires et

[1] *Documente din istoria Partidului Comunist din Romînia, 1929—1933*, tome III, E.S.P.L.P., Bucarest, 1954, p. 35.

de l'acceptation du droit de regard de contrôleurs étrangers sur l'économie nationale. C. Argetoianu, ministre des Finances dans le gouvernement formé en avril 1931, dévoile avec cynisme la dépendance du pays à l'égard des contrôleurs étrangers et la trahison des gouvernants roumains. Après avoir expliqué, dans ses mémoires, que, conformément aux conventions de stabilisation, tous les impôts, étaient encaissés sous le contrôle de la Banque Nationale qui prélevait, sur ces encaissements, les quotes-parts mensuelles destinées au paiement de la dette extérieure pour ne remettre au Trésor que l'excédent, Argetoianu note : « M. Roger Auboin, avec Rist dans les coulisses et quelques experts du ministère des Finances..., veillait jour et nuit sur le sac de grains, où, l'eussé-je voulu, je n'eusse pu fourrer la main sans déclencher un scandale suivi de représailles sur le marché de Paris et dans les coulisses des quais de la Seine, sans parler de Londres et de New York. Si je l'avais voulu, disais-je, mais je n'y songeais même pas une seconde »[1]. Témoignage éloquent, s'il en fût, de la complicité de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens de Roumanie dans la vente des richesses du pays aux impérialistes étrangers. Et cela, parce que, aux côtés des capitalistes étrangers, ceux de Roumanie prenaient eux aussi une part active à l'accaparement des profits résultant de l'intensification de l'exploitation des travailleurs.

Les emprunts contractés à l'étranger, les intérêts usuraires que l'on fait supporter au peuple travailleur sont lourds au possible. Sous la forme d'intérêts et de commissions sur les crédits étrangers, 13,8 milliards de lei, soit près du tiers du profit passé outre-frontières, sortent du pays entre 1922 et 1928 ; à noter, fait significatif, que, pour les quatre cinquièmes, ces emprunts seront dépensés à des fins improductives, telles que le paiement de dettes publiques antérieures ou celui de commandes militaires, la couverture des déficits budgétaires, et ainsi de suite.

Dès la période de la crise économique de 1929—1933, et surtout dans les années qui suivirent, le capital étranger joua un rôle considérable dans l'orientation graduelle de l'économie roumaine vers les préparatifs de la guerre antisoviétique. Ce n'était pas par hasard que les sommets de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens manifestaient un intérêt particulier envers l'établissement de relations économiques justement avec les pays agresseurs — notamment avec l'Allemagne hitlérienne. Le but de l'orientation des relations économiques vers l'Allemagne hitlérienne fut clairement exposé en 1936 par N. Malaxa, l'un des plus grands industriels. Après avoir souligné que la Roumanie doit avoir « des rapports économiques des plus étroits avec l'Allemagne », il montrait que cela était nécessaire car « le problème capital qui domine tout est la lutte contre le bolchévisme » et la Roumanie devait être « une barrière contre le communisme ... »[2].

Voilà donc quel était le but de l'association onéreuse des capitalistes roumains et étrangers.

L'une des conclusions les plus importantes des auteurs de l'étude, conclusion soutenue avec données convaincantes à l'appui, est que l'accroissement du capital étranger se fit non par l'apport de capitaux venus d'outre-frontières, mais par la capitalisation d'une partie de la plus-value tirée du travail non payé des travailleurs, et surtout de la classe ouvrière. Ainsi, la société « Astra Romînă », entre 1920 et 1939, réalise en moyenne un profit annuel égal à cinq fois la valeur du capital importé de l'étranger ; pendant la même période, la société « Romîno-Americana » réalise chaque année un profit égal à 8,73 fois la valeur du capital importé. En ce qui concerne la structure du capital des sociétés industrielles, on constate qu'il est formé pour environ 80 % par la plus-value capitalisée, le reste représentant le capital initial investi.

---

[1] Archives centrales de l'Institut d'histoire du parti près le C.C. du P.O.R. : C. Argetoianu, *Însemnări zilnice*, VIIIe partie, nº 3, p. 1093.

[2] Archives de l'Etat, dép. Pantelimon, fonds « Malaxa », doss. 27/1936 (non paginé).

L'asservissement économique de la Roumanie s'accompagne d'un asservissement politique. Les monopoleurs étrangers profitent de leurs positions économiques pour favoriser la venue au pouvoir des partis ou des groupements politiques qui servent le mieux leurs intérêts. L'oligarchie financière autochtone rampe aux pieds des monopoles internationaux, et cela, comme le montre un document du P.C.R., parce que « quand elle se lie à ses grandes sœurs impérialistes, elle le fait aussi pour mieux réaliser ses propres buts impérialistes »[1].

Dans le même esprit, les auteurs dénoncent avec force la complicité de la bourgeoisie et des gros propriétaires terriens de Roumanie avec les grands monopoles étrangers. Pendant la période qui suit immédiatement la première guerre mondiale, période de stabilisation relative du capitalisme, les libéraux avaient mené une politique économique dite « par nous-mêmes », qui exprimait la tendance du groupement financier le plus puissant de renforcer ses positions et de monopoliser la coopération avec le capital étranger. Quoique ce fût là un slogan démagogique derrière lequel la finance libérale tentait de masquer sa trahison des intérêts nationaux et de s'assurer la coopération avec le capital étranger aux conditions les plus avantageuses pour elle, les monopoles étrangers devaient se sentir, dans une certaine mesure, gênés par cette collaboration. Vers la fin de l'année 1928, les milieux impérialistes avaient intérêt à porter au pouvoir un gouvernement issu du parti national-paysan, qui avait arboré le slogan des « portes ouvertes » et préconisait la suppression de tout obstacle sur la voie du pillage des richesses et des fruits du travail du peuple roumain. Dans le fond, il n'existait aucune différence, en ce qui concernait l'asservissement du pays par le capital étranger, entre la politique économique des libéraux et celle des nationaux-paysans. La formule « par nous-mêmes » *constituait le masque* sous lequel se dissimulait une politique de vente des richesses du pays, de trahison de l'indépendance nationale, tandis que le slogan des « portes ouvertes » signifiait *l'asservissement sans fard* du pays aux monopoles étrangers.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

A la domination du capital étranger sur l'industrie du pays, s'ajoutait le fait que le système bancaire de Roumanie se trouvait sous la coupe de quelques institutions de crédit à capital étranger. Pour mieux faire sentir la redoutable puissance économique des groupes financiers internationaux de Vienne, Berlin, Londres et Bruxelles, précisons qu'à elles seules dix des filiales les plus importantes fondées en Roumanie employaient en 1926, dans l'exploitation des richesses du pays et du peuple ouvrier, des moyens financiers totalisant le chiffre énorme de 11 600 millions de lei [2], chiffre dépassant de 58 % la totalité des moyens financiers des grandes banques roumaines.

Le capital étranger accentue également la dépendance économique de la Roumanie à l'égard des puissances impérialistes dans le domaine des relations commerciales. La Roumanie est transformée en fournisseur de matières premières et en marché pour les produits industriels des pays impérialistes. Le déséquilibre des échanges commerciaux est accentué par l'évolution défavorable, sur le marché capitaliste, du rapport entre, d'une part, les prix des matières premières, et de l'autre, ceux des produits industriels finis. Dans le cadre du marché mondial capitaliste et dans les conditions créées par l'action de la loi du développement économique et politique inégal et par bonds du capitalisme, le retard de la Roumanie non seulement se perpétue, mais encore va s'accentuant systématiquement.

La domination du capital étranger a pour résultat de maintenir le pays dans un état arriéré et dans la dépendance économique à l'égard des pays capitalistes développés. Visant

[1] *Documente din istoria Partidului Comunist din Romînia*, p. 123.

[2] *Enciclopedia Romîniei*, tome IV, p. 571.

à la plus haute rentabilité possible et à un amortissement rapide, le capital étranger imprime à l'économie du pays un développement extrêmement anarchique. Des industries comme celle du pétrole, l'industrie forestière, etc., qui assurent aux monopoleurs des profits élevés pour de faibles dépenses se développent davantage, alors que les constructions de machines industrielles ou agricoles, l'industrie chimique, l'industrie énergétique font fort peu de progrès, pour ne pas dire aucun. Les quelques entreprises métallurgiques existant en Roumanie sont surtout consacrées à la production d'armement. Comme on le voit, la domination du capital étranger imprime à notre pays un développement anarchique et unilatéral. Le mécontentement des capitalistes étrangers eux-mêmes au spectacle du faible développement de notre industrie lourde ressort bien des paroles que voici : « Chaque fois que je vois, chez vous, un haut fourneau — déclare un conseiller économique étranger —, mon cœur se serre ... Nous autres Allemands, nous avons un pays éminemment industriel, alors que vous, vous avez un pays éminemment agricole »[1].

Outre ce retard économique, l'accroissement de la domination du capital étranger a des suites particulièrement funestes pour le peuple travailleur, dont il vient aggraver la misère. Les auteurs de l'étude démontrent, pour chaque période prise à part, que, dans les conditions inhérentes à l'impérialisme, la loi générale de l'accumulation capitaliste — accumulation d'immenses richesses à un pôle de la société, accroissement de l'exploitation des travailleurs à l'autre pôle — redouble d'intensité. On sait qu'il n'est pas facile d'illustrer ces réalités par des chiffres, des statistiques, du fait que les capitalistes dissimulent les profits réellement obtenus par eux. Le mérite de l'étude est donc d'autant plus grand, que ses auteurs, utilisant un vaste matériel composé de statistiques bourgeoises, prouvent que la situation des ouvriers des entreprises capitalistes, et surtout de celles appartenant au capital étranger, était beaucoup plus grave que ne le laissent deviner les chiffres officiels. Les auteurs soulignent également a rapacité du capital étranger, qui recourait à des baisses successives et massives de salaires. En 1931, dans la Vallée du Jiu, la Vallée de la Prahova, à Reşiţa, les salaires baissent de 50 à 60 %. En 1932, comme suite aux pourparlers menés à Paris au sujet du pétrole, les magnats du capital international décrètent des congédiements massifs parmi les ouvriers du pétrole, et, pour ceux qui ne sont pas congédiés, une baisse de salaires de 35 % (à la raffinerie « Orion », à la « Romîno-Americana », etc.). De plus, à la journée de travail portée jusqu'à 12 et même 14 heures, s'ajoute l'intensification, poussée à l'extrême, des cadences de travail. Ainsi, dans les mines de la Vallée du Jiu, pendant la période 1925—1932, alors que le nombre des ouvriers baisse de 60 %, le rendement par ouvrier augmente de plus de moitié.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'exploitation sans merci des ouvriers est également illustrée par le taux de la plus-value qui atteint un niveau rarement enregistré même dans les pays coloniaux. Selon les calculs des auteurs de l'étude, pendant la période de stabilisation relative du capitalisme, le taux réel de la plus-value dépasse 650 % dans l'industrie du pétrole. A la société « Petroşani », en 1925, le taux de la plus-value est de 300 %, à la société « Buhuşi », il atteint 330 %. Pendant que les capitalistes tirent d'immenses profits de l'exploitation des travailleurs, les conditions de travail dans les entreprises capitalistes sont extrêmement pénibles, le chômage prend des proportions de plus en plus alarmantes. Comme suite au fameux plan de Genève de 1932, pendant la période de crise économique de 1929—1933, le nombre des chômeurs dépasse les 300 000. Les conditions de logement primitives, le pouvoir d'achat toujours plus amenuisé des masses, les mala-

[1] C. I. Băicoianu, *Studii economice, politice şi sociale, 1898—1940*, Bucarest, 1941, p. 848.

dies sociales, voilà encore d'autres aspects des conditions de travail et de vie extrêmement dures des travailleurs. Rien d'étonnant, donc, si la mortalité générale et infantile va sans cesse croissant, si la durée moyenne de la vie n'est, en 1933, que de 42 ans.

Les exemples que nous venons de donner se réfèrent à l'exploitation féroce à laquelle étaient soumis les ouvriers des entreprises du capital étranger. Mais il faudrait y ajouter les misères sans nombre auxquelles toute la classe ouvrière de notre pays était vouée par la bourgeoisie roumaine complice des monopoles étrangers.

Pendant toute la période comprise entre la fin de la première guerre mondiale et 1933, le prolétariat, sous la conduite du Parti Communiste de Roumanie, lutte infatigablement, alliant les revendications économiques aux revendications politiques. Dans la plus profonde clandestinité, le P.C.R. organise et dirige de puissants mouvements de grève. C'est ainsi que, en août 1929, la grève des mineurs de Lupeni devait porter un coup sensible à la politique exploiteuse et antinationale du régime bourgeois-agrarien. Les actions de la classe ouvrière « ... culminèrent par les héroïques luttes de janvier-février 1933 des cheminots et des ouvriers du pétrole qui se dressèrent vigoureusement contre les courbes de sacrifice, la misère, l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière, contre l'asservissement toujours plus prononcé du pays aux puissances impérialistes, pour barrer la route au fascisme et à la guerre antisoviétique »[1].

Avec la parution de *Contributions à l'histoire du capital étranger en Roumanie*, l'analyse des moyens et des méthodes employés par le capital étranger pour accroître sa domination est bien plus complète que l'analyse connue jusqu'ici dans la littérature historique et économique de notre pays. Se servant des documents du parti, les auteurs interprètent de juste façon les phénomènes sociaux et économiques, à partir d'un vaste matériel documentaire ou tiré des archives. Leurs intéressantes conclusions aideront les économistes et les historiens à approfondir d'autres problèmes touchant l'histoire économique de la Roumanie. En même temps, l'ouvrage nous aide à mieux connaître les réalités de la Roumanie bourgeoisie-agrarienne pendant l'entre-deux-guerres, de même que la lutte menée par notre peuple pour défendre ses intérêts vitaux et l'indépendance du pays.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'ouvrage dont nous venons de parler présente une incontestable valeur scientifique, et, de par son caractère convaincant, combattif, constitue une publication d'histoire économique réussie. Les historiens et le public disposent ainsi d'un ouvrage particulièrement intéressant qui vient remplir un vide dans notre littérature historique et qui contribuera sans nul doute à accroître l'intérêt du public pour les études d'histoire économique. La parution du second volume, qui traitera de l'histoire du capitalisme étranger pendant la période de fascisation du pays et de préparation de la guerre antisoviétique, constituera une nouvelle contribution de la section d'histoire de l'économie nationale de l'Institut de recherches économiques de l'Académie de la R.P.Roumaine à l'éclaircissement des problèmes fondamentaux de l'histoire économique de notre pays.

I. Puia

---

[1] Gh. Gheorghiu-Dej, *40 de ani de luptă sub steagul atotbiruitor al marxism-leninismului* ; voir « Scînteia » du 9 mai 1961.

DOCUMENTE PRIVIND ISTORIA ROMÎNIEI
RĂSCOALA DIN 1821

Tome IV: L'Hétairie dans les Principautés Roumaines,
Ed. Acad. R.P.R., Bucarest, 1960, 316 p.

Le renforcement de la conscience nationale au début du XIXe siècle à la suite du développement des éléments capitalistes de la Péninsule des Balkans a eu pour effet d'intensifier la lutte contre le joug turc et pour la création d'Etats nationaux indépendants. L'Hétairie, organisation secrète fondée en 1814 à Odessa, avait pour objet de préparer la révolution grecque qui, avec le concours escompté de la Russie, devait aboutir à la libération du peuple grec et à la création d'un Etat national indépendant. Purement hellénique au début, L'Hétairie élargit bientôt son programme, s'appliquant à enrôler tous les peuples chrétiens de la Turquie européenne dans une lutte commune pour leur indépendance. Les Principautés Roumaines furent le principal terrain d'action de l'Hétairie.

Le profond mécontentement de la paysannerie exploitée, qui avait pris au XVIIIe siècle différentes formes de la lutte de classe, éclata en 1821 dans un vigoureux soulèvement contre le système féodal en même temps que contre la domination ottomane. C'est en raison de cet état de choses — observe l'académicien A. Oţetea — qu'au moment où l'Hétairie donna le signal d'une insurrection générale de tous les chrétiens de l'Empire ottoman pour leur indépendance nationale, les masses populaires des Principautés Roumaines saisirent l'ocasion pour tenter de réaliser leurs revendications sociales et déchaînèrent la révolte d'Olténie.

Les premiers trois volumes de la collection, qui réunissent les documents internes relatifs au soulèvement dirigé par Tudor Vladimirescu, fournissent aux chercheurs des matériaux de première importance, en grande partie inédits, et apportent la lumière dans nombre de problèmes vivement controversés par l'ancienne historiographie roumaine, tels que le caractère de la révolte, les forces sociales y ayant pris part, etc,. offrant ainsi la possibilité de reconstituer sous le jour de la conception matérialiste l'histoire du mouvement d'affranchissement des pays roumains.

Le IVe volume, qui fait l'objet de notre compte rendu, contient 151 documents relatifs à la période 15 juillet 1813 — 2 mars 1829 et reproduit trois textes concernant l'organisation de l'Hétairie et son activité sur le territoire de la Moldavie et de la Valachie, les relations des dirigeants de l'Hétairie avec les peuples des Balkans, le déchaînement et les phases de l'insurrection grecque, l'attitude des grandes puissances à l'égard du mouvement hétairiste, sa répression par les troupes turques, etc.

L'Hétairie était organisée sur le modèle de la franc-maçonnerie et comportait un rituel d'inititation avec prestation de serment. On trouvera dans le volume un formulaire (doc. n° 2) indiquant les règles à observer pour le cérémonial d'initiation ainsi que le texte du serment. Ce document a appartenu au boyard Rosetti Roznoveanu, ancien hétairiste, qui s'en est sans doute servi pour recruter de nouveaux membres [1].

Grâce au but qu'elle s'assignait — la lutte contre le joug turc — l'Hétairie fit dès la première heure de nombreux adeptes dans les Principautés. Le document n° 7 reproduit la lettre d'adhésion, écrite en langage conventionnel, d'Iacovachi Rizos Nerulos, grand *postelnic*

[1] Cf. N. Camariano, *Despre organizarea şi activitatea Eteriei în Rusia înainte de răscoala din 1821*, dans *Studii şi materiale de istorie modernă*, t. II, 1960, p. 85, note 1.

(ministre des Affaires étrangères) et l'un des hétairistes les plus actifs de Moldavie. Afin d'assurer à l'Hétairie une base d'action aussi large et sûre que possible, l'on eut recours à l'initiation des princes régnants qui, en cas de refus, devaient êtres supprimés (doc. n° 12). Une série de documents (nos 44, 46, 47, 50, 51, 54, etc.) nous renseignent sur l'activité intense déployée en faveur de l'Hétairie par le hospodar de la Moldavie, Mihail Şuţu, dans l'espoir de gagner la bienveillance de la Russie et d'occuper le trône de Valachie. Il donna son plein concours à l'organisation d'une armée hétairiste en Moldavie, se déclarant prêt à sacrifier dans ce but toute sa fortune (doc. nos 55, 62). La cause de l'Hétairie fut embrassée dans les Principautés non seulement par les boyards d'origine grecque qui, détenant de hauts emplois dans l'Etat pouvaient favoriser le mouvement révolutionnaire, mais encore par les boyards autochtones qui comptaient sur l'aide militaire de la Russie pour secouer le joug ottoman. Ainsi le document n° 37 nous renseigne sur l'initiative du boyard Brîncoveanu et d'autres documents nous apprennent qu'une partie du haut clergé avait également adhéré à l'Hétairie et lui accordait son appui et que plusieurs prélats tels que le métropolite de Moldavie, l'évêque de Roman, les hégoumènes des couvents des Trois Hiérarques et de Floreşti, d'autres encore, comptaient parmi les dirigeants du mouvement.

De nombreux documents ont trait aux plans d'action de l'Hétairie pour la préparation et le déroulement de l'insurrection. Le 24 octobre 1820 Alexandru Ipsilanti annonçait la modification du plan initial, établi à Ismail, et décidait d'avancer au 14 novembre le déclenchement de la révolte dans les Principautés, pour faciliter le passage du Danube (doc. 33, 34, 36). Les documents nos 42, 49 et 53 nous renseignent sur d'autres plans d'action, dont le dernier est l'œuvre d'un hétairiste de Jassy, qui propose entre autres de commencer la révolte dans les Principautés et d'envoyer « un autochtone versé dans les choses de la guerre pour armer convenablement ses soldats et les instruire par petites unités » à Iordaki l'Olympiote.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Les dirigeants de l'Hétairie essayèrent de tirer avantage du conflit qui avait éclaté entre Ali, pacha de Jannina, et le sultan, et de coopérer avec le knèze serbe Milan Obrénovitch avec lequel ils échangèrent une abondante correspondance (doc. nos 15, 16, 25, 29, 31, 32, 44, 49, 50, 85, 108, etc.). Le 24 octobre 1820 Alexandru Ipsilanti écrivait à Milan Obrénovitch pour lui demander d'envoyer des troupes à Lom et à Drinovatz aussitôt que la révolte éclaterait dans les Principautés afin de lui faciliter le passage du Danube (doc. n° 35). D'autres documents (nos 68, 85, 91, etc.) nous apprennent que la population bulgare était, elle aussi, appelée à jouer un rôle dans la révolte projetée.

Le volume contient également un grand nombre de documents relatifs aux mesures préparatoires de la révolte sur le territoire des Principautés Roumaines (réunion des fonds et des provisions nécessaires, recrutement de volontaires et leur équipement, etc.). Ces divers problèmes font l'objet de nombreuses lettres échangées entre Alexandru Ipsilanti et les dirigeants de l'Hétairie dans les Principautés (doc. nos 17—19, 22—24, etc.).

Nombre de documents attestent que l'Hétairie avait préparé de longue date la révolte projetée dans les Principautés. Le rôle principal y était réservé à trois commandants de la garde princière : Iordaki l'Olympiote, Bimbaşa Sava et Ioan Farmaki (doc. nos 17, 18, 22—24, 27, etc.). D'autres pièces il ressort que des préparatifs intenses avaient également lieu en Moldavie à la veille de l'arrivée d'Alexandru Ipsilanti à la tête de son armée, dont le prince régnant devait assurer le ravitaillement (doc. nos 55, 57).

A Jassy les dirigeants de l'Hétairie recrutaient des volontaires et recueillaient des donations et des contributions au vu et au su de tous, ce qui ne manquait pas d'alarmer l'opinion publique (doc. nos 45, 47, 50, 51, 54, 57, 58, 60, 63, 64, etc.).

Après de longs préparatifs et des ajournements successifs, Alexandru Ipsilanti annonça le 21 février 1821 qu'il se mettrait en route le soir même pour Jassy, afin de déclencher l'in-

surrection. Ainsi qu'il résulte d'une série de documents, il n'était pas possible de temporiser davantage, car le nombre des hétairistes était tel qu'il devenait difficile de garder le secret de l'organisation (la Porte avait même appris l'existence de l'Hétairie, cf. doc n° 31), et, d'autre part, les préparatifs étaient achevés — aussi bien dans le Péloponnèse que dans les deux Principautés, de sorte que tout retard ne pouvait que porter préjudice au mouvement (doc. nos 69, 70, etc.). On trouvera également dans ce volume le texte des trois proclamations du 24 février 1821 qu'Alexandru Ipsilanti adressa de Jassy aux Grecs du monde entier, aux hétairistes et aux Grecs de Moldavie et de Valachie, leur donnant le signal de la révolte. Il leur demandait de lutter pour la libération de leur patrie, leur faisant espérer le concours militaire de la Russie (doc. nos 71—73). Le même jour Ipsilanti adressait un appel au tsar Alexandre Ier, sollicitant son aide (doc. n° 74). D'autres documents ont trait au désaveu du mouvement hétairiste par le tsar et au changement d'attitude du consul de Russie Al. Pini à la suite de ce désaveu (doc. nos 94, 95, 97, 98, 119, etc.).

Une série de documents relatent les événements de Galatz et de Jassy avant et après l'arrivée d'Ipsilanti et la panique de la population moldave, qui redoutait les représailles des Turcs (doc. nos 64, 77, 80, 86, 91, 101, 102, 106, 150).

Les collectes de fonds et d'armes et les enrôlements de volontaires continuèrent en Moldavie après le départ d'Ipsilanti, afin d'assurer l'arrière du front et de constituer une base de ravitaillement des troupes (cf. doc. nos 78, 80, 83, 84, 86, 87, 89, etc.).

Une autre série de documents contiennent d'intéressantes précisions sur la révolte dirigée par Tudor Vladimirescu, sur les rapports de celui-ci avec l'Hétairie (doc. nos 123, 170, 182, 248, etc.) ainsi que sur les effectifs de ses troupes et ceux de l'armée hétairiste (doc. n° 117). Signalons en passant la lettre particulièrement intéressante de Rizos Nerulos (doc. n° 64) où ce dernier annonce que Tudor Vladimirescu a proclamé la liberté et l'égalité, l'abolition des privilèges des boyards, et qu'il a vengé les opprimés.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Quelques documents relatent un certain nombre d'actes de brigandage et d'abus commis sur le territoire des Principautés par les hétairistes, ce qui fit que la population se montra généralement hostile à l'Hétairie (doc. nos 106, 107, 118, 126, etc.).

D'autres documents publiés dans le volume dont nous nous occupons ici ont trait à l'intervention turque et aux combats entre l'armée turque et les troupes hétairistes (Sculeni, Tîrgu-Neamț), à la liquidation du mouvement hétairiste en Moldavie et en Valachie et aux horreurs commises à cette occasion par les Turcs (doc. nos 110, 118, 120, 133—135, 141, 142, 144, etc.).

La seconde partie du volume contient la première traduction qui ait été faite en roumain de deux sources narratives concernant le mouvement hétairiste dans les Principautés : Mémoire relatif à l'expédition de 1821 d'Ipsilanti dans les Principautés Danubiennes, par un anonyme, et Progrès de la « Société des Amis » pendant la révolution, par A. Xodilos.

Dans le premier mémoire, que F. M. Marshall, l'éditeur du texte grec, regarde comme « l'exposé contemporain le plus complet de l'expédition d'Ipsilanti », l'auteur, qui prit lui-même part à l'insurrection, fait une relation circonstanciée du mouvement hétairiste, avec toutes les intrigues et mésententes qui divisaient ses dirigeants, les brigandages commis par les hétairistes dans les Principautés et nous renseigne sur les rapports de Tudor Vladimirescu avec Ipsilanti (considérés du point de vue des hétairistes), sur les combats contre les Turcs, etc. Le mémoire contient un véritable réquisitoire contre Alexandru Ipsilanti, que l'auteur accuse de lâcheté et de malhonnêteté et auquel il reproche d'avoir divulgué dans ses proclamations le secret de l'aide russe, ce qui provoqua le désaveu du tsar et priva le mouvement de l'aide de la Russie, le condamnant ainsi à un échec certain. Il lui reproche également comme une faute grave de

s'être trop longtemps attardé dans les Principautés. Par contre le mémoire met en relief les mérites et les qualités de C. Ducas, l'un des principaux commandants de l'armée hétairiste.

La seconde source s'occupe en particulier des commencements de l'Hétairie et précise quelques points, touchant notamment les événements de 1821 en Moldavie.

Le volume s'achève avec les mémoires du prince G. Cantacuzino portant sur les débuts et l'activité de l'Hétairie dans les Principautés Roumaines. Ce document, rédigé en français, est publié pour la première fois.

Les matériaux documentaires contenus dans ce volume contribueront à une connaissance plus approfondie de l'action de l'Hétairie dans les Principautés Roumaines et de ses rapports avec la révolte dirigée par Tudor Vladimirescu.

Ioana Constantinescu

J. STRIEDTER

DIE ERZÄHLUNG VOM WALACHISCHEN VOJEVODEN DRAKULA IN DER RUSSISCHEN UND DEUTSCHEN ÜBERLIEFERUNG

dans «Zeitschrift für slavische Philologie» (Heidelberg), XXIX/2.1961, pp. 398—427

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le Récit sur le voïvode Dracula constitue une histoire du règne et des actions importantes du prince valaque Vlad l'Empaleur. Cet ouvrage représente un document des relations culturelles roumano-russes au XVe siècle. Consacré à un sujet relevant de l'histoire roumaine, le *Récit sur le voïvode Dracula* a connu une large diffusion en Russie, notamment au XVIe siècle, à l'époque de la lutte pour la formation de l'absolutisme monarchique tsariste.

Après la publication par le savant soviétique A. Sédelnikov d'une édition étayée sur le manuscrit le plus ancien et le plus correct [1], on a vu s'accroître le nombre des éditions de cet ouvrage, tant en U.R.S.S. qu'en Roumanie [2]. On a également vu paraître un grand nombre d'études critiques, qui tentent de résoudre les problèmes se rattachant à l'origine du Récit,

[1] A. Sédelnikov, *Литературные повести о Дракуле Воевода*, dans «Известия отделений по Русскому языку и словесности Акад. Наук СССР», II, Leningrad, 1929, pp. 621—659.

[2] Le texte établi d'après l'édition de Sédelnikov a été réédité dans la collection «Русские повести XV—XVI веков», par les soins de M.O. Skripil, Moscou-Leningrad, 1958, pp. 259—265 et 420—429, avec une traduction en russe moderne et des notes explicatives; dans l'historiographie roumaine, il a été publié par A. Smochină, *Elemente romînești în narațiunile slave asupra lui Vlad Țepeș*, Jassy, 1939, *Cronicile slavo-romîne din secolele XV—XVI-lea publicate de I. Bogdan*, édition revue et complétée par P. P. Panaitescu, Bucarest, 1959, pp. 197—214, P. Olteanu, *Limba povestirilor slave despre Vlad Țepeș*, Ed. Acad. R.P.R., Bucarest, 1961, pp. 354—365, toutes trois avec des traductions en roumain.

ainsi que d'analyser ses tendances politiques et sociales[1]. Un certain nombre d'études récentes portant sur ces problèmes ont vu aussi le jour en Angleterre et en Allemagne [2].

La dernière étude critique concernant *Les récits sur le voïvode Dracul*, due à J. Striedter et parue en République Fédérale Allemande, apporte une série de conclusions nouvelles sur les questions en suspens, ainsi que des hypothèses qui ne résistent pas à une étude plus détaillée des circonstances sociales et politiques qui ont présidé à la rédaction des Récits. L'une des raisons pour lesquelles l'auteur n'a pu entreprendre une analyse approfondie des tendances des Récits tient également au fait qu'il ignorait les études publiées par la nouvelle historiographie roumaine, ainsi qu'une partie des études soviétiques touchant à cette question [3].

Comme on le sait, il existe deux versions des *Récits sur Vlad l'Empaleur*, l'une en allemand qui a été diffusée par l'entremise de l'imprimerie, vers la fin du XVe siècle, sous forme de brochures de quelques pages — lesquelles ont précédé en Europe centrale et occidentale l'apparition de la presse — et l'autre en vieux russe, sous forme de manuscrits, à commencer par le manuscrit du copiste Eufrosin, datant de 1490, d'après un premier texte rédigé en 1486.

Il est malaisé d'établir une comparaison entre ces deux versions, du fait que les différentes éditions allemandes des Récits diffèrent entre elles, certaines étant plus complètes, d'autres moins riches. Striedter réussit dans son article à déterminer avec plus de précision l'ancienneté des Récits allemands imprimés, en fournissant des données bibliographiques nouvelles. Il est avéré à présent que la plus ancienne édition de ces Récits date de 1488 et non pas de 1483, comme on l'avait cru jusqu'ici. Ceci infirme l'hypothèse de At. Raab, qui explique l'apparition des Récits russes par les relations entretenues par le typographe allemand A. Gotham, éditeur de l'une des publications allemandes sur « Dracul », avec la Russie et avec la littérature russe [4].

BCU Cluj / Central University Library Cluj

[1] Ia. S. Lurie, *Идеологическая борьба в русской публицистике конца XV—начала XVI века*, Moscou—Leningrad, 1960; voir également L. V. Tchérepnine, *Из истории общественной мысли в России и в Молдавии на рубеже XV—XVI в.*, dans le volume « Вековая дружба », publié par la filiale moldave de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Kichinev, 1961, pp. 93—95. Citons dans l'historiographie roumaine, P. Olteanu, *op. cit.*, et le compte rendu de A. Balotă, dans « Studii şi cercetări lingvistice », XIII (1962), 1, pp. 90—96. Par une série de ses représentants, l'historiographie roumaine considère le Récit slavon comme une chronique roumaine interne; Barbu. T. Câmpina, *Complotul boierilor şi « răscoala » din Ţara Romînească din iulie-noiembrie 1462*, dans « Studii şi referate privind istoria Romîniei », Bucarest, Acad. R.P.R., 1954, pp. 599—624, déclare que les Récits slavons constituent « la chronique de Vlad l'Empaleur », « le seul témoignage roumain » de son règne. Voir aussi E. Stănescu, *Essai sur l'évolution de la pensée politique roumaine dans la littérature historique du moyen âge*, dans *Nouvelles études d'histoire*, II, 1960, pp. 276—277, et P. P. Panaitescu, *Vlad Ţepeş*, dans « Convorbiri literare », LXXVI (1943), pp. 331—348.

[2] At. Raab, *Zu einigen niederdeutschen Quellen des altrussischen Schrifttums*, dans « Zeitschrift fur Slavistik », II (1958), 2—3, pp. 323—335; G. Nandriş, *A Philological Analysis of Dracula and Rumanian Placenames and Masculine Personal Names*, dans « The Slavonic and East European Review », XXXVII (1959), pp. 370—377. (Ce dernier auteur opine que *Dracula*, dans le titre du Récit slavon, de même que dans celui du Récit allemand, est la forme du génitif slave et signifie « le fils de Dracul » (Vlad Dracul), mais la présence d'un tel terme slave dans le texte allemand, antérieur au texte slavon, ne saurait s'expliquer. Au demeurant, la filiation ne s'exprime pas dans le slavon médiéval (sud-slave et russe) par le génitif masculin, mais par les désinences *ov*, *ev*, *ić*.

[3] L'auteur n'a étudié que les écrits plus anciens de I. Bogdan, *Vlad Ţepeş şi naraţiunile germane şi ruseşti asupra lui*, Bucarest, 1896 et C. Karadja, *Incunabulele povestind despre cruzimile lui Vlad Ţepeş*, dans *Închinare lui N. Iorga*, Cluj, 1931. Parmi les écrits soviétiques, il ignore le dernier ouvrage susmentionné de Lurie.

[4] A. Raab, *op. cit.*, pp. 334—336.

Striedter étudie ensuite les manuscrits des Récits allemands, répandus dans différentes bibliothèques (le manuscrit de St. Gaalen a d'abord été publié par I. Bogdan) et démontre que les anciens cahiers imprimés reproduisent un manuscrit rédigé en dialecte saxon, en Transylvanie, avant la fin du règne de Vlad l'Empaleur (car il y manque les informations sur la guerre avec Mahomet II et sur la chute du prince valaque), c'est-à-dire en 1460—1461.

Comparant les textes allemands les plus anciens, tant imprimés que manuscrits, avec les textes slavons, l'auteur aboutit à la conclusion suivante : certains passages de la version allemande (saxonne) sont spécifiques à cette version et ne se retrouvent plus dans la version slavonne. La plupart d'entre eux touchent à la spoliation des commerçants saxons, aux expéditions armées des troupes de Vlad l'Empaleur en Transylvanie, à Sibiu et à Braşov, ainsi que dans le pays de Făgăraş, et au meurtre des jeunes Saxons venus étudier la langue en Valachie. A cette même catégorie appartiennent aussi les informations concernant Jean de Hunedoara, qui fit exécuter « le vieux Dracul », Vlad Dracul, c'est-à-dire le père de Vlad l'Empaleur. En général, les passages des Récits allemands, qui ne se retrouvent pas dans les Récits slaves, ont un caractère transylvain et saxon et ont trait aux actions de Vlad l'Empaleur considérées à travers le prisme des habitants des villes saxonnes de Transylvanie. D'autres passages sont spécifiques uniquement à la version slavonne. Le caractère de ces passages est multiple ; ils traitent des batailles de Vlad l'Empaleur contre les Turcs, de l'héroïsme de ses soldats et relatent l'histoire des principaux événements à partir de 1461 : la capture du prince par le roi Mathias Corvin, son séjour en prison, puis, comme grand boyard, à Buda, la reprise du trône avec l'appui d'Etienne le Grand, l'assassinat de « Dracula » par ses soldats, le sort de sa famille réfugiée en Hongrie. Enfin, un troisième groupe de renseignements est commun aux deux versions ; ce groupe comprend des anecdotes à caractère folklorique, par exemple l'anecdote à propos du domestique qui ne pouvait souffrir l'odeur des cadavres empalés, l'anecdote portant sur les deux moines catholiques auxquels on avait demandé ce qu'ils pensaient de l'esprit de justice du prince (dans la version allemande, le moine qui aprouve le prince est empalé pour flagornerie, dans la version slavonne, au contraire, il est loué du fait qu'il sait comment doit régner « un grand prince »), le repas donné aux gueux qui sont ensuite brûlés sur le bûcher, l'histoire des turbans cloués sur la tête des envoyés turcs, l'anecdote de l'homme à la chemise courte, etc.

Entre les deux versions, la version allemande et la version slavonne, les différences ne concernent point seulement la quantité des renseignements fournis, mais touchent également aux tendances politiques et au portrait que chacune d'elles brosse du prince valaque. A bon droit, Striedter démontre que la version saxonne (allemande) est nettement hostile à Vlad l'Empaleur. Ecrite à l'époque où ce prince régnait encore, cette version vise à discréditer « Dracul », en nous le dépeignant comme un « tyran », comme un homme d'une cruauté diabolique, sadique et sauvage, bourreau des Saxons et de ses sujets. En revanche, la version slavonne nous le présente comme « un grand prince » qui fait régner dans le pays — il est vrai par la terreur — l'honnêteté et la justice, en s'en prenant aux boyards, aux négociants, aux envoyés turcs ou hongrois (voir par exemple le chap. IV : « Il haïssait tellement le mal dans son pays, que si quelqu'un se rendait coupable de quelque méfait, vol ou acte de brigandage, mensonge ou injustice, il ne restait pas vivant, fût-il grand boyard ou prêtre ou moine ou homme du commun, et fût-il très riche ... »). Dans son étude sur *Le conflit idéologique en Russie aux XVe—XVIe siècles*, G. Lurie était arrivé à la même conclusion, à savoir que « Dracul » du Récit slavon est un « grand prince » qui se maintient au pouvoir par la terreur et s'impose à l'anarchie féodale[1].

[1] Ia. S. Lurie, *loc. cit.*, pp. 410—412.

Ainsi donc, conclut Striedter, les deux versions ont un noyau commun, à savoir une collection d'anecdotes sur Vlad l'Empaleur qui ont probablement circulé oralement en Valachie ou en Transylvanie (l'auteur penche pour cette dernière localisation, en arguant que l'on n'a pu retrouver en Valachie une production folklorique concernant Vlad l'Empaleur) [1].

Les deux versions s'étayent sur ce noyau folklorique transylvain, dans une langue sud-slave, mais leur rédaction a suivi une voie différente dans les deux versions. Les récits oraux sur Vlad l'Empaleur revêtaient le caractère d'anecdotes, sans aucune tendance politique. C'est sur la foi de ces anecdotes, déclare l'auteur, qu'ont été rédigés deux écrits indépendants l'un de l'autre. La version allemande, saxonne, visait à dénoncer la tyrannie du prince valaque, alors que la version slavonne se proposait de présenter aux lecteurs russes l'exemple d'un monarque autoritaire, qui triomphe par la terreur de l'anarchie féodale et impose la justice à tous ses sujets. Cet aspect politique, qui ne figure que dans la version russe, est l'écho de la lutte qui se livre en Russie pour l'Etat centralisé, sous le règne d'Ivan III, entre le grand knèze d'un côté, la noblesse des gros propriétaires terriens de l'autre. Selon Striedter, nous avons donc affaire en l'occurrence à un problème russe de l'époque ; les passages concernant les châtiments infligés par Vlad l'Empaleur aux boyards récalcitrants, les soldats loyaux faits par lui chevaliers, le portrait de « Dracula » présenté comme un monarque cruel mais juste, correspondent à l'idéologie de l'autorité absolue des grands knèzes et ont été écrits pour justifier leur méthode politique. Ils sont dus à un russe qui a développé et enrichi en ce sens les anciens thèmes folkloriques. Du fait que la version slavonne fournit des détails précis sur le séjour de Vlad l'Empaleur à Buda et que l'écrivain situe son récit « ici à Buda », l'historien allemand en déduit que l'auteur de la version slavonne était un diplomate russe accrédité à la cour du roi Mathias Corvin, à Buda, où il avait connu les fils du prince valaque. C'est là qu'il a également pu puiser aux légendes qui constituent la partie commune aux récits slavons et aux récits allemands, c'est-à-dire le prototype des deux versions. Il se pourrait que l'auteur des récits slavons ait été le diplomate russe F. Kouritsine, qui a séjourné à Buda, en qualité d'ambassadeur du grand knèze, à la cour du roi de Hongrie, entre 1482 et 1484, à l'époque précisément où était élaborée la version slavonne de l'ouvrage. A l'encontre des historiens russes et soviétiques qui repoussent la paternité de F. Kouritsine, pour la version slavonne, vu que ce personnage bien connu était un adversaire de l'Eglise orthodoxe et passait pour un « hérétique », Striedter se rallie à l'hypothèse des historiens plus anciens, selon lesquels ce diplomate russe aurait compilé ou rédigé l'ouvrage. Il est malgré tout difficile d'admettre qu'un « hérétique » ait pu écrire ces mots qui dénotent un orthodoxe convaincu, et peut-être même un ecclésiastique : « Il (Vlad l'Empaleur) a abandonné la religion orthodoxe, s'est éloigné de la vérité et a abandonné la lumière » [2].

Les arguments de Striedter sur les origines et l'élaboration des deux versions des Récits sur Vlad l'Empaleur ne tiennent pas compte de certains événements relevant de l'histoire politique, sociale et culturelle de la fin du XVe siècle. En dépit des éléments nouveaux qu'il fournit, et de la présentation juste de certains problèmes de détail, ses conclusions ne sauraient cependant résister à la critique.

Le premier fait dont il convient de tenir compte dans l'analyse historique des Récits slavons sur Vlad l'Empaleur, est le portrait même de ce prince roumain, telle que le texte nous

[1] En réalité, les légendes orales, populaires, sur Vlad l'Empaleur, en roumain, ont circulé en Valachie jusque de nos jours. Voir A. Balotă, *compte rendu cité*, p. 90.

[2] *Cronicile slavo-romîne*, p. 212. A. D. Sédelnikov, *op. cit.*, p. 637 ; Ia. S. Lurie, *op. cit.*, p. 400 ; At. Raab, *op. cit.*, p. 632, repoussent l'hypothèse d'après laquelle l'auteur de la version slave serait F. Kouritsine.

le décrit. Il ne s'agit pas, comme le pensent Striedter et d'autres historiens, d'une figure conventionelle, appelée à confirmer les vues d'un publiciste qui s'en servirait pour exposer la doctrine politique russe de l'autocratie. Vlad l'Empaleur fut un prince qui a combattu les grands boyards à l'époque du morcellement féodal, qui a essayé de fonder en Valachie un Etat centralisé princier, dont l'existence était rendue nécessaire par la réalité du danger ottoman. C'est à cette fin qu'il a mis sur pied une armée princière de petits boyards et de paysans libres et qu'il a réprimé par la terreur ses adversaires de l'intérieur du pays, les décapitant et les empalant. Telle est la conclusion à laquelle est arrivée notre historiographie marxiste [1]. Au demeurant, ce caractère du règne de Vlad l'Empaleur est clairement souligné par le chroniqueur byzantin contemporain des événements de l'époque, L. Chalcocondyle, qui déclare ce qui suit : « Il (Vlad l'Empaleur) faisait appeler tel ou tel de ses boyards, qu'il soupçonnait de pouvoir comploter pour renverser le prince et il le faisait mutiler et empaler..., si bien qu'en peu de temps, on en est arrivé à un *changement radical* et que cet homme a *changé entièrement l'organisation de la Valachie* » [2].

Ainsi donc la présentation de Vlad l'Empaleur comme un champion du pouvoir monarchique autoritaire n'est pas nécessairement le fait d'un doctrinaire de l'autocratie russe, mais relève du « prototype » de l'ouvrage. Vlad l'Empaleur n'a pas constitué un *prétexte* pour les adeptes de cette doctrine, mais un *modèle*. Les passages du récit slavon relatifs au prince valaque présenté comme un monarque autoritaire peuvent provenir aussi bien de la source même des récits et non point nécessairement de ce qu'un écrivain russe a pu ajouter à ce prototype.

Le second fait qui résulte de l'analyse de l'attitude politique de la version slavonne est la position nettement antiturque de son auteur. Vlad l'Empaleur nous y est dépeint comme un grand et vaillant défenseur de son pays contre l'invasion ottomane. Comme on le sait, à l'encontre de la version allemande, la version slavonne évoque la grande bataille livrée par le prince aux Turcs, pendant la nuit, le titre de « chevaliers » accordé aux soldats qui se sont distingués sur le champ de bataille, la dévastation des provinces turques d'au-delà du Danube, etc. Ce sont là autant d'actions qui constituent aux yeux de l'auteur des Récits le principal titre de gloire du prince valaque, comme en témoigne aussi le fait que les trois paragraphes comprenant l'exposé de la guerre avec les Turcs sont placés au début de l'ouvrage, avant les passages qui parlent du caractère autoritaire du règne de Vlad l'Empaleur. Cette partie introductive souligne les traits héroïques du prince : « Que celui qui craint la mort ne vienne pas avec moi ». Par contre, la guerre avec les Turcs ne constituait pas au XVe siècle une préoccupation pour la politique étrangère du grand knézat de Moscou, qui était alors occupé à libérer les territoires russes occidentaux de la domination de la Lithuanie et de la Pologne. Pour atteindre cet objectif, le grand knèze Ivan III avait besoin d'entretenir des relations amicales avec le sultan et le khan de Crimée, relations qui se sont maintenues jusqu'à la fin de son règne (1505)[3]. En échange, le règne de Vlad l'Empaleur en Valachie a représenté le moment culminant de la lutte pour l'indépendance livrée contre les envahisseurs turcs ; l'historiographie roumaine considère aujourd'hui Vlad l'Empaleur comme l'un des principaux dirigeants de cette lutte historique [4]. Il est clair que les trois passages de la version slavonne figurant en tête de la narration ne sont pas dus à un diplomate russe, désireux de donner des conseils politiques au gouvernement de Moscou, mais s'inspirent du milieu politique roumain, de Transylvanie

[1] Voir notamment, Barbu T. Cîmpina, *op. cit.*

[2] L. Chalcocondyle, *Historiorum demonstrationes*, éd. Bonn, p. 500.

[3] K. V. Bazilevitch, *La politique étrangère de l'Etat centralisé russe dans la seconde moitié du XVe siècle* (éd. roum.), Bucarest, Ed. Acad. R.P.R., 1955, pp. 286—287.

[4] *Cronicile slavo-romîne*, p. 208.

ou de Valachie, à l'époque où la guerre avec le sultan se situait au premier plan des préoccupations politiques. Ce fait infirme lui aussi l'hypothèse de Striedter, d'après laquelle l'ouvrage dont nous nous occupons aurait été rédigé, dans sa plus grande partie, par un diplomate russe qui se serait adressé exclusivement aux lecteurs de son pays.

Le troisième élément de l'analyse critique de la version slavonne sur Vlad l'Empaleur, à même d'éclairer l'origine de cet ouvrage, est la langue en laquelle ce texte est rédigé. Déjà, dans l'ancienne *Chrestomathie* de F. Bouslaev où se trouve reproduit en entier le *Récit sur le voïvode Dracul*, l'éditeur remarquait l'existence d'un certain nombre de mots et de termes techniques (sociaux et politiques : *apoclisar, birev, pristav, siromah, viteaz*, etc.) qui démontrent l'existence d'un texte original en langue bulgare, traduit par la suite en vieux russe [1].

Le texte de la traduction, tel qu'il nous est parvenu dans les manuscrits les plus anciens, se ressent des résidus lexicaux de l'ancien original en langue bulgare médiévale. Tant Striedter que Sédelnikov et Lurie n'ont pas manqué de remarquer dans leus rétudes l'existence de ces éléments de langue slave méridionale dans le texte russe du Récit sur Vlad l'Empaleur et ont cru qu'ils provenaient des anecdotes folkloriques auxquelles ont eu recours tant l'auteur de la version allemande que celui de la version slavonne. Dans son introduction à l'édition publiée par lui, Sédelnikov parle de l'influence (dans les textes russes) des récits « serbo-valaques » de la cour de Mathias Corvin [2]. Dans l'hypothèse de Striedter, seule la partie commune aux récits slavons et aux récits allemands pourrait expliquer le fait que des expressions et des mots sud-slaves aient été conservés dans le texte russe, vu qu'il s'agissait d'anecdotes orales à caractère folklorique, en langue slavonne utilisée en Hongrie et en Valachie [3]. Mais l'auteur de cette hypothèse n'a pas observé que les termes techniques d'institutions féodales, relevés plus haut (*apoclisar, pristav*, etc.), ainsi qu'une série de mots usuels d'origine sud-slave, conservés dans le Récit russe ne figurent pas seulement dans les passages regardés comme étant « d'origine folklorique », mais, au contraire, surtout (et même exclusivement en ce qui concerne les termes techniques féodaux) dans la partie historique, dans le récit sur le séjour de Vlad l'Empaleur à Buda, sur son retour au trône, sur sa mort et sur le sort de sa famille, c'est-à-dire justement dans la partie non folklorique attribuée par Striedter au diplomate russe, lequel aurait écrit son ouvrage à Buda, en s'étayant sur des informations locales.

Il résulte de toutes ces données relatives au caractère historique de la figure de Vlad l'Empaleur (combattant contre les Turcs et contre l'anarchie des boyards) et aussi de la présence dans l'ancien texte russe de mots et d'expressions sud-slaves, vestiges du prototype de l'ouvrage, qu'il a existé un écrit en une langue sud-slave, probablement en moyen bulgare, langue utilisée par la littérature féodale dans les trois Principautés Roumaines au XVe siècle, écrit constituant une narration historique de la vie et des actions du prince valaque Vlad l'Empaleur. Cet écrit, transformé et augmenté, a été traduit en russe par un diplomate russe, auquel il a semblé que le sujet du récit s'accordait avec les circonstances existantes en Russie, avec la lutte menée en ce pays aussi pour l'absolutisme monarchique. Le prototype en langue sud-slave portant sur un sujet d'histoire roumaine, dont les éléments sont

BCU Cluj / Central University Library Cluj

---

1 Fédor Bouslaev, *Русская Хрестоматия*, 8e éd., Moscou, 1901, pp. 211—217.

2 A. D. Sédelnikov, *op. cit.*, p. 637.

3 J. Striedter, *op. cit.*, pp. 410—412.

spécifiques aux circonstances du XVe siècle en Valachie (notamment à la lutte contre l'invasion ottomane), a été écrit à Buda par quelqu'un qui se trouvait dans l'entourage des fils de Vlad l'Empaleur [1], en utilisant la langue officielle de la classe dominante et de l'église roumaine de l'époque.

L'historiographie soviétique s'est rapprochée elle aussi, ces derniers temps, de cette conclusion. Ainsi, dans une étude sur la pensée sociale en Russie et en Moldavie au XVe — XVIe siècle — étude parue en 1961 — l'historien L. V. Tchérepnine admet la possibilité d'une source écrite, et non pas orale (folklorique [2]) du Récit russe : « On a utilisé comme sources (du Récit) les textes écrits de la littérature moldo-valacho-hongroise, ou ceux de l'épopée moldo-valacho-hongroise » [3].

Il nous reste à définir les relations entre le texte slavo-roumain (prototype de la version russe) et celui de la version allemande. Pour Striedter, le problème peut se résoudre par l'existence d'une source commune, folklorique, sur laquelle se seraient étayés les deux récits, indépendemment l'un de l'autre. Il est difficile d'admettre une telle solution. Les deux versions, portant sur le même sujet, sont écrites dans le même milieu transylvain et hongrois [4], elles revêtent la même forme : la juxtaposition de brefs passages anecdotiques, comprenant dans une série de cas la même anecdote dans les deux versions (Striedter a découvert dix points de contact entre la version allemande et la version slave). L'intervalle de temps qui sépare la rédaction des deux versions est assez réduit. La version slavonne a été rédigée vingt ans environ après la version allemande et l'on sait que celle-ci a joui d'une large diffusion et qu'elle a été copiée en de nombreux manuscrits, qui furent diffusés en Allemagne, par l'entremise de l'imprimerie, en dix éditions au moins connues jusqu'à présent. Dans ces conditions, il est impossible que l'auteur de la version slavonne ait ignoré l'existence de la version allemande. L'argument de Striedter, les tendances politiques contradictoires des deux versions — dont l'une considère Vlad l'Empaleur comme un tyran cruel et l'autre comme un combattant contre l'invasion turque et pour le règne de la justice dans son pays — ne sont pas une preuve que l'auteur de la version slave ait ignoré la version précédente, allemande. Bien au contraire, il nous faut admettre que c'est justement la lecture de cette version antérieure, tendancieuse, qui l'a poussé à en écrire une autre pour présenter Vlad l'Empaleur sous son vrai jour. En ce sens, la version slavonne consitue, d'après nous, une *réponse* donnée aux pamphlets publiés contre Vlad l'Empaleur par ses adversaires saxons.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le problème des origines des *Récits sur le voïvode Dracula* reste encore ouvert ; nous considérons que la récente étude de J. Striedter a fourni aux débats des éléments nouveaux, mais qu'elle n'a pas abouti à des résultats valables, ni pour l'historiographie roumaine, ni pour l'historiographie soviétique ou allemande qui ont chacune leur mot à dire à cet égard.

P. P. Panaitescu

---

[1] *Cronicile slavo-romîne*, p. 213 (chap. XIX).

[2] L'existence d'un texte écrit slavo-roumain de cet ouvrage sur Vlad l'Empaleur n'exclut pas qu'on ait également eu recours à des anecdotes orales. Voir A. Balotă, *compte rendu cité*.

[3] L. V. Tchérepnine, *op. cit.*, p. 93.

[4] L'auteur de la version slavonne rappelle qu'il a séjourné autrefois à Oradea (*Cronicile slavo-romîne*, p. 213).

BCU Cluj / Central University Library Cluj

PRINTED IN RUMANIA